

P A R S O

N S W S P

B R I N C

K E R H O

F F

3

À PROPOS

4

MISSION, VISION
ET VALEURS

6

MESSAGE DU
PRÉSIDENT DU
CONSEIL

8

MESSAGE DU CHEF
DE LA DIRECTION

12

MESSAGE DU CHEF
DE LA DIRECTION
FINANCIÈRE

16

MESSAGE DU CHEF
DE L'EXPLOITATION

18

DÉVELOPPEMENT
DURABLE

18

SANTÉ ET SÉCURITÉ

20

EN UN CLIN D'ŒIL

22

NOS EMPLOYÉS

26

RÉGION : ÉTATS-UNIS,
AMÉRIQUE CENTRALE
ET DU SUD

40

RÉGION : CANADA

54

RÉGION : EMEA

72

RÉGION : APAC

88

CONSEIL
D'ADMINISTRATION

89

ÉQUIPE DE DIRECTION

RENSEIGNEMENTS
SUR LA SOCIÉTÉ

90

RELATIONS AVEC LES
INVESTISSEURS

À PROPOS

WSP, grâce à l'acquisition de Parsons Brinckerhoff, est l'une des plus grandes firmes de services professionnels du monde dans son secteur. Elle travaille en partenariat avec des gouvernements, des entreprises, des architectes et des planificateurs, leur proposant des solutions intégrées et déclinées dans un large éventail de spécialités. La firme offre des services pour transformer l'environnement artificiel et restaurer l'environnement naturel et ses compétences sont multiples : restauration d'environnements, planification urbaine, construction d'édifices emblématiques, conception de réseaux de transport durables, développement de sources d'énergie du futur et développement de nouvelles méthodes d'extraction des ressources essentielles. La firme compte approximativement 32 000 employés, incluant des ingénieurs, des techniciens, des scientifiques, des architectes, des planificateurs, des arpenteurs, d'autres professionnels du design, de gestion de projet et de construction, travaillant dans plus de 500 bureaux situés dans 39 pays, sur cinq continents.

MISSION VISION VALEURS

NOTRE MISSION

**ÊTRE UN EXPERT-
CONSEIL AUX
COMPÉTENCES
HORS PAIR, AXÉ SUR
LES SOLUTIONS.**

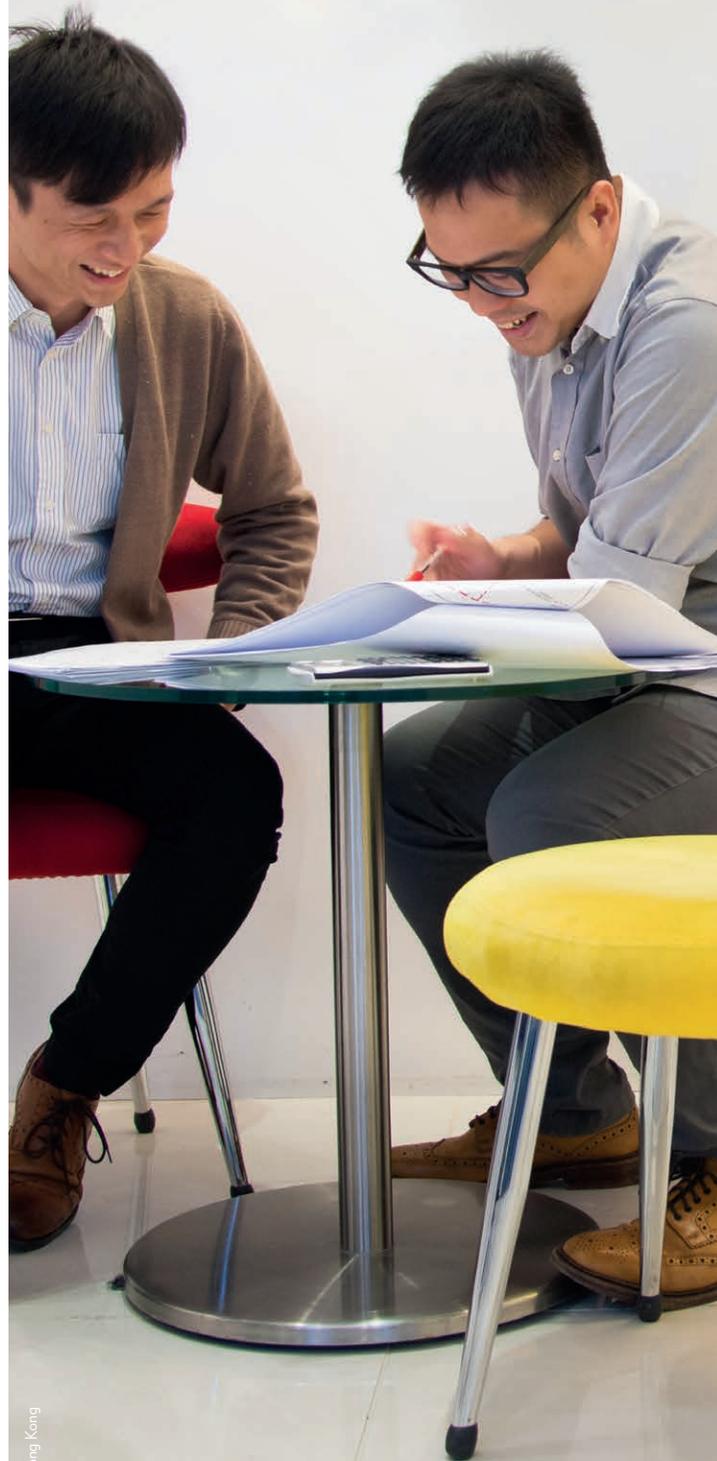
Notre tâche ne consiste pas uniquement à donner vie à des projets de gratte-ciel, d'arènes et de centres commerciaux. Il ne s'agit pas non plus d'assurer tout simplement le déplacement d'avions, de trains et d'automobiles d'un endroit à l'autre. Nous ne nous limitons pas à rescaper des terrains non utilisés. Nous faisons tout cela et bien plus encore – à l'échelle planétaire. Grâce aux nombreuses compétences et disciplines que nous maîtrisons, notre empreinte se trouve un peu partout dans les environnements bâti et naturel.

En travaillant en étroite collaboration avec nos clients à l'échelle mondiale, dans un éventail de marchés, nous ne nous contentons pas de résoudre leurs problèmes ou de répondre à leurs exigences – nous visons toujours à dépasser les attentes et à améliorer la vie des gens.

En fait, avec notre expertise en ingénierie et dans les domaines scientifique, technique et commercial, nous préparons toujours le terrain pour l'avenir. Un avenir durable. Un avenir riche de possibilités.

NOTRE VISION

**TOUJOURS DEMEURER
LE PREMIER CHOIX
DES CLIENTS, DES
PARTENAIRES ET
DES EMPLOYÉS.**





NOS VALEURS

INNOVATION

Nous devons constamment regarder vers l'avenir, afin d'anticiper les changements et de réagir avec célérité. Nous travaillons sans cesse à la résolution de problèmes. Recherchant de nouvelles idées, déterminés à trouver la solution idéale, nous n'hésitons pas à remettre en question le statu quo, à sortir des sentiers battus et à apprendre de nos expériences. Nous valorisons et encourageons la prise d'initiatives judicieuses.

CONFIANCE

Toutes nos relations sont basées sur la confiance. Nous sommes transparents et agissons conformément à l'éthique. Nous faisons preuve d'intégrité, nous tenons parole et nous traitons chaque personne avec respect. Chacun favorise l'autonomie des autres et se sent lui-même responsable et indépendant.

UNITÉ

Notre force réside dans la collaboration et le travail d'équipe. Nous tirons parti de l'excellence de nos compétences, de l'exemplarité de nos pratiques et de nos idées novatrices, tant à l'échelle locale qu'internationale.

PASSION

Nous croyons au bien-fondé de fournir, en toute occasion, un travail de qualité et de valeur à nos clients ainsi qu'aux collectivités pour lesquelles nous travaillons. Nous recherchons constamment de nouveaux projets et de nouveaux clients. Pour ce faire, nous cultivons une attitude positive ; ainsi, nous pouvons nous épanouir dans un milieu agréable et motivant.

ATTENTION

Elle se reflète dans le soin que nous portons aux besoins de nos clients. Elle est renforcée dans notre milieu de travail par la manière dont nous nous soutenons les uns les autres. Nous assumons notre responsabilité sociale et nous avons une incidence positive dans les collectivités pour lesquelles nous exerçons notre métier. Nous veillons à intégrer diligemment, à tout ce que nous faisons, les principes du développement durable. Nous faisons de la santé et de la sécurité une priorité.

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

DANS LES PREMIERS MOIS SUIVANT MA NOMINATION COMME PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2012, ON M'A DEMANDÉ PLUSIEURS FOIS SI JE PENSAIS QUE WSP CONTINUERAIT DE BÉNÉFICIER D'OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE, OUTRE LES ACQUISITIONS À L'ÉCHELLE RÉGIONALE. MA RÉPONSE ÉTAIT TOUJOURS UN OUI CATÉGORIQUE, PUISQUE J'ÉTAIS TÉMOIN DE FUSIONS DANS L'INDUSTRIE DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES. AUJOURD'HUI, JE SUIS TRÈS FIER DE DÉCLARER QUE 2014 A ÉTÉ UNE AUTRE ANNÉE DE TRANSFORMATION POUR WSP!

Au début de l'année, WSP, Focus et Parsons Brinckerhoff étaient trois entités séparées. Elles ont fusionné en une seule, créant un véritable groupe-conseil professionnel de conception et de gestion sur le plan international, qui s'affirme clairement comme le chef de file de notre industrie. Avec ces transactions qui nous ont véritablement transformés, nous avons presque doublé notre présence dans le monde. Nous avons aussi renforcé notre position dans des régions et des secteurs déterminants où nous sommes bien établis, de même que sur des marchés émergents en expansion comme l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est. Ces transactions nous positionnent également comme l'un des joueurs les plus importants dans les secteurs du bâtiment et des transports, et appuient la réalisation de notre vision : « Toujours demeurer le premier choix des clients, des partenaires et des employés ».

Tandis que la Société s'applique à concrétiser cette vision, le conseil d'administration a pris l'engagement de s'assurer que WSP est gérée et dirigée d'une façon optimale – et continue de gagner en solidité. Nous prenons notre rôle de responsables de votre investissement très au sérieux; nous travaillons en étroite collaboration avec l'équipe de direction pour atteindre nos objectifs stratégiques et opérationnels. Nous suivons de près le rendement financier et les pratiques de gestion du risque de la Société, en plus d'établir la ligne de conduite en matière de dividendes. Nous surveillons la conformité de WSP à la réglementation en matière de divulgation de l'information financière et nous nous efforçons de mettre en œuvre les normes de gouvernance les plus strictes.

Voici quelques points saillants de notre approche en matière de gouvernance :

- Notre comité d'audit et notre comité de gouvernance, d'éthique et de rémunération se composent uniquement d'administrateurs qualifiés et indépendants;
- Nos politiques et procédures de gouvernance s'appliquent uniformément à chacune des unités opérationnelles du portefeuille de WSP, afin de favoriser la cohérence et la

fiabilité dans la présentation de l'information financière et la gestion du risque;

- Notre code de conduite favorise et défend une culture d'entreprise éthique et une conformité à la réglementation partout dans le monde;
- Une évaluation annuelle de l'efficacité du conseil d'administration et de chaque administrateur est menée pour vérifier si le conseil joue son rôle de la façon la plus efficace possible;
- Notre politique de la majorité des voix exige que les candidats aux postes d'administrateurs soient élus par un vote majoritaire;
- Un vote non contraignant sur la rémunération des cadres donne à nos actionnaires l'occasion de faire part de leur point de vue sur les objectifs formulés des programmes de rémunération des cadres.

Nous cherchons continuellement à améliorer nos pratiques de gouvernance et à en adopter de nouvelles pour nous conformer à l'environnement réglementaire dans lequel nous travaillons. Par conséquent, en 2014, nous avons ajouté au conseil deux nouveaux administrateurs, Josée Perreault, Vice-présidente principale, Affaires mondiales, d'Oakley, et George J. Pierson, Chef de la direction sortant de Parsons Brinckerhoff. Je sais que Josée et George apporteront au conseil une grande expérience, tout en ajoutant à l'ensemble de ses compétences. Nous visons en effet à développer notre conseil de sorte qu'il reflète et soutienne la structure mondiale et l'expertise multidisciplinaire de la Société. Il s'agit là de deux des caractéristiques qui définissent WSP.

Je voudrais également, au nom du conseil d'administration, remercier Grant McCullagh, qui a décidé de ne pas briguer de nouveau mandat en tant qu'administrateur de la Société lors de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires. Sa vision a contribué à la réussite de WSP, tant au niveau du



fonctionnement du conseil que de la direction stratégique de la Société.

Le conseil a comme objectifs stratégiques d'aider à orienter WSP sur le chemin de la croissance future et de favoriser l'unité dans la Société nouvellement agrandie. Nous continuerons de travailler inlassablement pour atteindre ces buts, en collaboration avec l'équipe de direction. À mesure que nous prendrons de l'expansion, nous allons diversifier encore davantage notre expertise technique et administrative dans toutes les régions géographiques. Nous améliorerons ainsi notre offre aux clients tout en multipliant les occasions favorables pour les employés et en augmentant la valeur à long terme pour les actionnaires. Je suis convaincu que nous avons l'équipe de direction et l'expérience qu'il nous faut, et que nous sommes bien placés sur les plans technique, commercial et financier, pour tirer parti de notre position de chef de file mondial, soutenus par nos experts spécialisés et que cela est démontré par les projets emblématiques auxquels nous œuvrons.

Nous possédons une bonne structure de financement et d'investissement, ainsi que le soutien pour réaliser nos plans de croissance. Je suis donc optimiste par rapport à l'avenir de notre entreprise, surtout dans le contexte où une participation et des investissements massifs des secteurs public et privé seront nécessaires à l'échelle mondiale pour maintenir et construire les infrastructures verticales et horizontales de base, qui sont si cruciales pour augmenter la qualité de vie et la prospérité économique. Notre société agrandie qui se distingue à l'échelle internationale et est un chef de file mondial appliquant une stratégie sûre et présentant une direction expérimentée, est toute désignée pour saisir ces occasions favorables.

Notre équipe de direction à travers le monde est extrêmement motivée et alignée avec les intérêts de nos actionnaires. Le régime d'intéressement à court terme de la direction est d'ailleurs lié à des indicateurs de performance financiers, ce qui garantit que nous réalisons une croissance rentable et soutenue,

alignée sur des dépenses d'immobilisations appropriées et à des flux de trésorerie solides. La rémunération en vertu du système de primes à long terme de WSP est quant à elle directement liée à la performance de nos actions et au rendement total qu'obtiennent nos actionnaires, étant donné que ces primes récompensent la prise de décision éclairée et l'obtention de la valeur maximale à long terme.

Je suis certain que notre Société, forte de son plan stratégique, fournira à nos actionnaires les rendements qu'ils attendent dans les prochaines années. Grâce à notre bilan solide, nous continuerons à tenter de réaliser des transactions avec des entreprises prospères dans le but d'apporter une expertise complémentaire et d'améliorer nos opérations, d'ajouter des projets dans notre portefeuille et de stimuler la croissance, soutenant aussi notre modèle d'affaires international.

En terminant, j'aimerais souligner à quel point je suis fier d'être le Président du conseil d'administration d'une société si florissante et d'une équipe si talentueuse et si dédiée. À cet égard, je dois remercier notre équipe de direction et nos employés à tous les niveaux de l'organisation pour leur empressement dans la poursuite de l'excellence, ainsi que nos clients, qui renouvellent continuellement la confiance qu'ils mettent en nous. J'exprime aussi ma reconnaissance à nos actionnaires, qui nous soutiennent année après année et s'en remettent entièrement à WSP et à son conseil d'administration. Finalement, je souhaiterais dire un grand merci à mes collègues administrateurs pour la rigueur avec laquelle ils m'ont aidé à diriger WSP tout au long de 2014.

Cordialement,

CHRISTOPHER COLE

Président du conseil d'administration

MESSAGE DU CHEF DE LA DIRECTION

L'ANNÉE 2014 A ÉTÉ MARQUANTE À TOUS LES POINTS DE VUE POUR WSP, ET J'AIMERAIS REMERCIER L'ENSEMBLE DE NOS EMPLOYÉS AUX QUATRE COINS DU MONDE POUR L'ENGAGEMENT ET LA PASSION QU'ILS ONT DÉMONTRÉS. IL N'Y A PAS DE PREUVE PLUS ÉCLATANTE DES RÉUSSITES DE NOS EMPLOYÉS QUE LEUR RENDEMENT EXEMPLAIRE DES DERNIÈRES ANNÉES ET LA FOULE DE PRIX TECHNIQUES ET EN MATIÈRE DE LEADERSHIP BIEN MÉRITÉS REMPORTÉS PAR PLUSIEURS D'ENTRE EUX.



C'est grâce à eux que notre entreprise occupe aujourd'hui sa position enviable. Nos stratégies nous orientent clairement et nos systèmes et structures tirent parti de nos forces, mais ce sont nos employés qui garantissent véritablement notre croissance régulière et prévisible. Ce sont eux qui exécutent les projets et qui travaillent en étroite collaboration avec nos clients. Ce sont tous les efforts individuels qu'ils déploient qui génèrent, en fin de compte, les rendements que nous vous fournissons à vous nos actionnaires. À cet égard, 2014 n'a pas fait exception à la règle.

Alors que 2013 a été caractérisée par l'intégration, la consolidation et la préparation à la prochaine étape de notre croissance après la fusion de GENIVAR et de WSP en 2012, l'année 2014 a été le théâtre de nombreuses transformations : la taille de la Société a doublé grâce à une croissance interne solide et à l'acquisition de 10 entreprises, ce qui a accru notre expertise et notre présence géographique. Ces acquisitions, bien qu'elles n'aient pas toutes la même envergure, étaient, dans chacun des cas, bien harmonisées à notre plan stratégique. Elles ont visé Byggt teknik Kurt Fransson, Comtest, ESC et Teknikfunktion en Suède, ccrd aux États-Unis, Dessau CEI en Colombie, Focus au Canada, TPS en France, WINWARD en Australie et enfin Parsons Brinckerhoff. Cette dernière transaction est la plus importante de notre histoire.

Grâce à l'acquisition de Parsons Brinckerhoff, nous avons plus que doublé notre portée internationale tout en renforçant notre position aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Australie, ainsi que dans les marchés en croissance que sont l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient. Nous avons donc atteint encore davantage l'objectif de nous diversifier et de connaître une expansion afin d'avoir une véritable présence mondiale. À l'heure actuelle, environ 80 % de nos revenus pro forma proviennent de l'extérieur du Canada, notre marché national. Notre rayon d'action est maintenant plus varié puisque notre présence mondiale s'étend à 39 pays, notre engagement indéfectible envers l'excellence opérationnelle nous ayant propulsé au premier plan de notre secteur en tant que société axée uniquement sur les services-conseils. >

POUR DIRIGER UN TEL
GROUPE DE GENS
TALENTUEUX RÉPARTIS SUR
TOUTE LA PLANÈTE, IL EST
NÉCESSAIRE DE COMPTER
SUR UNE SOLIDE STRUCTURE
ORGANISATIONNELLE
COMPOSÉE DE CHEFS DE
FILE HABILITÉS DANS DIVERS
MARCHÉS ET RÉGIONS
DONT LES ACTIVITÉS
SONT HARMONISÉES EN
FONCTION DES BUTS ET
OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE.

Nous sommes parfaitement positionnés pour atteindre notre objectif d'afficher une croissance durable en 2015 et par la suite.

Pour diriger un tel groupe de gens talentueux répartis sur toute la planète, il est nécessaire de compter sur une solide structure organisationnelle composée de chefs de file habiletés dans divers marchés et régions et dont les activités sont harmonisées en fonction des buts et objectifs de l'entreprise. Ils mettent en œuvre nos stratégies et prennent des mesures en vue d'atteindre nos objectifs. Au cours de la dernière année, nous avons amélioré l'efficacité et le champ d'application de notre leadership à tous les niveaux de l'organisation. Comme l'illustrent les prochaines pages, ce rapport nous offre une occasion idéale de présenter certains des dirigeants qui mènent nos activités à l'échelle mondiale.

S'appuyant sur des modèles de prestation de services-conseils similaires et sur des compétences complémentaires, WSP et Parsons Brinckerhoff sont bien placées pour générer de la croissance par le biais de synergies de revenus, et ainsi créer de la valeur pour les actionnaires à un niveau que les deux entreprises n'auraient pu atteindre seules. Sous la forme d'une unique société plus forte, nous allons tirer avantage de notre portée mondiale, de notre capacité financière et de notre expertise complémentaire, afin de saisir des occasions de croître et de générer de la valeur pour nos employés et nos actionnaires ainsi que des opportunités de croissance pour nos employés.

Finalement, je suis heureux de vous confirmer que nous avons atteint les objectifs fixés dans notre plan stratégique 2013-2015. La partie n'est toutefois pas finie, et nous avons encore beaucoup de travail à accomplir. Alors que nous continuons d'avancer, j'aimerais prendre un instant pour contempler tout le chemin que nous avons parcouru. Il y a trois ans, nous avons mis le cap sur la création d'une société de services-conseils unique et internationale qui servirait des clients locaux et internationaux en ce qui a trait à leurs stratégies d'investissement dans les secteurs des infrastructures, du bâtiment, des ressources, de l'énergie et l'industriel. Nous occupons maintenant une position de tête dans plusieurs marchés industrialisés comme les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, la Suède et l'Australie, sans parler de notre présence solide dans les marchés émergents que sont la Chine, le Moyen-Orient et la Colombie. En plus de notre portée géographique accrue et plus diversifiée, nous avons réussi à rehausser nos compétences en matière de planification, d'expertise-conseil environnementale, de conception et de gestion de projets. Ce savoir-faire offert à l'échelle internationale nous positionne en tant que chef

de file sur le marché, et notre nom est maintenant plus que jamais associé à des projets emblématiques aux quatre coins du monde.

Notre nouvelle stratégie, qui s'étend jusqu'à 2018, constituera une poursuite de notre plan pour les exercices 2013 à 2015 en s'appuyant sur nos quatre piliers stratégiques : nos employés, nos clients, notre excellence opérationnelle et notre expertise. Nous allons continuer de bâtir notre organisation en vertu des valeurs partagées qui préservent notre culture axée sur le rendement élevé et notre désir d'orienter la société de demain.

Nous allons également continuer à stimuler notre croissance et à accroître notre part du marché dans tous nos secteurs, notamment les transports, le bâtiment et l'environnement, et ce, tout en tirant profit de l'expérience en gestion de projets que nous avons acquise à l'échelle mondiale. Nous allons mettre l'accent sur l'exploitation des connaissances de nos équipes dans le monde entier et sur la prestation de services de qualité supérieure à tous nos clients, peu importe l'envergure de leurs projets et l'endroit où ces clients exercent leurs activités. Nous allons de plus employer une approche disciplinée et structurée en vue de mettre en application notre stratégie d'acquisition, tout en demeurant suffisamment alertes et agiles pour saisir sans délai les occasions qui surgiront sur le marché. Nous mesurerons notre réussite en fonction de la rétention de nos clients, de notre croissance interne, de l'engagement de nos employés, de notre performance et du rendement du capital investi par nos actionnaires.

Je ne doute pas de notre capacité de mener à bien cette prochaine étape de notre développement, et je suis honoré de pouvoir diriger une telle famille internationale, multidisciplinaire et diversifiée.

J'aimerais remercier nos investisseurs qui continuent de nous accorder leur confiance. J'ai hâte de poursuivre mon travail en collaboration avec notre conseil d'administration, la haute direction et l'ensemble du personnel et d'atteindre les objectifs ambitieux que WSP se fixera pour les prochaines années en matière de croissance et de rendement.



PIERRE SHOIRY

Président et chef de la direction



NOUS AVONS ATTEINT LES OBJECTIFS DÉFINIS DANS NOTRE PLAN STRATÉGIQUE 2013-2015 UN AN AVANT SON ÉCHÉANCE

20 000 EMPLOYÉS

±32 000 EMPLOYÉS

MARGES DU BAIIA 11,0 % À 11,5 % ±

**MARGES DU
BAIIA DE 10,8 %**

(11,4 % EXCLUANT PARSONS
BRINCKERHOFF)

CROISSANCE ORGANIQUE 7,0 À 10,0 %

**CROISSANCE
ORGANIQUE
DE 10,4 %**

**PRODUITS NETS DE 500 M\$CA
GÉNÉRÉS PAR LES ACQUISITIONS**

**PRODUITS NETS
PROVENANT DES
ACQUISITIONS
EXCÉDANT 2,5 G\$CA**

SOUS LA FORME D'UNE
UNIQUE SOCIÉTÉ PLUS
FORTE, NOUS ALLONS
TIRER AVANTAGE DE NOTRE
PORTÉE MONDIALE, DE
NOTRE CAPACITÉ FINANCIÈRE
ET DE NOTRE EXPERTISE
COMPLÉMENTAIRE, AFIN DE
SAISIR DES OCCASIONS DE
CROÎTRE ET DE GÉNÉRER
DE LA VALEUR ET DES
POSSIBILITÉS POUR NOS
CLIENTS, NOS EMPLOYÉS
ET NOS ACTIONNAIRES.

MESSAGE DU CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE

L'ANNÉE 2014 PASSERA À L'HISTOIRE EN RAISON DE REVENUS RECORDS, DE SOLIDES RÉSULTATS OPÉRATIONNELS ET D'ACQUISITIONS TRANSFORMATIONNELLES. JE SUIS HEUREUX D'ANNONCER QUE NOUS AVONS ATTEINT, VOIRE SURPASSÉ, TOUS LES OBJECTIFS FINANCIERS ÉTABLIS DANS NOTRE PLAN STRATÉGIQUE 2013-2015, UN AN PLUS TÔT QUE PRÉVU.

Nos résultats financiers en 2014 témoignent fidèlement de notre diversification géographique et de celle de nos secteurs, qui sont répartis dans nos principales régions et pays. Cette année, toutes les régions dans lesquelles nous exerçons des activités ont affiché une augmentation de leurs produits nets et de leur BAIIA.

Notre performance en 2014 a été enrichie et renforcée à la suite de l'acquisition de Focus et de Parsons Brinckerhoff. La comptabilisation des revenus de huit et deux mois, respectivement, de ces entreprises a été incluse dans nos résultats annuels.

De façon globale, nos produits et produits nets se sont chiffrés respectivement à 2,9 G\$CA et 2,3 G\$CA, soit des hausses de 44,0 % et 40,1 % par rapport à l'exercice précédent. La croissance interne des produits nets s'est établie à 10,4 % (dont 5,8 % attribuables à un effet favorable de taux de change), tandis que la croissance liée aux acquisitions a atteint 29,7 %.

Nous avons enregistré un BAIIA de 253,5 M\$CA durant l'exercice 2014, soit 40,4 % de plus que les 180,6 M\$CA comptabilisés en 2013. Cela correspond à une marge du BAIIA de 10,8 % (11,4 % excluant Parsons Brinckerhoff), un résultat conforme à notre objectif pour 2015.

Le résultat net attribuable aux actionnaires, excluant les éléments non sous-jacents et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat), a totalisé 141,7 M\$CA, ou 2,21 \$CA par action, soit une augmentation de 50,1 % et de 21,4 % par action, respectivement.

Comme il est mentionné ci-dessus, notre solide performance financière est tributaire de notre diversification à l'échelle des régions et des secteurs. Plus encore, elle a été possible grâce à l'expertise et au dévouement de tous nos professionnels en poste aux quatre coins du monde.

- Après un net recul en 2013, nos opérations canadiennes ont profité d'une conjoncture relativement stable presque tout au long de 2014. Jumelée à l'acquisition de Focus et à des initiatives de limitation des coûts, cette conjoncture nous a permis de stabiliser nos résultats et d'améliorer notre profil de marges pour la première fois depuis 2012;
- Nous avons affiché de solides résultats dans tous les secteurs où nous exerçons aux États-Unis, pour une deuxième année consécutive. Maintenant que nous avons acquis Parsons Brinckerhoff, nous sommes à même de saisir de nombreuses occasions de diversifier notre offre de services multidisciplinaires, de poursuivre notre essor dans la vente croisée de services et d'avoir un bon potentiel de croissance;
- Au Royaume-Uni, nous avons connu une bonne année en 2014 dans les secteurs du bâtiment commercial et résidentiel. Le marché ferroviaire est demeuré prospère, et tous conviennent que la reprise de nos activités dans ce pays est bien amorcée et maintiendra un bon rythme en 2015;
- Nous sommes de nouveau très satisfaits des résultats de nos opérations dans la région nordique. La Suède se démarque en enregistrant des produits et un BAIIA records et en terminant l'année en force, ce qui augure bien pour l'avenir;



- Ailleurs dans le monde, nous avons dû composer avec des défis en Australie et en Nouvelle-Zélande ainsi qu'en Afrique du Sud après une baisse des investissements publics et privés dans les infrastructures et un ralentissement du secteur des services dans l'industrie minière. Nous avons continué de renforcer notre position dans le marché sud-américain, qui est en forte croissance, et nous avons connu d'excellents résultats ainsi qu'une croissance durable et vigoureuse au Moyen-Orient.

Nous prévoyons poursuivre sur cette lancée en 2015. De plus, nous croyons que les acquisitions transformatrices que nous avons effectuées en 2014 contribueront probablement à améliorer nos résultats durant l'exercice 2015. L'an dernier, en plus d'avoir enregistré une croissance durable, nous avons accueilli plus de 16 000 nouveaux collègues par le biais d'acquisitions. En mars 2014, nous avons acquis Focus pour un montant d'environ 366 M\$CA, devenant l'une des firmes les plus importantes de l'industrie au Canada. Puis, en octobre 2014, nous avons accéléré notre implantation à l'échelle mondiale en faisant l'acquisition de Parsons Brinckerhoff, de sorte que nous sommes maintenant l'une des plus importantes sociétés offrant exclusivement des services-conseils dans notre industrie. >

NOUS PRÉVOYONS POURSUIVRE
SUR CETTE LANCÉE EN 2015.
DE PLUS, NOUS CROYONS
QUE LES ACQUISITIONS
TRANSFORMATRICES QUE NOUS
AVONS EFFECTUÉES EN 2014
CONTRIBUERONT PROBABLEMENT
À AMÉLIORER NOS RÉSULTATS
DURANT L'EXERCICE 2015.

Grâce à ces acquisitions, nous avons intégré des entreprises prospères, rentables et en croissance au sein de notre société, chef de file mondial dans la prestation de services professionnels et ayant désormais des activités dans 39 pays. Sur les plans financier et opérationnel, notre objectif prioritaire est d'assurer l'intégration réussie de ces acquisitions. Selon nous, les véritables débouchés à long terme découleront non seulement des synergies de revenus supplémentaires et de liens plus étroits au sein de notre réseau d'experts, mais aussi d'une offre plus diversifiée de services haut de gamme à nos clients.

Le financement de nos acquisitions s'est fait au moyen d'offres publiques d'actions et de placements privés avec l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et la Caisse de dépôt et placement du Québec, nos deux plus importants actionnaires institutionnels. Ces ententes de financement ont totalisé 1,2 G\$CA. En outre, nous avons obtenu de nouvelles facilités de crédit évaluées à 1,2 G\$US.

Notre bilan en fin d'exercice est toujours solide, avec un ratio de dette nette sur BAIIA de 2,5, qui est légèrement supérieur à notre cible de 1,5 à 2,0. Si nous tenons compte du ratio du BAIIA sur 12 mois provenant de toutes les entreprises acquises, ce multiple diminue toutefois à 1,79. Même s'il aurait pu être tentant de tirer parti des faibles taux d'intérêt en misant sur notre solidité financière, nous n'avons pas jugé bon de recourir aux instruments d'emprunt pour soutenir nos initiatives de croissance interne et nos projets d'acquisition. Au lieu de nous en remettre exclusivement à la dette pour appuyer nos projets de croissance, notre équipe de direction a préféré se concentrer sur un fort accroissement de la rentabilité, ce qui a permis de dégager de meilleurs flux de trésorerie en 2014. Je suis particulièrement fier de notre délai moyen de recouvrement des comptes clients, qui est désormais l'un des plus courts dans notre industrie pour une société d'envergure mondiale. À la lumière de nos flux de trésorerie, nous nous attendons à ce que notre ratio d'endettement se situe dans la fourchette cible d'ici les 12 prochains mois.

Malgré la volatilité de l'économie mondiale, notre bilan repose maintenant sur un portefeuille d'activités diversifié et plus robuste. Il ne fait aucun doute qu'à l'amorce de 2015, la firme est bien placée et tout aussi engagée à accroître la rentabilité à long terme que par le passé.

Depuis notre introduction en bourse en 2006, nous avons illustré notre capacité à générer une valeur à long terme pour nos actionnaires, en leur offrant une rentabilité totale de 24,1 %, assortie de rendements excédentaires annualisés nettement supérieurs à ceux des indices nord-américains et du secteur industriel sur la même période.

INDICE	RENDEMENT ANNUALISÉ	RENDEMENT EXCÉDENTAIRE DE WSP
Bourse de Toronto	6,3 %	17,7 %
Standard & Poor's 500	8,3 %	15,8 %
S&P/TSX composé du secteur	12,5 %	11,6 %

Nous considérons donc qu'outre la plus-value des actions, notre ligne de conduite en matière de dividendes est un bon outil pour récompenser les actionnaires. Elle nous aide également à faire preuve de discipline quand il s'agit de prendre des décisions touchant notre structure financière et l'allocation de notre capital. Aussi, le conseil d'administration ne prévoit pas modifier la ligne de conduite en matière de dividendes de WSP en 2015.

Tandis que nous continuons de solidifier notre croissance sur la scène internationale, nous devons accorder une importance accrue à la fluctuation monétaire, car notre présence mondiale augmente évidemment le risque lié à la variation du taux de change auquel nous sommes exposés.

Je suis convaincu que nous saurons assurer une croissance équilibrée et soutenue, conformément à notre engagement. Ma certitude s'appuie sur ces trois facteurs sous-jacents :

- Notre stratégie axée uniquement sur le service-conseil est efficace et nous disposons d'une grande capacité de croissance dans une industrie en consolidation comme la nôtre;
- En misant sur nos forces, nous serons à même de nous adapter aux cycles économiques;
- Les changements structurels et organisationnels mis en œuvre dans les dernières années ont renforcé notre équipe. La spécialisation et l'étendue de nos activités sont manifestement suffisantes pour dégager des résultats constants et fiables et les améliorer.

De concert avec la force de notre culture et de nos employés, ces trois facteurs sous-jacents font de notre société un bon placement pour nos actionnaires et ceux qui pourraient le devenir.

MALGRÉ LA VOLATILITÉ DE L'ÉCONOMIE MONDIALE, NOTRE BILAN REPOSE MAINTENANT SUR UN PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DIVERSIFIÉ ET PLUS ROBUSTE. IL NE FAIT AUCUN DOUTE QU'À L'AMORCE DE 2015, LA FIRME EST BIEN PLACÉE ET TOUT AUSSI ENGAGÉE À ACCROÎTRE LA RENTABILITÉ À LONG TERME QUE PAR LE PASSÉ.

Je tiens à vous assurer qu'en travaillant en équipe, nous continuerons de tout mettre en œuvre pour offrir le meilleur rendement possible à nos clients, employés et actionnaires.

Au plaisir de travailler en étroite collaboration avec vous alors que nous amorçons la prochaine phase de notre croissance!



ALEXANDRE L'HEUREUX
Chef de la direction financière

FAITS SAILLANTS FINANCIERS ET OPÉRATIONNELS

2,9 G\$CA

PRODUITS

+44%

AUGMENTATION DES PRODUITS

2,3 G\$CA

PRODUITS NETS

+40,1%

AUGMENTATION DES PRODUITS NETS

253,5 M\$CA

BAIIA

10,8%

(11,4% EXCLUANT PARSONS BRINCKERHOFF)

MARGES DU BAIIA

MESSAGE DU CHEF DE L'EXPLOITATION

WSP EST UNE ENTREPRISE DYNAMIQUE QUI A SU DOUBLER DE TAILLE EN 2014. NOS RÉUSSITES DANS UN TEL ENVIRONNEMENT STIMULANT EN ÉVOLUTION RAPIDE DÉCOULENT DIRECTEMENT DE NOS EMPLOYÉS, VÉRITABLES EXPERTS, À QUI NOUS DONNONS TOUS LES OUTILS POUR RÉPONDRE AUX ATTENTES DE NOS CLIENTS. NOTRE ENVERGURE NE NOUS A TOUTEFOIS PAS EMPÊCHÉS DE DEMEURER AGILES, ET CETTE ANNÉE, NOUS AVONS CONTINUÉ À METTRE L'ACCENT SUR NOTRE CULTURE ET NOTRE MODÈLE D'AFFAIRES QUI SONT DÉJÀ COURONNÉS DE SUCCÈS.

Le taux de croissance incroyable affiché par WSP au cours des dernières années repose sur des leaders solides et sur la capacité de nos experts à créer de bonnes équipes et des relations solides faisant fi des fuseaux horaires. Nos équipes de direction à travers le monde ont été renforcées de façon remarquable en 2014, avec de nouvelles nominations au Canada, aux États-Unis, en Amérique latine et dans les régions EMEA et Asie-Pacifique.

En 2014, nous avons également affiché une progression remarquable en ce qui a trait à notre empreinte internationale. Pour nous, cela signifie non seulement effectuer des mandats à travers le monde, mais également être en mesure d'attirer et de conserver les meilleurs employés, clients et projets. C'est grâce à une solide équipe de direction qui travaille à la fois à l'échelle internationale et en collaboration avec les équipes régionales que nous sommes en mesure de mettre au service de nos clients et de nos projets les meilleures connaissances et compétences. Alors que nous entamons l'année 2015, nous avons renforcé notre équipe de direction mondiale en créant des postes clés reliés à des activités globales telles que la mobilité, la gestion des infrastructures, l'exécution de projets, la stratégie et les initiatives majeures.

En 2014, l'emphase a également été mise sur les acquisitions transformationnelles, mais il ne faut pas oublier notre

progression exemplaire sur le plan de la performance opérationnelle. En mettant l'accent sur l'optimisation des opportunités qui se présentent dans les pays industrialisés qui connaissent actuellement une reprise économique, sur la création de valeurs de référence et sur la correction de tout rendement dont nous étions insatisfaits, nous avons réussi à favoriser l'excellence opérationnelle. Nous avons maintenant comme objectif d'accélérer le partage de l'information entre nos employés, de le rendre plus efficace, et ce afin de leur permettre de prendre des décisions avisées.

La santé et la sécurité sont également d'une importance primordiale pour nous, et ces considérations continuent d'alimenter les décisions que nous prenons pour notre entreprise. Nous demeurons engagés à investir inlassablement dans l'amélioration de la sécurité, la formation du personnel et les communications, et à renforcer le rôle que joue la sécurité dans notre culture, afin que les problèmes de sécurité soient signalés et analysés sans délai et fassent l'objet de mesures correctives.

Nous nous efforçons aussi d'intégrer le développement durable à toutes les facettes de nos activités. Nous y parvenons en concevant des solutions et en offrant une expertise-conseil en phase avec les évolutions futures. Nous voulons également réduire le gaspillage des ressources et les dommages à



l'environnement, en prenant des mesures visant à réduire notre propre empreinte-carbone, notre consommation d'eau et la production de déchets. Enfin, il est important pour nous que nos employés s'améliorent en permanence et soutiennent les collectivités locales et les organisations de bienfaisance.

Aujourd'hui, notre taille et notre diversité nous permettent de faire des choix. En 2015, nous allons mettre l'accent sur l'excellence dans la prise de décisions. Nous allons également prioriser une croissance organique saine, notre rendement financier et l'offre d'encore plus de d'opportunités de croissance pour nos employés.

PAUL DOLLIN

Chef de l'exploitation

EN 2014, NOUS AVONS ÉGALEMENT AFFICHÉ UNE PROGRESSION REMARQUABLE EN CE QUI A TRAIT À NOTRE EMPREINTE INTERNATIONALE. POUR NOUS, CELA SIGNIFIE NON SEULEMENT EFFECTUER DES MANDATS À TRAVERS LE MONDE, MAIS ÉGALEMENT ÊTRE EN MESURE D'ATTIRER ET DE CONSERVER LES MEILLEURS EMPLOYÉS, CLIENTS ET PROJETS.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'innovation et le développement durable sont intégrés à toutes les facettes de nos activités, donc notre excellence opérationnelle joue un rôle déterminant pour aider nos clients à réaliser des projets durables et permanents.

Nos initiatives, qui seront détaillées dans le rapport de développement durable pour l'année 2014, sont basées sur le principe qu'en tant que chef de file, notre rôle est d'être à l'affût des changements et d'offrir les meilleures solutions à long terme pour s'assurer que les projets soient conçus pour l'avenir, que ce soit par de nouvelles technologies ou de nouvelles approches.

NOTRE APPROCHE

Nous serons la meilleure société de services professionnels tant au niveau local que global dans les domaines de l'environnement naturel et bâti.

Nous y parviendrons en maintenant et en consolidant notre ferme engagement envers le développement durable et en nous efforçant d'intégrer ces principes dans tous les aspects de nos activités.

Voici comment nous allons nous y prendre: concevoir et recommander des solutions d'avenir qui font un meilleur usage des ressources et protègent davantage l'environnement; prendre des mesures pour réduire nos propres empreintes carbone, nos déchets et notre consommation d'eau; offrir continuellement à notre personnel des occasions de développement professionnel; et participer à des activités visant à soutenir les collectivités locales et les organisations caritatives.

NOS OBJECTIFS CLÉS

- Profiter de l'essor de l'économie responsable pour développer de nouveaux marchés et de nouvelles occasions d'affaires;
- Produire des recommandations et des concepts tournés vers l'avenir qui aideront nos clients à réduire l'impact environnemental du cycle de vie entier de leurs actifs;
- Faire une gestion active de nos propres impacts environnementaux et sociaux, en améliorant les impacts positifs et en réduisant ceux qui s'avèrent négatifs;
- Participer activement à la vie des collectivités où nous exerçons nos activités.

SANTÉ ET SÉCURITÉ

Au cours des douze derniers mois, nous avons fait d'importants investissements visant l'amélioration de la santé et de la sécurité qui sont une composante essentielle de qui nous sommes et de ce que nous faisons. Nous devons donc garder la santé à l'avant-plan de nos préoccupations tout en nous assurant que nos employés, nos clients et les utilisateurs de nos projets soient toujours en sécurité.

Avec près de 32 000 employés répartis dans 39 pays, il est essentiel que nous adoptions une approche rigoureuse et cohérente concernant la santé et la sécurité au travail. Par le biais de diverses initiatives, nous avons coordonné notre approche pour intégrer la sécurité dans notre culture d'entreprise. Nous voulons que la santé et la sécurité soient toujours à l'avant-plan pour tous nos employés et nous atteindrons cet objectif en favorisant la communication sur une base régulière ainsi qu'en mettant en place des programmes de formations obligatoires. À cet égard, nous avons nommé un Responsable mondial de la santé et de la sécurité, qui a pour principale tâche de s'assurer que nous continuons à mettre en œuvre une culture d'entreprise dans laquelle tous les enjeux concernant la sécurité sont signalés et traités rapidement. Notre engagement envers la santé et la sécurité est énoncé dans notre Politique sur la

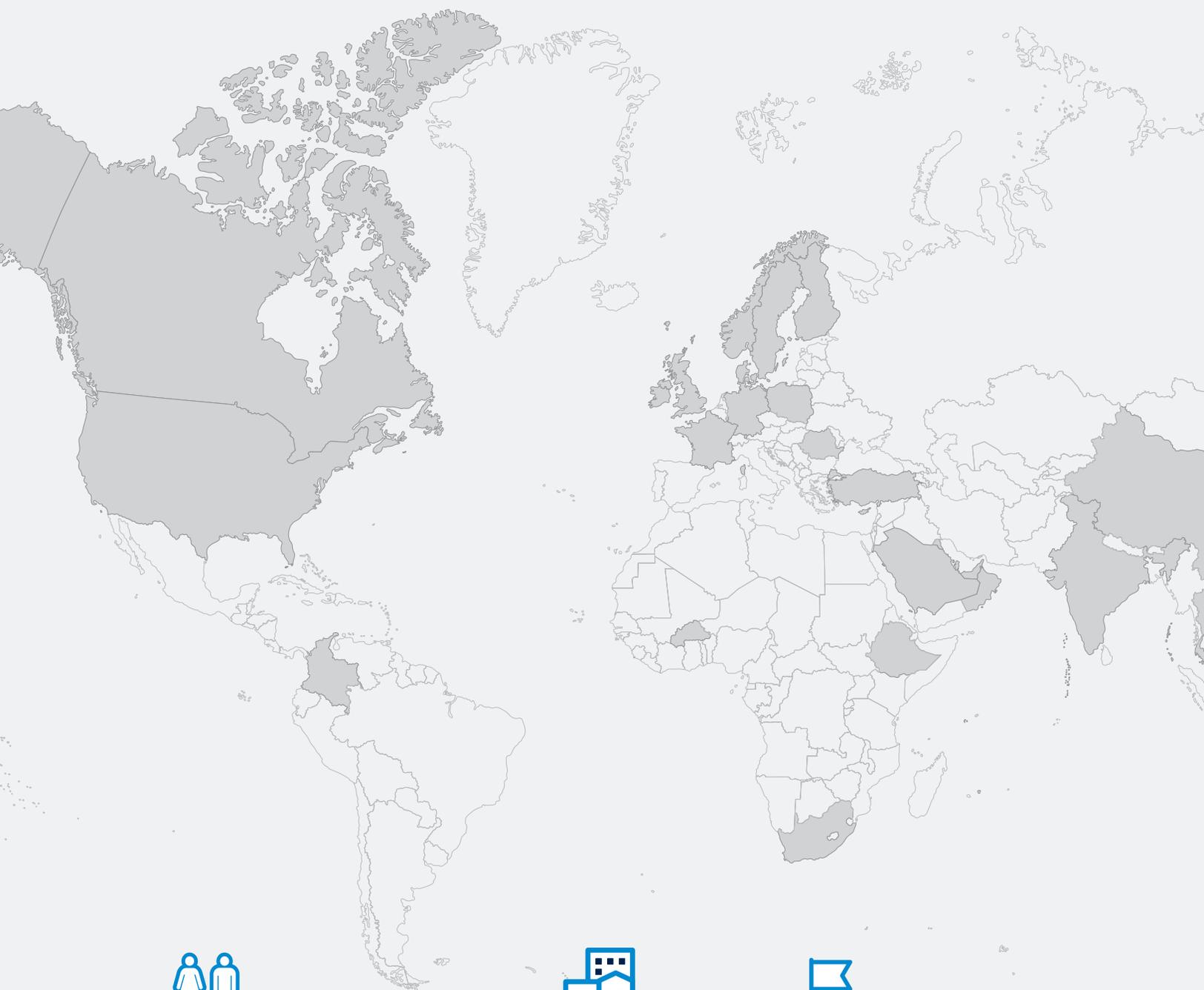
santé et la sécurité, un document qui établit un cadre pour nos programmes de santé et sécurité et soutient nos efforts visant à incorporer de façon proactive des normes de sécurité dans tous les aspects de nos activités.

Nos programmes de santé et sécurité englobent divers processus et outils, notamment des systèmes de formation et de gestion, des communications régulières, ainsi qu'un réseau d'experts en santé et sécurité. En outre, en tant que multinationale, nous reconnaissons que chaque région est différente et que par conséquent, nos équipes de direction régionales sont responsables de s'assurer que la sécurité demeure prioritaire à l'échelle locale. Tous les règlements et règles applicables en santé et sécurité doivent être respectés dans l'ensemble de nos établissements, et nous encourageons nos employés à faire des suggestions à cet égard.

Nous allons continuer d'utiliser des stratégies et des techniques novatrices en matière de santé et sécurité dans toutes nos activités, y compris dans certains des projets les plus exigeants au monde. Nous nous engageons à devenir un chef de file de notre industrie en matière de santé et sécurité, tout autant qu'à atteindre notre objectif de zéro accident de travail et maladie professionnelle.



EN UN CLIN D'ŒIL



± 32 000

EMPLOYÉS



500

BUREAUX



39

PAYS



RÔLE



RÉPARTITION HOMME/FEMME



PRODUITS PAR SEGMENT DE MARCHÉ

Basé sur les produits nets pro forma 2014 combinés



NOS EMPLOYÉS

NOSEMPLOYÉSSONTNOTREACTIFLEPLUSPRÉCIEUX. NOUSVOULONSÊTREL'EMPLOYEURDEPRÉDILECTION POUR NOS EMPLOYÉS ACTUELS ET FUTURS, PROMOUVOIR UNE CULTURE PASSIONNÉE, AXÉE SUR LE RENDEMENT ET LA SATISFACTION DE NOTRE CLIENTÈLE. NOUS SOUHAITONS QUE CETTE CULTURE ATTIRE ET RETIENNE LES GENS TALENTUEUX, LES MOTIVE ET STIMULE LA COLLABORATION ET L'INNOVATION. EN TANT QU'ENTREPRISE MULTIDISCIPLINAIRE INTERNATIONALE, NOUS POUVONS OFFRIR UN LARGE ÉVENTAIL DE PERSPECTIVES DE CARRIÈRES ENRICHISSANTES, DE TRAVAIL DANS DES DOMAINES SPÉCIALISÉS ET DE CONTRIBUTION À DES PROJETS PHARES DANS LE MONDE ENTIER.

CLAIRE GOTT

Ingénieure principale

SPÉCIALISATION

Ingénierie civile

PRIX

Ordre de l'Empire britannique au tableau d'honneur de la Reine, 2015.

Nouvelle ingénieure civile diplômée de l'année, 2011.

Prix du meilleur projet de développement de l'année et de la meilleure initiative, accordé par le gouvernement du Cameroun pour des projets réalisés par Cameroon Catalyst, 2010.

“ C'est important de songer à ce que vous appréciez, puis d'allier cela aux compétences que vous possédez. Au sein de l'ingénierie et du domaine ferroviaire, il existe tellement de rôles différents qui exigent des ensembles de compétences distincts, mais j'ai définitivement trouvé celui qui me convient. J'aime beaucoup travailler pour WSP, et je suis enthousiasmée par l'avenir du domaine ferroviaire.

MIKE ABRAHAMS

Directeur technique, Structures

SPÉCIALISATION

Structures

PRIX

Médaille Egleston pour la distinction en ingénierie de l'Université Columbia, 2013.

Prix OPAL (projets et leaders d'exception) pour l'ensemble des réalisations en conception de l'American Society of Civil Engineers, 2012.

Médaille John A. Roebling pour l'ensemble des réalisations en ingénierie des ponts, International Bridge Conference, 2011.

“ Peu importe le projet; c'est le processus et les défis qui sont stimulants. C'est le processus utilisé pour comprendre les défis et, ensuite, collaborer avec les autres à mettre en œuvre des principes d'ingénierie afin de résoudre les problèmes. Ce qu'on apprend encore et encore, c'est qu'il existe toujours une solution. On apprend à résoudre les problèmes.





SALLYE PERRIN

Vice-présidente principale; directrice des opportunités stratégiques

SPÉCIALISATION

Partenariats public-privé, Transports

PRIX

Nommée parmi les femmes œuvrant dans les transports de *METRO Magazine*, 2014.

Championne de l'infrastructure du Women Builders Council, 2015.

Titre de femme de l'année de WTS International, 2000.



Comment créer des synergies et former des équipes pour tirer parti de nos capacités en vue des partenariats public-privé (PPP)? Voilà les questions auxquelles j'aime répondre. J'aide les équipes à s'éloigner des sentiers battus pour découvrir des solutions novatrices. C'est bien sûr un défi, mais également l'un des aspects les plus motivants de l'établissement d'un PPP.

NOS EMPLOYÉS

VIRGINIA TANZMANN

Vice-présidente, Parsons Brinckerhoff, Directrice de la région de l'Ouest, Architecture and Buildings Technical Excellence Center (centre d'excellence technique en architecture et bâtiments)

SPÉCIALISATION

Architecture

PRIX

Order of the Blue Ribbon, prix de reconnaissance pour les services offerts pour le Los Angeles Unified School District Bond Oversight Committee, 2009.

Prix Bronze pour l'ensemble du bénévolat du Président des États-Unis George W. Bush, 2008.

Prix United Way of Greater Los Angeles Leadership, 1992-1993.



En tant qu'architecte, j'aime particulièrement les projets qui améliorent la qualité de vie des gens. J'œuvre à des projets de transport en commun depuis 1975, tout simplement parce que la mobilité donne aux gens l'accès aux ressources dont ils ont besoin - travail, école, soins de santé, magasinage et autres besoins de base - et que c'est une solution écologique.

DOUG MACONOCHE

Directeur technique des tunnels à l'échelle mondiale

SPÉCIALISATION

Tunnels

PRIX

Prix Sir John Holland pour l'ingénieur civil 2015 du Civil College d'Engineers Australia.

Prix d'excellence pour l'ensemble des réalisations de tunnels Allen Neyland de l'Australasia Tunnelling Society.



Je suis extrêmement heureux de m'être vu offrir, au cours de ma carrière, l'occasion de travailler à tant de projets stimulants et diversifiés. Mais il reste tellement de choses à faire et à accomplir. En Australie, l'acceptation publique des projets est devenue plus problématique. Toutefois, l'amélioration de la transparence des projets grâce à une meilleure communication lors des phases de conception, d'évaluation et de classement des projets contribuera grandement à relever ce défi qui est toujours actuel.



**FARIA LATIF**

Gestionnaire de projet principale

SPÉCIALISATION

Gestion de projet

PRIX

Gestionnaire de projet de l'année lors des Big Projects Awards, 2014.

Gestionnaire de projet de l'année selon le magazine *Construction Week*, 2014.

Finaliste, catégorie Qatar, pour le titre de gestionnaire de projet de l'année selon le magazine *Construction Week*, 2014.



Je suis extrêmement fière de faire partie de WSP au Moyen-Orient et de notre équipe de gestionnaires de projet depuis plus de trois ans. J'ai eu la chance de participer à nombre de projets d'envergure très stimulants sur deux continents, grâce à la société véritablement mondiale pour laquelle je travaille. J'ai pu profiter d'excellentes occasions d'apprentissage et de perfectionnement, sur le plan aussi bien professionnel que personnel.

ÉTATS-UNIS, AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD



RECONNAISSANCE 2014

American Council of Engineering Companies (ACEC) of Washington 2014 Engineering Excellence Awards, Prix Or dans la catégorie du meilleur travail dans l'État de Washington

- Pont sur la rivière Skagit

ACEC Washington, Prix Argent dans la catégorie du meilleur travail dans l'État de Washington

- Projet d'essais et de prototypes pour le pont ferroviaire I-90

ENR New York, Design Firm of the Year (bureau d'étude technique de l'année)

ACEC 2014 Grand Conceptor Award (meilleure réussite de l'année dans le domaine de l'ingénierie)

- Projet de reconstruction du corridor Wacker Drive/Congress Parkway

American Society of Civil Engineers (ASCE) Lower Hudson Valley Branch Tappan Zee Award (grand projet de l'année)

- Projet d'aménagement de la New Hempstead Road (County Route 80)

ASCE Metropolitan Section Construction Achievement Project of the Year award (réussite de l'année)

- Projet de rénovation du pont Alexander Hamilton

American Institute of Steel Construction (AISC) IDEAS2 Presidential Award for Excellence in Engineering (excellence en ingénierie, constructions en acier), One World Trade, NYC

Prix honorifique de la General Services Administration, palais de justice Thurgood Marshall, NYC

ACEC NY, Prix Or dans le domaine des transports

- I-287 Cross Westchester Expressway, sortie 8E

US Green Buildings Council (USGBC) Best in Building Award

Best Commissioning Provider (meilleure mise en service)

Building Design + Construction Reconstruction Awards, Prix Or

- 50 United Nations Plaza, San Francisco



378 M\$CA*
PRODUITS NETS



7675
EMPLOYÉS



GREGORY KELLY

Président et chef de la direction
États-Unis, Amérique centrale et Amérique du Sud

EN 2014, NOS ACTIVITÉS AUX ÉTATS-UNIS, EN AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD ONT ÉTÉ ALIMENTÉES PAR NOS FORCES ET NOTRE POTENTIEL. EN CE QUI CONCERNE 2015, LE PRINCIPAL DÉFI QUE NOUS DEVRONS RELEVER SERA DE CONCRÉTISER CE POTENTIEL EN CRÉANT UNE ORGANISATION UNIFIÉE ET ENTIÈREMENT INTÉGRÉE.

La poursuite de la reprise de l'économie américaine nous offre de nombreuses opportunités dans nos marchés. Les dépenses dans le secteur des bâtiments demeurent solides dans le secteur privé, et nous avons été ravis d'entendre le président américain souligner le besoin d'investir davantage dans les infrastructures, notamment sa proposition de faciliter le financement privé des projets liés à l'infrastructure publique. En outre, l'acquisition de ccrd, une entreprise nationale active dans le domaine de l'ingénierie en mécanique, électricité et plomberie (MEP), fait passer notre effectif dans le secteur du bâtiment aux États-Unis à 1 100 personnes et nous permet d'offrir dans le secteur de la santé l'expertise du chef de file que nous sommes en ce qui a trait aux systèmes de bâtiments.

Du côté de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, nous croyons que la stabilité politique, l'amélioration de la sécurité et l'expansion de la classe moyenne, combinés au besoin de réduire les coûts des ressources sur les marchés internationaux stimulera les investissements dans nos secteurs essentiels, notamment le bâtiment, les transports et l'infrastructure, le secteur industriel, l'énergie et l'environnement.

D'un point de vue général, la reprise économique dans la région nous offre la possibilité de tirer profit de la synergie issue de la fusion de WSP et Parsons Brinckerhoff en accroissant notre présence dans les marchés où nous sommes d'ores et déjà bien établis.

Alors que nous amorçons l'exercice 2015, nous conservons notre position de chef de file dans les secteurs du transport et des infrastructures aux États-Unis, une position qui est principalement attribuable à nos contributions à quatre projets d'envergure, dont la prolongation du système de transports en commun de New York, l'expansion d'un projet qui avait principalement été conçu il y a plus d'un siècle, par le fondateur de Parsons Brinckerhoff.

Toujours à New York, nous avons pu faire une démonstration éclatante du rôle marquant que nous jouons dans le secteur du bâtiment en contribuant à deux des structures les plus hautes et emblématiques de la ville. Premièrement le One World Trade Center, l'immeuble le plus haut des États-Unis qui a ouvert ses portes en novembre, et ensuite le 432 Park Avenue, dont la charpente a été achevée en octobre à une hauteur de 426 m (1 397 pieds), ce qui en fait l'immeuble résidentiel le plus haut en Occident. Des centaines d'autres projets, du Midwest à la Colombie en passant par Miami et la Californie, témoignent de la position enviable que nous occupons dans les secteurs des transports, de l'infrastructure et du bâtiment et de notre potentiel d'accroître notre présence dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement.

Les réussites de notre organisation en 2014 dressent la table pour concrétiser notre vision de l'avenir. Voici quelques-uns des faits saillants de l'année:

- Le Tidal Back River Greening Project (projet de virage écologique de la rivière à marées Back), qui permettra de réduire de façon significative l'écoulement des eaux pluviales et les polluants associés dans la rivière Back et la baie de Chesapeake, s'est conclu en janvier. Nous avons offert au Department of Environmental Protection and Sustainability (service de la Protection environnementale et du développement durable) du comté de Baltimore au Maryland des services de planification de la conception et de soutien à la construction;

**D'UN POINT DE VUE GÉNÉRAL,
LA REPRISE ÉCONOMIQUE DANS
LA RÉGION NOUS OFFRE LA
POSSIBILITÉ DE TIRER PROFIT
DE LA SYNERGIE ISSUE DE LA
FUSION DE WSP ET DE PARSONS
BRINCKERHOFF EN ACCROISSANT
NOTRE PRÉSENCE DANS LES
MARCHÉS OÙ NOUS SOMMES
D'ORES ET DÉJÀ BIEN ÉTABLIS.**

- Nous sommes devenus un membre fondateur de l'Institute for Sustainable Infrastructure (ISI), une initiative conjointe visant à améliorer la durabilité de l'infrastructure américaine qui regroupe l'American Society of Civil Engineers, l'American Public Works Association et l'American Council of Engineering Companies. Jusqu'ici, plus de 100 de nos employés ont obtenu l'accréditation Sustainability Professional (professionnel du développement durable) de l'ISI;
- En mars, Phillips 66 nous a sélectionnés pour concevoir et gérer la construction de cavernes de sel destinées à stocker du gaz de pétrole liquéfié (GPL) à des installations situées près de Lake Johnson, Texas. Ce projet sera développé pour soutenir le centre de fractionnement 1 Sweeny et l'installation d'exportation GPL Freeport de Phillips 66;
- Nous avons fait partie de l'équipe dirigée par Skidmore, Owings & Merrill qui a été sélectionnée en mai pour créer le plan directeur de la zone qui entoure la gare de la 30^e rue à Philadelphie. Nous fournissons pour ce projet des services de gestion de projet générale, en plus d'être responsables de la planification des transports pour un district urbain à usages multiples dont le cœur sera une gare monumentale;
- Le 9/11 Memorial Museum a ouvert ses portes en mai. Nous avons fourni des services d'ingénierie des structures pour ce projet qui rend hommage aux victimes des attaques terroristes qui ont frappé le World Trade Center en 2001 et en 1993. Le musée intègre la fondation des tours jumelles originales, ainsi que la paroi étanche qui a retenu les eaux du fleuve Hudson après les attaques de 2001;
- Deux machines à creuser des galeries ont achevé en juin l'excavation de tunnels qui serviront au projet Central Subway de San Francisco. Nous faisons d'ailleurs partie de deux coentreprises qui offrent des services de conception finale et de soutien à la construction à la San Francisco Municipal Transportation Agency (agence municipale des transports de San Francisco) pour les tunnels et les stations du Central Subway. Les rôles que nous occupons à l'heure actuelle découlent de notre participation aux phases de planification, d'obtention de permis environnementaux et de conception préliminaire du projet;

DES CENTAINES D'AUTRES PROJETS, DU MIDWEST À LA COLOMBIE EN PASSANT PAR MIAMI ET LA CALIFORNIE, TÉMOIGNENT DE LA POSITION ENVIABLE QUE NOUS OCCUPONS DANS LES SECTEURS DU TRANSPORT, DES INFRASTRUCTURES ET DU BÂTIMENT ET DE NOTRE POTENTIEL D'ACCROÎTRE NOTRE PRÉSENCE DANS LES SECTEURS DE L'ÉNERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT.

- Le projet de barrage à crête déversante d'Eagle Mountain près de Fort Worth (Texas) s'est vu décerner le prix du meilleur projet de restauration au pays en 2014 par l'Association of State Dam Safety Officials (association des fonctionnaires étatiques chargés de la sécurité des barrages). C'est pour le compte du Tarrant Regional Water District que nous avons dirigé l'équipe de projet chargée de la conception et de la gestion de la construction associée à la restauration de deux barrages âgés de 80 ans;
- Dans le midtown de Manhattan, les travaux de construction ont commencé en octobre sur la tour 53W53, une autre tour colossale destinée à être un des bâtiments emblématiques de la ville de New York. Nous offrons des services d'ingénierie des structures et MEP pour ce projet de 77 étages de l'architecte Jean Nouvel qui accueillera le Museum of Modern Art (musée d'art moderne) aux étages inférieurs, ainsi qu'un hôtel et des résidences aux étages supérieurs;
- C'est en novembre que la toute dernière station de métro de New York, Fulton Center, a ouvert ses portes, ce qui a permis de relier cinq stations souterraines et d'améliorer les transferts entre neuf des lignes du métro. Nous avons joué le rôle de consultant en direction des travaux pour une coentreprise, la MTA Capital Construction Company;
- Les travaux sur le Levi's Stadium, le nouveau domicile de l'équipe de football les 49^{ers} de San Francisco, sont arrivés à leur conclusion. Le stade est situé à Santa Clara (Californie), et il a été possible de réaliser son ouverture en novembre 2014, après avoir respecté un échéancier de conception et de construction ambitieux. Nous avons offert des contributions sur les plans de l'ingénierie MEP, de l'éclairage, de la technologie et de la conception à rendement élevé. Il s'agit là du premier stade aux États-Unis à recevoir la certification LEED Or, et il a de plus récemment été sélectionné pour accueillir la 50^e édition du Superbowl en 2016;
- En novembre, le projet Living Breakwaters à Staten Island (New York), que nous avons réalisé avec SCAPE/Landscape Architecture, a remporté le prix Fuller Challenge 2014 décerné par le Buckminster Fuller Institute. Le projet, qui vise à réduire les risques que des tempêtes causent des dommages à la côte en employant des brise-

mer qui atténueront la force des vagues, est mis en œuvre sous la direction du Governor's Office of Storm Recovery;

- L'Anaheim Regional Transportation Intermodal Center (ARTIC ou terminal intermodal de transports de la région d'Anaheim) a ouvert ses portes en décembre et offre aux résidents du sud de la Californie et à ses visiteurs une variété d'options en matière de transport. La ville d'Anaheim nous a désignés responsables de la conception du projet.

À l'avenir, nous comptons miser sur les compétences dont nous sommes dotés à l'interne dans diverses disciplines comme le transport, le bâtiment, l'énergie et l'environnement afin d'offrir à nos clients une approche de développement de projets intégrée qui répond aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des collectivités que nous servons, aujourd'hui et demain.

Pour réaliser notre vision, nous devons réussir à marier les héritages de WSP et de Parsons Brinckerhoff, tout en demeurant entièrement dédiés au rendement dans le cadre des projets et à la satisfaction de nos clients. L'innovation et l'excellence technique continuent d'être nos cartes de visite en matière d'exécution de projets, et nos clients se tourneront vers nous quand ils chercheront des solutions aux défis qui se dressent devant eux, tant sur le plan technique que celui du financement.

Je ne doute pas que dans notre avenir en tant qu'organisation unifiée, nous serons positionnés à merveille pour réaliser le potentiel que recelait la fusion de deux firmes d'expertise-conseil de premier plan dans un marché qui présente un potentiel de croissance significatif.



GREGORY KELLY

Président et chef de la direction
États-Unis, Amérique centrale et Amérique du Sud

ARTIC

ANAHEIM REGIONAL TRANSPORTATION
INTERMODAL CENTER

ANAHEIM, CA



Le terminal ARTIC permet quotidiennement à 10 000 usagers de passer sans difficulté d'un service de transport à un autre, notamment parmi les services suivants : Amtrak, Metrolink, autocars de l'OCTA et interurbains, Megabus, autocars Greyhound, Anaheim Resort Transit, navettes, taxis, vélos et autocars de visite guidée ou nolisés. À long terme, le terminal ARTIC pourrait servir quotidiennement 36 000 usagers quand les liaisons ferroviaires à grande vitesse de Californie et le système de tramway Anaheim Rapid Connection entreraient en service. ARTIC offre de plus des connexions vers des autoroutes et certaines artères principales.

CLIENT

Ville d'Anaheim en collaboration avec l'Orange County Transportation Authority (OCTA)

ARCHITECTES

HOK (sous-consultant de Parsons Brinckerhoff)

SECTEUR

Transport

SERVICES

Gestion de projet; planification principale; génie civil; ingénierie des structures sur le site; ingénierie ferroviaire

PRIX

Prix pour l'application de la technologie de modélisation des données du bâtiment de l'American Institute of Architects (AIA); Prix Eco City du Green Building Council des États-Unis; Prix de reconnaissance d'un leadership de longue date de la Southern California Association of Governments





ÉTATS-UNIS, AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD



SALESFORCE TOWER **SAN FRANCISCO, CA**

CLIENT

Boston Properties and Hines

ARCHITECTES

Pelli Clarke Pelli

SECTEUR

Bâtiment

SERVICES

Mécanique, électricité et plomberie



PROJET D'INTERCONNEXION **CAUCA - NARIÑO**

GAUPI (CAUCA) ET FRANCISCO
PIZARRO (NARIÑO), COLOMBIE

CLIENT

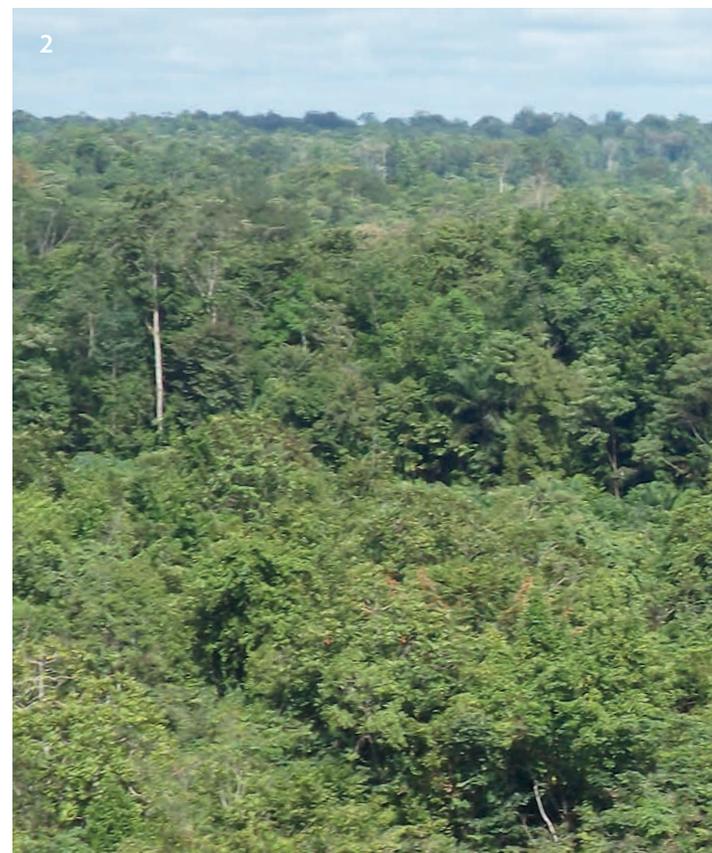
Ministère des mines et de l'énergie

SECTEUR

Industriel et énergie

SERVICES

Conception de lignes électriques; étude d'impact
environnemental; obtention de permis environnementaux
et contrôle des travaux





ÉTATS-UNIS, AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD



1

PONT SUR LA RIVIÈRE SKAGIT MOUNT VERNON ET BURLINGTON, WA

CLIENT

Washington State Department of Transportation

SECTEUR

Transport

SERVICES

Concepteur principal

PRIX

AGC's 2013 Build Northwest Awards, (meilleur projet hors zone); ACEC of Washington 2014 Engineering Excellence Awards, Prix Or dans la catégorie du meilleur travail dans l'État de Washington

2

DRAPER TRAX SALT LAKE CITY, UT

CLIENT

Utah Transit Authority (UTA)

SECTEUR

Transport

SERVICES

Supervision de la conception pour le génie civil; ingénierie des structures; ingénierie de la circulation; soutien à la CAO; ingénierie des systèmes; conception des voies ferrées; plan d'utilité; établissement des priorités de passage; conception de la gare; conception des stationnements incitatifs et rédaction des contrats



ÉTATS-UNIS, AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD





ÉCHANGEUR DALLAS-FORT WORTH
DALLAS-FORT WORTH, TX

CLIENT

Texas Department of Transportation

SECTEUR

Transport

SERVICES

Concepteur principal

PRIX

Prix du PPP de l'année de l'Annual Public Private Partnership
Conference of the American Road & Transportation
Builders Association



**CONSTRUCTION DE TUNNELS ET
AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AU PORT DE MIAMI**
MIAMI, FL

CLIENT

Florida Department of Transportation

SECTEUR

Transport

SERVICES

Gestion de programme; ingénierie et inspection
de la construction

PRIX

Projet régional de l'année 2014 selon ENR; prix de
l'excellence en ingénierie 2014 du Florida Institute of
Consulting Engineers

ÉTATS-UNIS, AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD



432 PARK AVENUE
NEW YORK, NY

CLIENT

CIM Group/McGraw Hudson
Construction Corp.

ARCHITECTES

Rafael Vinoly

SECTEUR

Bâtiment

SERVICES

Mécanique, électricité et plomberie;
ingénierie des structures



PONT WOODROW WILSON
WASHINGTON, DC

CLIENT

Virginia Department of Transportation; Maryland
State Highway Administration; US Federal Highway
Administration; District of Columbia Department of
Transportation

SECTEUR

Transport

SERVICES

Services-conseils en génie général

PRIX

Prix de mérite exceptionnel en génie civil de
l'American Society of Civil Engineers 2008; Grand
prix d'excellence du Council of Engineering Companies
2009; médaille Gustav Lindenthal en excellence de
génie des ponts 2009

1



Dbox par CIM/Macklowe

2



39



**RÉPONSE AU PROJET DE
DIVULGATION DES ÉMISSIONS
DE CARBONE (CDP)
BOULDER, CO**

CLIENT

En 2014, nous avons supporté 24 clients dans leur réponse à la demande de renseignements du Carbon Disclosure Project (Projet de divulgation des émissions de carbone – CDP)

SECTEUR

Environnement

SERVICES

Élaboration de réponses au projet de divulgation des émissions de carbone (CDP)

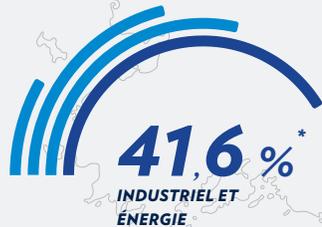
PRIX

Chef de file en matière de publication de données sur les émissions de carbone pour notre propre réponse du CDP

3



CANADA



RECONNAISSANCE 2014

PRIX DÉCERNÉS À L'ENTREPRISE

Service Excellence and Outstanding Contribution, Annual Supplier Awards, CBRE (contribution exceptionnelle et excellence du service)

Best Workplaces in Canada (Halsall Associates), The Great Places to Work Institute (meilleur endroit où travailler)

David Thompson Award, Innovation in Geomatics (innovation dans le domaine de la géomatique)

Platinum Elite, Canada's Biggest Infrastructure Projects, *Renew Magazine* (prix Platine élite pour les grands projets d'infrastructure au Canada)

PRIX DÉCERNÉS AUX PROJETS

Projet de l'îlot 10 du district Griffintown II, Prix Armatura, Institut d'acier d'armature du Québec

Bridgepoint Hospital, 2014 Ontario Association of Architects (OAA) Award (excellence du design)

Victoria Linklater Memorial School, North Spirit Lake, Ontario

Prix Wood WORKS! Ontario, Excellence pour le nord de l'Ontario

Faculté des sciences sociales, Pavillon Vanier (Université d'Ottawa), Ottawa (Ontario)

Prix Wood WORKS! Ontario, Conception intérieure en bois

Poste électrique Mount Pleasant, Association of Consulting Engineering Companies (ACEC), Prix d'excellence dans la catégorie Ressources naturelles, mines, énergie et secteur industriel

Musée canadien pour les droits de la personne, Prix mondiaux ENR (culture)

PRIX DÉCERNÉS AUX EMPLOYÉS

Doug Webber (Halsall Associates), CaGBC, Greater Toronto Chapter, Innovation in LEED Leader Award (leader en pratiques de construction écologiques)



689 M\$CA*
PRODUITS NETS



6500
EMPLOYÉS

* LES DONNÉES FINANCIÈRES INCLUENT LES PRODUITS NETS DE PARSONS BRINCKERHOFF DU 31 OCTOBRE AU 31 DÉCEMBRE 2014 ET LES PRODUITS NETS DE FOCUS DU 10 AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 2014



DAVID ACKERT

Président et chef de la direction, Canada

L'ANNÉE 2014 A ÉTÉ DYNAMIQUE DANS NOTRE RÉGION ET A ÉTÉ MARQUÉE DE PROJETS DE TRANSFORMATION RÉUSSIS, D'ACTIVITÉS D'INTÉGRATION ET DE CHANGEMENT DE L'IMAGE DE MARQUE, D'ACQUISITIONS ET D'UNE HAUSSE DES POSSIBILITÉS OFFERTES À NOS EMPLOYÉS GRÂCE À LA CROISSANCE REMARQUABLE QUE NOUS AVONS ENREGISTRÉE.

Au début du millénaire, nous étions une entreprise de 500 personnes œuvrant principalement au Québec. Au cours des quinze dernières années, notre croissance a fait de nous une organisation comptant approximativement 32 000 employés répartis dans 39 pays. Il s'agit là non seulement d'un parcours remarquable pour WSP, mais également d'une des plus belles histoires issues du Canada. Puisque notre croissance est principalement attribuable à des acquisitions, nous devons maintenant agir comme une seule entité en harmonisant nos forces, notre diversité, notre esprit d'entreprise et notre historique, dont nous pouvons être fiers, pour agir en tant que firme d'ingénierie canadienne de premier plan. Voilà à quoi nous avons consacré une bonne part de nos énergies en 2014.

REVUE DES OPÉRATIONS

Au cours du premier mois de 2014, nous avons adopté une nouvelle image de marque pour nos activités canadiennes, passant de GENIVAR à WSP. Tous nos employés ont déployé des efforts admirables pour repositionner notre image de marque et pour tirer avantage, en ce qui a trait au marché canadien, des savoir-faire de l'équipe internationale de WSP (principalement dans le domaine du bâtiment). Un an plus tard, le 1^{er} janvier 2015, c'était au tour de Focus, une entreprise de l'ouest du Canada dont l'expertise touche principalement le pétrole, le gaz et la géomatique, d'adopter la marque WSP après une acquisition. >

GRÂCE À UNE CROISSANCE
MARQUÉE AU CANADA, TANT
SUR LE PLAN DE L'EFFECTIF QUE
CELUI DE LA DIVERSIFICATION
DES SERVICES, NOUS N'AVONS PAS
CESSÉ DE NOUS RAPPROCHER DU
PINACLE DE NOTRE SECTEUR.

Ces deux événements importants nous ont offert une occasion rêvée de célébrer notre réussite commune, de tisser des liens avec nos clients et de renforcer nos relations.

Notre acquisition de Parsons Brinckerhoff nous a également permis d'accueillir de nouveaux collègues au Canada qui sont issus de Parsons Brinckerhoff, mais aussi d'autres entités canadiennes que possédait cette firme (notamment Halsall Group, une entreprise offrant principalement des services dans le domaine du bâtiment). Nous avons rapidement organisé nos équipes, mis nos ressources en commun et nous sommes vus confier plusieurs mandats partagés. Aujourd'hui, en tant qu'entité regroupée nous désirons avant tout continuer à exécuter des projets de qualité en misant sur l'amélioration et la complémentarité de notre portée et de notre expertise à l'échelle du Canada.

Grâce à une croissance marquée au Canada, tant sur le plan de l'effectif que celui de la diversification des services, nous n'avons pas cessé de nous rapprocher du pinacle de notre secteur. Plus récemment, le magazine *Renew* a publié sa liste des 100 plus importants projets d'infrastructure au Canada. Puisque nous avons participé à 28 de ces 100 plus importants projets d'infrastructure au Canada, notre firme s'est vu attribuer la classification Platine Élite, la plus prestigieuse qui soit. Les services et savoir-faire que nous offrons continuent de s'approfondir et de se diversifier année après année.

De nombreux changements ont eu lieu lors des douze derniers mois au sein des activités canadiennes de notre organisation. À l'heure actuelle, nous sommes dotés d'une structure organisationnelle horizontale qui correspond bien à la diversité de marchés finaux qui s'offrent à nous. Par exemple, nos

groupes et nos marchés les plus importants sont associés aux secteurs de l'environnement, du bâtiment, de la géomatique, des transports, des infrastructures municipales, de l'énergie, de l'aviation et des télécommunications. L'ampleur et la portée de l'organisation au Canada nous aident maintenant à nous tailler une place dans les marchés plus vastes, comme la conception et l'exécution de plus grands projets et les partenariats public-privé (PPP). Un des consortiums dont nous faisons partie s'est d'ailleurs vu confier le projet de l'échangeur Turcot, l'un des projets de conception et de construction les plus importants à avoir été octroyé par le ministère des Transports du Québec.

Plus tôt au cours de l'été, un premier projet issu d'une soumission conjointe a été attribué à Focus et WSP. Il s'agit d'un projet visant à restaurer l'autoroute 43 en Alberta.

Vers la fin de l'année, la municipalité de Waterloo a prolongé un contrat faisant de WSP et Parsons Brinckerhoff les ingénieurs-conseils généraux de la région. L'équipe concevra également l'un des premiers systèmes légers sur rail de l'Ontario, projet qui s'étendra sur plusieurs décennies. Ce système reliera les villes de Cambridge, Waterloo et Kitchener.

Nous sommes très encouragés de nous voir confier des mandats conjoints si rapidement, ce qui confirme encore davantage, selon nous, que nos acquisitions constituent un véritable complément à notre gamme de services.

CE QUE L'AVENIR NOUS RÉSERVE

Les prévisions pour 2015 annoncent une croissance économique généralement modeste pour l'ensemble de l'année, qui sera associée à une croissance du PIB de l'ordre de 2,1%. En 2014, le gouvernement du Canada a annoncé des investissements de 5,8 G\$CA sur trois ans dans des projets d'infrastructure. L'usage du modèle de partenariat public-privé pour concrétiser les projets d'infrastructure continue de gagner en popularité avec 43 PPP en cours de réalisation au Canada (et 27 de plus qui en sont à l'étape préliminaire ou à celle de la liste restreinte). Voilà une occasion en or pour WSP qui permettra de mettre à contribution notre vaste réservoir de talents et de savoir-faire au Canada et à l'international en vue de décrocher des projets de grande envergure dans les domaines des transports et du bâtiment.

Nous avons de plus constaté une hausse de la demande de services dans le domaine de l'environnement. Les exigences réglementaires et la pression populaire continuent de générer de nouveaux besoins de services environnementaux de premier plan tant au Canada que dans le reste du monde.

Nous poursuivons donc nos efforts visant à améliorer la qualité et la diversité de notre offre de services dans ce secteur dans les marchés locaux.

Même si le fléchissement des cours du pétrole a créé certaines incertitudes, l'environnement recèle toujours d'occasions à saisir et de défis à relever pour 2015 et les années à venir. Peu importe la conjoncture, nous désirons tirer profit de notre diversité nationale, de notre portée mondiale et de notre expertise poussée afin de générer une croissance rentable. Notre but est de poursuivre sur la voie qui fera de nous un leader de premier plan dans tous les principaux marchés et territoires au Canada. Voici quelques-uns des domaines de croissance ciblés pour 2015 :

- Saisir les occasions découlant des infrastructures vieillissantes et des besoins immédiats en matière de développement au Canada;
- Accroître notre part du marché des immeubles de grande hauteur et nos compétences en sciences des bâtiments;
- Accroître nos compétences dans le domaine ferroviaire au Canada et en tirer avantage;
- Créer une entreprise nationale dans les domaines de l'environnement, de la géomatique et de la géotechnique et accroître les services clés offerts sur les marchés internationaux servis par nos clients canadiens;
- Tirer profit de la vaste expérience de Parsons Brinckerhoff pour les projets de grande envergure afin de générer plus d'opportunités et de succès dans le marché des PPP.

Pour WSP au Canada, il y a de nombreuses occasions à ne pas manquer, et nous comptons bien les saisir pleinement.



DAVID ACKERT

Président et chef de la direction, Canada



CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

MONTRÉAL, QC

WSP est le gestionnaire, en consortium, de ce projet qui comportera deux phases. Un nouvel hôpital et centre de recherche remplaceront les trois établissements qui composent le Centre Hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) actuel : Hôtel-Dieu de Montréal, Hôpital Notre-Dame et Hôpital Saint-Luc. Le centre de recherche a été achevé en 2013, et on prévoit l'achèvement de l'hôpital en 2020.

CLIENT

Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)

ARCHITECTES

Centre de recherche : NFOE et associés, Menkès Shooner Dagenais LeTourneux, Jodoin Lamarre Pratte, Lemay et Associés, Parkin; Centre hospitalier : Cannon Designs, NEUF Architectes

SECTEUR

Santé

SERVICES

Gestion de projet

PRIX

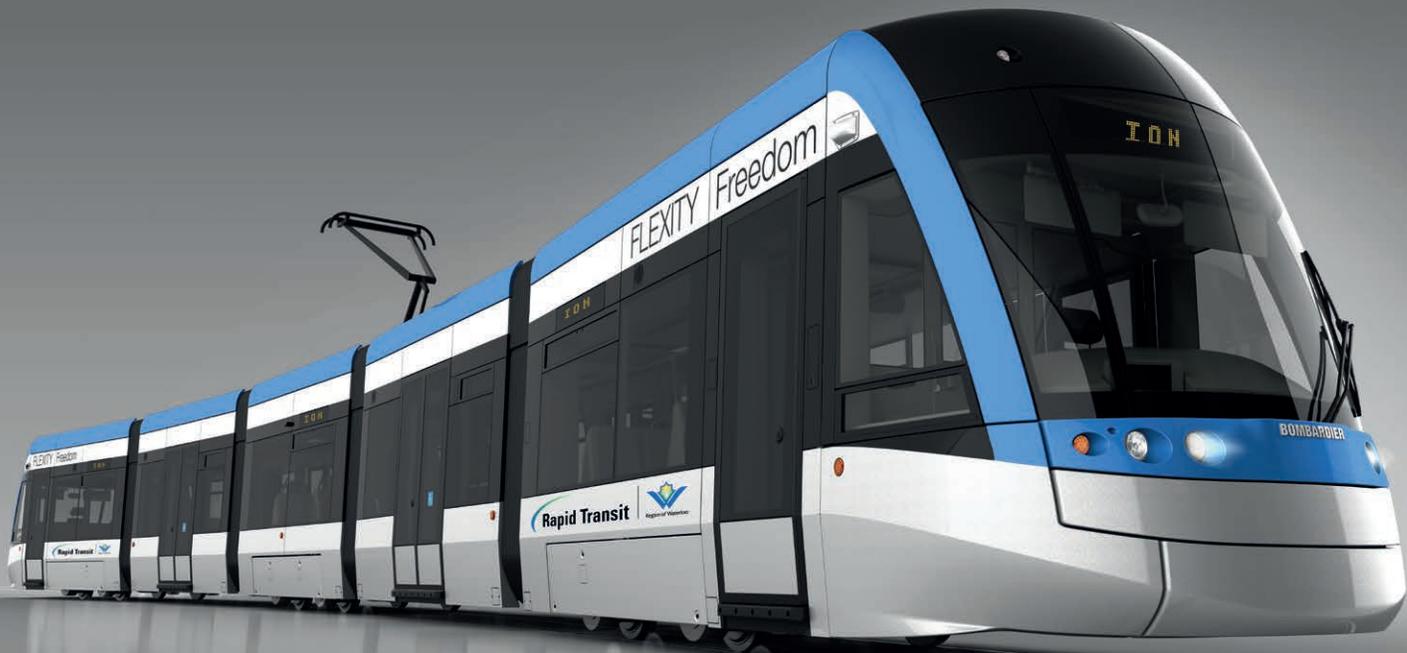
Projet de l'année Élixir 2014





CANADA





**PROJET D'AMÉLIORATION DE L'AUTOROUTE
KICKING HORSE CANYON
EST DE GOLDEN, BC**

CLIENT

Ministère des transports de la Colombie-Britannique

SECTEUR

Transport

SERVICES

Services de conception; conception géotechnique;
services environnementaux; conception géométrique;
conception de structures



**TLR À WATERLOO
WATERLOO, ON**

CLIENT

Municipalité régionale de Waterloo

ARCHITECTES

Architecture49

SECTEUR

Transport

SERVICES

Services-conseils en génie général

CANADA



NOUVEAU PROJET DE FOUR DE RÉCHAUFFAGE LONGUEUIL, QC

CLIENT

ArcelorMittal

SECTEUR

Industriel

SERVICES

Gestion de projet; contrôle des coûts;
établissement des échéances; ingénierie structurale,
mécanique et électrique; réponse aux appels d'offres;
analyse des soumissions; négociations contractuelles



**NOUVEAU PONT DE CONTOURNEMENT
DE L'ÎLE-DES-SOEURS
MONTRÉAL, QC**

CLIENT

Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée

SECTEUR

Infrastructures

SERVICES

Conception du pont et soutien technique

CANADA



CIMENTERIE McINNIS
PORT-DANIEL-GASCONS, QC

CLIENT

Ciment McInnis Inc.

SECTEUR

Environnement

SERVICES

Évaluation environnementale; vérification et délivrance de permis; études des écosystèmes et relevés de surveillance; collaboration avec le secteur Industriel pour les services d'ingénierie; approvisionnement et gestion de la construction



HÔPITAL BRIDGEPOINT
TORONTO, ON

CLIENT

Bridgepoint Active Healthcare, Plenary Health
(Plenary Group, PCL Constructors Canada Inc. et Johnson Controls Inc.)

ARCHITECTES

Planification, conception et conformité: KPMB Architects/Stantec Architecture. Conception, financement et entretien: HDR Architecture/Diamond Schmitt Architects

SECTEUR

Santé

SERVICES

Ingénierie structurale; gestion de projet LEED; simulation énergétique des bâtiments; services liés au développement durable



© Tom Alban Photography Inc.

CANADA



1

Image gracieuseté de Cenovus Energy



Image gracieuseté de Calgary Municipal Land Corporation (CMLC)



INSTALLATION DGMV
NORD DE L'ALBERTA, AB

CLIENT

Cenovus

SECTEUR

Industriel

SERVICE

Ingénierie des installations



PONT ST-PATRICK
CALGARY, AB

CLIENT

Calgary Municipal Land Corporation (CMLC)

ARCHITECTES

RFR – Jean-François Blassel

SECTEUR

Infrastructures

SERVICES

Conception du pont pour la circulation cycliste et piétonne



Image gracieuseté de Accor



**PARC DE STOCKAGE NORTH EN BÉTON
ET BÉTON FLEXIBLE POUR K+S POTASH
BETHUNE, SK**

CLIENT

PCL Construction Management Inc.

SECTEUR

Industriel

SERVICES

Services d'arpentage de construction

EMEIA

(EUROPE, MOYEN-ORIENT, INDE, AFRIQUE)



RECONNAISSANCE 2014

SUÈDE

Le projet Tele 2 Arena a été désigné stade de l'année lors des Stadium Business Awards

Les projets de Rådhus Skåne et de Masthusen à Gothenburg ont tous deux reçu un prix de durabilité du SBGC

MOYEN-ORIENT

Prix de la société-conseil de l'année lors des Construction Week Awards

Prix de l'expert-conseil de l'année lors des Big Project Awards

Nomination comme l'un des 15 meilleurs employeurs aux Émirats arabes unis

ROYAUME-UNI

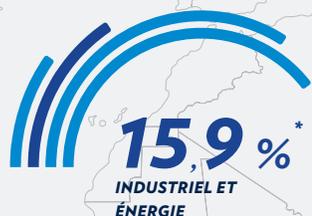
Prix du chef de la direction de l'année en Europe de l'Association for Consultancy and Engineering

Reconnaissance de notre excellence à titre de fournisseur dans le cadre du projet de l'autoroute A19 par l'organisme Highways Agency du gouvernement britannique

AFRIQUE DU SUD

Prix spécial de la South African Institution of Civil Engineering (SAICE) pour l'excellence de la gestion de projet et de la construction durant le projet des sables minéralisés de Kwale

Prix du mérite patrimonial national décerné par la South African Property Owners Association (SAPOA) au dépôt de base militaire du Service de santé des armées sud-africain (pour lequel WSP a fourni des services-conseils en bâtiments écologiques)



1 085 M\$CA*
PRODUITS NETS



11 925
EMPLOYÉS



JOHN MURPHY

Président et chef de la direction, Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique

WSP ET PARSONS BRINCKERHOFF ONT JOINT LEURS FORCES IL Y A DE CELA PLUSIEURS MOIS. DEPUIS, J'AI EU LA CHANCE DE M'ENTREtenir AVEC DE NOMBREUX EMPLOYÉS DE NOS FIRMES COMBINÉES DANS LA RÉGION DE L'EMEIA. ILS ME DISENT SOUVENT À QUEL POINT LA FUSION DE NOS DEUX FIRMES DE CALIBRE MONDIAL EST ATTRAYANTE POUR NOS CLIENTS ET NOS EMPLOYÉS; SANS COMPTER QUE NOS ACTIVITÉS RESPECTIVES DANS LA RÉGION DE L'EMEIA SONT CONSIDÉRÉES COMME TRÈS COMPLÉMENTAIRES.

On a observé un élan positif au cours des deux premiers mois de 2015, alors que nous tentions d'établir l'équipe de direction de chaque pays, en tirant parti des meilleurs éléments des deux organisations. D'importants programmes d'intégration sont en cours afin de mettre en commun les opérations le plus rapidement possible, pour que nous puissions saisir les occasions de synergie de revenus et harmoniser les ensembles de compétences à l'échelle des secteurs. Il ne fait aucun doute que la combinaison de nos activités présente un excellent potentiel de croissance pour nos parts de marché et nos services, ainsi que pour notre personnel. Le présent résumé revient sur l'année passée et la conjoncture économique avec

laquelle nous avons eu à composer et met en relief les secteurs qui, selon nous, seront propices à la croissance.

ÉCONOMIE RÉGIONALE ET INCIDENCE SUR LES RÉSULTATS

Je suis ravi d'annoncer que nos résultats à l'échelle régionale ont été dans l'ensemble positifs en 2014, forts d'un carnet de commandes de plus en plus rempli et d'une hausse de la part de marché dans la plupart des pays, et ce, malgré certains défis régionaux attribuables aux déficits budgétaires des gouvernements et à la diminution des dépenses publiques qui s'en est suivie. >

On a observé un fort dynamisme au Royaume-Uni tout au long de l'année, grâce à une liste de projets bien garnie; il sera intéressant de voir l'incidence des prochaines élections générales sur les projets d'immobilisations et les décisions politiques en matière d'énergie après mai 2015.

Les secteurs de croissance de premier plan sont toujours le bâtiment, le domaine ferroviaire, les autoroutes et les infrastructures municipales. Ainsi, nous avons obtenu d'importants projets dans ces quatre secteurs, y compris le cadre de prestation de la Highways Agency. À titre d'exemple, on a fait appel à notre équipe environnement afin qu'elle offre des services-conseils pour l'analyse de rentabilisation de Crossrail 2, ce qui a nettement rehaussé notre réputation. L'activité du secteur de l'énergie et de l'électricité est restée faible à la suite de résultats décevants lors des enchères de capacité par The National Grid en décembre. Nous nous attendons cependant à ce que le secteur de la transmission reprenne de la vigueur dans une douzaine de mois, car la fin de la période réglementaire approche. Nous sommes bien placés pour saisir cette occasion, grâce à notre réputation dans ce marché.

En Suède, WSP est au troisième rang en termes de main-d'œuvre. Nous avons conservé notre position dominante dans le secteur des infrastructures; en tout, 65 % de notre chiffre d'affaires a été réalisé dans le secteur public. L'activité en Suède s'est maintenue, avec l'obtention de divers grands projets, dont celui de Trafikplats Värtan, l'un des plus importants contrats de conception de pont jamais obtenu par WSP, en plus du mandat de conception du prolongement du métro à Stockholm, qui touche la ligne reliant les stations Odenplan et Arenastaden en passant par Hagastaden. L'activité minière a connu un essor en Suède, et WSP a également participé au développement urbain du nord du pays, dans la ville de Gällivare, contribuant à la planification urbaine d'une superficie d'environ 250 000 m². Dans le secteur industriel, nous avons pris part au projet d'augmentation de la capacité de production de véhicules longs de Scania à Oskarshamn.

En Finlande et au Danemark, les activités combinées de WSP et Parsons Brinckerhoff tireront profit d'une portée accrue, dans un contexte économique difficile.

Du côté de l'Europe centrale, l'économie s'est relativement bien portée, compte tenu des pressions budgétaires avec lesquelles ont dû composer les gouvernements de nombreux pays aux prises avec d'importants déficits. Notre position s'améliore, en raison d'une nouvelle structure de direction, mise en œuvre à la fin de 2014. De plus, on a observé des signes de reprise en France et en Pologne au début de 2015. La position en France est restée la même, notamment dans les secteurs de l'aéronautique et de la défense, forte de nombreux clients clés comme Airbus, qui ont continué d'alimenter la liste de projets. Des projets de prestige, comme le nouvel édifice Louis Vuitton, véritable joyau architectural de Paris, nous ont permis de nous tailler une réputation encore plus enviable. L'Allemagne a de nouveau été un marché difficile, mais nous avons néanmoins entretenu des relations importantes avec le fournisseur de

services financiers Allianz à Cologne et à Hambourg. Au nombre des projets obtenus, mentionnons l'agrandissement de l'usine de production de BMW à Dingolfing.

En Pologne, les services de notre équipe ont été retenus pour réaliser le projet de reconstruction et d'agrandissement du centre commercial Promenada à Varsovie.

Au Moyen-Orient, nous avons maintenu notre position enviable dans tous les secteurs, malgré l'incidence que pourrait avoir la volatilité du prix du pétrole. Les marges se sont améliorées, alors que nous avons continué à ajouter des commandes à notre carnet. Nous sommes encore bien implantés dans les secteurs clés, à commencer le bâtiment, avec l'obtention de contrats en vertu desquels nous avons contribué à divers projets, notamment l'agrandissement du Dubai Mall Boulevard (Dubai), l'hôtel Méridien (Qatar) et l'aéroport international d'Abu Dhabi (Abu Dhabi), ainsi qu'à des projets d'autoroutes à Qatar et à deux projets ferroviaires à Dubaï. Les perspectives demeurent favorables et la mise en commun de l'expertise de WSP et de Parsons Brinckerhoff devrait donner un nouvel élan dans le secteur du transport. On a également observé une recrudescence de l'activité de nos marchés dans les secteurs industriel et de l'énergie au début de 2015.

En Afrique du Sud, nous faisons preuve d'un optimisme comparable, devant l'affermissement de notre position dans le domaine du bâtiment et un carnet de commandes bien rempli. Tout cela en dépit de prévisions qui font état d'un produit intérieur brut (PIB) stagnant et d'une forte inflation. Sur le territoire africain, nous avons acquis une belle réputation en raison du respect des délais de prestation dans nos principaux secteurs d'activité (transport et infrastructures, industriel, bâtiment et énergie et environnement). Parmi les projets clés, soulignons l'entente-cadre avec l'autorité portuaire nationale Transnet et les travaux entrepris par notre division industrielle pour le compte du brasseur SAB Miller. Enfin, nous sommes toujours l'un des principaux acteurs du secteur de l'électricité en Afrique, nos services ayant été retenus pour l'exécution de divers projets de production et de transmission, dont le projet de centrale électrique alimentée au gaz naturel à Ressano Garcia au Mozambique.

PROCHAINES ÉTAPES

L'intégration de WSP et de Parsons Brinckerhoff se poursuit et nous savons que notre principal avantage découlera des possibilités incomparables de synergie de revenus que

L'INTÉGRATION DE WSP ET DE PARSONS BRINCKERHOFF SE POURSUIT ET NOUS SAVONS QUE NOTRE PRINCIPAL AVANTAGE DÉCOULERA DES POSSIBILITÉS INCOMPARABLES DE SYNERGIE DE REVENUS QUE NOS ACTIVITÉS COMBINÉES PEUVENT OFFRIR.

nos activités combinées peuvent offrir. Notre expertise complémentaire et l'excellente réputation dont nous jouissons sauront créer de telles synergies, qui nous aideront en retour à s'approprier des parts de marché dans la région. Nous explorerons particulièrement les moyens de tirer profit du modèle efficace de gestion de programme que nous appliquons dans les secteurs ferroviaire et des infrastructures. Il s'agira de déterminer dans quel autre secteur ce programme pourrait être mis en œuvre afin d'assurer une participation accrue à l'échelle régionale. Voici certaines des importantes synergies possibles :

- Mise en commun des capacités de pointe pour la réalisation de gares et de réseaux ferroviaires complexes et intégration de systèmes afin de saisir des occasions d'envergure;
- Adaptation des compétences combinées de gestion de programme à l'échelle des secteurs;
- Mise à profit des nouvelles compétences de classe mondiale acquises dans les domaines du pétrole et du gaz et des soins de santé dans les marchés de l'EMEIA.

Cela fait plus de cinq ans que nos clients profitent de nos compétences variées grâce à notre centre de ressources complémentaires situé à Noida en Inde, près de Delhi. Comptant plus de 400 membres, l'équipe offre une gamme de solutions de conception rentables de grande qualité, du concept à la conception détaillée, et intègre au besoin du personnel mobile supplémentaire pour répondre aux demandes de la clientèle internationale. Nous continuerons d'accorder une importance à ces activités dans l'avenir.

Nous mettrons aussi l'accent sur le recrutement et le maintien en poste d'employés très talentueux pour concrétiser nos aspirations.

Les débouchés sont manifestement nombreux dans la région :

- Au Royaume-Uni, les possibilités de croissance sont les plus probables dans les secteurs ferroviaire, autoroutier et du développement, comme en témoigne le grand nombre d'appels d'offres tant publics que privés. Nous attendons impatiemment une reprise dans le secteur de l'électricité et de l'énergie;
- Nous ciblons une croissance importante en Suède, où nous nous concentrerons sur l'implantation à plus grande échelle des activités de gestion de programme et de projet, un rôle accru à titre d'ingénieurs en chef dans le cadre de grands projets et l'élaboration de services-conseils encore plus stratégiques;

- Du côté de l'Europe centrale, nous aspirons en France à une croissance à l'échelle tant nationale que mondiale, alors que l'équipe tentera de miser sur les liens étroits qu'elle entretient avec des conglomérats industriels multinationaux. En Allemagne, l'accent sera mis sur l'amélioration des résultats, tandis qu'en Pologne, nous prévoyons une croissance dans le marché local et des suites du rôle de centre de ressources pour l'équipe du Royaume-Uni;

- Au Moyen-Orient, le marché des Émirats arabes unis est particulièrement vigoureux à Dubaï, en prévision de l'Expo 2020, ainsi qu'au Qatar, où la tenue de la Coupe du monde de la FIFA en 2022 continue de stimuler le développement dans tous les secteurs. Maintenant que l'activité reprend de la vigueur en Arabie saoudite, nous tenterons de saisir de nouveaux débouchés en 2015;

- En Afrique, nous miserons sur les occasions en bâtiment, production et transmission d'électricité et dans les secteurs des infrastructures, des biens de consommation courante et des chemins de fer, notamment dans le sud et l'est du continent. Le secteur minier, bien que toujours léthargique, offre des possibilités dans les régions de Cap-Nord en Afrique du Sud et de Tete au Mozambique.

À partir de maintenant, nos objectifs sont clairs. En travaillant ensemble comme une seule grande équipe, nous poursuivrons nos efforts en vue de créer de la valeur pour nos clients, partenaires et employés.



JOHN MURPHY

Président et chef de la direction,
Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique

HÔPITAL POUR ENFANTS D'ALDER HEY

LIVERPOOL, ROYAUME-UNI

Le projet d'Hôpital pour les enfants d'Alder Hey comportera 16 salles d'opération munies d'équipement à la fine pointe de la technologie et 270 patients. Le concept emblématique de l'Alder Hey Children Hospital a été dévoilé par le secrétaire d'État à la Santé en juin 2012 et il a été inspiré par les enfants eux-mêmes, résultats de consultations ouvertes avec les patients et leurs familles. Lorsqu'il sera ouvert en 2015, il deviendra le premier parc dédié à la santé des enfants du Royaume-Uni qui permettra d'offrir à tous les locataires et les employés un environnement le plus bénéfique possible. Le nouvel hôpital est construit au parc centenaire de Springfield, juste à côté du site actuel. Un fois le nouveau bâtiment construit, l'ancien édifice sera démoli et l'emplacement sera transformé en parc. Le nouvel hôpital est en cours de construction pour la fondation Alder Hey Children NHS et aura une superficie de 51 000 m², comportant 270 lits et 16 salles d'opération munies d'équipement à la fine pointe de la technologie (4 salles pour les chirurgies d'un jour et 12 blocs opératoires pour les patients hospitalisés), dont 48 lits dédiés aux patients aux soins intensifs, aux malades hautement dépendants et aux grands brûlés. Il y aura aussi 6 salles régulières avec 32 lits. Il comprendra également un stationnement de plusieurs étages avec 1 200 places (200 de plus que le site actuel).

CLIENT

Alder Hey Children's NHS Foundation Trust

SECTEUR

Santé

SERVICES

Conception en ingénierie mécanique et électrique

PRIX

Prix pour les secteurs de la santé et de l'éducation de la Midlands Institution of Structural Engineers (IStructE)







Image graciously provided by Powiat Park Sp. z o.o.



Photo credit: Victoria Turner, Weare, Parsons, Brinckerhoff



**DÉVELOPPEMENT À USAGE MIXTE : APPARTEMENTS
NA POWIŚLU ET BUREAUX KRUCZKOWSKIEGO 2
VARSOVIE, POLOGNE**

CLIENT

Powiśle Park Sp. z o.o.

ARCHITECTES

Kurylłowicz & Associates Sp. s o.o.

SECTEUR

Bâtiment

SERVICES

Ingénierie mécanique et électrique; Conception
des infrastructures

PRIX

Premier prix, projet de construction de l'année, Polish Association
of Civil Engineers and Technicians; deuxième prix, projet
de construction de l'année, Aluprof Systems; prix 2015 pour
la conception des services mécaniques, Polish Ventilation
Association PASCAL



**TUNNEL BEAMINSTER
SUD-OUEST DE L'ANGLETERRE, ROYAUME-UNI**

CLIENT

Dorset County Council

SECTEUR

Transport

SERVICES

Concepteur d'investigation terrestre et mesures
de stabilisation géotechnique; Drainage;
Structural; Conseils en construction

PRIX

Prix 2014 de Ground Engineers



**PROGRAMME DE ROUTES
LOCALES ET DE DRAINAGE
QATAR**

CLIENT

Ashghal (State of Qatar's Public Works Authority)

SECTEUR

Transport

SERVICES

Gestion de projet



Image gracieuseté de John Mulleau, Make Architects, IteRechtshilf



QUAI DES BERGUES HSBC
GENÈVE, SUISSE

CLIENT

HSBC Private Banking Switzerland

ARCHITECTES

Make

SECTEUR

Bâtiment

SERVICES

Gestion de la mise en service; Gestion de projet

PRIX

Prix 2014 aux FX International Interior Design Awards;
liste restreinte 2015 pour les FX International Lighting
Design Awards



CLIENT

Kirklees College

ARCHITECTES

Broadway Malyan Architects

SECTEUR

Bâtiment

SERVICES

Concepteur principal, ingénierie mécanique et électrique

PRIX

Finaliste pour le prix 2014 de la Yorkshire Royal Institution of Chartered Surveyors et le prix 2013 décerné aux leaders en développement durable; lauréat 2014 du prix PB du projet de l'année (développement durable)



CENTRE COMMUNAUTAIRE KASTEELLI
OULU, FINLANDE

CLIENT

Lemminkäinen PPP Oy/Real Estate Department of Oulu

ARCHITECTES

Lahdelma & Mahlamäki Oy

SECTEUR

Bâtiment

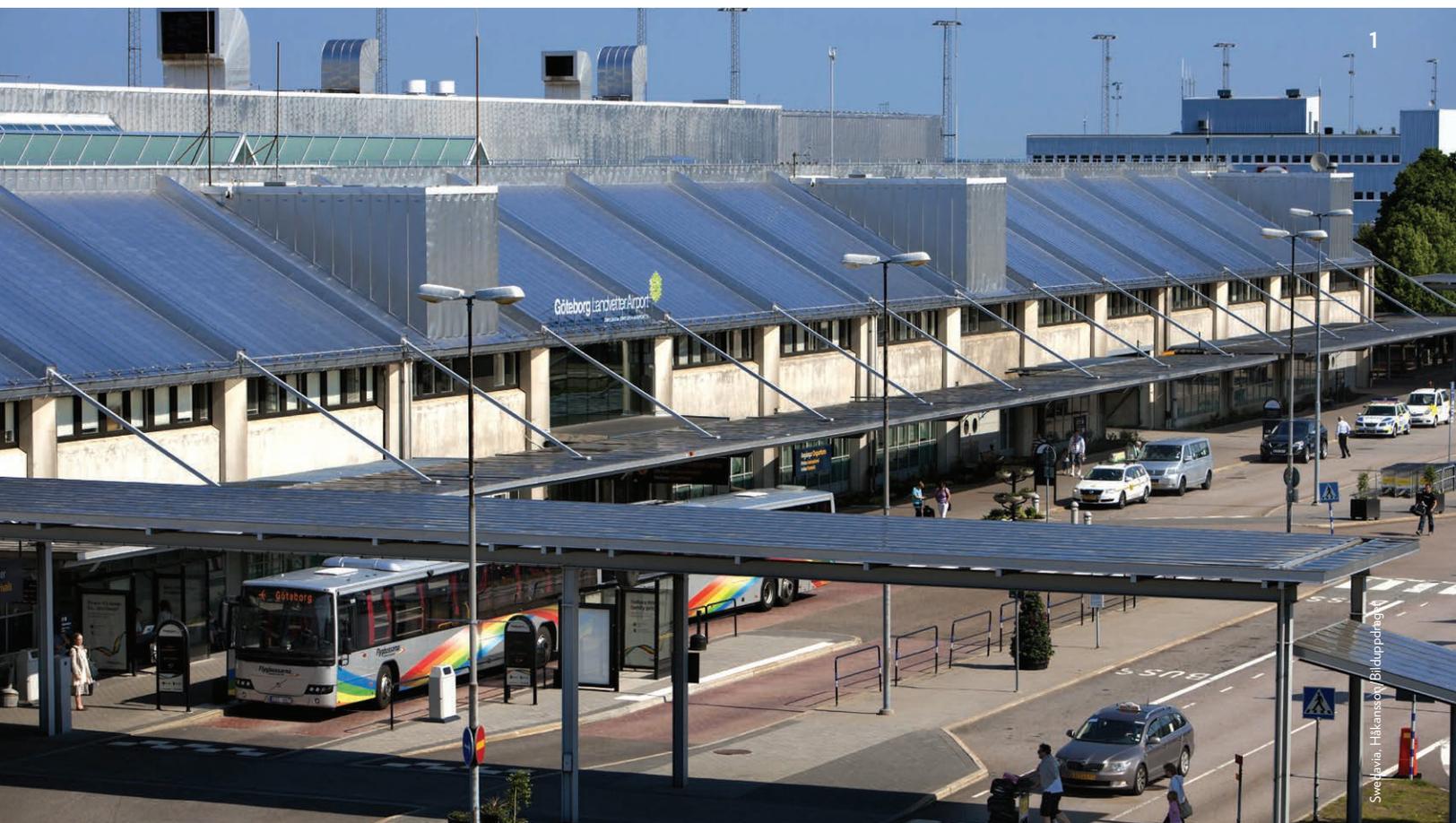
SERVICES

Conception des structures

PRIX

Prix 2014 de la Finnish Association of Civil Engineers





AÉROPORT LANDVETTER **GOTHENBURG, SUÈDE**

CLIENT

Swedavia

SECTEUR

Environnement

SERVICES

Accréditation internationale des aéroports
BREEAM In-Use



STADE HAZZA BIN ZAYED **ABU DHABI, ÉMIRATS ARABES UNIS**

CLIENT

BAM International Abu Dhabi LLC

ARCHITECTES

Pattern Architects

SECTEUR

Bâtiment

SERVICES

Conception en ingénierie des structures et plan d'utilisation

PRIX

Prix 2014 de l'Institution of Structural Engineers; mention élogieuse dans la catégorie sport et divertissement; finaliste dans la catégorie sport et divertissement aux Middle East Architect Awards



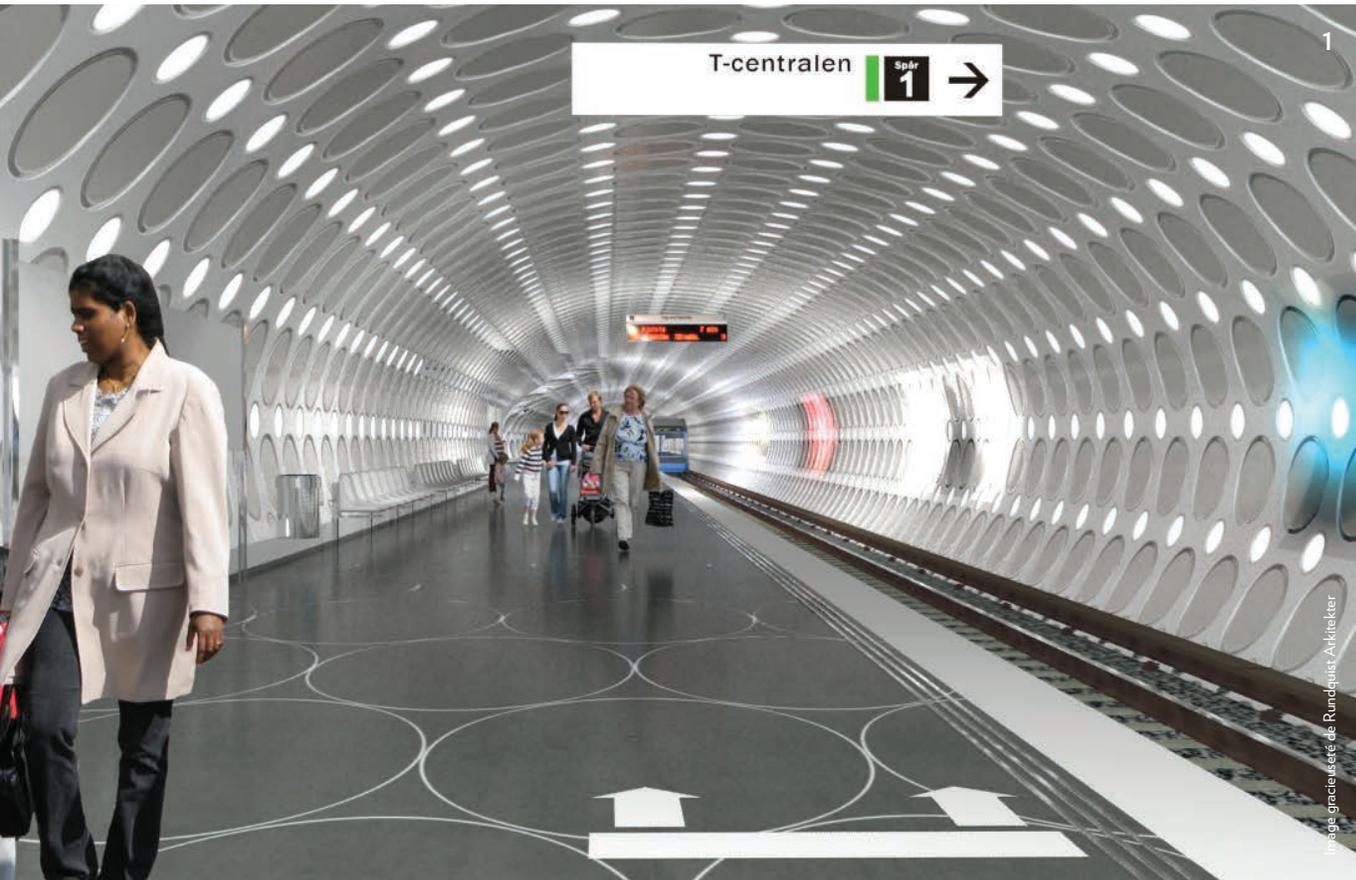


Image graciously de Rundquist Arkitekter



NOUVEAU SYSTÈME DE MÉTRO VERS ARENASTADEN STOCKHOLM, SUÈDE

CLIENT

FUT (Förvaltning för utbyggd tunnelbana)

ARCHITECTES

Rundquist arkitekter

SECTEUR

Ferroviaire

SERVICE

Conception ferroviaire et de la gare





**COMPLEXE DE DIVERTISSEMENT
PARAMOUNT DE LONDRES**
KENT, ROYAUME-UNI

CLIENT

London Resort Company Holdings

SECTEUR

Transport

SERVICES

Planification des transports; Transports en commun;
Conception des accès et Modélisation de la circulation



EMEIA


**USINE DE GLACE DURE DE LA
MINE MPONENG**
CARLTONVILLE, AFRIQUE DU SUD

CLIENT

AngloGold Ashanti

SECTEUR

Industriel et énergie

SERVICES

Ingénierie mécanique





2

1

Image graciously by Dr. Brouwer

71



JEUX DU COMMONWEALTH
GLASGOW, ROYAUME-UNI

CLIENT

City Legacy et Glasgow 2014

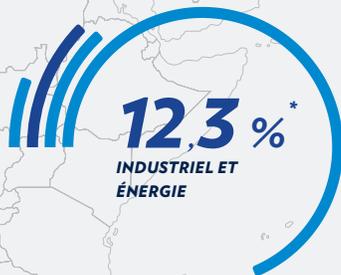
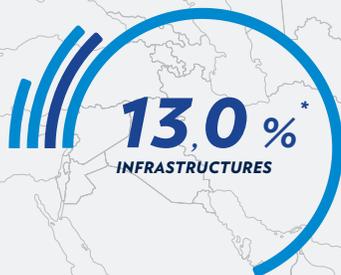
SECTEUR

Environnement

SERVICES

Transports; Conception et examen des infrastructures;
Conception des structures; Consolidation
géoenvironnementale; Acoustique; Services-conseils en
matière d'incendies; Modélisation thermique

APAC (ASIE-PACIFIQUE)



RECONNAISSANCE 2014

AUSTRALIE NOUVELLE-ZÉLANDE

Guy Templeton, président et chef de la direction, Asie-Pacifique

Liste des 100 ingénieurs les plus influents de 2014, Engineers Australia (nommé pour la quatrième année)

HONG KONG

2014 Green Building Award

VTC THEi New Campus, Grand Award, Building Projects, New Buildings Category (grand prix, nouveau projet de construction immobilière)

CORÉE

2014 Construction Management Practice Awards (premier prix, pratiques de gestion de la construction)

PHILIPPINES

Projet éolien de 150 mégawatts à Burgos

Achieving Four-Million Hours without Lost Time Injury (4 millions d'heures sans absence résultant d'une blessure)

SINGAPOUR

The Star Complex, ENR Global Best Retail, Mixed-Use Developments (meilleur projet de détail à usage mixte)



194,2 M\$CA*
PRODUITS NETS



5 600
EMPLOYÉS



GUY TEMPLETON

Président et chef de la direction, Asie-Pacifique

EN ASIE-PACIFIQUE, L'ANNÉE 2014 S'EST RÉVÉLÉE SATISFAISANTE TANT POUR WSP QUE POUR PARSONS BRINCKERHOFF, TOUT PARTICULIÈREMENT AU COURS DU DERNIER TRIMESTRE, OÙ NOUS AVONS FUSIONNÉ CES DEUX REMARQUABLES SOCIÉTÉS D'ENVERGURE MONDIALE. DE SOLIDES RÉSULTATS ONT ÉTÉ ENREGISTRÉS EN ASIE, ALORS QUE LES CONDITIONS COMMERCIALES SE SONT AMÉLIORÉES EN AUSTRALIE ET EN NOUVELLE-ZÉLANDE, APRÈS UNE ANNÉE DIFFICILE EN 2013.

Tandis que 2014 se terminait et que nous entamions 2015, nous nous sommes efforcés d'assurer l'intégration prompte et efficace de WSP et Parsons Brinckerhoff, en vue de renforcer la gamme de services que nous offrons à nos clients. Nous avons également tenté de tirer parti des premiers gains attribuables aux compétences complémentaires des deux sociétés à l'échelle de l'Asie-Pacifique.

REVUE DE L'EXPLOITATION

ASIE

En Asie (la région économique qui connaît la croissance la plus rapide dans le monde), l'expertise combinée de WSP

et Parsons Brinckerhoff a permis d'affirmer notre position de premier fournisseur de services-conseils en génie du bâtiment pour les édifices complexes, puisque nous avons des compétences particulières en mécanique, électricité et plomberie (MEP), en ingénierie des structures et en ingénierie des façades.

Nous avons en outre obtenu des résultats remarquables dans les secteurs du transport et des soins de la santé, en tirant parti de nos solides relations avec nos clients.

Dans le domaine du bâtiment, Parsons Brinckerhoff a continué à offrir des services professionnels en soutien à certains des >

projets les plus importants, mais aussi les plus techniquement complexes de la région, notamment des services de MEP pour une tour à usage mixte de 700 m de haut à Suzhou (est de la Chine), des services-conseils intégrés en ingénierie structurelle, en ingénierie des façades et en MEP pour le complexe à usage mixte One Avenue à Shenzhen (sud de la Chine).

Pour ce qui est du domaine des soins de la santé, la société a offert des services-conseils intégrés en génie civil, en ingénierie structurelle, en reconnaissance géotechnique et en MEP au bénéfice du réaménagement de l'hôpital Kwong Wah, réalisé par l'Hospital Authority de Hong Kong.

Du côté des transports, l'équipe asiatique a poursuivi sa relation avec la Land Transport Authority de Singapour et la MTR Corporation de Hong Kong, en participant à des projets tels que celui de la Eastern Region Line à Singapour, et au projet de modification de la gare Lo Wu à Hong Kong. De plus, nous avons offert, en coentreprise, des services-conseils généraux au profit de l'aérogare 3 de l'aéroport international Taiwan Taoyuan.

La connectivité est un élément clé de notre modèle d'affaires et un projet de collaboration réunissant nos bureaux de San Francisco, de Singapour et de la Malaisie, a permis d'obtenir un contrat pour le projet Tradewinds, qui vise la construction de l'édifice le plus haut de Kuala Lumpur. La connectivité mondiale (dans le cas présent, entre la Chine élargie et l'Australie) a aussi permis de décrocher, à Sydney et à Melbourne, des projets d'envergure pour le compte de Greenland, le plus important promoteur immobilier de Chine.

AUSTRALIE ET NOUVELLE-ZÉLANDE

En Australie et en Nouvelle-Zélande, bien que le secteur des ressources ait souffert de la chute du prix des matières premières, et que celui de l'énergie ait dû diminuer ses investissements, l'économie locale a tout de même connu un léger regain, qui se traduit par l'amélioration du rendement des affaires comparativement à 2013.

Dans le domaine du bâtiment, un marché que l'on pourrait qualifier de stable à favorable pour WSP, la croissance est attribuable à des investissements étrangers ainsi qu'à la diversification de notre expertise en construction grâce à l'acquisition de WINWARD au mois de mai 2014. Cette transaction, rendue possible grâce à notre solide relation basée sur l'exécution d'importants projets conjoints comme ceux du Melbourne Convention Centre et de la gare Southern

Cross, a constitué la pierre angulaire de la formation d'une nouvelle division spécialisée dans la consultation en génie civil, en ingénierie structurelle et en ingénierie des façades : WSP Structures.

Au cours de l'année, WSP a contribué à 13 projets certifiés Green Star, y compris celui du 720 Bourke Street, à Melbourne. Ce bâtiment a reçu une cote de 6 étoiles Green Star, qui témoigne de notre position de chef de file mondial en matière de conception durable. Nous sommes d'ailleurs particulièrement fiers de cet accomplissement. WSP a aussi été sélectionnée au sein d'un consortium devant réaliser le projet du North West Rail Link, ce qui représente une autre victoire majeure pour notre équipe.

Nous avons obtenu un important contrat en Nouvelle-Zélande, le Christchurch Convention Centre qui fait partie du programme de reconstruction de Christchurch, où nous agissons dans le cadre d'un consortium pour compléter ce projet majeur.

Dans le domaine du transport, Parsons Brinckerhoff, grâce à son excellente réputation, a une fois de plus obtenu divers contrats d'envergure en 2014, par exemple ceux du Sydney Rapid Transit, le deuxième lieu de transit sous le port, et du projet Inland Rail entre Melbourne et Brisbane. L'équipe du transport a également offert des services de gestion et de soutien de la conception pour le projet Waterview Connection (Nouvelle-Zélande), dans le cadre de la Well-Connected Alliance.

Notre secteur des services hydroliques a poursuivi sa transition dans un marché où l'on optimise les dépenses afférentes aux actifs existants, et avec l'objectif d'accroître son portefeuille de contrats à long terme. Pour ce qui est du domaine environnemental, les activités sont demeurées stables tout au long de 2014.

Au sein de l'industrie des ressources, Parsons Brinckerhoff a été nommée consultant en gestion de projet pour le projet Carmichael d'Adani Mining Pty Ltd., un projet intégré de plusieurs milliards de dollars qui sera réalisé dans le Queensland et comprendra une mine de charbon, un port et des installations ferroviaires. Cette victoire, due au rôle de consultant en gestion de projet actuel joué par la société au sein du projet d'extraction de minerai de fer de Roy Hill dans l'ouest de l'Australie, souligne notre position prédominante en tant que consultants en gestion de projet pour d'importants projets miniers.

OCCASIONS DE SYNERGIE DE REVENUS

Après quelques mois d'opération en commun, la « complémentarité naturelle » qui existe entre nos deux sociétés s'est déjà traduite par une synergie de revenus dans nos soumissions conjointes, et a ouvert la porte à des occasions de soumission auxquelles nous n'aurions pu prétendre en tant que sociétés distinctes.

Dans le domaine des ressources, par exemple, l'une des

APRÈS QUELQUES MOIS D'OPÉRATION EN COMMUN, LA « COMPLÉMENTARITÉ NATURELLE » QUI EXISTE ENTRE NOS DEUX SOCIÉTÉS S'EST DÉJÀ TRADUITE PAR UNE SYNERGIE DE REVENUS DANS NOS SOUMISSIONS CONJOINTES, ET A OUVERT LA PORTE À DES OCCASIONS DE SOUMISSION AUXQUELLES NOUS N'AURIONS PU PRÉTENDRE EN TANT QUE SOCIÉTÉS DISTINCTES.

réussites engendrées par la synergie de revenus a été la sélection de notre équipe minière au sein du groupe d'experts de MMG Ltd., société minière internationale, en appui à ses activités minières mondiales. Ce succès provient de la collaboration immédiate et de la synergie naturelle entre les divisions minières de Parsons Brinckerhoff en Australie et WSP au Canada.

En matière de bâtiment, nos toutes premières réussites en Asie comprennent entre autres le projet du complexe à usage mixte Dongjiadu, à Shanghai, qui combine nos compétences respectives de conseils en MEP.

À l'échelle de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, les défis à court terme comprennent la baisse continue du prix des matières premières et la réduction des investissements dans les infrastructures publiques. À moyen terme, nous sommes bien positionnés pour capitaliser sur un éventail d'opportunités de synergies. En Asie, nous prévoyons connaître une croissance constante, et profiter d'occasions nous permettant d'améliorer notre position dans le domaine de la construction de structures et dans le marché des infrastructures destinées au transport.

Cette complémentarité sera l'un des aspects clés de notre croissance interne. D'ailleurs, nous avons déjà cerné quelques secteurs clés qui offriront d'excellentes possibilités de collaboration et de synergie de revenus, tels que :

- La combinaison des compétences dans les domaines ferroviaire et du bâtiment au profit de nos clients gouvernementaux et de nos clients entrepreneurs;
- La poursuite du développement de relations collaboratives avec des entrepreneurs et promoteurs au sein des secteurs des infrastructures, du génie civil et du bâtiment;
- La mise à profit des compétences canadiennes en processus miniers au service des clients exploitant les ressources australiennes.

PROCHAINES ÉTAPES

Pour l'année 2015, notre objectif est de veiller à ce que nos employés travaillent en étroite collaboration alors que nous continuons à exécuter nos stratégies respectives en centrant nos efforts sur la synergie des revenus. Étant donné toute l'étendue des connaissances de nos équipes, les nominations au sein de la haute direction ont déjà permis de tirer le meilleur des deux entreprises. De plus, nous continuerons à profiter des progrès que nous avons réalisés du côté de l'intégration de nos firmes, de notre savoir-faire et de nos employés. Je suis persuadé que notre société intégrée possède un énorme potentiel de croissance et offrira à nos employés des occasions bonifiées. Après ces quelques mois de travail en équipe, nous sommes à même de constater que la motivation stratégique qui a mené à la fusion de WSP et de Parsons Brinckerhoff est parfaitement illustrée dans notre région, où nos compétences complémentaires ont déjà capté l'attention de nombreux clients.

En 2015, nous continuerons à renforcer l'éventail de services offerts aux clients en proposant une valeur accrue non seulement dans notre portefeuille, mais aussi en ce qui a trait à nos pratiques d'exploitation et de gestion.

Les facteurs à long terme motivant l'investissement dans les infrastructures demeurent encourageants, et je suis convaincu que l'entité résultant de la combinaison de WSP et de Parsons Brinckerhoff nous offrira encore davantage de souplesse et une excellente plateforme de croissance. En outre, nous bénéficierons d'une capacité accrue de servir nos clients et de décrocher des projets emblématiques, sans compter que nos employés profiteront de meilleures occasions de perfectionnement professionnel.



GUY TEMPLETON

Président et chef de la direction, Asie-Pacifique

CONNEXION À L'AÉROPORT DE BRISBANE

BRISBANE, AUSTRALIE

La connexion pour l'aéroport, la ligne de bus du Nord (de Windsor à Kedron) et la modernisation du rond-point est l'un des plus grands projets de l'Australie. La première partie du projet est la connexion pour l'aéroport qui est la première autoroute majeure reliant Brisbane et sa banlieue nord aux aéroports nationaux et internationaux. Avec un total de 13,5 km de routes et de rampes d'accès, la connexion pour l'aéroport est le plus long tunnel routier de l'Australie. Cette partie inclut aussi 6,7 km d'une route à péage essentiellement souterraine. La deuxième partie du projet est une route à deux voies de 3 km réservée aux autobus entre les rues Truro à Windsor et Sadlier à Kedron. Deux nouvelles stations d'autobus seront aussi conçues architecturalement à Kedron et Lutwyche. La modernisation du rond-point inclura une nouvelle route à quatre voies en surplomb, un échangeur de haute capacité et l'élargissement à trois voies de l'artère est-ouest. Les éléments clés incluent 15 km de tunnels, 25 ponts, 15 tranchées couvertes, des bretelles et des tunnels conçus spécifiquement pour les autobus, des pistes cyclables et de nouveaux parcs. Un des plus grands tunneliers de l'Australie a été utilisé pour creuser ce projet. Le projet est localisé dans des sites de friches industrielles restreints avec de grandes populations locales et un environnement géologique difficile. Le projet élimine un important goulot d'étranglement pour la circulation locale et améliore de façon significative la mobilité dans la région. Le projet a été largement reconnu pour ses innovations techniques et pour l'excellence de son design.

CLIENT

BrisConnections

SECTEUR

Transport

SERVICES

Creusement de tunnels; Routes; Géotechnique; Électricité; Mécanique; Structures; Conception du drainage; Services de construction

PRIX

Prix de la meilleure conception 2013 aux Global Road Achievement Awards; Prix Sir William Hudson 2013 aux Engineers Australia Australian Engineering Excellence Awards; Projet d'une valeur supérieure à un milliard de dollars de l'année 2012 aux NCE International Tunnelling Awards Finaliste







SHANGHAI TOWER
SHANGHAI, CHINE

CLIENT

Shanghai Tower Construction and
Development Co., Ltd.

ARCHITECTES

Gensler

SECTEUR

Bâtiment

SERVICES

MEP; Transport vertical; Services liés au
comité d'autorisation de la mise en service
LEED; ingénieur du maître d'ouvrage



THE PLACE
SHANGHAI, CHINE

CLIENT

Hua Tian Property Developments Limited

ARCHITECTES

Benoy and Gensler

SECTEUR

Bâtiment

SERVICES

Services-conseils en ingénierie du bâtiment;
Ingénierie des structures et façades







PROJET TAPANAPPA
PAPOUSIE-NOUVELLE-GUINÉE

CLIENT

Puma Energy Pacific Holdings
Pte Ltd

SECTEUR

Environnement

SERVICES

Études environnementales
préalables à l'acquisition d'une
entreprise



PARK HYATT AUCKLAND
AUCKLAND, NOUVELLE-ZÉLANDE

CLIENT

Fu Wah NZ Ltd

ARCHITECTES

Ar+d conjointement avec les
architectes Bossley

SECTEUR

Bâtiment

SERVICES

Services-conseils en ingénierie du
bâtiment



AUTOROUTE MARINA COASTAL
SINGAPOUR

CLIENT

Land Transport Authority

SECTEUR

Transport

SERVICES

Conception mécanique et électrique;
architecture/programme qualité

PRIX

Prix or BCA Green Mark pour la
ventilation des édifices 1 et 2 (2011)



Image gracieuseté de Norman McComb -Kavieng Terminal (New Ireland Province) - 21 juin 2014

2



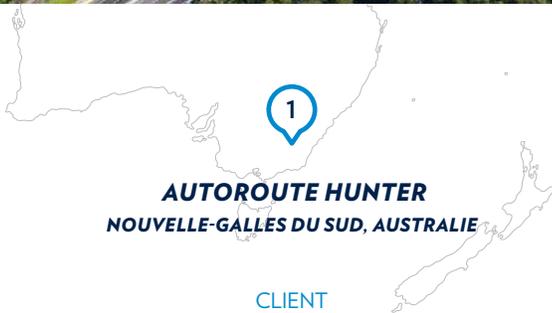
Image gracieuseté de Ar+d

3





Image gracieusement de Hunter Expressway Alliance



AUTOROUTE HUNTER
NOUVELLE-GALLÈS DU SUD, AUSTRALIE

CLIENT

Roads and Maritime Services

SECTEUR

Transport

SERVICES

Geotechnique; Ingénierie et conception; Mise en scène de la construction; Conception des routes; Ingénierie des structures; Gestion de l'environnement; Gestion du drainage et de la qualité de l'eau; Modélisation et services d'atténuation du bruit



GRAND HYATT INCHEON
INCHEON, CORÉE DU SUD

CLIENT

KAL Hotel Network Co., Ltd. (KHN),
a subsidiary of Korean Air Lines

ARCHITECTES

Gensler

SECTEUR

Bâtiment

SERVICE

Gestion de la construction



Image gracieuse de Meong Sik Kim de Yale Media



HYSAN PLACE
HONG KONG, CHINE

CLIENT

Hysan Development Co. Ltd.

ARCHITECTES

KPF

SECTEUR

Bâtiment

SERVICES

Conception de la plomberie et du drainage;
Conception écologique

PRIX

Prix Or pour le meilleur projet à usage mixte
au Marché international des professionnels de
l'immobilier, Asie, en 2012; Prix de la conception
durable en architecture et du mérite en architecture
2013 de l'American Institute of Architects





**TOURS DU SIÈGE SOCIAL DE TENCENT
SHENZHEN, CHINE**

CLIENT

Tencent Technology (Shenzhen) Company Ltd.

ARCHITECTES

NBBJ

SECTEUR

Bâtiment

SERVICES

Services-conseils en ingénierie du bâtiment



**TUNNEL DE CONNEXION WATERVIEW
AUCKLAND, NOUVELLE-ZÉLANDE**

CLIENT

NZ Transport Agency (NZTA)

SECTEUR

Transport

SERVICES

Gestion de la conception; Sécurité des tunnels en matière d'incendie et de la personne; Géotechnique; Conception mécanique et électrique; Support de la conception de la construction





**PHASE 1 DU PROJET DE LA CAVERNE
ROCHEUSE JURONG AU BASSIN BANYAN
ÎLE DE JURONG, SINGAPOUR**

CLIENT

Hyundai Engineering Construction Co. Ltd.
Owner Jurong Town Corporation

SECTEUR

Infrastructures

SERVICES

Génie civil; Ingénierie des structures

THE STAR AT VISTA XCHANGE, ONE-NORTH
DISTRICT DE BUONA VISTA, SINGAPOUR

CLIENT

CapitaMalls Asia and Rock Productions Pte Ltd.

ARCHITECTES

Aedas et Thornton Tomasetti comme concepteur
de l'ingénierie civile des structures

SECTEUR

Bâtiment

SERVICES

Conception de l'ingénierie civile et des structures; Supervision
de la construction; Conception préliminaire et Élaboration de
concepts (avec Thornton Tomasetti)

PRIX

Prix d'excellence dans les structures en acier 2012 de la
Singapore Structural Steel Society





De gauche à droite: Pierre Shoiry, Pierre Simard, Birgit Nørgaard, Richard Bélanger, Josée Perreault, Christopher Cole, George J. Pierson, Grant G. McCullagh et Pierre Seccareccia

CONSEIL D'ADMINISTRATION

CHRISTOPHER COLE

Administrateur de sociétés
Administrateur depuis 2012
Non indépendant
Président du Conseil
d'administration

RICHARD BÉLANGER

Président Groupe
Toryvel Inc.
Administrateur depuis 2007
Indépendant
Administrateur
indépendant principal
Membre du comité d'audit
Membre du comité de
gouvernance, d'éthique
et de rémunération

BIRGIT NØRGAARD

Administratrice de sociétés
Administratrice depuis 2013
Indépendante
Présidente du comité de
gouvernance, d'éthique
et de rémunération

GEORGE J. PIERSON

Président, the Pierson
Advisory Group LLC
Administrateur depuis 2014
Non indépendant

GRANT G. McCULLAGH*

Président et chef de la
direction, Global Integrated
Business Solutions, LLC
Administrateur depuis 2011
Indépendant
Membre du comité de
gouvernance, d'éthique
et de rémunération

JOSÉE PERREULT

Vice-présidente principale,
Affaires mondiales,
Oakley Inc.
Administratrice depuis 2014
Indépendante

PIERRE SECCARECCIA

Administrateur de sociétés
Administrateur depuis 2006
Indépendant
Président du comité d'audit

PIERRE SHOIRY

Président et chef de
la direction, Groupe
WSP Global Inc.
Administrateur depuis 2006
Non indépendant

PIERRE SIMARD

Président, Corporation
Financière Champlain
(Canada) Inc.
Administrateur depuis 2007
Indépendant
Membre du comité d'audit

* À la prochaine assemblée annuelle des actionnaires, Grant G. McCullagh ne se présentera pas en vue d'une réélection comme administrateur de la Société.

ÉQUIPE DE DIRECTION

PIERRE SHOIRY

Président et chef de la direction

ALEXANDRE L'HEUREUX

Chef de la direction financière

PAUL DOLLIN

Chef de l'exploitation

VALÉRY ZAMUNER

Chef des affaires juridiques et secrétaire corporative

DAVID ACKERT

Président et chef de la direction, Canada

GREGORY KELLY

Président et chef de la direction, États-Unis, Amérique centrale et Amérique du Sud

JOHN A. MURPHY

Président et chef de la direction, Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique

GUY TEMPLETON

Président et chef de la direction, Asie-Pacifique

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Groupe WSP Global Inc.

1600, boulevard René-Lévesque Ouest
16e étage
Montréal, Québec
H3H 1P9
Canada
+ 1 514-340-0046

INSCRIPTION À LA BOURSE

Groupe WSP Global Inc. est inscrit à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole WSP.

ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

Au 30 mars 2015, 89 131 429 actions ordinaires de la Société étaient en circulation.

POLITIQUE DE DIVIDENDE

Pour 2014 et 2013, la Société a déclaré un dividende de 1,50 \$ par action. Le Conseil d'administration a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié en fonction des résultats actuels de la Société et des exigences financières pour les opérations de la Société. Il est actuellement prévu que le dividende demeure au même niveau, mais est sujet à l'évaluation réalisée par le Conseil des exigences futures, de la performance financière, de la liquidité, des perspectives et d'autres facteurs jugés pertinents. Le paiement de chaque dividende trimestriel demeurera sujet à la déclaration de ce dividende par le conseil.

AUDITEURS INDÉPENDANTS

PricewaterhouseCoopers s.r.n.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables Professionnels Agréés

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

L'Assemblée générale annuelle sera tenue à 10h, heure avancée de l'est (HAE), le 21 mai 2015 à :

Musée McCord
690, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec
H3A 1E9
Canada

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DE DOCUMENTS AUX ACTIONNAIRES

Nous vous invitons à demander que les documents vous soient livrés par voie électronique. Certains des avantages de la transmission électronique sont l'accès à d'importants documents sur la firme de manière facile, rapide et respectueuse de l'environnement; de plus, elle réduit les coûts d'impression et les frais de poste.

ACTIONNAIRES INSCRITS

Les actionnaires inscrits ont accès aux documents de l'entreprise sur le site www.wspgroup.com ou en s'inscrivant en ligne à l'adresse www.canstockta.com

Si vous ne voulez PAS recevoir le rapport annuel, procédez de l'une des façons suivantes :

- Téléphonnez au 1-800-387-0825
- Vous rendre sur le site Web de CST : www.canstockta.com et remplir le formulaire de consentement de livraison par voie électronique

ACTIONNAIRES BÉNÉFICIAIRES

Les actionnaires qui détiennent leurs actions par l'intermédiaire d'un courtier en valeurs mobilières ou d'un établissement financier doivent se rendre sur le site Web www.investordelivery.com ou communiquer avec leur conseiller en placements pour demander que les documents leur soient livrés par voie électronique.

POUR OBTENIR DE L'AIDE SUR CE QUI SUIT :

- Des renseignements financiers ou statistiques additionnels
- Des nouvelles sur les développements dans l'industrie ou sur la Société
- Les plus récents communiqués et présentations pour les investisseurs

Prenez contact avec le service des relations avec les investisseurs

Isabelle Adjahi
Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications d'entreprise
Groupe WSP Global Inc.
+ 1 514-340-0046, #5648
isabelle.adjahi@wspgroup.com

POUR OBTENIR DE L'AIDE SUR CE QUI SUIT :

- Régime de réinvestissement des dividendes
- Changement d'adresse et transmission électronique de documents aux actionnaires
- Paiements de dividendes ou dépôt direct des dividendes
- Transfert ou perte de certificats d'actions et règlements de succession

Prenez contact avec l'agent de transfert et agent chargé de la tenue des registres

CST Trust Company
2001, rue Université
Bureau 1600
Montréal, Québec
H3A 2A6
Canada
+1 416-682-3860 ou 1-800-387-0825
inquiries@canstockta.com
www.canstockta.com

DÉPÔTS

La Société dépose tous les rapports requis par les commissions canadiennes des valeurs mobilières. Ces renseignements sont publiés sur le site Web SEDAR, www.sedar.com et sur le site Web de la Société, www.wspgroup.com.

ATTESTATIONS

Les attestations du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société concernant la qualité de la divulgation financière de cette dernière selon les exigences réglementaires canadiennes sont déposées sur le site Web SEDAR à www.sedar.com.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Les pratiques de la Société en matière de gouvernance d'entreprise sont énoncées dans la Circulaire de sollicitation des procurations de la Direction déposée auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, laquelle est affichée sur le site Web SEDAR, www.sedar.com et sur le site Web de la Société, www.wspgroup.com.

SERVICE DE DÉNONCIATION

WSP est déterminée à promouvoir les comportements éthiques et honnêtes et à s'assurer que tous se sentent en sécurité au sein de la Société et dans leur environnement de travail. Pour tenir cet engagement, WSP utilise un service de dénonciation anonyme offert par Expolink, tiers indépendant, afin de faciliter le signalement de mauvaise conduite potentielle en milieu de travail. L'adresse électronique confidentielle de ce service est wsp@expolink.co.uk. D'autres détails sur le service et les numéros de téléphone internationaux sans frais sont affichés sur le site Web de la Société, www.wspgroup.com.

Ce rapport annuel peut aussi être téléchargé du site www.wspgroup.com.

This Annual Report is also available in English.
Please contact the Investor Relations Department.

CE RAPPORT ANNUEL CONTIENT DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES QUI REFLÈTENT LES ATTENTES DE LA DIRECTION QUANT À LA CROISSANCE, AUX RÉSULTATS D'EXPLOITATION, AU RENDEMENT ET AUX PERSPECTIVES D'AFFAIRE DE LA SOCIÉTÉ. CES ÉNONCÉS PROSPECTIFS SONT ASSUJETTIS À DIVERS RISQUES ET INCERTITUDES. LES RÉSULTATS RÉELS DE LA SOCIÉTÉ PEUVENT DIFFÉRER CONSIDÉRABLEMENT DES RÉSULTATS PRÉVUS DANS LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES ET UN CERTAIN NOMBRE DE FACTEURS, NOTAMMENT MAIS SANS LIMITATION LES FACTEURS MENTIONNÉS DANS DIVERSES PARTIES DE CE RAPPORT ET SOUS LA RUBRIQUE « FACTEURS DE RISQUE » DANS LE RAPPORT DE GESTION DE WSP POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014. LA DISCUSSION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE WSP DANS LE PRÉSENT RAPPORT ANNUEL DOIVENT ÊTRE LUS AVEC LES ÉTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ ET LES NOTES AFFÉRENTES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014.

PARASO

INSWSP

BRILINCS

KEARNHO

FEFE



P A R S O

N S W S P

B R I N C

K E R H O

F F



R É S U L
T A T S
2 0 1 4

RAPPORT DE GESTION

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014

TABLE DES MATIÈRES

3	RAPPORT DE GESTION
3	MESURES NON CONFORMES AUX IFRS
3	SURVOL DE LA SOCIÉTÉ
5	FAITS SAILLANTS DU 4 ^E TRIMESTRE DE 2014
5	FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU 4 ^E TRIMESTRE DE 2014 ET DE L'EXERCICE 2014
5	REVUE DU 4 ^E TRIMESTRE DE 2014 ET DE L'EXERCICE 2014
7	INDICATEURS DE RENDEMENT
8	REVUE FINANCIÈRE
18	SITUATION DE TRÉSORERIE
20	SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES
21	ANALYSE DES PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES
21	GOUVERNANCE
22	ÉVENTUALITÉS
22	PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES
25	NORMES COMPTABLES FUTURES
25	INSTRUMENTS FINANCIERS
25	TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES
26	ARRANGEMENTS HORS BILAN
26	ENGAGEMENTS CONTRACTUELS
27	PERSPECTIVES
28	ÉNONCÉS PROSPECTIFS
28	FACTEURS DE RISQUE
39	INFORMATION ADDITIONNELLE
40	GLOSSAIRE

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion qui suit, qui se veut une analyse de la situation financière consolidée et des résultats d'exploitation consolidés de Groupe WSP Global Inc. (la « Société » ou « WSP »), est daté du 17 mars 2015 et a été préparé en vue d'aider les lecteurs à comprendre le contexte d'affaires, les stratégies et le rendement de la Société, ainsi que les facteurs de risque auxquels celle-ci est exposée. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes annexes de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), telles qu'elles sont énoncées dans le Manuel de CPA Canada. Tous les montants présentés dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Toute l'information trimestrielle présentée dans le présent rapport de gestion est non audité.

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats de la Société pour l'ensemble de l'exercice 2014 ainsi que pour le quatrième trimestre, qui couvre la période allant du 28 septembre 2014 au 31 décembre 2014. Les deuxième et troisième trimestres de la Société comptent toujours 13 semaines. Toutefois, le nombre de semaines des premier et quatrième trimestres varie d'un exercice à l'autre, puisque l'exercice de la Société se termine obligatoirement le 31 décembre de chaque année.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

La Société présente ses résultats financiers conformément aux IFRS. Toutefois, dans le présent rapport de gestion, elle a eu recours à des mesures non conformes aux IFRS, soit les suivantes : les produits des activités ordinaires nets, le BAIIA, la marge du BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net excluant les éléments non sous-jacents et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat), le résultat net excluant les éléments non sous-jacents et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action, le carnet de commandes, les fonds provenant des activités d'exploitation, les fonds provenant des activités d'exploitation par action, les flux de trésorerie disponibles, les flux de trésorerie disponibles par action, le délai moyen de recouvrement des créances clients (le « délai de recouvrement ») et le ratio de la dette nette sur le BAIIA. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, dans la section « Glossaire ».

La direction estime que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent des renseignements utiles aux investisseurs au sujet de la situation financière et des résultats d'exploitation

de la Société, puisqu'elles constituent des indicateurs clés de son rendement. Ces mesures non conformes aux IFRS, qui n'ont aucune signification normalisée prescrite par les IFRS, peuvent différer des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs et pourraient donc ne pas être comparables à celles-ci. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme un substitut aux informations financières correspondantes établies conformément aux IFRS.

SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

La Société a procédé à la réorganisation de sa structure organisationnelle en date du 1^{er} janvier 2014, en vertu d'un plan d'arrangement approuvé par les tribunaux (l'« arrangement »). L'arrangement, qui a été approuvé par les actionnaires de la Société lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires du 23 mai 2013 et qui a reçu l'approbation finale de la Cour supérieure du Québec le 27 mai 2013, a donné lieu à la réorganisation de la Société en une structure d'entreprise mondiale qui a donné naissance à une nouvelle société nommée Groupe WSP Global Inc., qui remplace GENIVAR Inc. (« GENIVAR ») en tant que société cotée en bourse. Cet arrangement avait pour but de mettre en place une structure organisationnelle mondiale afin d'établir de solides fondations pour la croissance future de la Société. Dans le cadre de cette réorganisation, un nouveau nom a été attribué à l'entité en exploitation canadienne, soit WSP Canada Inc. En adoptant une nouvelle image de marque, la Société a affirmé sa position en tant qu'acteur clé doté d'une présence mondiale, d'une marque mondiale et d'expertise et d'expérience multidisciplinaires beaucoup plus riches, dont elle peut tirer parti afin d'en offrir plus à ses clients.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « Société », « nous », « notre » et « nos » font référence à GENIVAR avant l'arrangement et à Groupe WSP Global Inc. après l'arrangement. Les termes « WSP » ou « WSP Global » font référence à Groupe WSP Global Inc., société cotée en bourse qui remplace GENIVAR Inc. Lorsque le contexte l'exige, ce terme englobe également les filiales et les entreprises associées.

WSP, dont le siège social est situé au Canada, est l'un des plus importants cabinets de services professionnels du monde, dans son secteur d'activité, et compte environ 32 000 employés travaillant de pair avec des gouvernements, des entreprises, des architectes et des planificateurs et proposant des solutions intégrées dans un large éventail de domaines de spécialité. La Société offre des services pour transformer l'environnement artificiel et restaurer l'environnement naturel, et ses compétences sont multiples, allant de la restauration d'environnements à la planification urbaine, de la construction d'édifices emblématiques à la conception de réseaux de transport durables, et du développement de sources d'énergie du futur à la mise en place de nouvelles méthodes d'extraction des ressources essentielles.

Occupant plus de 500 bureaux répartis dans 39 pays sur 5 continents, WSP est bien positionnée pour offrir une expertise hautement spécialisée dans bon nombre de domaines et d'endroits. Elle peut également offrir une gamme de services entièrement intégrée qui combine les connaissances et l'expérience provenant de l'ensemble de la Société et qui est gérée et exécutée avec transparence, ce qui permet de répondre aux besoins commerciaux de ses clients en tout lieu et à tout moment.

Le modèle d'affaires de WSP est centré sur le maintien d'une position de chef de file dans chaque région et chaque marché où elle évolue, grâce à un engagement solide envers les collectivités et les clients locaux et nationaux, tout en tenant compte de leurs besoins. Le modèle d'affaires de la Société se traduit par l'implantation de bureaux régionaux offrant une gamme complète de services à toutes les étapes de l'exécution d'un projet. La Société a des capacités et des compétences assez vastes pour transformer les visions de ses clients en réalité durable, tant d'un point de vue commercial, technique et social qu'environnemental. Enfin, la Société offre ses services de bout en bout à ses clients provenant d'un ensemble ciblé de secteurs dans lesquels elle a développé une expertise vaste et approfondie. Cette approche permet aux experts de la Société de comprendre pleinement les réalités du monde des affaires avec lesquelles ses clients doivent composer et de disposer des connaissances et des solutions dont ils ont besoin pour réaliser leurs objectifs d'affaires.

Les secteurs ciblés par WSP sont les suivants :

BÂTIMENT

La Société offre des services de consultation et d'exécution complets pour certains des bâtiments les plus prestigieux de la planète. Ces services touchent un large éventail de secteurs : le commercial, la santé, l'éducation, le culturel, le sport, les loisirs et la revitalisation urbaine. La gamme de services inclut le génie mécanique, électrique et structural, la planification, les sciences du bâtiment, l'efficacité énergétique, les installations alimentaires, les solutions de télécommunications et les autres services offerts dans le cadre d'un projet. Par l'entremise de ses partenaires, la Société offre également des services d'architecture et d'aménagement paysager à certains de ses clients. La Société travaille sur des installations existantes, ainsi que sur de nouveaux projets de construction.

INFRASTRUCTURES (INCLUANT LE TRANSPORT ET LES INFRASTRUCTURES MUNICIPALES)

À l'échelle mondiale, les gouvernements utilisent l'expertise de la Société pour établir des stratégies à long terme durables en matière d'infrastructures et pour obtenir des conseils à l'échelle nationale et régionale sur le cycle de vie complet d'une grande diversité de projets d'envergure. Les forces de la Société se situent plus particulièrement au chapitre de la planification, de l'analyse, de la conception et de la gestion de projets dans les secteurs de l'aviation, des

ponts, des autoroutes, des réseaux routiers intelligents, de la marine, des routes et des chemins de fer. Les mandats municipaux de la Société concernent la requalification de l'espace et le développement municipal, la distribution et le traitement de l'eau, la collecte et le traitement des eaux usées, les services publics, la gestion des eaux pluviales, les réseaux routiers, l'éclairage et diverses installations municipales. Les gouvernements, les villes, les municipalités, les cantons et les promoteurs immobiliers comptent parmi les principaux clients de ce secteur.

INDUSTRIEL ET ÉNERGIE (INCLUANT LES MINES ET LES HYDROCARBURES)

La Société offre des services de planification et de gestion de projets, ainsi que des services-conseils initiaux aux entreprises privées de diverses industries, ce qui comprend le soutien stratégique, technique et commercial dans les projets de construction complexes. De plus, elle propose des services-conseils en ingénierie de procédés industriels à d'importants clients industriels, notamment dans les domaines de l'exploitation minière (souterraine et à ciel ouvert), du traitement du minerai, des hydrocarbures, de la métallurgie, des produits chimiques et pétrochimiques, des pâtes et papiers, des produits forestiers, des produits pharmaceutiques et de la biotechnologie, des aliments et boissons, de la production d'énergie et de la fabrication générale. Le secteur de l'énergie englobe l'hydroélectricité, la production d'énergie éolienne, solaire et thermique, la sécurité nucléaire, la cogénération et les systèmes de distribution et de transmission connexes. La clientèle de la Société dans ce secteur comprend des fournisseurs publics d'électricité ainsi que des promoteurs des domaines de l'énergie et des services publics.

ENVIRONNEMENT

La Société aide divers organismes dans le monde à gérer les risques, à réduire les coûts et à créer des débouchés compétitifs liés à la durabilité, aux changements climatiques et aux considérations liées à l'environnement, à la santé et à la sécurité. Les services de la Société incluent les études de répercussions et les évaluations environnementales, l'étude des écosystèmes, la surveillance, les relevés et la caractérisation, les systèmes de gestion, les demandes de permis, les vérifications de conformité, la géomatique, la cartographie ainsi que la gestion du risque et des facteurs économiques. Les clients de ce secteur incluent des organisations provenant de tous les autres secteurs. Les projets types portent notamment sur la réhabilitation de sites contaminés, la gestion des déchets, la restauration d'habitats et la restauration de sites.

FAITS SAILLANTS DU 4^E TRIMESTRE DE 2014

- Le 3 septembre 2014, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une convention d'achat d'actions avec Balfour Beatty plc et certaines de ses filiales (« Balfour Beatty »), dans le cadre de l'acquisition (l'« acquisition ») de la totalité des actions émises et en circulation des entités composant l'entreprise Parsons Brinckerhoff Group Inc. (collectivement, « Parsons Brinckerhoff »), division des services professionnels de Balfour Beatty. L'acquisition a été conclue le 31 octobre 2014, pour une contrepartie de 1 310,2 M\$ US, y compris la trésorerie de 68,7 M\$ US conservée par Parsons Brinckerhoff, sous réserve de certains rajustements effectués à la clôture et après la clôture;
- Le 6 novembre 2014, la Société a fait l'acquisition de Texas Engineers, Inc. (faisant affaire sous la dénomination ccrd), une firme de génie employant 200 personnes dont le siège social est situé à Houston, au Texas;
- Le 12 décembre 2014, WSP a acquis Dessau CEI S.A.S. (« Dessau CEI »), filiale colombienne d'ingénierie de Dessau International Inc. qui emploie 415 personnes et a son siège social à Bogotá;
- Au 31 décembre 2014, la Société avait atteint, une année complète avant la date estimative prévue, tous les objectifs financiers qu'elle s'était fixés dans son plan stratégique pour les années 2013 à 2015.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU 4^E TRIMESTRE DE 2014 ET DE L'EXERCICE 2014

- Produits des activités ordinaires de 1 158,1 M\$ et produits des activités ordinaires nets de 858,8 M\$ pour le trimestre, en hausse respectivement de 118,3 % et de 96,9 %, en raison principalement de l'acquisition de Parsons Brinckerhoff. Croissance interne à l'échelle internationale de 14,4 %, croissance interne de 9,1 % en devises constantes et croissance de 5,3 % attribuable à l'incidence favorable du change;
- Produits des activités ordinaires de 2 902,4 M\$ et produits des activités ordinaires nets de 2 349,9 M\$ pour l'exercice de 2014, en hausse respectivement de 44,0 % et de 40,1 %, en raison surtout des acquisitions réalisées au cours de l'exercice. Croissance interne à l'échelle globale de 10,4 %; croissance interne de 4,6 % en devises constantes et croissance de 5,8 % attribuable à l'incidence favorable du change;
- BAIIA de 90,1 M\$ pour le trimestre et de 253,5 M\$ pour l'exercice en entier, en hausse respectivement de 40,9 M\$, ou 83,1 %, et de 72,9 M\$, ou 40,4 %. Marge du BAIIA pour le trimestre et l'exercice 2014 représentant respectivement 10,5 % et 10,8 % des produits des activités ordinaires nets;

- Résultat net attribuable aux actionnaires excluant les éléments non sous-jacents et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) se chiffrant à 50,8 M\$, ou 0,64 \$ par action, pour le trimestre, en hausse respectivement de 106,5 % et de 36,2 %, et se chiffrant à 141,7 M\$, ou 2,21 \$ par action, pour l'exercice 2014, en hausse respectivement de 50,1 % et de 21,4 %;
- Carnet de commandes de 3 935,1 M\$ représentant environ 8,7 mois de produits des activités ordinaires, en hausse de 2 053,3 M\$, ou 109,1 %, par rapport au troisième trimestre de 2014;
- Pour l'exercice 2014, fonds provenant des activités d'exploitation et flux de trésorerie disponibles s'élevant respectivement à 134,2 M\$ et à 178,9 M\$, en hausse respectivement de 8,3 % et de 96,4 %. Flux de trésorerie disponibles stables maintenus à 151,6 % du résultat net attribuable aux actionnaires avant les éléments non sous-jacents;
- Délai de recouvrement de 77 jours, soit une amélioration de 9 jours par rapport au trimestre précédent.
- Dividende trimestriel déclaré de 0,375 \$ par action et taux de participation au régime de réinvestissement des dividendes (« RRD ») de 51,6 %;
- Ratio de la dette nette sur le BAIIA sur 12 mois continus de 2,5 fois. Tenant compte du ratio du BAIIA sur 12 mois provenant de toutes les acquisitions d'entreprises, il se chiffre à 1,79 fois.

REVUE DU 4^E TRIMESTRE DE 2014 ET DE L'EXERCICE 2014

Le trimestre a été marqué par une forte activité au chapitre des fusions et acquisitions, la Société ayant réalisé trois acquisitions au cours de cette période.

L'acquisition la plus importante a été celle de Parsons Brinckerhoff, qui a été conclue le 31 octobre 2014 pour un prix d'achat de 1 310,2 M\$ US, y compris un montant de trésorerie de 68,7 M\$ US conservé par Parsons Brinckerhoff, sous réserve de certains rajustements effectués à la clôture et après la clôture. Les coûts d'acquisition et autres coûts connexes ont été financés au moyen du produit net tiré du placement public par voie de prise ferme de 538 M\$ réalisé par la Société (y compris le produit tiré de l'exercice de l'option de surallocation), du produit net tiré d'un placement privé de 400 M\$ conclu avec l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (l'« OIRPC ») et La Caisse de dépôt et placement du Québec (la « Caisse ») et des fonds disponibles sur les nouvelles facilités de crédit de 1 200,0 M\$ US.

Grâce à l'acquisition de Parsons Brinckerhoff, WSP a consolidé encore davantage la position de chef de file mondial de son secteur des infrastructures et a renforcé la présence de ses secteurs du bâtiment et de l'environnement, ainsi que de son secteur de l'industriel et de l'énergie.

La Société a également fait l'acquisition de ccrd et de Dessau CEI. La firme ccrd est un important fournisseur bien établi et reconnu de systèmes de construction jouissant d'une forte présence dans les secteurs des soins de santé et des sciences et technologies. Dessau CEI est une firme d'ingénierie colombienne dont le siège social est situé à Bogotá. Les deux acquisitions ont été financées au moyen des facilités de crédit existantes ou des fonds en caisse, ou d'une combinaison des deux.

Le secteur des États-Unis a enregistré une croissance interne de 11,1 % pour le trimestre et de 10,9 % pour l'exercice 2014, grâce principalement à la poursuite de la reprise économique aux États Unis. Dans le secteur de l'environnement, les occasions ont continué de se multiplier en ce qui a trait aux services de vérification diligente, notamment pour les clients centrés sur le réaménagement, le pétrole et les produits chimiques. Le secteur de l'industriel et de l'énergie a poursuivi sur sa lancée, misant sur ses bonnes pratiques en matière de développement durable, d'énergie renouvelable et d'adaptation aux changements climatiques. Le secteur du bâtiment a dégagé une bonne performance et a inscrit de nouveaux projets dans son carnet de commandes. En 2015, la Société mettra l'accent sur l'intégration de Parsons Brinckerhoff et de ccrd, en vue de créer des synergies au chapitre des revenus à l'échelle de l'entreprise.

Le secteur du Royaume-Uni a affiché une croissance interne respectivement de 12,5 % et de 13,9% pour le quatrième trimestre de 2014 et pour l'exercice 2014 au complet, en raison surtout de l'amélioration de la conjoncture économique. Pour le trimestre, les taux d'utilisation ont été supérieurs à 80 %. L'activité est restée soutenue dans l'ensemble du secteur ferroviaire du Royaume-Uni, des projets ayant été attribués pour des travaux devant être effectués aux stations et pour des travaux connexes liés à l'électricité, à la conception des voies et à l'ingénierie des systèmes. Le marché de la construction est demeuré vigoureux à Londres, tout comme dans le sud et le sud-est de l'Angleterre. Nous envisageons néanmoins les perspectives pour 2015 avec un optimisme prudent. Le ministère du Transport du Royaume-Uni a annoncé un programme d'investissement dans le réseau routier de 24 G\$, comprenant 131 projets définis. Jusqu'à présent, WSP s'est vu octroyer environ 25 % des projets déjà approuvés et financés. Le ministère du Transport du Royaume-Uni a également annoncé, en décembre 2014, d'importants investissements dans les infrastructures devant s'échelonner de 2015 à 2020, lesquels engendreront de nouvelles occasions de croissance.

Le secteur de l'Europe a affiché une croissance interne de 6,2 % pour le quatrième trimestre et de 2,1 % pour l'exercice 2014, et ce, malgré le repli accusé par les activités en

Allemagne. La Suède, qui est la plus importante source de croissance dans cette région, a dégagé de solides résultats, affichant une croissance interne de 13,6 % pour le trimestre et de 7,1 % pour l'exercice 2014. Au cours de l'exercice écoulé, ce sont les marchés du génie civil, des ponts et de l'environnement qui ont été les principaux moteurs de la croissance dans ce pays. Dans le marché du dessin de bâtiment, Stockholm a continué de faire bonne figure, affichant un carnet de commandes bien garni.

Le secteur Reste du monde a enregistré une croissance interne de 24,5 % pour le quatrième trimestre et de 19,3% pour l'exercice 2014, porté par les marchés du Moyen-Orient, de l'Asie et de l'Australie. Au Moyen-Orient, la priorité a été accordée à la sélection de projets et à l'embauche de personnel. En Asie, WSP a augmenté son effectif d'environ 20 % afin de soutenir la croissance. En Australie, l'activité des secteurs de la construction et des infrastructures est demeurée stable, tandis que le secteur de l'industriel et de l'énergie (secteur des ressources) est demeuré passablement déprimé.

Nos activités canadiennes ont affiché une croissance interne au cours du trimestre pour la première fois depuis le quatrième trimestre de 2012, grâce surtout à nos activités menées dans l'Ouest canadien et en Ontario. Au Québec, nous avons aussi observé des améliorations d'un trimestre à l'autre tout au long de l'exercice, un important projet devant débuter en 2015 ayant notamment été attribué dans la région de Montréal (projet de l'échangeur Turcot). Enfin, l'acquisition de Focus, réalisée au deuxième trimestre de l'exercice, a généré la majeure partie de la croissance découlant d'acquisitions enregistrées pour l'exercice.

INDICATEURS DE RENDEMENT

La Société a recours à un certain nombre d'indicateurs financiers sectoriels et consolidés afin d'évaluer son rendement. Le tableau ci-dessous dresse un sommaire des indicateurs de rendement clés les plus pertinents par catégorie. Les sections qui suivent présentent les résultats obtenus et une description de chaque indicateur.

CATÉGORIE	INDICATEUR DE RENDEMENT	COMPARAISON DU 4 ^e TRIMESTRE DE 2014 ET DU 4 ^e TRIMESTRE DE 2013	COMPARAISON DE L'EXERCICE 2014 ET DE L'EXERCICE 2013
Croissance :	Produits des activités ordinaires nets*	●	●
	Croissance interne – Il s'agit d'une mesure de la croissance des produits des activités ordinaires nets dans la monnaie locale. La Société estime utile d'ajuster les produits des activités ordinaires nets afin d'exclure l'incidence des variations des cours de change, ce qui facilite la comparaison du rendement des secteurs d'exploitation d'une période à l'autre.	●	●
	Carnet de commandes*	●	●
Rentabilité:	BAIIA*	●	●
	Marge du BAIIA*	●	●
	BAIIA ajusté*	●	●
	Marge du BAIIA ajusté*	●	●
	Résultat net excluant les éléments non sous-jacents et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat)*	●	●
	Fonds provenant des activités d'exploitation*	●	●
Liquidités :	Flux de trésorerie disponibles*	●	●
	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation – Il s'agit d'une mesure de la trésorerie générée par nos activités courantes.	●	●
	Délai de recouvrement*	●	●
	Ratio de la dette nette sur le BAIIA* – Il s'agit d'une mesure du levier financier.	●	●

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

- Favorable
- Stable
- Défavorable

REVUE FINANCIÈRE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	QUATRIÈME TRIMESTRE		EXERCICE COMPLET	
	2014	2013	2014	2013
	Période allant du 28 septembre au 31 décembre	Période allant du 29 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
(EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONS ET LES DONNÉES PAR ACTION)				
Produits des activités ordinaires	1 158,1 \$	530,4 \$	2 902,4 \$	2 016,0 \$
Moins : Sous-consultants et coûts directs	299,3 \$	94,3 \$	552,5 \$	338,8 \$
Produits des activités ordinaires nets*	858,8 \$	436,1 \$	2 349,9 \$	1 677,2 \$
Coûts liés au personnel	644,8 \$	321,8 \$	1 762,8 \$	1 244,2 \$
Autres charges d'exploitation ⁽¹⁾	126,6 \$	67,6 \$	344,2 \$	261,5 \$
Quote-part du résultat d'entreprises associées	(2,7) \$	(2,5) \$	(10,6) \$	(9,1) \$
BAIIA*	90,1 \$	49,2 \$	253,5 \$	180,6 \$
Éléments non sous-jacents*	61,8 \$	4,3 \$	69,8 \$	9,5 \$
Dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles	15,8 \$	8,7 \$	43,7 \$	34,0 \$
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	12,1 \$	6,4 \$	33,8 \$	24,7 \$
Charges financières	5,1 \$	4,1 \$	13,8 \$	15,1 \$
Quote-part de la dotation à l'amortissement des entreprises associées	0,6 \$	0,5 \$	2,4 \$	2,7 \$
Résultat avant impôt	(5,3) \$	25,2 \$	90,0 \$	94,6 \$
Charge d'impôt sur le résultat	1,7 \$	6,9 \$	25,3 \$	22,3 \$
Quote-part de l'impôt sur le résultat des entreprises associées	0,6 \$	0,7 \$	2,5 \$	2,1 \$
Résultat net	(7,6) \$	17,6 \$	62,2 \$	70,2 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires	(7,9) \$	17,9 \$	62,8 \$	71,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,3 \$	(0,3) \$	(0,6) \$	(1,5) \$
Résultat net de base par action	(0,10) \$	0,34 \$	0,98 \$	1,38 \$
Résultat net dilué par action	(0,10) \$	0,34 \$	0,98 \$	1,38 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	79 109 987	52 322 916	64 023 625	51 843 140
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	79 110 481	52 322 916	64 023 625	51 843 140

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

⁽¹⁾ Les autres charges d'exploitation incluent les profits et pertes de change et les produits d'intérêts.

Dans cette section, nous passons en revue les variations des résultats d'exploitation entre 2014 et 2013, en décrivant les facteurs qui ont eu une incidence sur les produits des activités ordinaires nets, le carnet de commandes, les charges, le BAIIA (la marge du BAIIA) et le BAIIA ajusté (la marge du BAIIA ajusté). Le résultat net excluant les éléments non sous-jacents et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, les fonds provenant des activités d'exploitation et les flux de trésorerie disponibles font également l'objet d'une revue sur une base consolidée.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS

La performance et les résultats financiers de la Société devraient être mesurés et analysés en tenant compte des produits des activités ordinaires générés par les honoraires, soit les produits des activités ordinaires nets, puisque les coûts directs recouvrables peuvent varier de manière significative d'un contrat à l'autre et ne sont pas représentatifs des services d'experts-conseils.

Les cinq secteurs à présenter de la Société sont fondés sur notre modèle de prestation de services par emplacement géographique. Ces secteurs sont les suivants : Canada, États-Unis, Royaume Uni, Europe et Reste du monde.

Les tableaux qui suivent présentent sommairement les variations des produits des activités ordinaires nets et du nombre d'employés, au total et par secteur, d'un exercice à l'autre.

(EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES POURCENTAGES)	QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2014					
	CANADA	ÉTATS-UNIS	ROYAUME-UNI	EUROPE	RESTE DU MONDE	TOTAL
Produits des activités ordinaires nets* 2014	201,4 \$	193,3 \$	138,4 \$	134,7 \$	191,0 \$	858,8 \$
Produits des activités ordinaires nets* 2013	122,3 \$	45,1 \$	77,8 \$	125,7 \$	65,2 \$	436,1 \$
Variation nette (%)	64,7 %	328,6 %	77,9 %	7,2 %	192,9 %	96,9 %
Croissance interne**	1,6 %	11,1 %	12,5 %	6,2 %	24,5 %	9,1 %
Croissance découlant d'acquisitions**	63,1 %	293,1 %	54,1 %	5,5 %	159,0 %	82,5 %
Incidence des variations des cours de change***	0,0 %	24,4 %	11,3 %	(4,5) %	9,4 %	5,3 %
Variation nette (%)	64,7 %	328,6 %	77,9 %	7,2 %	192,9 %	96,9 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** La croissance interne et la croissance découlant d'acquisitions sont calculées en fonction de la monnaie locale.

*** L'incidence des variations des cours de change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, du total des produits des activités ordinaires nets libellés dans la monnaie locale, déduction faite de la croissance interne et de la croissance découlant d'acquisitions.

(EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LES POURCENTAGES)	EXERCICE 2014					
	CANADA	ÉTATS-UNIS	ROYAUME-UNI	EUROPE	RESTE DU MONDE	TOTAL
Produits des activités ordinaires nets* 2014	689,1 \$	348,0 \$	401,0 \$	505,5 \$	406,3 \$	2 349,9 \$
Produits des activités ordinaires nets* 2013	517,2 \$	175,8	276,6 \$	466,6 \$	241,0 \$	1 677,2 \$
Variation nette (%)	33,2 %	98,0 %	45,0 %	8,3 %	68,6 %	40,1 %
Croissance (repli) interne**	(6,8) %	10,9 %	13,9 %	2,1 %	19,3 %	4,6 %
Croissance découlant d'acquisitions**	40,0 %	73,8 %	14,5 %	3,3 %	44,6 %	29,7 %
Incidence des variations des cours de change***	0,0 %	13,3 %	16,6 %	2,9 %	4,7 %	5,8 %
Variation nette (%)	33,2 %	98,0 %	45,0 %	8,3 %	68,6 %	40,1 %
Nombre approximatif d'employés – 2014	6 500	6 400	5 300	3 600	9 900	31 700
Nombre approximatif d'employés – 2013	4 400	1 100	2 500	3 400	3 600	15 000
Variation nette (%)	47,7 %	481,8 %	112,0 %	5,9 %	175,0 %	111,3 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** La croissance interne et la croissance découlant d'acquisitions sont calculées en fonction de la monnaie locale.

*** L'incidence des variations des cours de change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, du total des produits des activités ordinaires nets libellés dans la monnaie locale, déduction faite de la croissance interne et de la croissance découlant d'acquisitions.

À la clôture du quatrième trimestre de 2014, les produits des activités ordinaires nets de la Société s'établissaient à 858,8 M\$, en hausse de 422,7 M\$, ou 96,9 %, comparativement à un an plus tôt. Pour l'exercice en entier, les produits des activités ordinaires nets ont augmenté de 672,7 M\$, ou 40,1 %.

La hausse des produits des activités ordinaires nets enregistrée pour le trimestre et l'exercice est principalement attribuable aux acquisitions de Parsons Brinckerhoff et de Focus (Canada), à la forte croissance interne attribuable à nos secteurs États Unis, Royaume-Uni et Reste du monde, ainsi qu'à l'incidence favorable du change.

CANADA

Les produits des activités ordinaires nets générés par nos activités au Canada se sont chiffrés à 201,4 M\$ pour le trimestre, en hausse de 79,1 M\$, ou 64,7 %, par rapport à la période correspondante de 2013, en raison principalement des acquisitions. Après la tendance au repli observée au cours des huit derniers trimestres, une croissance interne de 1,6 % a été enregistrée pour la période.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2014, les produits des activités ordinaires nets se sont établis à

689,1 M\$, en hausse de 171,9 M\$, ou 33,2 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Cette augmentation des produits des activités ordinaires nets est principalement attribuable aux acquisitions, dont l'incidence favorable a toutefois été partiellement neutralisée par le repli observé au cours des trois premiers trimestres de l'exercice.

ÉTATS-UNIS

Les produits des activités ordinaires nets générés par nos activités aux États-Unis se sont élevés à 193,3 M\$ au quatrième trimestre de 2014, en hausse de 148,2 M\$, ou 328,6 %, par rapport au quatrième trimestre de 2013, en raison surtout de l'acquisition de Parsons Brinckerhoff. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, s'est établie à 11,1 %. Les secteurs du bâtiment et des infrastructures ont été les principaux moteurs de la forte croissance interne observée pour le trimestre et ont généré environ 85 % des produits des activités ordinaires nets.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2014, les produits des activités ordinaires nets aux États-Unis se sont chiffrés à 348,0 M\$, en hausse de 172,2 M\$, ou 98,0 %, comparativement à la période correspondante de 2013,

en raison essentiellement des acquisitions. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, s'est établie à 10,9 %. Les secteurs du bâtiment et des infrastructures ont été les principaux moteurs de la croissance interne et ont généré environ 86 % des produits des activités ordinaires nets.

ROYAUME-UNI

Les produits des activités ordinaires nets de nos activités au Royaume-Uni se sont élevés à 138,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014, soit une hausse de 60,6 M\$, ou 77,9 %, comparativement au quatrième trimestre de 2013. La croissance découlant d'acquisitions a compté pour 54,1 % de la croissance totale. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, s'est chiffrée à 12,5 %. Les secteurs des infrastructures et du bâtiment ont généré environ 77 % des produits des activités ordinaires nets.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2014, les produits des activités ordinaires nets au Royaume-Uni se sont établis à 401,0 M\$, en hausse de 124,4 M\$, ou 45,0 %, par rapport à la période correspondante de 2013. La croissance découlant d'acquisitions a compté pour 14,5 % de la croissance totale. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, s'est chiffrée à 13,9 %. Les secteurs des infrastructures et du bâtiment ont généré environ 77 % des produits des activités ordinaires nets.

EUROPE

Les produits des activités ordinaires nets des activités en Europe pour le quatrième trimestre de 2014 se sont élevés à 134,7 M\$, en hausse de 9,0 M\$, ou 7,2 %, par rapport au quatrième trimestre de 2013. Cette hausse des produits des activités ordinaires nets découle essentiellement d'une croissance interne de 6,2 % alimentée principalement par nos activités en Suède. La croissance découlant d'acquisitions résulte quant à elle essentiellement de l'acquisition de TPS (France) réalisée au deuxième trimestre. Les secteurs du bâtiment et des infrastructures ont été les principaux moteurs de la croissance interne et ont généré environ 69 % des produits des activités ordinaires nets.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2014, les produits des activités ordinaires nets en Europe se sont chiffrés à 505,5 M\$, en hausse de 38,9 M\$, ou 8,3 %, par rapport à la période correspondante de 2013. L'augmentation des produits des activités ordinaires nets est principalement attribuable aux mêmes facteurs qui ont donné lieu à la hausse enregistrée pour le trimestre. Les secteurs du bâtiment et des infrastructures ont été les principaux moteurs de la croissance interne et ont généré environ 70 % des produits des activités ordinaires nets.

RESTE DU MONDE

Les produits des activités ordinaires nets de notre secteur Reste du monde se sont élevés à 191,0 M\$ au quatrième trimestre de 2014, soit une hausse de 125,8 M\$, ou 192,9 %, comparativement au quatrième trimestre de 2013. La croissance découlant d'acquisitions explique en grande partie la croissance enregistrée pour le trimestre. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, est demeurée aussi vigoureuse que durant le reste de l'exercice, s'établissant à 24,5 %, grâce surtout à nos secteurs d'exploitation Moyen-Orient, Asie et Colombie. Les activités en Afrique ont affiché une amélioration, tandis que les activités en Australie sont restées stables.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2014, les produits des activités ordinaires nets liés au secteur Reste du monde se sont chiffrés à 406,3 M\$, en hausse de 165,3 M\$, ou 68,6 %, par rapport à la période correspondante de 2013. La croissance découlant d'acquisitions a compté pour 44,6 % de la croissance totale. La croissance interne, en devises constantes, est demeurée aussi vigoureuse que durant le reste de l'exercice, s'établissant à 19,3 %, grâce surtout à nos secteurs d'exploitation Moyen-Orient, Asie et Colombie. Les activités en Australie ont affiché une amélioration, tandis que les activités en Afrique sont restées stables.

CARNET DE COMMANDES

(EN MILLIONS DE DOLLARS)	QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2014					
	CANADA	ÉTATS-UNIS	ROYAUME-UNI	EUROPE	RESTE DU MONDE	TOTAL
Carnet de commandes*	584,7 \$	1 334,3 \$	476,3 \$	267,6 \$	1 272,2 \$	3 935,1 \$
Ententes-cadres de prestations de services	296,8 \$	1 103,1 \$	239,1 \$	111,0 \$	356,1 \$	2 106,1 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

(EN MILLIONS DE DOLLARS)	QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2013					
	CANADA	ÉTATS-UNIS	ROYAUME-UNI	EUROPE	RESTE DU MONDE	TOTAL
Carnet de commandes*	430,9 \$	261,9 \$	226,5 \$	244,4 \$	333,1 \$	1 496,8 \$
Ententes-cadres de prestations de services	175,9 \$	36,9 \$	114,2 \$	115,1 \$	76,1 \$	518,2 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Au 31 décembre 2014, le carnet de commandes s'établissait à 3 935,1 M\$, ce qui représentait environ 8,7 mois de produits des activités ordinaires bruts, soit une augmentation de 2 438,3 M\$, ou 163,0 %, par rapport au quatrième trimestre de 2013 et une hausse de 2 053,3 M\$, ou 109,1 %, par rapport au troisième trimestre de 2014. En outre, la Société avait conclu des ententes-cadres de prestations de services de 2 106,1 M\$ à la clôture du quatrième trimestre de 2014. Ces ententes-cadres de prestations de services sont des contrats que les clients ont l'intention de nous attribuer, ainsi qu'ils nous en ont avisés en bonne et due forme, pour lesquels le montant des travaux à effectuer n'a pas été précisés, ou pour lesquels le financement n'a pas encore été désigné.

La variation du carnet de commandes par secteur d'exploitation sur 12 mois constitue un indicateur des niveaux d'activités actuels de nos activités dans diverses régions du monde. Les acquisitions d'entreprises réalisées au cours de l'exercice ont eu des répercussions positives considérables sur tous les secteurs d'exploitation.

CHARGES

Le tableau qui suit résume les résultats d'exploitation de la Société exprimés en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

	QUATRIÈME TRIMESTRE		EXERCICE COMPLET	
	2014	2013	2014	2013
	Période allant du 28 septembre au 31 décembre	Période allant du 29 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
(POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS)				
Produits des activités ordinaires nets*	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coûts liés au personnel	75,1 %	73,8 %	75,0 %	74,1 %
Autres charges d'exploitation ⁽¹⁾	14,7 %	15,5 %	14,7 %	15,6 %
Quote-part du résultat des entreprises associées	(0,3 %)	(0,6 %)	(0,5 %)	(0,5 %)
BAIIA*	10,5 %	11,3 %	10,8 %	10,8 %
Éléments non sous-jacents*	7,2 %	1,0 %	3,0 %	0,6 %
Dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles	1,8 %	2,0 %	1,9 %	2,0 %
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	1,4 %	1,5 %	1,4 %	1,5 %
Charges financières	0,6 %	0,9 %	0,6 %	0,9 %
Quote-part de la dotation à l'amortissement des entreprises associées	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %
Charge d'impôt sur le résultat	0,3 %	1,7 %	1,2 %	1,5 %
Résultat net	(0,9 %)	4,1 %	2,6 %	4,1 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

⁽¹⁾ Les autres charges d'exploitation incluent les profits et pertes de change et les produits d'intérêts.

Les charges se composent de deux éléments majeurs, à savoir les coûts liés au personnel et les autres charges d'exploitation. Les coûts liés au personnel comprennent les charges salariales relatives à la prestation de services de consultation et à l'exécution de projets par tous les employés de la Société, ainsi que les coûts liés au personnel administratif et à celui du siège social. Les autres charges d'exploitation incluent des coûts fixes tels que les charges locatives, les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés à la technologie, les frais liés aux assurances professionnelles, le profit ou la perte de change et les produits d'intérêts.

L'augmentation des coûts liés au personnel pour le trimestre est principalement attribuable à l'intégration des activités de Parsons Brinckerhoff, qui présente des coûts structurels de base plus élevés, aux activités de WSP.

L'augmentation des coûts liés au personnel pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2014 est principalement attribuable à l'augmentation des effectifs dans les secteurs d'exploitation ayant inscrit une croissance interne importante.

La diminution des autres charges d'exploitation enregistrée pour le quatrième trimestre de 2014 et l'exercice 2014 par rapport aux mêmes périodes en 2013 est principalement attribuable aux mesures de synergie des coûts mises en œuvre à l'échelle internationale.

Les éléments non sous-jacents représentent des composantes de la performance financière de la Société qui, à son avis, ne devraient pas être prises en compte lors de l'évaluation de sa performance financière sous-jacente. Pour le quatrième trimestre et l'exercice 2014 en entier, ces éléments comprennent essentiellement les coûts d'acquisition et d'intégration. En 2013, ils incluaient essentiellement le rajustement des effectifs au Canada et en Allemagne.

Enfin, la Société inscrit également des charges telles que la dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles et la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles. Pour le quatrième trimestre de 2014 et l'exercice 2014, ces charges sont demeurées stables par rapport aux périodes correspondantes de 2013.

BAIIA AJUSTÉ PAR SECTEUR D'EXPLOITATION

	QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2014					
(EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES POURCENTAGES)	CANADA	ÉTATS-UNIS	ROYAUME-UNI	EUROPE	RESTE DU MONDE	TOTAL
Produits des activités ordinaires nets*	201,4 \$	193,3 \$	138,4 \$	134,7 \$	191,0 \$	858,8 \$
BAIIA*						90,1 \$
Charges du siège social						8,1 \$
BAIIA ajusté	26,5 \$	22,4 \$	14,2 \$	14,0 \$	21,1 \$	98,2 \$
Marge du BAIIA ajusté*	13,2 %	11,6 %	10,3 %	10,4 %	11,0 %	11,4 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

	QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2013					
(EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES POURCENTAGES)	CANADA	ÉTATS-UNIS	ROYAUME-UNI	EUROPE	RESTE DU MONDE	TOTAL
Produits des activités ordinaires nets*	122,3 \$	45,1 \$	77,8 \$	125,7 \$	65,2 \$	436,1 \$
BAIIA*						49,2 \$
Charges du siège social						5,8 \$
BAIIA ajusté	11,8 \$	11,2 \$	6,8 \$	19,9 \$	5,3 \$	55,0 \$
Marge du BAIIA ajusté*	9,6 %	24,8 %	8,7 %	15,8 %	8,1 %	12,6 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

	EXERCICE 2014					
(EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES POURCENTAGES)	CANADA	ÉTATS-UNIS	ROYAUME-UNI	EUROPE	RESTE DU MONDE	TOTAL
Produits des activités ordinaires nets*	689,1 \$	348,0 \$	401,0 \$	505,5 \$	406,3 \$	2 349,9 \$
BAIIA*						253,5 \$
Charges du siège social						22,0 \$
BAIIA ajusté	97,5 \$	43,3 \$	39,3 \$	60,6 \$	34,8 \$	275,5 \$
Marge du BAIIA ajusté*	14,1 %	12,4 %	9,8 %	12,0 %	8,6 %	11,7 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

	EXERCICE 2013					
(EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES POURCENTAGES)	CANADA	ÉTATS-UNIS	ROYAUME-UNI	EUROPE	RESTE DU MONDE	TOTAL
Produits des activités ordinaires nets*	517,2 \$	175,8 \$	276,6 \$	466,6 \$	241,0 \$	1 677,2 \$
BAIIA*						180,6 \$
Charges du siège social						23,3 \$
BAIIA ajusté	69,3 \$	28,8 \$	25,9 \$	61,7 \$	18,2 \$	203,9 \$
Marge du BAIIA ajusté*	13,4 %	16,4 %	9,4 %	13,2 %	7,6 %	12,2 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

L'augmentation du BAIIA ajusté enregistrée, en dollars, dans l'ensemble des secteurs d'exploitation au quatrième trimestre de 2014 et pour l'exercice 2014 est en grande partie attribuable aux acquisitions réalisées durant l'exercice.

L'augmentation de la marge du BAIIA ajusté enregistrée, au quatrième trimestre de 2014 et pour l'exercice 2014, par notre secteur d'exploitation du Canada résulte essentiellement de l'intégration des activités de Focus aux activités de WSP.

La diminution de la marge du BAIIA ajusté observée pour notre secteur d'exploitation des États-Unis au quatrième trimestre de 2014 et pour l'exercice 2014 est principalement attribuable à l'incidence de la comptabilisation, au quatrième trimestre de 2013, d'un montant cumulé de crédits d'impôt pour la recherche et le développement se rapportant à plusieurs années.

Au Royaume-Uni, la marge du BAIIA ajusté a augmenté à la fois pour le trimestre et pour l'exercice 2014, en raison surtout d'une hausse des taux d'utilisation et de l'amélioration de la conjoncture économique.

La diminution de la marge du BAIIA ajusté qui a été enregistrée pour notre secteur d'exploitation de l'Europe à la fois pour le quatrième trimestre de 2014 et l'exercice 2014 est attribuable à la diminution des taux d'utilisation pour nos activités en Suède, de même qu'à la performance décevante de nos activités en Allemagne, qui se sont soldées par des pertes sur les contrats en vigueur.

L'augmentation de la marge du BAIIA ajusté qui a été enregistrée pour notre secteur d'exploitation Reste du monde à la fois pour le trimestre et l'exercice est attribuable à la hausse des taux d'utilisation pour nos activités au Moyen-Orient et à l'intégration des activités de Parsons Brinckerhoff, qui présente des coûts structurels de base moins élevés, aux activités de WSP, dans la plupart des pays compris dans le secteur Reste du monde.

D'autres facteurs influent sur la marge du BAIIA ajusté, tels que la saisonnalité, la nature des projets, les prix, l'environnement concurrentiel, l'exécution des projets, les hausses de coûts, le cours du change et la productivité des employés.

CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières de la Société se rapportent principalement aux charges d'intérêts liées aux facilités de crédit, aux charges financières nettes liées aux obligations au titre des régimes de retraite, aux profits ou pertes de change sur les passifs en monnaies étrangères et aux profits ou pertes découlant de la cession d'actifs disponibles à la vente. La Société recourt à ses facilités de crédit pour gérer son fonds de roulement et pour financer ses acquisitions d'entreprises. Les charges financières exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires nets pour le quatrième trimestre de 2014 et pour l'exercice 2014 ont diminué, en raison essentiellement du profit comptabilisé à la cession d'actifs classés comme disponibles à la vente au quatrième trimestre

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Pour le quatrième trimestre, la Société a inscrit une charge d'impôt de 1,7 M\$, contre 6,9 M\$ pour la période correspondante de 2013. Pour l'exercice 2014, elle a inscrit une charge d'impôt de 25,3 M\$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 30,9 %, en comparaison de 22,3 M\$, soit un taux d'imposition effectif de 25,3 %, pour l'exercice 2013.

La Société a inscrit une charge d'impôt pour le quatrième trimestre de 2014, malgré la prise en compte d'une perte avant impôt attribuable principalement à la comptabilisation d'une provision pour moins-value des actifs d'impôt relatifs à ses activités en Allemagne.

La hausse de la charge d'impôt et du taux d'impôt effectif enregistrée pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2014 par rapport à la période correspondante de 2013 est attribuable aux mêmes facteurs qui expliquent la variation observée pour le trimestre.

Abstraction faite de l'incidence de la provision pour moins-value des actifs d'impôt relatifs aux activités en Allemagne, le taux d'impôt effectif pour 2014 aurait été de 20,9 %.

RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 s'est élevé à (7,9) M\$, ou (0,10) \$ par action (de base et dilué), comparativement à 17,9 M\$, ou 0,34 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre correspondant de 2013.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2014, le résultat net attribuable aux actionnaires s'est établi à 62,8 M\$, ou 0,98 \$ par action (de base et dilué), contre 71,7 M\$, ou 1,38 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de 2013.

Le résultat net par action est une mesure couramment utilisée pour mesurer le rendement d'une société. Toutefois, la direction estime que, dans le cas des sociétés procédant à de multiples acquisitions ou à des regroupements, notamment dans le domaine de l'ingénierie et de la construction, le résultat net excluant les éléments non sous-jacents et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action (en raison des méthodes comptables variées relatives à l'affectation du prix d'achat au goodwill et aux immobilisations incorporelles), les fonds provenant des activités d'exploitation par action et les flux de trésorerie disponibles par action sont des mesures plus efficaces pour évaluer le rendement d'une société par rapport à ses concurrents. Ces mesures sont présentées ci-dessous.

RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT NET ET DU RÉSULTAT NET EXCLUANT LES ÉLÉMENTS NON SOUS-JACENTS ET L'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES LIÉES AUX ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (DÉDUCTION FAITE DE L'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT)

	QUATRIÈME TRIMESTRE		EXERCICE COMPLET	
	2014	2013	2014	2013
	Période allant du 28 septembre au 31 décembre	Période allant du 29 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
<i>(EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)</i>				
Résultat net attribuable aux actionnaires	(7,9) \$	17,9 \$	62,8 \$	71,7 \$
Éléments non sous-jacents	61,8 \$	4,3 \$	69,8 \$	9,5 \$
Impôt sur le résultat relatif aux éléments non sous-jacents	(12,9) \$	(1,3) \$	(14,6) \$	(2,4) \$
Dotations à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises	12,4 \$	5,1 \$	30,0 \$	21,3 \$
Impôt sur le résultat relatif à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises	(2,6) \$	(1,4) \$	(6,3) \$	(5,7) \$
Résultat net excluant les éléments non sous-jacents et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat)*	50,8 \$	24,6 \$	141,7 \$	94,4 \$
Résultat net excluant les éléments non sous-jacents et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action*	0,64 \$	0,47 \$	2,21 \$	1,82 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Le résultat net attribuable aux actionnaires par action, excluant les éléments non sous-jacents et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat), s'est établi à 0,64 \$ par action pour le quatrième trimestre et à 2,21 \$ par action pour l'exercice 2014, comparativement à 0,47 \$ par action et à 1,82 \$ par action pour les périodes correspondantes de 2013.

FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	QUATRIÈME TRIMESTRE		EXERCICE COMPLET	
	2014	2013	2014	2013
	Période allant du 28 septembre au 31 décembre	Période allant du 29 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
<small>(EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION ET LE NOMBRE D'ACTIONS)</small>				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	193,2 \$	74,3 \$	224,7 \$	119,6 \$
Moins :				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(178,4) \$	(40,3) \$	(90,5) \$	4,3 \$
Fonds provenant des activités d'exploitation*	14,8 \$	34,0 \$	134,2 \$	123,9 \$
Fonds provenant des activités d'exploitation par action*	0,19 \$	0,65 \$	2,10 \$	2,39 \$
Moins :				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	178,4 \$	40,3 \$	90,5 \$	(4,3) \$
Dépenses d'investissement	(19,0) \$	(10,7) \$	(45,8) \$	(28,5) \$
Flux de trésorerie disponibles*	174,2 \$	63,6 \$	178,9 \$	91,1 \$
Flux de trésorerie disponibles par action*	2,21 \$	1,22 \$	2,79 \$	1,76 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	79 109 087	52 322 916	64 023 625	51 843 140

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les fonds provenant des activités d'exploitation constituent une mesure utilisée par la Société pour fournir à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds générés par les activités d'exploitation avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Pour le quatrième trimestre de 2014, la Société a inscrit des fonds provenant des activités d'exploitation de 14,8 M\$, ou 0,19 \$ par action, comparativement à 34,0 M\$, ou 0,65 \$ par action, pour la période correspondante de 2013. La baisse des fonds provenant des activités d'exploitation tient principalement aux importants coûts engagés relativement à l'acquisition de Parsons Brinckerhoff.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2014, la Société a inscrit des fonds provenant des activités d'exploitation de 134,2 M\$, ou 2,10 \$ par action, contre 123,9 M\$, ou 2,39 \$ par action, pour la période correspondante de 2013. L'augmentation des fonds provenant des activités d'exploitation est attribuable à l'apport de nos acquisitions d'entreprises au BAIIA, ainsi qu'à la hausse du BAIIA généré par nos activités.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Les flux de trésorerie disponibles fournissent une indication de la capacité de la Société de continuer de générer des liquidités discrétionnaires grâce à l'exercice de ses activités. Les flux de trésorerie disponibles correspondent aux flux de trésorerie de la période qui sont disponibles pour les fournisseurs de capitaux, c'est-à-dire les créanciers et les actionnaires de la Société.

Pour le quatrième trimestre de 2014, les flux de trésorerie disponibles de la Société se sont élevés à 174,2 M\$, ou 2,21 \$ par action, en comparaison de 63,6 M\$, ou 1,22 \$ par action, pour la période correspondante de 2013. Cette augmentation des flux de trésorerie disponibles est principalement attribuable à l'apport de Parsons Brinckerhoff et à l'amélioration du délai de recouvrement.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2014, les flux de trésorerie disponibles de la Société se sont établis à 178,9 M\$, ou 2,79 \$ par action, contre 91,1 M\$, ou 1,76 \$ par action, pour la période correspondante de 2013. La hausse des flux de trésorerie disponibles et des flux de trésorerie disponibles par action est essentiellement attribuable à l'apport des acquisitions d'entreprises réalisées au cours de l'exercice, à la hausse du BAIIA généré par nos activités et à l'amélioration du délai de recouvrement.

SITUATION DE TRÉSORERIE

	QUATRIÈME TRIMESTRE		EXERCICE COMPLET	
	2014	2013	2014	2013
	Période allant du 28 septembre au 31 décembre	Période allant du 29 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
<i>(EN MILLIONS DE DOLLARS)</i>				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	193,2 \$	74,3 \$	224,7 \$	119,6 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 394,8 \$	(18,8) \$	1 689,0 \$	(119,0) \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 438,0) \$	(9,7) \$	(1 838,6) \$	(26,8) \$
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents	(0,7) \$	4,1 \$	1,1 \$	5,0 \$
Variation nette de la trésorerie	149,3 \$	49,9 \$	76,2 \$	(21,2) \$
Dividendes versés	17,6 \$	10,8 \$	52,4 \$	46,2 \$
Dépenses d'investissement	19,0 \$	10,7 \$	45,8 \$	28,5 \$

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 193,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014 et à 224,7 M\$ pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2014, comparativement à 74,3 M\$ et à 119,6 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période correspondants de 2013. La hausse enregistrée à la fois pour le trimestre et la période de 12 mois est attribuable essentiellement à l'apport des acquisitions d'entreprises réalisées durant l'exercice ainsi qu'à la croissance interne générée par nos activités.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement du quatrième trimestre ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 1 394,8 M\$, en comparaison de sorties de trésorerie de 18,8 M\$ pour la période correspondante de 2013. Au cours du trimestre, la Société a procédé à des émissions d'actions ordinaires qui lui ont rapporté 905,6 M\$ et a prélevé un montant de 514,4 M\$ sur ses facilités de crédit afin, essentiellement, de financer les acquisitions d'entreprises. La Société a également remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts et des frais financiers de 7,6 M\$, comparativement à 8,0 M\$ en 2013. En 2014 et en 2013, la Société a versé des dividendes aux actionnaires totalisant respectivement 17,6 M\$ et 10,8 M\$.

Pour la période de 12 mois considérée, les activités de financement ont donné lieu à des entrées de trésorerie de

1 689,0 M\$, comparativement à des sorties de trésorerie de 119,0 M\$ pour la période correspondante de 2013. Au cours de l'exercice, la Société a procédé à des émissions d'actions ordinaires qui lui ont rapporté 1 187,1 M\$ et a prélevé 578,5 M\$ sur ses facilités de crédit afin, essentiellement, de financer les acquisitions d'entreprises. La Société a également remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts et des frais financiers de 22,7 M\$, en comparaison de 25,1 M\$ en 2013. En 2014 et en 2013, la Société a versé des dividendes aux actionnaires totalisant respectivement 52,4 M\$ et 46,2 M\$. Elle a aussi versé un dividende de 1,5 M\$ à un détenteur d'une participation ne donnant pas le contrôle au cours de chacun des exercices.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 se sont soldées par des sorties de trésorerie de 1 438,0 M\$, contre 9,7 M\$ pour le trimestre correspondant de 2013. La Société a réalisé des acquisitions d'entreprises qui ont nécessité des fonds de 1 418,9 M\$ et a fait l'acquisition de matériel et d'immobilisations incorporelles totalisant 19,0 M\$, comparativement à des acquisitions de matériel et d'immobilisations incorporelles de 10,7 M\$ en 2013.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2014, les activités d'investissement se sont soldées par des sorties de trésorerie de 1 838,6 M\$, contre 26,8 M\$ pour la période correspondante de 2013. La Société a conclu des

acquisitions d'entreprises de 1 795,7 M\$ et a fait l'acquisition de matériel et d'immobilisations incorporelles totalisant 45,8 M\$, comparativement à des acquisitions d'entreprises de 1,2 M\$ et à des achats de matériel et d'immobilisations incorporelles de 28,5 M\$ en 2013. En 2014 et en 2013, elle a aussi reçu d'entreprises associées un dividende de 1,8 M\$ et de 1,7 M\$, respectivement.

DETTE NETTE

(EN MILLIONS DE DOLLARS)	2014	2013
	Au 31 décembre	Au 31 décembre
Passifs financiers ⁽¹⁾	845,4 \$	242,1 \$
Moins : Trésorerie et équivalents	(201,5) \$	(131,9) \$
Dette nette	643,9 \$	110,2 \$
BAlIA sur 12 mois continus	253,5 \$	180,6 \$

⁽¹⁾ Les passifs financiers sont constitués de la dette à long terme et des autres passifs financiers, incluant leur partie courante, ainsi que du découvert bancaire.

Au 31 décembre 2014, l'état de la situation financière de la Société était sain et comportait un bon équilibre entre les dettes et les capitaux propres. La Société affichait une dette nette de 643,9 M\$ et un ratio de la dette nette sur le BAlIA sur 12 mois continus de 2,5 fois.

L'augmentation du ratio de la dette nette par rapport au BAlIA comparativement au 31 décembre 2013 est principalement attribuable aux prélèvements effectués sur les facilités de crédit en vue de financer les acquisitions d'entreprises réalisées au cours de l'exercice, lesquelles ont généré un ratio du BAlIA sur 12 mois de 1,79 fois.

DIVIDENDES

Le 7 novembre 2014, la Société a versé l'équivalent d'un dividende de 9,8 M\$ aux porteurs de reçus de souscription et de reçus de souscription du placement se rapportant à l'émission d'actions réalisée dans le cadre de l'acquisition de Parsons Brinckerhoff. De ce montant, 4,2 M\$ ont été réinvestis dans 124 637 actions supplémentaires dans le cadre du régime de réinvestissement des distributions (le « RRD »).

Le 11 novembre 2014, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,375 \$ par action ordinaire, à payer aux porteurs d'actions ordinaires inscrits le 31 décembre 2014. Ce dividende a été versé le 15 janvier 2014. À la clôture du quatrième trimestre de 2014, 88 588 720 actions étaient émises et en circulation, en comparaison de 52 381 063 au 31 décembre 2013. Au cours du quatrième trimestre, une partie du dividende payé au troisième trimestre a été

réinvestie dans 334 166 actions ordinaires dans le cadre du RRD. Les dividendes déclarés au quatrième trimestre ont totalisé 33,2 M\$, contre 23,2 M\$ au troisième trimestre de 2014. Les porteurs de 45 745 759 actions, représentant environ 51,6 % du total des actions en circulation en date du 31 décembre 2014, ont choisi de participer au RRD. De ce fait, du total des dividendes payés en janvier 2015, 17,1 M\$ ont été réinvestis en actions de la Société. La sortie nette de trésorerie, le 15 janvier 2015, a été de 16,1 M\$ pour le paiement du dividende du quatrième trimestre.

Le conseil d'administration (le « conseil ») a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié compte tenu du résultat actuel de la Société et de ses besoins financiers actuels en fonction de ses activités. Il est prévu que le dividende demeurera à ce niveau, sous réserve de l'évaluation continue par le conseil des besoins futurs, de la performance financière, des liquidités, et d'autres facteurs que le conseil juge pertinents. Le montant réel de tout dividende de même que chaque date de déclaration, date de clôture des registres et date de paiement sont déterminés par le conseil, à sa discrétion. Certains renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la section « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

OPTIONS SUR ACTIONS

Au 31 décembre 2014, 301 589 options sur actions étaient en circulation, à un prix d'exercice variant de 35,12 \$ à 37,75 \$.

SOURCES DE FINANCEMENT

(EN MILLIONS DE DOLLARS)	2014	2013
	Au 31 décembre	Au 31 décembre
Trésorerie et équivalents	201,5 \$	131,9 \$
Facilité de crédit consortiale disponible	414,5 \$	200,3 \$
Autres facilités de crédit	12,8 \$	9,8 \$
Sources de financement à court terme disponibles	628,8 \$	342,0 \$

La Société estime que ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et ses sources de financement à court terme disponibles lui permettront de soutenir sa stratégie de croissance, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses d'investissement prévues et d'offrir à ses actionnaires un rendement sur leurs investissements.

FACILITÉS DE CRÉDIT

La Société dispose de facilités de crédit renouvelables d'un montant maximal de 1 200,0 M\$ US, qui lui ont été consenties par un consortium d'institutions financières. Les facilités de crédit peuvent être utilisées pour i) financer les frais généraux de la Société, son fonds de roulement et ses dépenses d'investissement et ii) financer ses futures acquisitions d'entreprises. Aux termes de ces facilités de crédit, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de respecter certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses se rapportent aux ratios de la dette nette consolidée sur le BAIIA consolidé et de la couverture des charges fixes, qui sont des mesures non conformes aux IFRS. La direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues en vertu des facilités de crédit. Toutes les clauses étaient respectées au 31 décembre 2014.

SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

	2014					2013			
	TOTAL	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
(EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)	Sur 12 mois	Période allant du 28 sept. au 31 déc.	Période allant du 29 juin au 27 sept.	Période allant du 30 mars au 28 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 29 mars	Période allant du 29 sept. au 31 déc.	Période allant du 30 juin au 28 sept.	Période allant du 31 mars au 29 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 30 mars
Résultats d'exploitation									
Produits des activités ordinaires	2 902,4 \$	1 158,1 \$	630,7 \$	602,5 \$	511,1 \$	530,4 \$	490,5 \$	516,4 \$	478,7 \$
Produits des activités ordinaires nets*	2 349,9 \$	858,8 \$	537,4 \$	513,1 \$	440,6 \$	436,1 \$	407,6 \$	426,7 \$	406,8 \$
BAIIA*	253,5 \$	90,1 \$	66,4 \$	55,0 \$	42,0 \$	49,2 \$	50,2 \$	42,8 \$	38,4 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires	62,8 \$	(7,9) \$	29,1 \$	24,3 \$	17,3 \$	17,9 \$	22,1 \$	17,2 \$	14,5 \$
Résultat net de base par action	0,98 \$	(0,10) \$	0,47 \$	0,40 \$	0,33 \$	0,34 \$	0,43 \$	0,33 \$	0,28 \$
Résultat net dilué par action	0,98 \$	(0,10) \$	0,46 \$	0,40 \$	0,33 \$	0,34 \$	0,43 \$	0,33 \$	0,28 \$
Dividendes									
Dividendes déclarés**	102,5 \$	33,2 \$	23,2 \$	23,1 \$	23,0 \$	19,6 \$	19,5 \$	19,4 \$	19,3 \$
Dividendes déclarés, par action	1,50 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** Compte non tenu du versement de l'équivalent du dividende.

Au cours de chacun des huit derniers trimestres, la Société a déclaré des dividendes de 0,375 \$ par action. Au deuxième et au quatrième trimestre de 2014, la Société a émis des actions ordinaires afin de financer les regroupements d'entreprises avec Focus et Parsons Brinckerhoff, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de ses actions en circulation et, par le fait même, le total des dividendes déclarés.

ANALYSE DES PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

	2014	2013	2012
(EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION ET LE NOMBRE D' ACTIONS)	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 déc.	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 déc.	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 déc.
Produits des activités ordinaires	2 902,4 \$	2 016,0 \$	1 257,5 \$
Produits des activités ordinaires nets*	2 349,9 \$	1 677,2 \$	1 020,1 \$
Résultat net	62,2 \$	70,2 \$	46,3 \$
Résultat net par action/part			
De base	0,98 \$	1,38 \$	1,15 \$
Dilué	0,98 \$	1,38 \$	1,15 \$
Total de l'actif	4 943,1 \$	1 859,9 \$	1 819,8 \$
Passifs financiers ⁽¹⁾	845,4 \$	242,1 \$	254,8 \$
Dividendes déclarés aux actionnaires	102,5 \$	77,8 \$	62,8 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

⁽¹⁾ Les passifs financiers sont constitués de la dette à long terme et des autres passifs financiers, incluant leur partie courante, ainsi que du découvert bancaire.

Les produits des activités ordinaires et les produits des activités ordinaires nets ont augmenté en raison de la croissance interne et des acquisitions réalisées en 2014 et en 2012. Toutes les acquisitions ont une incidence directe, non seulement sur les produits des activités ordinaires, mais aussi sur le total de l'actif, puisque les actifs acquis, les immobilisations incorporelles et le goodwill sont comptabilisés après chaque acquisition. En 2013, la Société n'a procédé à aucune acquisition importante, tandis qu'en 2014 et en 2012, elle a procédé à des acquisitions pour lesquelles elle a versé une contrepartie totale respective de 1 795,7 M\$ et de 477,7 M\$.

Les produits des activités ordinaires se sont accrus de 130,8 % entre 2012 et 2014, tandis que le résultat net a fluctué au cours de cette période en raison de l'incidence d'éléments non sous-jacents. En 2012, la Société a inscrit un montant de 16,8 M\$ au titre d'éléments non sous-jacents se rapportant à des coûts d'acquisition et d'intégration liés à l'acquisition de WSP, ce qui a entraîné une diminution du résultat net. En 2013, elle a inscrit un montant de 9,5 M\$ au titre d'éléments non sous-jacents liés à des coûts découlant du rajustement des effectifs au Canada et en Allemagne, ce qui a eu des répercussions négatives sur le résultat net. Puis, en 2014, elle a inscrit un montant de 69,8 M\$ au titre d'éléments non sous-jacents liés principalement aux coûts d'acquisition et d'intégration associés à plusieurs acquisitions d'entreprises réalisées durant l'exercice. Abstraction faite de ces éléments non sous-jacents, le résultat net aurait affiché une hausse comparable à celle des produits des activités ordinaires et des produits des activités ordinaires nets.

En 2012 et en 2014, la Société a utilisé ses facilités de crédit pour financer des regroupements d'entreprises et certaines autres transactions. À la suite de l'acquisition de WSP Group plc en 2012, la Société a eu recours à ses facilités de crédit pour rembourser la facilité de crédit de cette dernière.

Depuis 2012, la Société a déclaré et payé aux actionnaires

des dividendes trimestriels annuels totalisant 1,50 \$ par action ordinaire.

GOVERNANCE

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (les « CPCI ») et un contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF »). La direction a procédé à une évaluation de l'efficacité des CPCI de la Société au 31 décembre 2014, conformément au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. À la lumière de cette évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement des CPCI de la Société sont efficaces.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période au cours de laquelle les documents intermédiaires sont établis;
- l'information qui doit être présentée dans les documents annuels, les documents intermédiaires ou d'autres rapports de la Société déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS. La direction ne s'attend toutefois pas à ce que le CIIF prévienne ou détecte toutes les erreurs ou les fraudes. Afin d'évaluer l'efficacité du CIIF, la direction a utilisé le cadre intégré de contrôle interne reconnu qui a été conçu par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (le « COSO »).

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont restreint l'étendue des travaux de conception des CPCI et du CIIF afin d'exclure les contrôles, méthodes et procédures liés aux acquisitions de Focus, de TPS, de WINWARD, de Parsons Brinckerhoff et de ccrd, conclues respectivement le 10 avril 2014, le 30 avril 2014, le 1^{er} juin 2014, le 31 octobre 2014 et le 6 novembre 2014, comme il est permis en vertu du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, lequel autorise ce genre de traitement pour les 365 jours suivant une acquisition.

Il n'est survenu, en 2014, aucun changement touchant le CIIF de la Société qui a eu, ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'il aura, une incidence significative sur le CIIF de la Société. Les contrôles continueront d'être analysés périodiquement afin d'assurer une amélioration continue.

RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil a un rôle de surveillance à l'égard de l'information financière communiquée au public. De ce fait, le comité d'audit et le conseil de WSP ont revu et approuvé les états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013 ainsi que le présent rapport de gestion avant leur publication.

ÉVENTUALITÉS

La Société fait actuellement face à des poursuites en justice en raison de travaux exécutés dans le cours normal de ses activités. La Société souscrit une assurance responsabilité professionnelle qui lui permet de gérer les risques occasionnés par de telles poursuites. Sur le fondement de conseils et de l'information fournis par ses conseillers juridiques, ainsi que des évaluations actuarielles, et compte tenu de son expérience dans le règlement de poursuites semblables, la direction estime que la Société a prévu une provision suffisante à ce titre et que le règlement définitif ne devrait pas dépasser de beaucoup la garantie d'assurance ou avoir un effet important sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

En tant qu'entrepreneur qui contracte avec le gouvernement, la Société peut être assujettie à des lois et à des règlements plus contraignants que ceux qui

s'appliquent aux entrepreneurs qui contractent avec des parties privées. Le gouvernement vérifie attentivement la conformité à ces lois et à ces règlements par des audits et des enquêtes qui font partie intégrante de la procédure d'attribution de contrats publics. C'est pourquoi la direction reçoit à l'occasion des demandes de renseignements ou autres demandes concernant les activités de la Société avec des organismes publics. En novembre 2012, l'Unité permanente anticorruption a perquisitionné dans les bureaux de la Société à Laval (Québec) relativement à l'attribution de certains contrats municipaux dans cette ville. Le 11 février 2013, la Société a annoncé être en possession d'informations faisant état d'actes illicites commis dans le passé au Québec dans le financement de partis politiques et l'attribution de contrats municipaux. Vers le 28 février 2013, le Bureau de la concurrence a perquisitionné dans les bureaux de la Société à Gatineau et à Québec. Le 8 mai 2013, des accusations ont été portées contre deux anciens employés de la Société relativement à des événements prétendument survenus à Laval. Au 17 mars 2015, aucune accusation n'a été portée contre la Société en raison de ces faits, et la Société n'a reçu aucune demande de paiement d'une amende, pénalité ou autre indemnité pécuniaire. La Société ne peut aucunement prédire à l'heure actuelle le résultat final de toute enquête des autorités sur ces faits, les pertes éventuelles susceptibles d'en découler ou le risque d'élargissement d'une telle enquête, qui pourrait avoir un effet défavorable important sur les résultats d'exploitation futurs de la Société.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables adoptées par la Société sont décrites aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

La préparation des états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des jugements ayant une incidence sur les montants présentés des actifs, des passifs et des capitaux propres et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, de même que sur les montants présentés des produits des activités ordinaires et des charges pour la période de présentation de l'information financière.

Les estimations et les jugements sont passés en revue continuellement. Ils se fondent sur les tendances antérieures et sur d'autres facteurs, notamment les attentes quant aux événements futurs dont on estime la matérialisation probable dans des circonstances raisonnables. Les paragraphes qui suivent décrivent :

- les estimations et les hypothèses comptables les plus critiques formulées par la direction lors de l'établissement de la valeur des actifs et des passifs;
- les jugements les plus critiques posés par la direction lors de l'application des méthodes comptables.

ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES CRITIQUES

La Société formule des estimations et pose des hypothèses concernant l'avenir. Par définition, les estimations comptables qui en découlent correspondent rarement aux résultats réels. Les estimations et les hypothèses qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours du prochain exercice sont présentées ci-dessous.

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES IDENTIFIABLES ET GOODWILL

Au 31 décembre 2014, les immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill, exclusion faite des logiciels et des accords de non-concurrence, représentaient 2 334,4 M\$ (855,4 M\$ au 31 décembre 2013) du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière. Ces actifs résultent des acquisitions d'entreprises, et la Société a eu recours à la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ces transactions. Lors de l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris ainsi que de leur durée d'utilité estimative, la direction s'est fondée sur des estimations et des hypothèses importantes concernant les projections des flux de trésorerie, le risque économique et le coût pondéré du capital.

Ces estimations et ces hypothèses permettent d'établir le montant qui doit être attribué aux autres immobilisations incorporelles identifiables et au goodwill, ainsi que la période d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée. Si les résultats réels différaient de ces estimations, la Société pourrait voir augmenter sa dotation à l'amortissement ou ses pertes de valeur.

PROVISION POUR LITIGES

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de poursuites pour des travaux effectués dans le cadre de projets. Elle souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle pour gérer les risques liés à de telles poursuites. La direction détermine le montant des provisions pour litiges de la Société à la lumière des conseils et des renseignements fournis par ses conseillers juridiques, des évaluations actuarielles et de son expérience passée en matière de règlement de poursuites semblables. Les règlements finaux pourraient avoir une incidence sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE ET IMPÔT DIFFÉRÉ CONNEXE

La valeur actuelle des obligations est calculée selon une méthode actuarielle qui repose sur un certain nombre d'hypothèses concernant l'avenir. Ces hypothèses clés sont revues périodiquement à la lumière des conditions de marché et des données dont dispose la direction.

IMPÔT EXIGIBLE

La Société est assujettie aux lois et règlements fiscaux dans plusieurs juridictions. Elle doit donc formuler des estimations pour déterminer sa charge d'impôt exigible à l'échelle mondiale. Pour plusieurs transactions et calculs, il est difficile de déterminer avec certitude le montant de l'impôt à payer. La Société comptabilise des passifs en prévision de certaines questions susceptibles de faire l'objet de vérifications par les autorités fiscales, en estimant les impôts additionnels qu'elle pourrait devoir verser par suite de ces vérifications. Si le montant de la charge d'impôt relative à ces questions diffère des montants comptabilisés initialement, ces différences auront une incidence sur les actifs et passifs d'impôt exigible et différé de la période au cours de laquelle cette détermination est faite. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux prêtent à interprétation. Au besoin, des provisions sont inscrites au titre des montants que la Société s'attend à devoir verser aux autorités fiscales.

JUGEMENTS CRITIQUES DANS L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES DE LA SOCIÉTÉ

EXCÉDENT DES COÛTS ET PROFITS PRÉVUS SUR LA FACTURATION

La Société évalue l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation en fonction du temps et des frais de matériel portés au compte de chaque projet. L'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation pour chaque projet est examiné mensuellement pour déterminer si le montant reflète fidèlement le montant qui sera facturé pour le projet. Lorsque l'examen révèle que la valeur de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation est supérieure au montant qui pourra être facturé, des ajustements sont apportés à l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. L'évaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation suppose l'estimation de l'ampleur du travail requis pour terminer le projet. Toute variation de ces estimations pourrait entraîner une sous-évaluation ou une surévaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les logiciels, les relations clients, les carnets de commandes, certaines marques de commerce et les accords de non-concurrence sont considérés comme des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée. Si les estimations de la durée d'utilité de ces actifs faites par la Société se révélaient erronées, celle-ci pourrait devoir augmenter ou réduire ultérieurement sa dotation à l'amortissement relative aux immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée. Le nom commercial de WSP ne fait l'objet d'aucun amortissement, puisque, du fait de sa notoriété, de

son riche historique et de l'utilisation future que la Société prévoit en faire, il constitue une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée.

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme qui ont une durée d'utilité déterminée font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée ne font l'objet d'aucun amortissement, mais ils sont soumis à un test de dépréciation une fois l'an, au 30 septembre, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances donnent à penser que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la valeur d'utilité de l'actif et sa juste valeur diminuée des coûts de la vente. Pour les besoins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas de génération de flux de trésorerie identifiables (les unités génératrices de trésorerie, ou « UGT »). Le montant de toute perte de valeur comptabilisée, le cas échéant, représente l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable. Les actifs autres que le goodwill qui ont subi une perte de valeur font l'objet d'un examen en vue d'une reprise possible à chaque date de clôture. Au 31 décembre 2014, aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

GOODWILL

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée pour les entreprises acquises sur la juste valeur estimative des actifs nets identifiables à leur date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti et est comptabilisé au coût, diminué du cumul des pertes de valeur. Il est cependant soumis à un test de dépréciation une fois l'an, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent qu'il pourrait s'être déprécié.

Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement. Les UGT auxquelles le goodwill a été affecté sont soumises à un test de dépréciation une fois l'an, au 30 septembre. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en diminution de la valeur comptable de tout goodwill attribué à l'unité, puis elle est répartie entre les autres actifs de l'unité au prorata, sur la base de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Une perte de valeur comptabilisée au titre du goodwill ne peut être reprise au cours d'une période ultérieure.

La Société a procédé à son test de dépréciation annuel du goodwill au 30 septembre 2014. La valeur recouvrable de chaque UGT était supérieure à sa valeur comptable. De ce fait, aucune perte de valeur du goodwill n'a été comptabilisée.

La valeur recouvrable de chaque UGT a été établie en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie. La méthodologie et les hypothèses qui suivent ont été appliquées afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de sortie pour toutes les UGT.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie est calculée en fonction des produits des activités ordinaires et de la marge du BAIIA prévus au budget pour 2015, et en présupposant une croissance constante de l'UGT pour les quatre années suivantes. Le BAIIA est défini comme étant le résultat avant les charges financières, l'impôt et la dotation à l'amortissement. Afin d'évaluer le niveau de BAIIA qu'elle sera en mesure de maintenir au cours des périodes à venir, la Société a considéré son historique, les tendances économiques ainsi que les tendances de l'industrie et du marché. Pour les besoins du test de dépréciation, la direction s'est fondée sur les flux de trésorerie futurs prévisionnels pour une période de cinq ans. Au-delà de cette période, la Société a utilisé un taux de croissance variant de 2,0 % à 2,5 % et un taux d'actualisation se situant entre 9,5 % et 10,5 %. Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital, lequel est une estimation du taux global de rendement exigé par les détenteurs de titres de capitaux propres et de titres d'emprunt sur leurs investissements. Pour déterminer le coût moyen pondéré du capital, il faut analyser le coût des capitaux propres et de la dette séparément et tenir compte d'une prime de risque établie en fonction de l'UGT concernée. Les coûts de sortie sont calculés sur la base de 0,75 % de la juste valeur totale déterminée, ce qui correspond aux coûts de transaction engagés dans le cadre de transactions comparables.

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

La détermination de la probabilité que la Société génère un bénéfice imposable suffisant à l'égard duquel les actifs d'impôt différé puissent être utilisés repose sur les plus récentes prévisions budgétaires approuvées de la Société, après ajustement pour tenir compte des éléments importants qui ne sont ni imposables ni déductibles et des limites spécifiques d'utilisation des crédits ou pertes d'impôts non utilisés. Les règles fiscales dans plusieurs juridictions dans lesquelles la Société exerce ses activités sont aussi prises en considération. Si la prévision d'un bénéfice imposable indique que l'utilisation d'un actif d'impôt différé est probable (surtout si cet actif d'impôt différé peut être utilisé indéfiniment), l'actif d'impôt différé sera généralement comptabilisé en totalité. La comptabilisation des actifs d'impôt différés soumis à certaines limites légales ou économiques ou à des incertitudes est évaluée individuellement par la direction en fonction des faits ou circonstances spécifiques.

NORMES COMPTABLES FUTURES

Les normes suivantes ont été publiées mais n'étaient pas encore en vigueur au 31 décembre 2014 :

IFRS 15 - PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, en vue de préciser de quelle façon et à quel moment les entités doivent comptabiliser les produits des activités ordinaires et d'exiger la présentation d'informations plus précises et pertinentes à cet égard. IFRS 15 remplace IAS 18, Produits des activités ordinaires, IAS 11, Contrats de construction, ainsi que d'autres interprétations relatives à la comptabilisation des produits des activités ordinaires. La Société devra appliquer la norme à compter du 1^{er} janvier 2017. Elle aura aussi la possibilité de l'adopter par anticipation.

IFRS 9 - INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a apporté des modifications à IFRS 9, Instruments financiers, en vue de regrouper les phases portant sur le classement et l'évaluation, la dépréciation et la comptabilité de couverture du projet de l'IASB visant à remplacer IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. La norme remplace toutes les versions antérieures d'IFRS 9, et la Société devra l'appliquer à compter du 1^{er} janvier 2018. Elle aura aussi la possibilité de l'adopter par anticipation.

La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes. Elle n'a toutefois pas l'intention, pour le moment, d'adopter l'une d'elles par anticipation, avant sa date d'entrée en vigueur obligatoire.

INSTRUMENTS FINANCIERS

RISQUE DE CHANGE

La Société exerce des activités à l'échelle internationale, ce qui accroît considérablement son exposition au risque de change en raison des transactions qu'elle conclut en livres sterling, en couronnes suédoises, en dollars américains et en euros, et en raison des actifs nets qu'elle détient dans des établissements à l'étranger. Ces risques sont atténués par les achats et les dépenses d'exploitation qu'elle fait dans ces monnaies. Le risque de change représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs liés à un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours de change. Toute variation des cours de change a une incidence directe sur le résultat net de la Société.

La Société a recours à certains instruments financiers pour gérer son exposition aux fluctuations des cours de change. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de négociation. Les profits et pertes de change sur les investissements nets ainsi que la partie efficace des profits

et pertes sur les instruments qui servent de couverture des investissements nets sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat global.

Afin de réduire le risque lié aux fluctuations des cours de change, la Société a désigné des avances bancaires libellées en dollars américains et en euros comme instruments de couverture de l'investissement net en dollars américains et en euros.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit de la Société découle principalement des créances clients. Les montants figurant à l'état de la situation financière sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses, estimée par la direction en fonction notamment de l'âge des créances clients et de la probabilité actuelle et future de recouvrement. En général, la Société n'exige pas de garantie ni d'autre sûreté des clients à l'égard de leurs créances; cependant, elle ne leur accorde du crédit qu'après avoir procédé à une évaluation de leur solvabilité. De plus, la Société réévalue régulièrement la qualité du crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses lorsque la probabilité de recouvrement d'une créance a diminué de façon significative. La Société estime que le risque de crédit auquel l'exposent les créances clients est limité. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, le montant comptabilisé au titre des créances irrécouvrables a été négligeable.

La Société réduit son risque de crédit en fournissant des services à divers clients, dans diverses industries et dans divers secteurs de l'économie.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société détient le contrôle sur ses filiales, lesquelles sont consolidées dans les états financiers consolidés. Certains accords ont été mis en place avec des entités structurées qui fournissent différents services, principalement dans le secteur de l'architecture. Ces accords de gestion permettent à la Société d'exercer un contrôle sur la gestion et les activités de ces entités. La Société reçoit également des honoraires de gestion et a des obligations à l'égard des passifs et des pertes de ces entités. Compte tenu de ces faits et circonstances, la direction a conclu que ces entités sont contrôlées par la Société et, par conséquent, elle les a intégrées dans les états financiers consolidés de la Société.

Les transactions entre les filiales et les entités structurées sont conclues dans le cours normal des activités, dans des conditions de concurrence normale. Lors du processus de consolidation, la totalité des transactions et des soldes intragroupe ont été éliminés.

En 2014, la Société a conclu des transactions avec des entreprises associées dans des conditions de concurrence normale.

La Société réalise certaines activités de concert avec d'autres parties dans le cadre de partenariats classés à titre d'entreprises communes. Les partenariats considérés comme des entreprises communes sont comptabilisés à l'aide de la méthode de la consolidation proportionnelle, selon laquelle la Société inscrit sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires, des charges et des flux de trésorerie de chacune de ces entreprises communes.

Les transactions avec des filiales, des entités structurées, des entreprises associées ou des partenariats sont décrites plus en détail dans les états financiers consolidés audités de 2014 de la Société.

Les principaux dirigeants ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, de diriger et de contrôler les activités de la Société. On compte parmi ceux-ci les membres du conseil d'administration, le président et chef de la direction, le chef de la direction financière et les membres de l'équipe de direction. La rémunération totale versée aux principaux dirigeants qui a été comptabilisée en charges en 2014 s'est élevée à 20,9 M\$.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan, à l'exception de certains contrats de location simple relatifs à des locaux à bureaux, à du matériel informatique et à des véhicules et de lettres de crédit. Conformément aux IFRS, aucune obligation en vertu de contrats de location ni aucun actif sous jacent n'ont été comptabilisés à l'état de la situation financière, puisque les modalités de ces contrats de location ne répondaient pas aux critères permettant de les inscrire à l'actif.

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Les tableaux qui suivent présentent sommairement les engagements contractuels à long terme de la Société (incluant les intérêts) :

(EN MILLIONS DE DOLLARS)	1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	PLUS DE 5 ANS	TOTAL
Emprunts à long terme*	30,3 \$	137,0 \$	135,0 \$	564,1 \$	-	-	866,4 \$
Autres passifs financiers non courants*	45,4 \$	2,0 \$	-	-	-	-	47,4 \$

* Incluant la partie courante.

(EN MILLIONS DE DOLLARS)	1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	PLUS DE 5 ANS	TOTAL
Obligations en vertu de contrats de location simple	125,0 \$	103,1 \$	78,8 \$	65,9 \$	45,7 \$	113,9 \$	532,4 \$

La Société a conclu des engagements contractuels comportant des dates d'échéance différentes, principalement pour la location de locaux à bureaux et de matériel informatique.

La Société génère des flux de trésorerie de ses activités d'exploitation et dispose des facilités de crédit nécessaires pour honorer tous ses engagements contractuels futurs.

PERSPECTIVES

Les perspectives ci-après sont fournies afin d'aider les analystes et les actionnaires à forger leurs opinions respectives sur 2015, et leur utilisation à toute autre fin risque de ne pas convenir aux besoins du lecteur. Les mesures présentées sont susceptibles de changer. Les renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des fourchettes cibles rattachées aux diverses mesures qui seront utilisées pour le prochain exercice :

	FOURCHETTE CIBLE POUR 2015
Produits des activités ordinaires nets	Entre 4 100 M\$ et 4 600 M\$
Fourchette du BAIIA	Entre 390 M\$ et 430 M\$
Taux d'imposition	Approximativement 25 %
Saisonnalité et fluctuations du BAIIA	Entre 20 % et 29 %, le premier trimestre étant le plus bas et le troisième, le plus haut
Flux de trésorerie disponibles en % du résultat net	>100 %
Délai de recouvrement	De 75 à 80 jours
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	Approximativement 60 M\$
Dépenses d'investissement	Approximativement 90 M\$

Les fourchettes cibles présentées dans le tableau ci-dessus ont été établies en supposant qu'aucune variation n'aura lieu dans les cours de change utilisés par la Société dans le cadre de ses activités. Aux fins de l'établissement de ses prévisions pour 2015, la Société a pris en considération plusieurs hypothèses relatives à l'économie et au marché concernant la concurrence, l'environnement politique et la performance économique de chaque région dans laquelle elle exerce des activités. Elle a aussi présumé que les tendances économiques et la concurrence demeureront stables dans les régions où elle exerce ses activités.

Les prévisions ont été préparées en utilisant les taux d'imposition en vigueur au 31 décembre 2014 dans les pays où la Société mène des activités et en supposant qu'aucun changement ne sera apporté à la législation fiscale applicable dans ces pays. Dans les prévisions pour 2015, la Société n'a pas tenu compte des éventuels regroupements d'entreprises, cessions, fusions ou autres transactions susceptibles de se produire après la publication

du présent rapport de gestion. La Société tient à préciser que les hypothèses utilisées pour établir les prévisions de 2015 pourraient se révéler incorrectes ou inexactes. Par conséquent, les résultats réels de la Société pourraient différer considérablement des estimations formulées dans le présent rapport de gestion.

Dans le cadre de l'acquisition de Parsons Brinckerhoff, la structure d'information interne a été modifiée en date du 1^{er} janvier 2015. La Société est maintenant structurée selon quatre secteurs d'exploitation, soit les suivants : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique du Sud), EMEIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et APAC (Asie-Pacifique – qui comprend principalement l'Asie et l'Australie). Les informations comparatives seront conformes à cette structure.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

En plus de contenir de l'information historique, le présent rapport de gestion peut renfermer certains énoncés prospectifs qui ne sont pas fondés sur des faits passés. Ces énoncés ont trait à des événements à venir ou à un rendement futur et reflètent les attentes de la direction en ce qui a trait à la croissance, aux résultats d'exploitation, à la performance, aux perspectives commerciales et aux occasions d'affaires de la Société ou de son industrie pour les périodes à venir. Dans certains cas, on reconnaît les énoncés prospectifs à l'utilisation de termes comme « peut », « fera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « potentiel » ou « continuer », ou de termes ou expressions semblables. Ces énoncés prospectifs traduisent les opinions actuelles de la direction et sont fondés sur certains facteurs et certaines hypothèses qui sont présentés dans le présent rapport de gestion. Bien que la Société estime que ces facteurs et hypothèses sont raisonnables à la lumière des renseignements dont elle dispose en date du 17 mars 2015, un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats prévus indiqués dans les énoncés prospectifs. Dans le cadre de leur évaluation de ces informations, les investisseurs devraient spécifiquement tenir compte de divers facteurs, notamment des risques qui sont décrits ci-dessous, sous les intitulés « Non réalisation possible des avantages devant découler de l'acquisition de Parsons Brinckerhoff », « Possibilité de passifs non divulgués liés à l'acquisition », « Capacité à maintenir la rentabilité et à gérer la croissance », « Activités internationales », « Acquisitions et intégrations possibles », « Réduction du carnet de commandes », « Partenariats », « Conjoncture économique », « Produits provenant de contrats avec des instances gouvernementales », « Risques liés aux contrats de services professionnels », « Dépendance envers les clients », « Acceptation du risque par la Société », « Dépendance de la Société envers des fournisseurs et des sous-traitants », « Disponibilité et rétention de personnel professionnel qualifié », « Emploi adéquat de la main d'œuvre », « Négociation collective et conflits de travail »,

« Plafonds d'assurance », « Risques pour la santé, la sécurité et l'environnement », « Conditions météorologiques extrêmes et impact de catastrophes naturelles ou autres », « Interruption du fonctionnement des systèmes et de l'infrastructure du réseau », « Risque lié à la réputation », « Non-conformité aux lois et aux règlements », « Structure de l'entreprise », « Concurrence dans le secteur », « Réduction de la portée des règlements », « Sensibilisation accrue face aux facteurs environnementaux », « Risque de détérioration ou d'affaiblissement de la situation financière de la Société, y compris sa position de trésorerie, pouvant avoir une incidence défavorable importante sur ses activités et ses résultats d'exploitation », « Risque de besoins importants en fonds de roulement qui, s'ils ne sont pas financés, pourraient avoir des répercussions défavorables sur les activités, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société », « Créances clients », « Hausse de l'endettement », « Dépréciation du goodwill », « Variabilité des résultats financiers », « Exposition aux monnaies étrangères », « Augmentation ou diminution possible du taux d'impôt effectif », « Obligations au titre de régimes de retraite à prestations définies sous-financées », « Dilution potentielle » et « Versement de dividendes », de même que des autres risques dont il est fait mention dans les rapports que la Société dépose de temps à autre auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières, qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats prévus indiqués dans les énoncés prospectifs. De ce fait, rien ne garantit que les résultats réels seront conformes à ceux formulés dans ces énoncés prospectifs. La Société ne met pas à jour ni ne révisé les énoncés prospectifs, même si de nouvelles informations deviennent disponibles, à moins que la loi ne l'exige. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

FACTEURS DE RISQUE

Les résultats d'exploitation, les perspectives d'affaires et la situation financière de la Société sont assujettis à divers risques et incertitudes et subissent l'influence d'un certain nombre de facteurs qui sont indépendants de sa volonté et qui pourraient avoir des répercussions négatives importantes sur ses activités, sa situation financière et ses perspectives. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse du cours des actions de la Société et compromettre sa capacité à déclarer des dividendes sur celles-ci.

D'autres risques et incertitudes dont la Société n'a actuellement pas connaissance ou qu'elle ne considère pas comme importants à l'heure actuelle pourraient également nuire à ses activités.

RISQUES LIÉS À LA TRANSACTION

NON-RÉALISATION POSSIBLE DES AVANTAGES DEVANT DÉCOULER DE L'ACQUISITION DE PARSONS BRINCKERHOFF

La direction est d'avis que l'acquisition de Parsons Brinckerhoff (l'« acquisition ») procurera certains avantages à la Société. La réalisation de ces avantages dépend en partie de l'aboutissement des efforts déployés afin de regrouper les fonctions et d'intégrer et mettre à profit les activités d'exploitation, les procédures et les ressources humaines de façon diligente et efficace. Elle dépend aussi de la capacité de la Société à assurer le transfert des connaissances et à dégager des produits, à réaliser des synergies et à concrétiser d'autres occasions de croissance pouvant découler du regroupement des divisions et activités de Parsons Brinckerhoff avec celles de WSP. L'intégration de Parsons Brinckerhoff à même les activités de WSP est en cours de réalisation et prévoit notamment le regroupement des systèmes et du personnel des deux sociétés. Ce processus d'intégration requiert une somme d'efforts, de temps et de ressources considérable, ce qui pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction d'autres occasions stratégiques et questions liées à l'exploitation pendant la durée de ce processus. Au cours du quatrième trimestre de 2014, la Société a engagé des coûts d'acquisition de 43,4 M\$ et des coûts d'intégration de 9,5 M\$ liés à l'intégration des activités de Parsons Brinckerhoff à celles de WSP. Ce processus d'intégration pourrait venir perturber les activités courantes ainsi que les relations avec les clients et les employés, ce qui pourrait compromettre la capacité de la Société à réaliser les avantages qu'elle prévoit tirer de l'acquisition, y compris sa capacité à réaliser les synergies devant découler du regroupement des deux entités. Divers facteurs pourraient aussi compromettre la réalisation des avantages devant découler de l'acquisition, ou faire en sorte que ces avantages ne soient pas obtenus aussi rapidement que prévu. De plus, l'intégration des deux entreprises pourrait être ponctuée d'imprévus pouvant entraîner des problèmes d'ordre opérationnel, des coûts, des charges, des passifs, une perte de clientèle ou une perturbation des activités (y compris, sans s'y limiter, des difficultés à maintenir les relations avec les employés, les clients ou les fournisseurs) et elle pourrait par conséquent empêcher la Société de réaliser, en totalité ou en partie, les avantages prévus associés à l'acquisition.

Grâce à l'acquisition de Parsons Brinckerhoff, la Société a considérablement élargi sa présence et compte maintenant environ 32 000 employés répartis dans 39 pays. La Société doit communiquer et gérer efficacement sa culture, ses valeurs, ses normes et ses politiques à l'échelle de cette organisation élargie, ce qui soulève des défis et occupe le temps des membres de la direction et du personnel concernés. Le fossé culturel qui sépare les différents pays dans lesquels la Société exerce ses activités pourrait aussi faire obstacle à la réussite du plan d'intégration. La Société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses objectifs

stratégiques si elle ne parvenait pas à surmonter les défis liés à sa nouvelle envergure et à sa nouvelle diversité culturelle.

POSSIBILITÉ DE PASSIFS NON DIVULGUÉS LIÉS À L'ACQUISITION

Il pourrait exister des passifs liés à l'acquisition que la Société aurait omis de déceler ou n'était pas en mesure de quantifier dans le cadre du contrôle préalable effectué avant la clôture de l'acquisition et qui pourraient avoir une incidence négative importante sur ses activités, sa situation financière ou ses perspectives.

RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS

CAPACITÉ À MAINTENIR LA RENTABILITÉ ET À GÉRER LA CROISSANCE

Rien ne garantit que les activités et la stratégie de croissance de la Société lui permettront de soutenir la rentabilité au cours des périodes à venir. Les résultats d'exploitation futurs de la Société seront tributaires d'un certain nombre de facteurs, notamment de sa capacité à faire ce qui suit :

- offrir une gamme complète de services professionnels;
- conclure des ventes croisées de services additionnels à des clients existants et dénicher de nouveaux clients;
- intégrer efficacement les entreprises acquises dans ses activités actuelles;
- consolider sa position sur tous les marchés ainsi que repérer des possibilités d'acquisition intéressantes et mener à bien ces acquisitions en vue de poursuivre sa croissance.

Rien ne garantit que la Société réussira à réaliser son plan stratégique ou que son plan stratégique lui permettra de maintenir ses taux de croissance historiques des produits des activités ordinaires ou de soutenir la rentabilité. En raison de la conjoncture économique, la Société pourrait être incapable d'obtenir les capitaux nécessaires pour financer son plan stratégique.

CROISSANCE INTERNE DE L'ENTREPRISE

La concurrence exercée au sein de l'industrie ainsi que la conjoncture économique pourraient entraver la croissance interne de la Société. L'intensification de la concurrence sur les marchés où la Société exerce ses activités pourrait l'empêcher d'obtenir des projets importants, de pénétrer les marchés prolifiques et d'attirer du personnel supplémentaire qualifié. La croissance interne est également tributaire de la satisfaction de la clientèle, laquelle se mérite par l'exécution de projets de qualité et par l'expansion de la gamme de services offerts aux clients existants. Si la Société n'arrive pas à demeurer concurrentielle, à accroître la gamme de services offerts à sa clientèle existante et à attirer des employés, elle pourrait avoir de la difficulté à faire croître sa part de marché et à réaliser ses objectifs de croissance.

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Les activités que mène la Société à l'échelle internationale l'exposent actuellement et l'exposeront de plus en plus à divers risques, dont les suivants : a) un risque accru de créances irrécouvrables et de cycles de recouvrement plus longs; b) des défis d'ordre culturel, logistique et communicationnel; c) les changements dans les conditions de travail; d) les risques liés à la conjoncture sociale, économique et politique dans les marchés étrangers; e) les hostilités et activités terroristes à l'étranger; f) les risques liés à l'obligation de respecter de nombreuses lois locales, nationales et internationales et le risque que des modifications ayant une incidence défavorable soient apportées aux lois et aux pratiques réglementaires; g) les difficultés et les coûts associés à la dotation en personnel et à la gestion d'établissements situés dans différents pays; h) les fluctuations des cours de change; i) des structures fiscales multiples pouvant dans certains cas se chevaucher; j) un contrôle des changes et d'autres restrictions en matière de financement; et k) une instabilité politique et économique.

ACQUISITIONS ET INTÉGRATIONS POSSIBLES

La Société entend continuer à réaliser des acquisitions de temps à autre, dans le cadre de sa stratégie de croissance. Les acquisitions, si elles se produisent, permettront d'accroître l'ampleur des activités de la Société et pourraient augmenter le montant de la dette qu'elle doit assumer. Rien ne garantit que la Société sera en mesure de repérer des cibles d'acquisitions appropriées et d'acquérir des entreprises, ou encore de les acquérir à des modalités satisfaisantes. En outre, l'intégration et la gestion réussies des entreprises acquises comportent de nombreux risques qui peuvent nuire à la croissance et à la rentabilité de la Société, notamment i) le risque que la Société soit incapable d'obtenir les capitaux nécessaires pour financer son fonds de roulement, ses dépenses d'investissement, ses acquisitions, sa stratégie de croissance et ses frais généraux ou autres frais au au moyen d'emprunts; ii) le risque que la Société soit incapable de gérer adéquatement les entreprises acquises ou que leur intégration monopolise la direction et détourne son attention des activités courantes; iii) le risque que ses systèmes d'exploitation et de gestion et ses systèmes financiers soient incompatibles avec ceux de l'entreprise acquise ou encore inappropriés pour intégrer et gérer efficacement ceux-ci; iv) le risque que les acquisitions nécessitent des ressources financières substantielles qui auraient pu sinon être affectées au développement d'autres aspects des activités de la Société; v) le risque que des clients importants des entreprises acquises ne soient pas conservés après l'acquisition de ces entreprises; et vi) le risque que des acquisitions puissent entraîner des passifs et des éventualités qui pourraient être importants pour l'exploitation de la Société. L'intégration réussie d'une entreprise acquise et, du coup, le succès des activités de la Société, pourraient également être compromis par l'absence de collaboration entre le personnel et les professionnels de l'entreprise acquise et ceux de la Société. En particulier, la

Société pourrait exiger comme condition à ses acquisitions que les principaux collaborateurs et professionnels concluent des contrats de travail valables pour des périodes déterminées à la suite de l'acquisition ou qu'ils signent des contrats de non-concurrence. Or il existe un risque que ces engagements ne soient pas respectés ou que les collaborateurs et les professionnels qui y sont soumis, ou d'autres collaborateurs et professionnels, ne réussissent pas à bien s'intégrer et à contribuer aux activités et au succès de la Société. En outre, l'intégration réussie d'une entreprise acquise est tributaire de la volonté de celle-ci à adhérer aux valeurs et à la culture de la Société. Les entreprises récemment acquises pourraient manifester une résistance au changement et rester fidèles aux valeurs et à la culture du passé, ce qui pourrait compromettre les plans d'intégration de la Société. Rien ne garantit que la Société sera en mesure de réussir l'intégration de ses acquisitions passées et futures.

RÉDUCTION DU CARNET DE COMMANDES

La Société ne peut pas garantir que les produits des activités ordinaires qui sont censés découler de son carnet de commandes seront bel et bien générés ou, s'ils le sont, qu'ils engendreront un bénéfice. Les projets peuvent demeurer dans le carnet de commandes pendant une longue période. En outre, les commandes inscrites dans le carnet de commandes peuvent parfois être annulées ou réduites. Une réduction du carnet de commandes pourrait entraîner une baisse des produits des activités ordinaires véritablement touchés par la Société. Les annulations de projets et les ajustements de portée possibles peuvent venir réduire encore davantage le montant en dollars du carnet de commandes ainsi que les produits que la Société touche véritablement. La plupart des contrats de service peuvent être résiliés par les clients moyennant un court préavis. Toute diminution du carnet de commandes pourrait engendrer des coûts liés à la réduction du personnel, ce qui aurait pour effet de réduire le résultat net de la Société.

PARTENARIATS

Dans le cadre de sa stratégie d'exploitation, la Société peut décider de conclure certains contrats de partenariat ou d'alliance stratégique. Le succès des partenariats et des alliances stratégiques de la Société repose sur la capacité et la volonté de ses partenaires à respecter leurs obligations. D'éventuelles différences de points de vue parmi les participants à un partenariat pourraient entraîner des tergiversations ou des conflits. Toute omission de la part des partenaires de la Société à s'acquiescer de leurs obligations pourrait venir alourdir ses propres obligations financières et engagements d'exécution, ce qui pourrait accroître ses coûts et éventuellement porter atteinte à sa réputation.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Depuis plusieurs années, l'économie mondiale et les marchés mondiaux des capitaux et du crédit connaissent une incertitude considérable, caractérisée par la faillite,

la défaillance, l'effondrement ou la vente de nombreuses institutions financières, la crise des dettes souveraines en Europe et d'importantes interventions des gouvernements partout dans le monde. Les conditions économiques aux États-Unis et dans plusieurs autres pays et régions, notamment l'Australie, sont demeurées précaires et pourraient le rester dans un avenir rapproché. La demande pour les services de la Société pourrait aussi se ressentir d'une détérioration soudaine des conditions économiques et d'une compression des dépenses du secteur privé pouvant découler, notamment, des fluctuations des prix du pétrole et du gaz naturel, ce qui pourrait occasionner le report, la réduction ou l'annulation par les clients de leurs projets envisagés ou en cours. Ces facteurs pourraient nuire à la demande pour les services de la Société, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur ses activités et ses résultats d'exploitation. Bien que la croissance économique semble reprendre dans certaines régions du monde, de nombreux marchés demeurent fragiles et pourraient connaître d'autres périodes de repli. En outre, de nombreux gouvernements ont eu recours, ou continuent d'avoir recours, à d'importantes mesures de relance budgétaire en vue d'éviter les récessions, et ils sont maintenant aux prises avec d'énormes dettes et déficits qui continuent de s'aggraver et qui pourraient les obliger notamment à comprimer les dépenses et à augmenter les impôts et les taxes. Ces conditions pourraient influencer sur la demande des entités publiques et privées pour les services de la Société.

En outre, les fluctuations des taux d'intérêt, la volatilité des marchés financiers ou les perturbations du marché du crédit pourraient limiter l'accès de la Société aux capitaux et nuire à la capacité de ses clients de financer leurs activités à des conditions acceptables. Si le rendement opérationnel et financier des clients de la Société devait se détériorer, ou si ceux-ci se trouvaient incapables de respecter leurs échéanciers de paiements ou d'obtenir du crédit, ils pourraient être dans l'impossibilité de payer la Société. Le défaut de paiement de clients de la Société pourrait avoir une incidence défavorable sur son carnet de commandes, ses résultats et ses flux de trésorerie.

Enfin, la hausse de l'inflation, des taux d'intérêt et des coûts de construction pourrait réduire la demande pour les services de la Société dans les marchés où elle exerce ou exercera ultérieurement des activités. La Société est en outre exposée au risque de hausse de l'inflation en raison de l'exécution de contrats négociés à prix fixe. Du fait qu'elle tire une partie importante de ses produits des activités ordinaires de contrats prévoyant le remboursement des coûts, les effets de l'inflation sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation au cours des dernières années se sont révélés peu importants. Toutefois, si elle venait à étendre ses activités dans des marchés et des secteurs géographiques où les contrats négociés à prix fixe sont plus prévalents, l'inflation pourrait alors avoir des répercussions plus marquées sur ses résultats d'exploitation.

PRODUITS PROVENANT DE CONTRATS AVEC DES INSTANCES GOUVERNEMENTALES

La demande pour les services de la Société est liée au niveau de financement gouvernemental affecté à la reconstruction, à l'amélioration et à l'expansion des systèmes d'infrastructure. La Société tire une partie importante de ses produits des activités ordinaires de projets gouvernementaux ou financés par les gouvernements, et elle prévoit continuer de le faire. Des changements importants sur le plan du financement gouvernemental (notamment les contraintes liées au financement traditionnel), l'incidence à long terme de la récente crise économique (y compris les futures contraintes budgétaires et les inquiétudes suscitées par les déficits), les priorités politiques changeantes, les changements de gouvernements ou le report de projets causés par les processus électoraux peuvent avoir des retombées négatives sur les activités, les perspectives, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Le succès et l'expansion des activités de la Société sont en partie tributaires du financement continu des programmes gouvernementaux et de la capacité de la Société à participer à ces programmes. Toutefois, les gouvernements pourraient ne pas disposer de ressources suffisantes pour financer ces programmes ou décider de ne pas les financer même s'ils disposent des ressources nécessaires. Certains contrats gouvernementaux sont assujettis à un renouvellement ou une reconduction annuels et, en conséquence, la Société ne peut être sûre qu'elle continuera à fournir des services aux termes de ces contrats au cours des périodes à venir. En outre, les organismes gouvernementaux peuvent mettre fin à ces contrats à leur gré ou rendre la Société inadmissible à conclure des contrats avec eux. La Société pourrait devoir engager des frais relativement à la résiliation de ces contrats en plus de subir la perte de projets. Dans certains marchés, les contrats avec les instances gouvernementales sont parfois assujettis à des règlements stricts et à la vérification des frais réels engagés. Ces vérifications peuvent mener à la détermination qu'un règlement a été enfreint ou que des ajustements doivent être apportés au montant des coûts contractuels remboursables par les instances et au montant des frais généraux alloués par celles-ci. Par conséquent, les produits des activités ordinaires de la Société pourraient être ajustés à la baisse si les coûts récupérables admis étaient supérieurs aux coûts récupérables réels.

RISQUES LIÉS AUX CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS

Une partie des produits des activités ordinaires de la Société est tirée de contrats négociés à prix fixe. En vertu de ces contrats, la Société convient d'exécuter la totalité ou une partie précise des travaux faisant l'objet du contrat moyennant une rémunération fixe. Les contrats négociés à prix fixe exposent la Société à un certain nombre de risques non inhérents aux contrats rémunérés sur une base horaire, notamment une sous-estimation des honoraires, des ambiguïtés dans les spécifications, des difficultés imprévues,

des problèmes liés aux nouvelles technologies, des retards hors de son contrôle, des fluctuations économiques ou d'autres changements pouvant survenir pendant la période contractuelle, et des pertes. Une augmentation du nombre de contrats négociés à prix fixe ou de l'envergure de ces contrats ferait en sorte d'accroître l'exposition de la Société à ces risques.

La Société a habituellement des demandes de paiement en suspens présentées à ses clients pour des travaux qui ont été exécutés en surplus des contrats originaux et pour lesquels les produits des activités ordinaires ont déjà été comptabilisés. En règle générale, la Société ne peut garantir que ces demandes seront approuvées par ses clients, même en partie. Si ces demandes ne sont pas approuvées, les produits des activités ordinaires de la Société pourraient être réduits au cours de périodes ultérieures. Dans certains cas, la Société pourrait garantir à un client que son projet sera terminé au plus tard à une certaine date. Dans pareil cas, la Société pourrait devoir engager des coûts supplémentaires advenant le cas où le projet ne serait pas terminé à la date prévue. Les produits tirés d'un projet pourraient aussi être réduits si la Société devait payer des dommages intérêts en vertu de dispositions prévoyant le versement d'une indemnité. Ces dommages-intérêts pourraient être substantiels et être calculés sur une base journalière.

De plus, il arrive à l'occasion que la Société mène des projets d'ingénierie-approvisionnement-construction (« IAC ») en partenariat avec des entrepreneurs en construction. Dans le cadre de ces projets, la Société assume tous les risques liés à l'ingénierie, à l'approvisionnement et à la construction, exception faite de certains risques qui pourraient être assumés par le client aux termes du contrat. Toute perte subie dans le cadre des projets d'IAC pourrait avoir une incidence négative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

DÉPENDANCE ENVERS LES CLIENTS

La demande en matière de services professionnels, tels que ceux fournis par la Société, est assujettie à des fluctuations découlant de divers facteurs, notamment la conjoncture économique. Bien que les produits des activités ordinaires de la Société ne dépendent pas substantiellement d'un client en particulier, les contrats de service sont résiliables par les clients sous réserve d'un court préavis et rien ne garantit que la Société aura la capacité de préserver ses relations avec ses plus importants clients.

DÉPENDANCE DE LA SOCIÉTÉ ENVERS DES FOURNISSEURS ET DES SOUS-TRAITANTS

La Société fait affaire avec un grand nombre de fournisseurs et de sous-traitants. La réalisation rentable de certains contrats est tributaire, en grande partie, de l'exécution satisfaisante des travaux par les sous-traitants chargés des différents éléments des travaux. Si ces sous-traitants ne respectent pas les normes acceptées, la Société pourrait être obligée d'embaucher d'autres sous traitants pour effectuer

ces tâches, ce qui pourrait augmenter les coûts liés à un contrat et avoir une incidence sur la rentabilité d'un projet particulier et, dans certaines circonstances, entraîner des pertes importantes. Le non-respect par un fournisseur ou un sous-traitant de ses engagements contractuels pourrait avoir un effet défavorable important sur les activités, les perspectives, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

ACCEPTATION DU RISQUE PAR LA SOCIÉTÉ

Afin de s'adapter aux tendances actuelles quant à la manière dont les projets sont réalisés dans des domaines où elle évolue, la Société peut participer à des travaux de qualification initiale, par exemple dans le contexte d'une demande de qualification, afin de faire partie de coentreprises formées pour soumissionner sur de grands projets. La Société pourrait ne pas être en mesure de recouvrer les coûts engagés pour ces travaux. Le temps investi pour faire partie de coentreprises en vue de la réalisation de grands projets et les travaux de qualification connexes pourraient, au bout du compte, ne pas mener à l'obtention de contrats qui généreraient une marge bénéficiaire adéquate.

DÉPENDANCE ENVERS LES PROFESSIONNELS ET GESTIONNAIRES CLÉS

Pour exercer ses activités, la Société doit compter sur les compétences, l'expérience et les efforts de ses professionnels et gestionnaires clés, dont bon nombre jouissent d'une réputation enviable et ont de nombreux contacts dans le secteur dans lequel la Société évolue. Si des membres du personnel professionnel ou des gestionnaires clés ne pouvaient pas ou ne souhaitaient pas maintenir leur relation avec la Société, ses activités, ses perspectives, sa situation financière et ses résultats d'exploitation pourraient en subir des contrecoups importants.

DISPONIBILITÉ ET RÉTENTION DE PERSONNEL PROFESSIONNEL QUALIFIÉ

Le succès de la Société est en partie tributaire de sa capacité à recruter et à maintenir en poste des ingénieurs qualifiés et d'autres professionnels compétents dans des secteurs particuliers. Au fil des ans, une importante pénurie d'ingénieurs s'est installée dans certains marchés, ce qui a fait en sorte d'exercer une pression continue à la hausse sur les programmes de rémunération des ingénieurs. Rien ne garantit que la Société saura intéresser, embaucher et retenir un nombre suffisant d'employés qualifiés pour continuer à maintenir et à faire croître son entreprise. L'incapacité d'intéresser, d'embaucher et de maintenir en poste un nombre suffisant de professionnels qualifiés pourrait restreindre la capacité de la Société à soutenir et à augmenter ses produits des activités ordinaires.

EMPLOI ADÉQUAT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les coûts de prestation de services, notamment en ce qui a trait au degré d'utilisation de la main-d'œuvre, ont une incidence sur la rentabilité de la Société. La proportion dans laquelle la Société emploie sa main-d'œuvre dépend d'un certain nombre de facteurs, dont les suivants :

- Sa capacité à affecter des employés en fin de projet à de nouveaux mandats et à recruter et à former de nouveaux employés;
- Sa capacité à anticiper la demande pour ses services et à maintenir des effectifs adéquats dans chacune des régions où elle est présente;
- Sa capacité à gérer les départs naturels;
- La nécessité de consacrer du temps et des ressources à la formation du personnel, à la recherche de clients, au perfectionnement professionnel et aux autres activités non facturables;
- Sa capacité à appairer les compétences des employés aux besoins du marché.

Si la Société suremploie sa main-d'œuvre, ses employés risquent de se démotiver, ce qui pourrait influencer sur l'érosion des effectifs. Si la Société sous-emploie sa main-d'œuvre, sa marge bénéficiaire et sa rentabilité risquent d'en souffrir.

NÉGOCIATION COLLECTIVE ET CONFLITS DE TRAVAIL

Au 31 décembre 2014, les employés en Suède et en Finlande, représentant approximativement 10 % de l'effectif de la Société, étaient couverts par des conventions collectives renouvelables chaque année. Bien que la Société estime entretenir de bonnes relations avec ses employés, elle a, par le passé, connu des conflits de travail avec ceux-ci. Les résultats de négociations futures concernant la représentation par les syndicats ou les conventions collectives pourraient ne pas pencher en faveur de la Société. La Société pourrait signer des conventions collectives qui augmenteraient ses charges d'exploitation et réduiraient son résultat net en raison de hausses de salaire ou de charges plus élevées au titre des avantages du personnel. De plus, les négociations avec les syndicats, notamment des actions des travailleurs, pourraient détourner l'attention de la direction et perturber les activités de la Société.

PLAFONDS D'ASSURANCE

La Société estime que son assurance en cas d'erreur et d'omission, son assurance de responsabilité civile des entreprises ou son assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants couvrent tous les risques assurables importants, offrent une couverture comparable à celle que souscrirait un exploitant prudent dans un secteur d'activité semblable à celui de la Société et sont assujetties aux franchises, aux limites et aux exclusions usuelles ou raisonnables quant au coût de l'obtention d'assurances et aux conditions actuelles d'exploitation. Cependant,

rien ne garantit que ces assurances continueront d'être offertes à un coût raisonnable, que tous les événements qui pourraient entraîner une perte sur sinistre ou engager la responsabilité seront assurables ni que les couvertures d'assurance seront suffisantes pour couvrir chaque sinistre ou réclamation pouvant mettre en cause les actifs ou les activités de la Société.

RISQUES POUR LA SANTÉ, LA SÉCURITÉ ET L'ENVIRONNEMENT

Les systèmes de la Société en matière de santé, de sécurité et d'environnement visent à réduire les risques pour les personnes, pour l'environnement et pour ses activités. Les employés sont cependant exposés à des risques pour la santé et la sécurité ainsi qu'à des risques environnementaux dans le cadre de leur emploi. Un certain nombre de ces risques pourraient causer des blessures, des décès ou des dommages à l'environnement ou aux biens de la Société ou de tiers. Il pourrait aussi arriver que la responsabilité civile ou légale de la Société envers des employés soit engagée à la suite de blessures ou de décès qui surviendraient parce que les politiques et les pratiques en matière de santé et de sécurité seraient inadéquates. La Société ne peut se protéger entièrement contre tous ces risques, et tous les risques ne sont pas par ailleurs assurables. La Société pourrait être déclarée responsable de dommages découlant d'événements pour lesquels elle ne peut obtenir d'assurance ou pour lesquels elle pourrait avoir choisi de ne pas s'assurer en raison de primes trop élevées ou pour d'autres motifs. De plus, la Société risque de devoir engager des coûts additionnels à l'égard de projets dans le cadre desquels se sont produits des dommages à l'environnement ou des incidents concernant la santé et la sécurité, parce qu'il faudra plus de temps pour les réaliser ou parce que des blessures entraîneront des pertes de temps.

CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES ET IMPACT DE CATASTROPHES NATURELLES OU AUTRES

Les activités de la Société sur les chantiers se déroulent habituellement en plein air et nécessitent des services d'arpentage professionnel, d'ingénierie, de collecte et d'examen de données sur le terrain, d'archéologie, de reconnaissance géotechnique et de forage exploratoire, de supervision et d'inspection de travaux de construction, de mise en service, d'essais et d'exploitation d'usines. Des conditions météorologiques extrêmes, des catastrophes naturelles ou autres (tremblements de terre, incendies, inondations, épidémies, pandémies et autres événements similaires) pourraient entraîner le report du démarrage ou retarder l'achèvement des travaux de la Société sur les chantiers et empêcher ses employés de se rendre au travail, ce qui occasionnerait des délais ou une réduction des produits comptabilisés, tandis que les coûts continueraient de s'accumuler. Des conditions météorologiques extrêmes ou des désastres peuvent aussi retarder le début ou l'achèvement de diverses phases de travaux liés à

d'autres services devant être réalisés simultanément ou ultérieurement aux travaux sur les chantiers, ou même en forcer l'annulation. Un retard dans la prestation des services de la Société pourrait obliger cette dernière à engager des coûts additionnels non remboursables, notamment pour payer les heures supplémentaires nécessaires pour respecter les échéanciers des clients. En raison de divers facteurs, un retard dans le commencement ou l'achèvement d'un projet peut également entraîner des pénalités, des sanctions ou même l'annulation de contrats.

INTERRUPTION DU FONCTIONNEMENT DES SYSTÈMES ET DE L'INFRASTRUCTURE DU RÉSEAU

La Société compte beaucoup sur les systèmes d'information, les technologies en matière de communication et les systèmes connexes pour fonctionner adéquatement. Si elle était incapable d'ajouter continuellement des logiciels et du matériel, de mettre à niveau ses systèmes et son infrastructure de réseau, de retenir son personnel clé en technologie de l'information et de prendre d'autres mesures pour améliorer l'efficacité de ses systèmes et les protéger, ses activités pourraient être interrompues ou retardées. De plus, les systèmes informatiques et les systèmes de communication de la Société pourraient être endommagés ou leur fonctionnement pourrait être interrompu en raison de catastrophes naturelles, de pannes de télécommunication, d'actes de guerre ou de terrorisme, de virus informatiques, d'atteintes à la sécurité physique ou électronique ou d'autres événements ou perturbations similaires. De plus, la Société fait face à des menaces d'accès non autorisés aux systèmes, de piratage informatique, de programmes malveillants et de cyberattaques organisées. Bien qu'elle investisse d'importantes ressources dans la sécurité de ses systèmes informatiques, elle demeure vulnérable aux menaces. Quiconque parviendrait à contourner les mesures de sécurité mises en place pourrait détourner des renseignements exclusifs ou provoquer des pannes ou défaillances des systèmes. En conséquence, la Société pourrait être tenue d'engager des ressources importantes afin de se prémunir contre la menace d'une perturbation des systèmes et d'une atteinte à la sécurité ou afin d'atténuer les problèmes engendrés par une telle perturbation ou atteinte à la sécurité. Chacun de ces événements est susceptible d'entraîner une interruption de services, des retards ou des pertes de données importantes et pourrait retarder ou empêcher la tenue de certaines activités et occasionner des problèmes pour les clients de la Société.

RISQUE LIÉ À LA RÉPUTATION

Pour demeurer concurrentielle, la Société est tributaire dans une large mesure de ses relations avec ses clients et de sa réputation à titre de prestataire de services professionnels et de firme de services professionnels qui respecte les normes éthiques les plus élevées. Le défaut de la Société de répondre aux attentes de ses clients dans le cadre d'un projet, y compris la possibilité d'une défaillance ou

d'un incident grave ayant des répercussions sur un projet, pourrait avoir une incidence négative sur la façon dont elle est perçue dans le marché. En outre, le non-respect par la Société des lois et des règlements applicables ou des lignes directrices généralement reconnues en matière de responsabilités d'entreprise, environnementales, sociales ou de gouvernance, sa mauvaise conduite, des contributions politiques illégales, des pratiques anticoncurrentielles ou des actes criminels commis par ses dirigeants, ses employés, ses mandataires ou ses partenaires, la corruption au sein de ses activités et des problèmes sur le plan éthique pourraient avoir des répercussions négatives sur sa réputation et influencer sur sa capacité à obtenir de nouveaux projets.

NON-CONFORMITÉ AUX LOIS ET AUX RÈGLEMENTS

La Société fait face à des risques liés au non-respect des lois, à la corruption dans ses activités, à des agissements anticoncurrentiels, à des contributions politiques illicites et à des manquements à l'éthique, ainsi qu'à leur effet nuisible possible sur ses résultats. Bien que la Société ait adopté des mesures de contrôle et mis en œuvre des politiques en vue d'atténuer ces risques, ces mesures de contrôle et politiques pourraient ne pas suffire à la protéger efficacement contre les conséquences d'actes commis par ses dirigeants, employés, mandataires ou associés, contre la corruption dans ses activités et contre les manquements à l'éthique. Il pourrait donc se produire une fraude non détectée qui occasionnerait une perte d'actifs ou une inexactitude dans les états financiers de la Société et ses documents d'information. En outre, une inconduite, une contribution politique illicite, la non-conformité aux lois et règlements déjà en vigueur ou proposés, des agissements anticoncurrentiels ou la commission d'une infraction criminelle par les dirigeants, employés, anciens employés ou mandataires de la Société pourraient l'exposer à des amendes et à des pénalités, à des sanctions civiles, criminelles et administratives et à une incapacité à soumissionner pour des contrats gouvernementaux ou privés, ou à obtenir de tels contrats, ce qui pourrait venir réduire ses produits des activités ordinaires et ses profits et porter atteinte à sa réputation. L'imposition d'une sanction formelle par une autorité gouvernementale dans l'une ou l'autre de ces circonstances pourrait nécessiter la comptabilisation en résultat immédiate d'une charge et avoir une incidence négative sur les actifs, les passifs, les produits des activités ordinaires ou le goodwill de la Société.

Dans le cadre de leurs relations avec différents organismes publics de pays comme le Canada, les États-Unis et les pays de l'Union européenne, y compris le R.-U. et la Suède, la Société et les membres de son groupe doivent également se conformer à bon nombre de lois et règlements complexes concernant les achats du secteur public, qui visent à garantir l'attribution transparente, concurrentielle, efficace et non discriminatoire des contrats publics dans les territoires concernés, notamment les dispositions relatives à l'intégrité du gouvernement du Canada (les « dispositions relatives à

l'intégrité »), ainsi que la réglementation intitulée Federal Acquisition Regulation aux États-Unis, Public Contracts Regulations au R.-U., et Law on Public Procurement en Suède. Ces règles imposent entre autres des mécanismes de vérification et des obligations de déclaration. Le défaut de la Société de se conformer à ces lois et règlements ou une infraction ou une inconduite en vertu de ces règles de la part de la Société ou de ses dirigeants, employés ou mandataires pourrait rendre la Société passible d'une déclaration d'inhabileté à passer des contrats avec un organisme public, obligatoire ou discrétionnaire, permanente ou temporaire, et l'exposer à d'autres pénalités et sanctions. Plus particulièrement, advenant une déclaration de culpabilité à l'égard d'une infraction précisée dans les dispositions relatives à l'intégrité, la Société pourrait se voir refuser le droit de participer aux contrats publics du gouvernement fédéral canadien pendant une période de 10 ans à compter de la date à laquelle la déclaration de culpabilité est prononcée. L'inadmissibilité de la Société à conclure des contrats avec les organismes publics, la conviction qu'elle a commis certaines infractions ou l'imposition d'amendes formelles à l'égard de telles infractions dans l'un ou l'autre des territoires où elle exploite une entreprise ou exerce ses activités pourraient l'empêcher de présenter des soumissions relatives à des contrats publics dans ce territoire ou ailleurs.

Comme il a été annoncé le 4 février 2014, WSP Canada Inc., filiale canadienne de la Société, a reçu l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») de conclure des contrats publics dans la province de Québec conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « Loi »). Cette autorisation est valide pour une période de trois ans, sous réserve du respect de certaines conditions. Toutefois, une autorisation accordée en vertu de la Loi sera automatiquement révoquée dans certaines circonstances, notamment lorsque l'entreprise, ses actionnaires majoritaires ou l'un de ses administrateurs ou dirigeants ont été déclarés coupables d'une infraction figurant parmi les infractions spécifiquement énumérées dans la Loi. Dans l'éventualité où elle serait déclarée coupable d'une de ces infractions, WSP Canada Inc. pourrait perdre le droit de soumissionner pour des contrats publics au Québec ou de conclure et d'exécuter de tels contrats, et elle pourrait se voir imposer des sanctions pécuniaires ou d'autres pénalités. Une telle déclaration de culpabilité pourrait également porter atteinte à sa réputation. Dans d'autres circonstances, l'AMF peut, à sa discrétion, révoquer l'autorisation accordée si elle estime que l'entreprise concernée ne respecte pas les normes d'intégrité élevées auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat ou à un sous-contrat public.

Le 3 décembre 2014, le ministre de la Justice a présenté à l'Assemblée nationale du Québec une loi visant principalement le recouvrement des sommes obtenues à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives en lien avec des contrats publics (le « projet de loi no 26 »). Un projet de loi similaire (le projet de loi no 61) avait été présenté le 13 novembre 2013 par le gouvernement précédent,

sans toutefois avoir été adopté. L'objectif du projet de loi no 26 est d'établir des mesures exceptionnelles afin que des sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de l'adjudication, de l'attribution ou de la gestion de contrats publics puissent être récupérées. Le projet de loi no 26 donnera également la possibilité au ministre de la Justice d'instaurer un programme de remboursement volontaire à durée déterminée visant à permettre que soient remboursées de telles sommes lorsqu'il y aurait pu y avoir fraude ou manœuvre dolosive. Le projet de loi no 26 fait toujours l'objet d'un examen par l'Assemblée nationale du Québec et il subsiste une incertitude à savoir s'il sera adopté dans sa forme actuelle ou amendée. L'adoption de nouvelles lois et de changements aux lois existantes pourrait forcer la Société à apporter certains autres changements à ses pratiques commerciales et l'amener à engager des coûts additionnels, en plus de compromettre sa capacité à saisir des occasions d'affaires.

RISQUE DE POURSUITES

La Société est occasionnellement menacée de poursuites ou peut faire l'objet, dans le cours normal de ses activités, de diverses poursuites, notamment de poursuites fondées sur des erreurs et des omissions professionnelles, de poursuites liées aux activités antérieures menées à titre d'entrepreneur général par GENIVAR inc. et de poursuites liées au non-respect des lois et règlements par un employé ou un ancien employé. Le fait de devoir assurer une défense contre des poursuites de cette nature relativement à l'un des services fournis par la Société pourrait nécessiter une attention substantielle de la part de sa direction, exiger des ressources financières considérables, entraîner des frais juridiques élevés ou imposer des dommages-intérêts ou amendes et sanctions pour lesquels la Société n'est peut-être pas entièrement assurée, ce qui pourrait nuire à sa réputation et compromettre sa capacité à obtenir de nouveaux projets et à recruter des employés qualifiés. De plus, l'introduction d'une instance à l'endroit de la Société pourrait nécessiter la comptabilisation en résultat immédiate d'une provision et avoir une incidence négative sur ses actifs, ses passifs, ses produits des activités ordinaires ou son goodwill.

STRUCTURE DE L'ENTREPRISE

WSP est une société de portefeuille, et une part importante de son actif est constituée de ses participations dans ses filiales. Par conséquent, la Société est assujettie aux risques attribuables à ses filiales. De plus, comme WSP exerce la quasi-totalité de ses activités par l'entremise de ses filiales, qui génèrent la quasi-totalité de ses produits des activités ordinaires, ses flux de trésorerie et sa capacité à saisir les occasions d'avancement actuelles ou futures sont tributaires du résultat de ses filiales et de la part de ce résultat qui lui est distribuée. La possibilité pour ces entités de verser des dividendes et d'effectuer d'autres distributions dépendra

de leurs résultats d'exploitation et pourrait être limitée par diverses restrictions contractuelles. En cas de faillite ou de liquidation d'une de ses filiales, les porteurs de titres de créance et les créanciers commerciaux auront généralement droit au paiement de leurs créances sur l'actif de ces filiales avant paiement de toute distribution à WSP.

RISQUES LIÉS À L'INDUSTRIE

CONCURRENCE DANS LE SECTEUR

La Société évolue dans des marchés hautement concurrentiels et a de nombreux concurrents pour chacun de ses services. La taille et les spécificités des concurrents varient grandement en fonction du type de services qu'ils offrent. Certains des concurrents de la Société sont en exploitation depuis plus longtemps qu'elle, leur nom jouit d'une plus grande notoriété, leur clientèle est plus importante, et ils ont atteint une pénétration de marché considérablement plus large dans certains des domaines où la Société leur livre concurrence. En outre, certains concurrents de la Société disposent de ressources financières ou d'une souplesse financière et de ressources en marketing beaucoup plus importantes que les siennes. Cette vive concurrence pourrait avoir d'importantes répercussions négatives sur les activités de la Société, sur sa situation financière et sur ses résultats d'exploitation si elle devait réduire sa part actuelle des segments de marchés dans lesquels elle évolue.

RÉDUCTION DE LA PORTÉE DES RÈGLEMENTS

Une partie des services professionnels qu'offre la Société est directement ou indirectement liée à des lois et à des règlements. Des modifications à ces règlements pourraient avoir des retombées plus importantes sur les activités de la Société que sur celles d'autres firmes de services professionnels. Par conséquent, la réduction du nombre ou de la portée de ces lois et règlements pourrait réduire considérablement la taille de sa part de ce marché.

SENSIBILISATION ACCRUE FACE AUX FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX

Étant donné la sensibilisation accrue face au changement climatique mondial, certains spécialistes ont avancé que les entreprises actives dans des industries dont les projets risquent d'avoir des incidences sur l'environnement pourraient faire l'objet de poursuites par des gouvernements, des actionnaires ou des défenseurs de l'environnement. L'annulation de grands projets confiés à la Société en raison de préoccupations environnementales ou des poursuites d'envergure liées à l'environnement qui toucheraient des clients clés de la Société pourraient avoir des répercussions importantes sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

RISQUE DE DÉTÉRIORATION OU D'AFFAIBLISSEMENT DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ, Y COMPRIS SA POSITION DE TRÉSORERIE, POUVANT AVOIR UNE INCIDENCE DÉFAVORABLE IMPORTANTE SUR SES ACTIVITÉS ET SES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

La Société compte à la fois sur sa position de trésorerie et sur les marchés du crédit et les marchés financiers pour combler une partie de ses besoins en capital. De plus, dans certains cas, elle doit obtenir des garanties bancaires à l'appui de ses diverses obligations contractuelles. Une instabilité ou des bouleversements importants sur les marchés financiers, y compris les marchés du crédit, ou une dégradation ou un affaiblissement de sa situation financière, y compris sa position de trésorerie nette, en raison de facteurs internes ou externes, pourraient limiter ou empêcher l'accès de la Société à une ou plus d'une source de financement, ou accroître considérablement le coût des sources de financement, y compris les facilités de crédit, l'émission de titres d'emprunt à long terme, ou la disponibilité des lettres de crédit nécessaires pour garantir ses obligations contractuelles ou autres obligations relatives aux projets.

Rien ne garantit que la Société maintiendra une position de trésorerie nette appropriée et que les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation seront suffisants pour financer ses activités et ses besoins en matière de liquidités, assurer le service de sa dette ou maintenir sa capacité à obtenir et à conserver des garanties bancaires.

Le prélèvement d'un montant sur les lettres de crédit ou les garanties bancaires par un ou plus d'un tiers pourrait notamment réduire de façon importante la position de trésorerie de la Société et avoir une incidence défavorable significative sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

RISQUE DE BESOINS IMPORTANTS EN FONDS DE ROULEMENT QUI, S'ILS NE SONT PAS FINANCÉS, POURRAIENT AVOIR DES RÉPERCUSSIONS DÉFAVORABLES SUR LES ACTIVITÉS, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES FLUX DE TRÉSORERIE DE LA SOCIÉTÉ

À l'occasion, la Société peut avoir besoin d'un fonds de roulement important pour financer l'exécution de travaux d'ingénierie ou d'autres travaux réalisés dans le cadre de projets avant de recevoir le paiement des clients. Dans certains cas, la Société a l'obligation contractuelle envers ses clients de financer les besoins en fonds de roulement relatifs aux projets. Une augmentation des besoins en fonds de roulement pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

Par ailleurs, la Société pourrait temporairement manquer de liquidités si elle n'était pas en mesure d'utiliser ses soldes de trésorerie et ses placements à court terme pour financer ses besoins en fonds de roulement. Les soldes de trésorerie

et les placements à court terme de la Société sont détenus dans des comptes auprès de banques et d'institutions financières, et certains dépôts de la Société excèdent l'assurance disponible. Il existe un risque que ces banques et institutions financières puissent éventuellement faire faillite ou être mises sous séquestre, ou faire l'objet d'une saisie par les gouvernements, ce qui pourrait faire en sorte que la Société manque temporairement de liquidités ou soit dans l'incapacité de recouvrer ses dépôts en excédent de l'assurance disponible.

Si les conditions des marchés du crédit et de la conjoncture économique à l'échelle mondiale continuaient de s'aggraver de façon importante, la Société pourrait avoir de la difficulté à maintenir une répartition diversifiée de son actif auprès d'institutions financières solvables.

En outre, la Société peut investir une partie de sa trésorerie dans des occasions d'investissement à long terme, y compris l'acquisition d'autres entités ou activités, la réduction de certains passifs tels que des passifs non capitalisés au titre des prestations ou les rachats d'actions en circulation de la Société. Dans la mesure où la Société utiliserait la trésorerie à de telles fins, le montant des liquidités disponibles pour les besoins du fonds de roulement dont il est question plus haut pourrait être réduit.

CRÉANCES CLIENTS

Comme il est courant dans le secteur des services professionnels, la Société affiche un niveau élevé de créances clients à son état de la situation financière. Cette valeur est répartie entre de nombreux contrats et clients. Bien que la Société procède à des examens réguliers des créances clients afin d'identifier les clients ayant des retards de paiements ou des comptes en souffrance et de résoudre les problèmes causant ces retards, rien ne garantit que les créances clients impayées seront acquittées en temps voulu, ou même qu'elles le seront éventuellement.

HAUSSE DE L'ENDETTEMENT

Le 31 décembre 2014, la facilité de crédit était utilisée à hauteur de 786,1 M\$. Ce niveau d'endettement pourrait obliger la Société à consacrer une partie considérable de ses flux de trésorerie aux paiements d'intérêts et au remboursement du capital, ce qui risquerait d'avoir d'importantes répercussions pour les investisseurs, en particulier les suivantes :

- Cet endettement pourrait limiter la capacité de la Société à faire des investissements importants pour sa croissance et sa stratégie ou à obtenir du financement supplémentaire pour son fonds de roulement, ses dépenses d'investissement, ses obligations au titre du service de la dette, ses acquisitions et ses besoins d'exploitation généraux ou autres;
- Certains emprunts de la Société comportent des taux d'intérêt variables, ce qui l'expose au risque d'augmentation des taux d'intérêt;

- Cet endettement pourrait limiter la capacité de la Société à s'ajuster à l'évolution de la conjoncture des marchés et la désavantager par rapport à ses concurrents moins endettés;
- La Société pourrait être incapable de verser des dividendes sur ses actions;
- La Société pourrait être vulnérable face à un ralentissement économique.

Aux termes des facilités de crédit, la Société est autorisée à contracter des dettes supplémentaires dans certaines circonstances. Toutefois, ce faisant, elle augmenterait les risques décrits ci-dessus. La facilité de crédit oblige WSP à respecter, entre autres, certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses portent sur le ratio de la dette nette consolidée sur le résultat consolidé avant le BAIIA ainsi que sur le ratio de couverture des intérêts, qui sont des mesures non conformes aux IFRS. La dette nette consolidée comprend le découvert bancaire, le prêt exigible, les effets à payer et les soldes à payer aux anciens actionnaires, y compris leur partie courante, ainsi que les avances bancaires moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie (sauf ceux des filiales exclues). Le ratio de couverture des intérêts est le ratio obtenu en divisant : i) le résultat consolidé avant les éléments extraordinaires, majoré de la charge d'intérêts et de l'impôt sur le résultat exigible et différé; par ii) le total de la charge d'intérêts consolidée. La direction passe en revue trimestriellement la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues aux termes de sa facilité de crédit. Toutes les clauses restrictives étaient respectées au 31 décembre 2014.

Dans l'éventualité où la Société serait incapable d'obtenir, à des conditions acceptables, des capitaux additionnels pour financer sa stratégie de croissance, elle pourrait se voir obligée de réduire la portée prévue de son expansion, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa stratégie de croissance, sa compétitivité future et ses résultats d'exploitation. Si elle devait utiliser des liquidités générées en interne ou contracter des dettes pour réaliser des acquisitions, sa marge de manœuvre opérationnelle et financière serait considérablement réduite. La mesure dans laquelle la Société pourra ou voudra utiliser ses actions pour faire des acquisitions sera fonction du cours de ses actions et dépendra de la volonté des vendeurs potentiels de les accepter en guise de paiement total ou partiel.

La Société pourrait en outre être dans l'obligation de contracter des dettes additionnelles si elle faisait l'acquisition d'une autre entreprise, ce qui augmenterait ses obligations de remboursement et pourrait avoir un effet négatif sur ses liquidités et sa rentabilité futures.

La Société pourrait également être dans l'obligation de mobiliser des capitaux additionnels sur le marché public pour poursuivre sa stratégie. La disponibilité de financement sera fonction de l'état des marchés à ce moment, de même que du caractère acceptable des modalités de financement

offertes. Rien ne garantit que la Société pourra obtenir du financement, ou qu'elle pourra en obtenir suffisamment et à des conditions acceptables, pour financer ses besoins, surtout en période de ralentissement économique.

DÉPRÉCIATION DU GOODWILL

Comme la croissance de la Société découle en partie des acquisitions, le goodwill et les immobilisations incorporelles représentent une partie considérable de son actif. Au 31 décembre 2014, la Société avait un goodwill de 1 985,1 M\$, soit 40,2 % de son actif total de 4 943,1 M\$. En vertu des IFRS, la Société doit procéder chaque année à un test de dépréciation du goodwill comptabilisé dans ses états consolidés de la situation financière à l'aide de la méthode de la juste valeur. La Société a choisi de procéder au test annuel de dépréciation du goodwill au 30 septembre de son exercice. La Société doit aussi procéder à un test de dépréciation du goodwill entre les tests annuels lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'un événement ou une situation est susceptible de réduire la juste valeur d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») au dessous de sa valeur comptable, ce qui indiquerait que la valeur des actifs acquis est inférieure au prix payé par la Société. Ces événements ou situations peuvent comprendre un changement défavorable important dans le climat économique, notamment une baisse significative et soutenue de la valeur d'une UGT, les facteurs juridiques, les indicateurs du rendement d'exploitation, la concurrence, la vente ou la cession d'une partie importante de ses activités, des interventions gouvernementales potentielles relatives à ses installations et d'autres facteurs. Si la valeur recouvrable d'une UGT était inférieure à sa valeur comptable, la Société pourrait être obligée de comptabiliser une perte de valeur. Le montant de toute réduction de valeur pourrait être considérable et avoir des répercussions négatives importantes sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société pour la période en question.

VARIABILITÉ DES RÉSULTATS FINANCIERS

La capacité de la Société de maintenir et d'accroître ses produits des activités ordinaires est fonction non seulement de sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie d'exploitation, mais aussi de nombreux autres facteurs, parmi lesquels les suivants :

- Des modifications aux habitudes de dépenses des clients de la Société appartenant aux secteurs public et privé;
- Le nombre et l'importance des projets exécutés pendant un trimestre;
- Des changements imprévus au stade de l'exécution de contrats, particulièrement les contrats assortis d'un financement limité;
- Le temps requis pour résoudre les demandes de

changement, les demandes de rajustements équitables et d'autres rajustements aux contrats;

- Les retards dans la réalisation de projets;
- Les conditions météorologiques qui retardent les travaux sur les chantiers;
- Le nombre d'employés, les périodes de congé et les taux d'utilisation;
- Les modifications aux prix des services offerts par des concurrents;
- La conjoncture économique et politique.

EXPOSITION AUX MONNAIES ÉTRANGÈRES

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs relatifs à un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours de change. Une partie importante du résultat net et de l'actif net de la Société est libellée en diverses monnaies étrangères, notamment en dollars américains, en livres sterling, en euros, en couronnes suédoises et en renminbi chinois. Par conséquent, les fluctuations du cours de change entre le dollar canadien et ces monnaies pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats et la situation financière de la Société. Il est impossible de prévoir les événements futurs qui pourraient entraîner une augmentation ou une baisse importante des risques de variation du change par rapport à ces monnaies.

Les distributions ou les paiements futurs payables en monnaie étrangère présentent un risque de dépréciation de la monnaie étrangère avant la réception et la conversion du paiement dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Lorsque les produits et les dépenses sont libellés en monnaies étrangères, la Société conclut parfois des contrats de change afin de limiter son exposition aux fluctuations du cours de change. Même si la Société n'a actuellement aucune politique liée au risque de change susceptible d'avoir une incidence importante sur ses résultats d'exploitation, elle demeure exposée au risque de change.

AUGMENTATION OU DIMINUTION POSSIBLE DU TAUX D'IMPÔT EFFECTIF

La Société est assujettie à l'impôt dans différents territoires étrangers, et la détermination de sa charge d'impôt exigible à l'échelle mondiale requiert une grande part de jugement. Pour plusieurs transactions et calculs, il est difficile de déterminer avec certitude le montant de l'impôt à payer. La Société fait régulièrement l'objet de vérifications par les autorités fiscales. Bien que la direction estime que les positions fiscales et les estimations relatives aux impôts sont raisonnables, celles-ci pourraient changer en raison de plusieurs facteurs, notamment l'issue des vérifications fiscales et des litiges connexes, l'introduction de nouvelles normes comptables relatives aux impôts et de nouvelles lois fiscales et interprétations connexes, la composition des territoires ayant généré le résultat net de la Société,

la possibilité de réalisation des actifs d'impôt différé et les modifications des positions fiscales incertaines. Une augmentation ou une diminution du taux d'impôt effectif de la Société pourrait aussi avoir une incidence négative importante sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

OBLIGATIONS AU TITRE DE RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES SOUS-FINANCÉES

La Société pourrait devoir verser des fonds additionnels pour remplir des obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies gérés par elle pour des employés qui prennent leur retraite et des employés déjà à la retraite, si ces régimes sont sous-financés. Les cotisations sont habituellement établies en calculant les obligations du régime au titre des prestations projetées, moins la juste valeur des actifs du régime. Il pourrait arriver que les obligations de la Société relatives au régime augmentent ou diminuent en fonction de divers facteurs, notamment l'évolution de l'espérance de vie et les hausses ou les baisses des taux d'intérêt et du rendement du capital. Si la Société devait cotiser un montant considérable pour couvrir le déficit des régimes sous-financés, ses flux de trésorerie pourraient s'en ressentir grandement.

L'évolution de la conjoncture économique et un changement du profil démographique pourraient entraîner de fortes augmentations des obligations de financement de la Société, ce qui réduirait d'autant la disponibilité de ces fonds pour d'autres fins et pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats opérationnels de la Société.

RISQUES LIÉS AUX ACTIONS

DILUTION POTENTIELLE

Les statuts de la Société permettent l'émission d'un nombre illimité d'actions et d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries. Pour conclure les acquisitions ciblées ou financer ses autres activités, la Société pourrait émettre des titres de participation additionnels, ce qui pourrait diluer le pourcentage de participation des actionnaires.

VERSEMENT DE DIVIDENDES

La décision de verser des dividendes sur les actions relève du conseil et se fonde, entre autres, sur le résultat net de la Société, sur ses besoins financiers pour mener ses activités, sur le respect des critères de solvabilité applicables à la déclaration et au paiement de dividendes et d'autres conditions qui peuvent exister, notamment la réalisation d'une acquisition importante par la Société. Il est par conséquent impossible de garantir que la Société versera des dividendes et, le cas échéant, de déterminer quels en seront la fréquence et le montant.

INFORMATION ADDITIONNELLE

De l'information additionnelle au sujet de la Société est disponible sur son site Web à l'adresse www.wspgroup.com et sur celui de SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La notice annuelle pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 sera disponible sur ces deux sites à la fin du mois de mars 2015.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto, sous le symbole « WSP ». Au 31 décembre 2014, la Société avait 88 588 720 actions ordinaires en circulation. Au 17 mars 2015, elle avait 89 131 429 actions ordinaires en circulation, en raison de l'émission d'actions réalisée dans le cadre du RRD après le paiement, en janvier 2015, du dividende du quatrième trimestre.

La Société n'a pas d'autres actions en circulation.

GLOSSAIRE

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS

Les produits des activités ordinaires nets sont définis comme étant les produits des activités ordinaires moins les coûts directs liés aux sous-consultants et autres coûts directs recouvrables directement auprès de clients. Les produits des activités ordinaires nets ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Par conséquent, les produits des activités ordinaires nets pourraient ne pas être comparables aux mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont avertis que les produits des activités ordinaires nets ne devraient pas être interprétés comme une mesure de remplacement des produits des activités ordinaires de la période (tels qu'ils sont établis conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société.

BAIIA

Le BAIIA renvoie au résultat avant les éléments non sous-jacents, les charges financières, la charge d'impôt sur le résultat et la dotation à l'amortissement. Le BAIIA ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Les investisseurs sont avertis que le BAIIA ne devrait pas être interprété comme une mesure de remplacement du résultat net de la période (tel qu'il est établi conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société, ni comme un substitut des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, des activités de financement et des activités d'investissement à titre de mesure des liquidités et des flux de trésorerie de la Société. La méthode utilisée par la Société pour calculer le BAIIA peut différer de celle qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, le BAIIA de la Société n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

MARGE DU BAIIA

La marge du BAIIA est définie comme le BAIIA exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets. La marge du BAIIA n'est pas une mesure conforme aux IFRS.

BAIIA AJUSTÉ

Le BAIIA ajusté est défini comme le BAIIA excluant les charges du siège social. Ces charges correspondent aux frais et salaires liés aux fonctions centralisées, telles que les finances, les ressources humaines et la technologie, lesquels ne sont pas attribués aux secteurs d'exploitation. Cette mesure n'est pas une mesure conforme aux IFRS, mais elle permet à la direction de comparer les régions les unes avec les autres.

MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

La marge du BAIIA ajusté est définie comme le BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets. La marge du BAIIA ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS.

RÉSULTAT NET EXCLUANT LES ÉLÉMENTS NON SOUS-JACENTS ET L'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES LIÉES AUX ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (DÉDUCTION FAITE DE L'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT) ET RÉSULTAT NET EXCLUANT LES ÉLÉMENTS NON SOUS JACENTS ET L'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES LIÉES AUX ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (DÉDUCTION FAITE DE L'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT) PAR ACTION

Le résultat net excluant les éléments non sous-jacents et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Cette mesure, qui permet de comparer le rendement de la Société dans un contexte d'importantes acquisitions d'entreprises, se définit comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires, excluant les éléments non sous-jacents et la dotation à l'amortissement liée aux carnets de commandes, aux relations clients, aux accords de non-concurrence et aux marques de commerce pris en compte dans les acquisitions d'entreprises et l'impôt sur le résultat relatif à cet amortissement.

Le résultat net excluant les éléments non sous-jacents et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions.

ÉLÉMENTS NON SOUS-JACENTS

Les éléments non sous-jacents ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS. Ils représentent des composantes de la performance financière de la Société qui, à son avis, ne devraient pas être prises en compte lors de l'évaluation de sa performance financière sous-jacente. Les éléments non sous-jacents incluent les coûts de transaction et d'intégration liés aux acquisitions d'entreprises ainsi que les coûts de restructuration et de réorganisation des activités existantes.

CARNET DE COMMANDES

Le carnet de commandes n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Il représente les produits futurs découlant de contrats signés non exécutés. La méthode utilisée par la Société pour calculer son carnet de commandes peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION ET FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION PAR ACTION

Les fonds provenant des activités d'exploitation ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS. Ils fournissent à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds liés aux activités d'exploitation avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Les fonds provenant des activités d'exploitation par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES PAR ACTION

Les flux de trésorerie disponibles ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS. Ils fournissent une mesure constante et comparable des flux de trésorerie disponibles provenant des activités d'exploitation. Cette mesure est utilisée à titre d'indicateur de la performance et de la solidité financière. Les flux de trésorerie disponibles sont définis comme étant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation tels qu'ils sont présentés selon les IFRS, moins les dépenses d'investissement.

Les flux de trésorerie disponibles par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

DÉLAI MOYEN DE RECouvreMENT DES CRÉANCES CLIENTS (« DÉLAI DE RECouvreMENT »)

Le délai de recouvrement n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Il s'agit du nombre moyen de jours nécessaires pour convertir en flux de trésorerie les créances clients et l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, déduction faite des taxes de vente. La méthode utilisée par la Société pour calculer le délai de recouvrement peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

RATIO DE LA DETTE NETTE SUR LE BAIIA

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS. Il s'agit d'une mesure de notre levier financier, déduction faite de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie, qui est calculée en fonction de notre BAIIA sur 12 mois continus.



R É S U L
T A T S
2 0 1 4

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014

LE 17 MARS 2015

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés ci-joints de Groupe WSP Global Inc. et toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la Direction et sont approuvés par le Conseil d'administration de Groupe WSP Global Inc.

Les états financiers consolidés ont été dressés par la Direction conformément aux normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiée par l'International Accounting Standards Board. Les principales conventions comptables retenues sont décrites à la note 2 afférente aux états financiers consolidés. Les états financiers contiennent certains montants fondés sur des estimations et des jugements. La Direction a établi ces montants de manière raisonnable afin de s'assurer que les états financiers sont présentés fidèlement, à tous les égards importants. La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel et s'est assurée de sa concordance avec les états financiers consolidés.

Groupe WSP Global Inc. maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs conçus de façon à fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de Groupe WSP Global Inc. est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le Conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le Conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son Comité d'audit.

Le Comité d'audit est nommé par le Conseil d'administration, et ses trois membres sont des administrateurs indépendants. Le Comité d'audit rencontre périodiquement la direction, ainsi que les auditeurs externes, afin de discuter des contrôles internes, des questions de comptabilité, d'audit et de présentation de l'information financière, de s'assurer que chaque intervenant exerce correctement ses fonctions et d'examiner les états financiers consolidés, le rapport de gestion et le rapport des auditeurs externes. Le Comité d'audit fait part de ses constatations au Conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés à l'intention des actionnaires. De plus, le Comité d'audit étudie, afin de soumettre à l'examen du Conseil d'administration et à l'approbation des actionnaires, la nomination des vérificateurs externes ou le renouvellement de leur mandat.

Les états financiers consolidés ont été audités, au nom des actionnaires, par les auditeurs externes, PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., conformément aux IFRS. Les auditeurs externes ont librement et pleinement accès au comité d'audit, qu'ils peuvent rencontrer en présence ou en l'absence de la direction.

PIERRE SHOIRY

Président et chef de la direction

ALEXANDRE L'HEUREUX, CPA, CA, CFA

Chef de la direction financière

Montréal (Québec) Canada



LE 17 MARS 2015

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de
WSP Global Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de WSP Global Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2014 et 2013 et les états consolidés du résultat net, du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre 2014 et 2013, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

OPINION

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de WSP Global Inc. aux 31 décembre 2014 et 2013 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux Normes internationales d'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A119427

1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4
T: +1 514 205 5000, F: +1 514 876 1502

«PwC» s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AUX 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
	\$	\$
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents (note 6)	201,5	131,9
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances (note 7)	1 234,1	483,3
Actif d'impôt exigible	98,6	23,7
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	593,8	186,5
	2 128,0	825,4
Actifs non courants		
Autres actifs (note 8)	125,9	37,4
Actifs d'impôt différé (note 21)	126,7	28,7
Immobilisations corporelles (note 9)	202,4	87,4
Immobilisations incorporelles (note 10)	375,0	146,4
Goodwill (note 11)	1 985,1	734,6
Total de l'actif	4 943,1	1 859,9
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
PASSIF		
Passifs courants		
Dettes d'exploitation et charges à payer (note 13)	1 064,4	363,5
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	386,0	93,0
Passif d'impôt exigible	95,0	18,4
Dividendes à payer aux actionnaires (note 22)	33,2	19,6
Tranche des dettes à long terme échéant à moins d'un an (note 14)	11,0	1,5
Autres passifs financiers courants (note 15)	44,3	46,2
	1 633,9	542,2
Passifs non courants		
Dettes à long terme (note 14)	788,1	187,7
Autres passifs financiers non courants (note 15)	2,0	6,7
Provisions (note 13)	41,0	11,4
Obligations au titre des prestations de retraite (note 16)	223,8	104,4
Passifs d'impôt différé (note 21)	105,3	33,9
Total du passif	2 794,1	886,3
CAPITAUX PROPRES		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capital-actions (note 17)	1 976,6	934,4
Surplus d'apport (note 17)	200,0	-
Cumul des autres éléments du résultat global	30,2	45,3
Résultats non distribués (déficit)	(55,0)	(5,4)
	2 151,8	974,3
Participation ne donnant pas le contrôle	(2,8)	(0,7)
Total des capitaux propres	2 149,0	973,6
Total du passif et des capitaux propres	4 943,1	1 859,9
Engagements et éventualités (note 26)		

LES NOTES ANNEXES FONT PARTIE INTÉGRANTE DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS.

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

(SIGNÉ) PIERRE SHOIRY, ADMINISTRATEUR

(SIGNÉ) PIERRE SECCARECCIA, ADMINISTRATEUR

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D' ACTIONS ET LES MONTANTS PAR ACTION)

	2014	2013
	\$	\$
PRODUITS	2 902,4	2 016,0
Coûts liés au personnel	1 762,8	1 244,2
Sous-consultants et coûts directs	552,5	338,8
Autres charges d'exploitation	349,1	265,5
Éléments non sous-jacents (note 19)	69,8	9,5
Dotations à l'amortissement des immobilisations corporelles	33,8	24,7
Dotations à l'amortissement des immobilisations incorporelles	43,7	34,0
Écart de change	(3,6)	(1,4)
Total des charges d'exploitation	2 808,1	1 915,5
Charges financières nettes (note 20)	12,5	12,5
Quote-part du résultat d'entreprises associées et de la coentreprise (déduction faite de l'impôt)	(5,7)	(4,3)
Résultat avant impôt	87,5	92,5
Charge d'impôt sur le résultat (note 21)	25,3	22,3
Résultat net de l'exercice	62,2	70,2
Résultat net attribuable aux :		
Actionnaires	62,8	71,7
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,6)	(1,5)
	62,2	70,2
Résultat net de base et dilué par action	0,98	1,38
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions	64 023 625	51 843 140

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	2014	2013
	\$	\$
Résultat global		
Résultat net de la période	62,2	70,2
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt		
<i>Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net</i>		
Écarts de change	23,4	37,8
Réévaluations de la juste valeur – actifs disponibles à la vente (déduction faite d'un produit d'impôt de 1,1 \$) (note 8)	(3,3)	-
Écarts de change sur les instruments financiers désignés en tant que couverture d'investissement net (déduction faite d'un produit d'impôt de 2,7 \$ (1,2 \$ en 2013))	(17,7)	(8,3)
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i> (Perte actuarielle) gain actuariel sur les régimes de retraite (déduction faite d'un produit d'impôt de 4,6 \$ (charge d'impôt de 3,0 \$ en 2013)) (notes 16 et 21)	(17,5)	3,0
Total du résultat global pour l'exercice	47,1	102,7
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires	47,7	103,9
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,6)	(1,2)
	47,1	102,7

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
 EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES				Participations ne donnant pas le contrôle \$	Total des capitaux propres \$
	Capital- actions \$	Résultats non distribués (déficit) \$	Cumul des autres éléments du résultat global \$	Total \$		
Solde au 1^{er} janvier 2013	903,3	0,7	13,1	917,1	2,0	919,1
Actions ordinaires émises dans le cadre du RRD (note 17)	31,1	-	-	31,1	-	31,1
Résultat global						
Résultat net de l'exercice	-	71,7	-	71,7	(1,5)	70,2
Gain actuariel sur les régimes de retraite (déduction faite de l'impôt) (notes 16 et 21)	-	-	3,0	3,0	-	3,0
Écarts de change	-	-	37,5	37,5	0,3	37,8
Couverture d'investissement net (déduction faite de l'impôt)	-	-	(8,3)	(8,3)	-	(8,3)
Total du résultat global	-	71,7	32,2	103,9	(1,2)	102,7
Dividendes déclarés aux actionnaires (note 22)	-	(77,8)	-	(77,8)	(1,5)	(79,3)
Solde au 31 décembre 2013	934,4	(5,4)	45,3	974,3	(0,7)	973,6

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES					Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital-actions	Surplus d'apport	Résultats non distribués (déficit)	Cumul des autres éléments du résultat global	Total		
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2014	934,4	-	(5,4)	45,3	974,3	(0,7)	973,6
Actions ordinaires émises dans le cadre du RRD (note 17)	46,4	-	-	-	46,4	-	46,4
Actions ordinaires émises dans le cadre de placements privés (note 17)	475,4	-	-	-	475,4	-	475,4
Actions ordinaires émises dans le cadre d'appels publics à l'épargne (note 17)	720,4	-	-	-	720,4	-	720,4
Diminution du capital (note 17)	(200,0)	200,0	-	-	-	-	-
Résultat global							
Résultat net pour l'exercice	-	-	62,8	-	62,8	(0,6)	62,2
Perte actuarielle sur les régimes de retraite (déduction faite de l'impôt) (note 16)	-	-	-	(17,5)	(17,5)	-	(17,5)
Écarts de change	-	-	-	23,4	23,4	-	23,4
Réévaluations de la juste valeur – actifs disponibles à la vente (déduction faite de l'impôt) (note 8)	-	-	-	(3,3)	(3,3)	-	(3,3)
Couverture d'investissement net (déduction faite de l'impôt)	-	-	-	(17,7)	(17,7)	-	(17,7)
Total du résultat global	-	-	62,8	(15,1)	47,7	(0,6)	47,1
Dividendes déclarés aux actionnaires (note 22)	-	-	(112,4)	-	(112,4)	(1,5)	(113,9)
Solde au 31 décembre 2014	1 976,6	200,0	(55,0)	30,2	2 151,8	(2,8)	2 149,0

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	2014	2013
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Résultat net de l'exercice	62,2	70,2
Ajustements (note 23a))	59,6	46,4
Charges d'impôt sur le résultat (note 21)	25,3	22,3
Impôt payé	(25,4)	(27,5)
Charges financières nettes (note 20)	12,5	12,5
	134,2	123,9
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 23b))	90,5	(4,3)
Trésorerie et équivalents liés aux activités d'exploitation montant net	224,7	119,6
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	(52,4)	(46,2)
Variation nette de l'emprunt et des dettes à long terme	1,4	(1,9)
Remboursement d'effets à payer	-	(7,1)
Remboursement d'autres passifs financiers	(3,5)	-
Remboursement de soldes à payer aux anciens actionnaires	(0,1)	(2,4)
Remboursement de contrats de location-financement	(8,8)	(7,5)
Charges financières payées et coûts de financement	(11,7)	(6,2)
Variation nette des avances bancaires	578,5	(46,2)
Émission d'actions ordinaires déduction faite des frais d'émission (note 17)	1 187,1	-
Dividendes versés à une participation ne donnant pas le contrôle	(1,5)	(1,5)
Trésorerie et équivalents liés aux activités de financement montant net	1 689,0	(119,0)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises (note 4)	(1 795,7)	(1,2)
Entrée d'immobilisations corporelles	(39,6)	(22,3)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,6	1,2
Entrée d'immobilisations incorporelles	(6,2)	(6,2)
Autres investissements	(0,5)	-
Dividende reçu d'entreprises associées	1,8	1,7
Trésorerie et équivalents liés aux activités d'investissement montant net	(1 838,6)	(26,8)
Incidence des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents	1,1	5,0
Variation nette de la trésorerie et des équivalents	76,2	(21,2)
Trésorerie et équivalents y compris le découvert bancaire au début de l'exercice	100,1	121,3
Trésorerie et équivalents y compris le découvert bancaire (note 6) à la fin de l'exercice	176,3	100,1

LES NOTES ANNEXES FONT PARTIE INTÉGRANTE DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013

53	1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS
53	2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES
61	3. ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES
63	4. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES
67	5. PARTENARIATS
68	6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS
68	7. CRÉANCES CLIENTS, CHARGES PAYÉES D'AVANCE ET AUTRES CRÉANCES
69	8. AUTRES ACTIFS
70	9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES
71	10. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
72	11. GOODWILL
73	12. RÉGIME INCITATIF À LONG TERME (« RILT »)
74	13. DETTES D'EXPLOITATION ET CHARGES À PAYER
75	14. DETTES À LONG TERME
76	15. AUTRES PASSIFS FINANCIERS
76	16. RÉGIMES DE RETRAITE
80	17. CAPITAL-ACTIONS
81	18. GESTION DU CAPITAL
81	19. ÉLÉMENTS NON SOUS-JACENTS
81	20. CHARGES FINANCIÈRES NETTES
82	21. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT
84	22. DIVIDENDES
85	23. TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE
86	24. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES
87	25. INSTRUMENTS FINANCIERS
90	26. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS
91	27. INFORMATION SECTORIELLE

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Groupe WSP Global Inc. (la « Société » ou « WSP ») est une firme de services professionnels. La Société travaille de concert avec des gouvernements, des entreprises, des architectes et des planificateurs, leur proposant des solutions intégrées dans un large éventail de spécialités, de la conception de villes sans empreinte carbone jusqu'à la gestion de projets d'infrastructures à grande échelle. La Société offre une variété de services à toutes les phases d'exécution des projets – des études de planification et de développement initiales jusqu'à la conception, la construction, la mise en service et l'entretien. WSP œuvre dans différents secteurs de marché : le bâtiment, les infrastructures (y compris le transport et les infrastructures municipales), l'industriel et l'énergie (y compris les mines, le pétrole et le gaz) et l'environnement. Son siège social est situé au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec.

Le 1^{er} janvier 2014, une restructuration résultant d'un plan d'arrangement approuvé par le tribunal (l'« arrangement ») est entrée en vigueur. L'arrangement, qui avait été approuvé le 23 mai 2013 par les actionnaires de la Société lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires, a reçu l'approbation finale de la Cour supérieure du Québec le 27 mai 2013. L'arrangement a donné lieu à la restructuration, aux termes de laquelle une nouvelle société nommée Groupe WSP Global Inc. a remplacé GENIVAR Inc. en tant que société cotée en bourse. Aux termes de l'arrangement, les actionnaires de GENIVAR Inc. sont devenus des actionnaires de WSP à compter de la date d'entrée en vigueur.

Ayant satisfait aux exigences de la Bourse de Toronto (la « TSX »), les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la TSX depuis le 1^{er} janvier 2014 sous le symbole « WSP ».

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et aux interprétations de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC »), qui sont définies dans le Manuel de CPA Canada et ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board. Ces états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique, qui a été modifiée afin de tenir compte de la réévaluation de certains actifs financiers et passifs financiers, à la juste valeur par le biais de l'état consolidé du résultat net et de l'état consolidé du résultat global.

Les présents états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société, le 17 mars 2015.

CONSOLIDATION, PARTENARIATS ET ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013.

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les participations dans les filiales détenues par des parties externes. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est indiquée comme une composante des capitaux propres. La quote-part du résultat net et du résultat global des filiales est comptabilisée directement en capitaux propres. Les variations de la participation de la société mère dans les filiales, qui n'entraînent pas une perte de contrôle, sont comptabilisées comme des opérations sur capitaux propres.

Tous les soldes et transactions intragroupe importants ont été éliminés.

FILIALES

Les filiales représentent toutes les entités (y compris les entités structurées) que la Société contrôle. La Société contrôle une entité lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Les comptes des filiales sont intégralement consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à la Société et cessent de l'être à compter de la date à laquelle ce contrôle prend fin.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTION ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

Les transactions et soldes intragroupe de même que les profits et pertes latents sur les transactions intervenues entre les sociétés du groupe sont éliminés.

Les montants comptabilisés par les filiales ont été ajustés au besoin afin qu'ils soient conformes aux méthodes comptables adoptées par le groupe.

PARTENARIATS

Les partenariats sont classés soit comme des entreprises communes soit comme des coentreprises. Pour déterminer à quelle catégorie appartient le partenariat, il faut tenir compte des droits et obligations découlant des obligations contractuelles des parties à l'entreprise. Les partenariats qui confèrent à la Société des droits sur les actifs et obligations individuels découlant de l'entreprise sont classés à titre d'entreprises communes et les partenariats qui confèrent à la Société des droits aux actifs nets de l'entreprise sont classés à titre de coentreprises.

Pour comptabiliser ses intérêts dans des partenariats classés comme des entreprises communes, la Société inscrit sa quote-part des actifs, passifs, produits, coûts, et flux de trésorerie, en se fondant sur les états financiers les plus récents des partenariats en question.

Les intérêts dans des partenariats classés comme des coentreprises sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et indiqués comme un placement dans les états de la situation financière.

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les entreprises associées représentent toutes les entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable, sans en détenir le contrôle. Les placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, le placement est initialement comptabilisé au coût et sa valeur comptable est soit augmentée, soit diminuée pour tenir compte de la quote-part de l'investisseur dans le résultat net et dans les autres éléments du résultat global de l'entreprise détenue après la date d'acquisition.

MONNAIE ÉTRANGÈRE

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de WSP.

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des filiales de la Société sont évalués selon la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur

à la date des transactions. Les profits et pertes de change découlant du règlement des transactions ainsi que de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle d'une entité sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net, sauf ceux qui sont admissibles à titre de couvertures d'investissement net et qui sont, de ce fait, différés dans les autres éléments du résultat global. Les profits et pertes de change relatifs aux emprunts sont indiqués dans les charges financières. Tous les autres profits et pertes de change sont indiqués au poste « Écarts de change ».

Les actifs et passifs des entités dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de la période, et leurs résultats d'exploitation sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les variations qui en résultent sont comptabilisées en capitaux propres, dans le cumul des autres éléments du résultat global, à titre d'écarts de change.

INFORMATION SECTORIELLE

La présentation des secteurs d'exploitation est conforme à celle de l'information interne fournie au principal décideur opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs, a été identifié comme étant le comité exécutif.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont composés de la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir pour la vente de services dans le cadre de l'activité ordinaire de la Société. Les produits des activités ordinaires sont présentés après déduction de la taxe sur la valeur ajoutée et après élimination des ventes intragroupe.

La Société comptabilise les produits des activités ordinaires lorsque leur montant peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entité et que des critères précis ont été satisfaits pour chacune des activités de la Société, comme il est décrit ci-dessous. Les estimations faites par la Société se fondent sur les résultats obtenus par le passé en tenant compte du type de client et du type de transaction ainsi que des particularités de chaque entente.

Les produits des activités ordinaires et les profits découlant de contrats en régie à prix plafond et de contrats à forfait sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux, qui est fondée sur le ratio des coûts engagés sur le total des coûts prévus.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTION ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

Les produits des activités ordinaires et les profits découlant de contrats en régie sans prix plafond et de projets à court terme sont comptabilisés dès que les coûts sont engagés et sont calculés selon les taux de facturation relatifs aux services rendus.

Certains coûts engagés par la Société concernant les sous-consultants et d'autres coûts qui peuvent être directement recouverts auprès des clients sont facturés à ces derniers et, par conséquent, sont inclus dans les produits des activités ordinaires. La valeur des biens et services achetés par la Société, lorsqu'elle agit à titre de mandataire de l'approvisionnement pour un client, n'est pas comptabilisée dans les produits des activités ordinaires.

L'incidence des changements apportés aux estimations des produits et des coûts est constatée lorsque les montants sont connus et peuvent être raisonnablement estimés. De tels changements peuvent avoir lieu en tout temps et peuvent être significatifs. Lorsque le total des coûts du contrat est supérieur au total des produits liés au contrat, la perte prévue est immédiatement passée en charges, quel que soit le degré d'avancement, au moyen d'une provision pour pertes qui est établie d'après l'estimation la plus plausible des résultats prévus et qui comprend, le cas échéant, les droits à des revenus ou à une contrepartie supplémentaires, lorsqu'ils sont probables et qu'ils peuvent être déterminés de façon fiable.

COÛTS LIÉS AU PERSONNEL

Les coûts liés au personnel incluent tous les coûts relatifs au paiement des salaires liés à la prestation de service de consultation, à l'exécution des projets et aux services administratifs, tels que les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les communications.

SOUS-CONSULTANTS ET COÛTS DIRECTS

Les sous-consultants et coûts directs sont composés des coûts engagés pour fournir les services de consultation et sont directement recouvrables auprès des clients.

AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation comprennent, sans toutefois s'y limiter, les coûts fixes comme les charges locatives, les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés aux technologies, les frais de bureau, les frais liés aux services professionnels et les assurances.

ÉLÉMENTS NON SOUS-JACENTS

Les éléments non sous-jacents sont des éléments de la performance financière qui, de l'avis de la Société, doivent être présentés séparément dans l'état consolidé du résultat net pour faciliter la compréhension de sa performance financière sous-jacente. Ces éléments n'ont pas d'incidence sur les résultats de la période, en valeur absolue, ni sur la tendance des résultats.

Les éléments non sous-jacents sont composés de ce qui suit :

- les coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises (qu'elles aient réussi ou non);
- les coûts d'intégration des entreprises récemment acquises;
- les coûts de restructuration et de réorganisation des activités actuelles.

Les éléments non sous-jacents indiqués ci dessus ne sont que des exemples; il pourrait parfois être indiqué de présenter d'autres éléments à titre d'éléments non sous-jacents pour faire ressortir la performance sous-jacente de la Société.

ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS FINANCIERS

Les actifs financiers et passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur et sont, par la suite, comptabilisés en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent, comme il est expliqué ci dessous. Le classement dépend du but dans lequel les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

PRÊTS ET CRÉANCES

La trésorerie et les équivalents, les créances clients, les charges payées d'avance et autres créances, ainsi que l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation sont classés comme prêts et créances. Les actifs financiers classés dans les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins toute perte de valeur.

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés; ils sont comptabilisés à leur juste valeur et sont présentés dans les actifs non courants, sauf si la Société prévoit s'en départir dans les 12 mois suivant la date de clôture. Les profits ou pertes réalisés provenant des variations de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente sont inclus dans l'état consolidé du résultat net de

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONS ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

la période au cours de laquelle ils sont réalisés. Les profits ou pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

AUTRES PASSIFS

Les dettes d'exploitation et charges à payer, les dividendes à payer aux actionnaires, les dettes à long terme, les autres passifs financiers et les provisions sont classés comme autres passifs et sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

FRAIS DE FINANCEMENT DIFFÉRÉS

Les frais de financement différés sont comptabilisés à l'actif et amortis sur la durée de vie du contrat se rapportant aux facilités de crédit.

DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur d'un instrument financier représente le montant de la contrepartie qui serait reçue pour la vente d'un actif ou payée pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Après la comptabilisation initiale, la juste valeur des instruments financiers cotés sur un marché actif est fondée sur le cours acheteur des actifs financiers détenus et sur le cours vendeur des passifs financiers. Lorsque des prix indépendants ne sont pas disponibles, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation fondées sur des données de marché observables et en minimisant l'utilisation de données non observables.

COMPENSATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans les états de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE

Les dérivés sont d'abord comptabilisés à la juste valeur à la date d'entrée en vigueur du contrat puis réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du profit ou de la perte découlant du dérivé varie selon que le dérivé est désigné à titre d'instrument de couverture et, le cas échéant, selon la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains dérivés comme :

- a) couvertures de la juste valeur d'actifs et de passifs comptabilisés ou d'engagements fermes (couverture de la juste valeur);
- b) couvertures de l'exposition à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie);
- c) couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger (couverture d'investissement net).

Au début d'une transaction, la Société constitue une documentation dans laquelle elle décrit la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie de couverture. La Société consigne aussi la façon dont elle évalue, tant au début de la couverture qu'au cours des périodes ultérieures, dans quelle mesure les dérivés utilisés dans des transactions de couverture sont hautement efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie des éléments couverts.

COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

Les variations de la juste valeur des dérivés désignés et qualifiés comme instruments de couverture de juste valeur sont présentées dans les états consolidés du résultat net de même que les variations de la juste valeur de l'actif ou du passif couvert qui sont attribuables au risque de couverture.

COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés désignés et qualifiés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Le profit ou la perte correspondant à la partie inefficace de ces variations est comptabilisé immédiatement dans les états consolidés du résultat net.

Les montants cumulés comptabilisés dans les capitaux propres sont reclassés dans l'état du résultat net lorsque l'élément couvert affecte le résultat net. Toutefois, lorsque la transaction prévue faisant l'objet de la couverture donne lieu à la comptabilisation d'un actif non financier, les profits ou pertes initialement comptabilisés dans les capitaux propres sont transférés et inclus dans l'évaluation initiale du coût de l'actif.

Lorsqu'un instrument de couverture expire ou est vendu, ou lorsqu'il cesse de respecter les critères de la comptabilité de couverture, tout profit ou perte cumulé comptabilisé en capitaux propres demeure dans les capitaux propres

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTION ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

et est transféré dans les états consolidés du résultat net au moment où la transaction prévue est comptabilisée à l'état du résultat net. Lorsque la transaction initialement prévue n'est plus susceptible de se réaliser, le profit ou la perte cumulé dans les capitaux propres est comptabilisé immédiatement dans les états consolidés du résultat net.

COUVERTURE D'INVESTISSEMENT NET

La comptabilisation des couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger est semblable à celle des couvertures de flux de trésorerie.

Tout profit ou perte correspondant à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. Tout profit ou perte correspondant à la partie inefficace est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS

La trésorerie et les équivalents comprennent les fonds en caisse et les soldes bancaires ainsi que tous les placements à court terme très liquides dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois. Aux fins de l'établissement du tableau consolidé des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents sont présentés déduction faite du découvert bancaire.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients représentent les montants que doivent les clients en contrepartie des services rendus dans le cadre des activités ordinaires. Les créances clients sont classées comme actifs courants si le paiement est exigible dans un an, tout au plus. Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur; par la suite, elles sont inscrites au coût amorti, déduction faite de toute perte de valeur.

PLACEMENTS

Les placements détenus dans des entités contrôlées conjointement sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Les placements dans des titres sont comptabilisés à la juste valeur et les profits ou pertes latents sont inscrits dans les autres éléments du résultat global. Les placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût historique inclut les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition des immobilisations.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront à la Société et que le coût de l'actif peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable de toute partie remplacée est décomptabilisée. Tous les autres frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges à l'état consolidé du résultat net dans la période au cours de laquelle ils ont été engagés.

Les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement des autres actifs est calculé à l'aide des méthodes décrites ci-dessous afin d'en attribuer le coût à leur valeur résiduelle sur leur durée d'utilité estimative. La durée d'utilité estimative, la valeur résiduelle et la méthode d'amortissement sont revues à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, et l'effet des changements d'estimations, le cas échéant, est comptabilisé sur une base prospective.

Le tableau suivant présente un résumé des méthodes d'amortissement ainsi que des taux et des périodes utilisés :

	MÉTHODES	TAUX ET PÉRIODES
Bâtiments	Solde dégressif	De 1 % à 4 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail
Mobilier et équipement	Solde dégressif	De 10 % à 33 %
Matériel informatique	Linéaire	De 3 à 8 ans

Le profit ou la perte découlant de la sortie ou de la mise hors service d'une immobilisation corporelle est défini comme la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable de l'actif, et est comptabilisé dans les autres charges d'exploitation dans les états consolidés du résultat net.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTION ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

LOGICIELS ET ACCORDS DE NON-CONCURRENCE

Les logiciels et les accords de non-concurrence acquis distinctement des acquisitions d'entreprises sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ACQUISES LORS D'ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Les immobilisations incorporelles acquises lors d'acquisitions d'entreprises sont composées des logiciels, des relations clients, des carnets de commandes et des noms commerciaux. Elles sont constatées séparément du goodwill et sont initialement comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par la suite, elles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

AMORTISSEMENT

Les logiciels, les carnets de commandes, les relations clients, certains noms commerciaux et les accords de non-concurrence sont considérés comme des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée. Compte tenu de leur notoriété, de leur riche historique et de leur usage futur attendu, certains noms commerciaux sont des actifs incorporels dont la durée d'utilité est indéterminée. La durée d'utilité des immobilisations incorporelles qui ne sont pas amorties est réexaminée lors de chaque période de présentation de l'information financière pour déterminer si les événements et circonstances continuent de justifier l'appréciation d'une durée indéterminée. Si ce n'est pas le cas, le changement d'appréciation de la durée d'utilité indéterminée sera comptabilisé comme un changement d'estimation comptable.

Les immobilisations incorporelles sont amorties comme suit :

	MÉTHODES	TAUX ET PÉRIODES
Logiciels	Linéaire	De 3 à 7 ans
Carnets de commandes	Linéaire	De 1 à 9 ans
Relations clients	Linéaire	De 2 à 14 ans
Noms commerciaux	Linéaire	De 3 à 8 ans
Accords de non-concurrence	Linéaire	De 3 à 5 ans

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme qui ont une durée d'utilité déterminée font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis, mais sont soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle au 30 septembre ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur existe lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. Aux fins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus faible où des entrées de trésorerie identifiables sont générées (unités génératrices de trésorerie ou « UGT »). Le montant de toute perte de valeur, le cas échéant, représente l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable. Les actifs autres que le goodwill qui ont subi une perte de valeur font l'objet d'un examen en vue d'une reprise possible à chaque période de présentation de l'information financière.

GOODWILL

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée, dans le cadre d'entreprises acquises, sur la juste valeur estimative, à la date d'acquisition, des actifs nets identifiables acquis. Le goodwill est comptabilisé au coût moins toute perte de valeur cumulée. Il n'est pas amorti, mais il est soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'il pourrait s'être déprécié.

Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement. Les UGT auxquelles le goodwill a été affecté sont soumises à un test de dépréciation au 30 septembre de chaque exercice. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord utilisée pour réduire la valeur comptable de tout goodwill attribué à l'unité et ensuite répartie entre les autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Une perte de valeur comptabilisée relativement au goodwill ne peut être reprise au cours d'une période ultérieure.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

DETTES D'EXPLOITATION

Les dettes d'exploitation sont des obligations à payer au titre de biens ou de services qui ont été acquis dans le cours normal des activités. Les dettes d'exploitation sont classées à titre de passifs courants si le paiement est exigible dans un délai d'un an ou moins. Les dettes d'exploitation sont initialement inscrites à la juste valeur et, par la suite, au coût amorti.

PROVISIONS

Les provisions sont des passifs de la Société dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Des provisions ne sont pas comptabilisées au titre des pertes d'exploitation futures. Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues pour éteindre l'obligation, à l'aide d'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

RÉGIME INCITATIF À LONG TERME (« RILT »)

La Société dispose d'un RILT à l'intention des principaux dirigeants, en vertu duquel des unités d'actions restreintes, des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement (« VAR ») ont été ou peuvent être émises. L'acquisition d'unités d'actions restreintes, d'options sur actions et d'unités d'actions liées au rendement est déterminée par des exigences de rendement établies par la Société et/ou par le statut des employés, à savoir s'ils occupent toujours un emploi au sein de la Société au moment où les instruments aux termes du RILT peuvent être exercés. Le passif est calculé à la juste valeur en appliquant un modèle d'évaluation à la fin de chaque période de référence et comptabilisé à titre de passif non courant sur la période d'acquisition.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

L'impôt est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net, sauf lorsqu'il se rapporte à des éléments qui ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

La charge d'impôt exigible est établie d'après les résultats de la période, après ajustement pour tenir compte des éléments

qui ne sont ni imposables ni déductibles. L'impôt exigible est calculé selon les taux d'impôt et les réglementations fiscales adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus relativement aux situations pour lesquelles les règlements fiscaux prêtent à interprétation. Au besoin, des provisions sont inscrites en fonction des montants qui devraient être payés aux autorités fiscales.

La Société comptabilise l'impôt sur le résultat selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés d'après les conséquences fiscales futures prévues attribuables aux différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés devant s'appliquer dans l'exercice au cours duquel les différences sont censées se résorber. L'impôt différé n'est pas comptabilisé lorsqu'il découle de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale). De plus, l'impôt différé n'est pas comptabilisé lorsqu'il résulte de la comptabilisation initiale du goodwill.

Des passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables et pour les différences temporelles imposables liées à des participations dans des filiales et des coentreprises, sauf lorsque la Société peut contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont indiqués comme étant non courants. Ils sont compensés s'il existe un droit juridique exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible par les passifs d'impôt exigible et si les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les soldes sur la base de leur montant net.

CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT

Les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société se

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTION ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

conformera à toutes les conditions qui y sont rattachées et que le crédit d'impôt sera reçu. Les crédits d'impôt à l'investissement sont soumis à l'examen et à l'approbation des autorités réglementaires et, en conséquence, les montants versés pourraient différer des montants comptabilisés. Les crédits d'impôt à l'investissement qui devraient être recouverts par la Société sont comptabilisés en réduction des charges d'exploitation engagées.

CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple ou contrats de location-financement, sur la base de la substance de la transaction à l'origine du contrat. La Société loue des locaux pour ces bureaux et du matériel, au titre desquels le bailleur conserve une part importante des risques et avantages inhérents à la propriété. Ces contrats sont classés comme contrats de location simple. Les paiements effectués en vertu de ces contrats de location (déduction faite de tout incitatif à la location reçu du bailleur) sont passés en charges dans les états consolidés du résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Les contrats de location-financement qui ont pour effet de transférer à la Société la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif concerné sont comptabilisés à l'actif au début de la période de location pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux exigibles au titre de la location. Les frais financiers sont comptabilisés aux états du résultat net sur la durée du contrat. Les obligations au titre de contrats de location-financement sont incluses dans les autres passifs financiers, déduction faite des frais financiers attribuables à des périodes ultérieures. Les biens loués dont le coût est incorporé à l'actif sont amortis sur leur durée d'utilité estimée ou sur la durée du contrat de location.

RÉGIMES DE RETRAITE

La Société propose à ses salariés un certain nombre de régimes à cotisations définies. Les cotisations à ces régimes sont comptabilisées aux états consolidés du résultat net de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles. La Société offre aussi des régimes à prestations définies pour lesquels les cotisations sont versées dans des fonds sous administration distincte. Le coût des prestations constituées en vertu des régimes à prestations définies est déterminé séparément pour chacun des régimes selon la méthode d'évaluation actuarielle des unités de crédit projetées. Le coût des services rendus au cours de l'exercice et le coût

des services passés sont imputés au résultat tout comme les coûts liés aux compressions de régime et les frais de règlement. Les intérêts calculés à partir d'une charge nominale basée sur les passifs des régimes au cours de l'exercice, diminuée des rendements attendus des actifs des régimes, sont comptabilisés dans les frais financiers nets. Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en capitaux propres dès qu'ils surviennent, par le biais des états consolidés du résultat global. Les états consolidés de la situation financière rendent compte de l'excédent ou du déficit total des régimes à la date de clôture.

CAPITAL-ACTIONS

Les frais d'émission directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, moins les incidences fiscales.

DIVIDENDES

Les dividendes sur les actions ordinaires sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société dans la période au cours de laquelle ils sont déclarés.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est établi à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est établi à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, en ajoutant l'effet dilutif des actions potentielles en circulation au cours de la période. Le calcul du résultat dilué par action est effectué selon la méthode du rachat d'actions.

MODIFICATIONS APPORTÉES AUX MÉTHODES COMPTABLES ET AUX INFORMATIONS À FOURNIR

Le 1^{er} janvier 2014, la Société a adopté la nouvelle norme ou norme modifiée suivante, de même que toutes les modifications corrélatives. Ces modifications ont été apportées conformément aux dispositions transitoires applicables.

IFRIC 21 Droits ou taxes porte sur la comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible autre que l'impôt sur le résultat. L'interprétation apporte des précisions sur le fait générateur d'obligation qui entraîne la comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

taxe exigible et définit à quel moment un passif devrait être comptabilisé.

L'adoption d'IFRIC 21 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

MODIFICATIONS DE NORMES COMPTABLES

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur.

IFRS 15 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, qui précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés et exige la présentation d'informations plus détaillées et plus pertinentes. IFRS 15 annule et remplace IAS 18 Produits des activités ordinaires, IAS 11 Contrats de construction et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. La norme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2017 pour la Société et pourra être appliquée de façon anticipée.

IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a modifié IFRS 9 Instruments financiers afin de regrouper les phases « classement et évaluation », « dépréciation » et « comptabilité de couverture » du projet de l'IASB visant à remplacer IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. La norme annule et remplace toutes les versions précédentes d'IFRS 9 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2018 pour la Société, qui pourra l'appliquer de façon anticipée.

La Société n'a pas encore quantifié l'incidence de ces normes et n'a pas l'intention, pour le moment, de les adopter avant la date d'entrée en vigueur obligatoire.

Aucune autre norme IFRS ou interprétation de l'IFRIC non encore en vigueur ne devrait avoir une incidence significative sur la Société.

3. ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

Les estimations et les jugements sont continuellement remis en question. Ils se fondent sur les tendances antérieures et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs que l'on estime probables dans des circonstances normales.

ESTIMATIONS COMPTABLES ET HYPOTHÈSES CRITIQUES

La Société fait des estimations et formule des hypothèses sur l'avenir. Par définition, les estimations comptables correspondent rarement aux résultats réels. Les paragraphes suivants expliquent les estimations et hypothèses présentant un risque important d'entraîner un ajustement significatif des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours du prochain exercice.

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES IDENTIFIABLES ET GOODWILL

Au 31 décembre 2014, les immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill, exception faite des logiciels et des accords de non-concurrence, représentaient 2 334,4 \$ du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière (855,4 \$ au 31 décembre 2013). Ces immobilisations résultent des acquisitions d'entreprises, et la Société a appliqué la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ces transactions. Lors de l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge et de leur durée d'utilité estimative, la direction a utilisé des estimations et des hypothèses significatives concernant les projections de flux de trésorerie, le risque économique et le coût pondéré du capital.

Ces estimations et hypothèses permettent d'établir le montant à attribuer aux autres immobilisations incorporelles identifiables et au goodwill, ainsi que la période d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée. Si les résultats diffèrent des estimations, la Société peut augmenter la dépense d'amortissement ou comptabiliser des pertes de valeur.

PROVISIONS POUR LITIGES

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de poursuites pour des travaux effectués. La Société souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle pour gérer les risques liés à de telles poursuites. La direction estime les provisions pour litiges selon les conseils et les

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTION ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

renseignements fournis par ses conseillers juridiques, les évaluations actuarielles et son expérience dans le règlement de poursuites semblables. Les règlements finaux pourraient avoir une incidence sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE ET IMPÔT DIFFÉRÉ CONNEXE

La valeur actuelle des obligations est calculée selon une méthode actuarielle qui repose sur diverses hypothèses concernant l'avenir. Ces hypothèses clés sont revues périodiquement à la lumière des conditions du marché et des données dont dispose la direction. Des détails additionnels sont inclus à la note 16.

IMPÔT EXIGIBLE

La Société est assujettie à des lois et règlements fiscaux dans plusieurs pays. Une estimation est donc nécessaire pour déterminer la provision pour impôt à l'échelle mondiale. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et calculs est incertaine. La Société comptabilise des passifs en prévision de vérifications fiscales en estimant les impôts additionnels qui pourraient devenir exigibles. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart se répercute sur les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période au cours de laquelle le règlement définitif a été établi. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux prêtent à interprétation. Au besoin, des provisions sont inscrites en fonction des montants qui devraient être versés aux autorités fiscales.

JUGEMENTS CRITIQUES DANS L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES DE LA SOCIÉTÉ

EXCÉDENT DES COÛTS ET PROFITS PRÉVUS SUR LA FACTURATION

La Société évalue l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation en fonction du temps, des matériaux et équipements portés au compte de chaque projet. L'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation pour chaque projet est examiné mensuellement pour déterminer si le montant reflète fidèlement le montant qui sera facturé au projet. S'il ressort de l'examen que la valeur de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation est supérieure au montant qui peut être facturé, des ajustements seront apportés à l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. L'évaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation suppose l'estimation du travail requis pour terminer le projet. Toute modification à ces estimations pourrait entraîner une sous-évaluation ou une surévaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation.

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

L'évaluation de la probabilité de bénéfiques imposables pour lesquels des actifs d'impôt différé pourront être utilisés s'appuie sur les plus récentes prévisions budgétaires approuvées de la Société, lesquelles sont ajustées pour tenir compte des éléments significatifs qui ne sont ni imposables ni déductibles, ainsi que sur les limites d'utilisation des pertes ou des crédits fiscaux non utilisés. Les règles fiscales en vigueur dans plusieurs pays où la Société exerce ses activités font aussi l'objet d'une analyse rigoureuse. Si la prévision d'un résultat imposable indique qu'il est probable qu'un actif d'impôt différé soit utilisé, plus particulièrement si cette utilisation n'est soumise à aucune limite de temps, cet actif d'impôt différé est généralement comptabilisé en entier. La comptabilisation des actifs d'impôt différé soumis à certaines limites juridiques ou économiques ou à des incertitudes est évaluée individuellement par la direction en tenant compte des faits et des circonstances propres à chacun.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

4. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et les résultats d'exploitation des entreprises acquises ont été pris en compte dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. Lorsque la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises est incomplète à la date de clôture de la période au cours de laquelle le regroupement a lieu, la Société présente des montants provisoires pour les éléments dont la valeur comptable n'a pas encore été établie de manière définitive. Elle ajuste ces montants provisoires au cours de la période d'évaluation, ou comptabilise d'autres actifs ou passifs pour tenir compte de toute nouvelle information obtenue au sujet des faits et des circonstances qui existaient à la date d'acquisition et qui, s'ils avaient été connus, auraient eu une incidence sur les montants comptabilisés à cette date.

La période d'évaluation s'étend sur une période d'au plus un an et va de la date d'acquisition jusqu'à la date à laquelle la Société obtient toute l'information sur les faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition.

TRANSACTIONS DE 2014

A) ACQUISITION DE FOCUS GROUP HOLDINGS INC. (« FOCUS »)

Le 10 avril 2014, la Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de Focus Group Holdings Inc. (« Focus ») en contrepartie d'un montant global de 363,7 \$, soit 233,5 \$ déduction faite de la dette et de la trésorerie acquise. Focus est une société multidisciplinaire d'ingénierie et de géomatique dont le siège social est situé en Alberta et qui fournit des services principalement à des entreprises de l'industrie pétrolière et gazière situées dans l'ouest du Canada.

L'évaluation définitive par la direction des justes valeurs des actifs acquis et des passifs pris en charge est présentée dans le tableau suivant. La direction a été secondée par un évaluateur indépendant.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONS ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

	CHIFFRES PROVISOIRES	ADJUSTEMENTS	CHIFFRES DÉFINITIFS
Montants comptabilisés des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge			
Actifs courants			
Trésorerie	9,8	-	9,8
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances	61,3	(1,2)	60,1
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	11,8	0,1	11,9
Immobilisations corporelles	13,0	-	13,0
Logiciels	2,3	-	2,3
Immobilisations incorporelles	24,6	9,8	34,4
Actifs d'impôt différé	1,4	-	1,4
Passifs courants			
Dettes d'exploitation et charges à payer	(56,5)	(1,0)	(57,5)
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	(0,2)	0,2	-
Dettes à long terme	(113,3)	-	(113,3)
Passifs d'impôt différé	(11,7)	0,3	(11,4)
Juste valeur des actifs identifiables et des passifs pris en charge	(57,5)	8,2	(49,3)
Goodwill	291,0	(8,2)	282,8
Total de la contrepartie à l'achat	233,5	-	233,5
Trésorerie acquise	(9,8)	-	(9,8)
Contrepartie à recevoir (à payer)	2,0	(2,0)	-
Remboursement de la dette et des dettes d'exploitation	140,0	-	140,0
Sorties de trésorerie	365,7	(2,0)	363,7

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucun goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances acquises (qui se composent principalement de créances clients) avaient une juste valeur et une valeur contractuelle brute de 52,1 \$.

L'entreprise acquise a dégagé des produits des activités ordinaires de 237,5 \$ et un résultat net de 23,7 \$ pour la période allant du 10 avril 2014 au 31 décembre 2014. Si l'acquisition de Focus avait eu lieu le 1^{er} janvier 2014, les produits des activités ordinaires et le résultat net de la Société pour l'exercice auraient augmenté respectivement de 85,0 \$ et de 1,9 \$.

B) ACQUISITION DE PARSONS BRINCKERHOFF

Le 31 octobre 2014, la Société a conclu l'acquisition des entités comprises dans Parsons Brinckerhoff Group Inc. (collectivement, « Parsons Brinckerhoff »), division des services professionnels de Balfour Beatty, pour une contrepartie de 1 310,2 \$ US (1 471,1 \$ CA), y compris la trésorerie de 68,7 \$ US (76,5 \$ CA) conservée par Parsons Brinckerhoff, sous réserve de certains ajustements effectués à la clôture et après la clôture.

Le tableau ci-dessous présente l'évaluation provisoire par la direction de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge. L'évaluation finale des justes valeurs aura lieu une fois que la valeur finale des actifs et des passifs aura été établie. Par conséquent, les valeurs suivantes pourraient changer et les changements pourraient être importants. La direction a été secondée par un évaluateur indépendant.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

	CHIFFRES PROVISOIRES
Montants comptabilisés des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	
Actifs courants	
Trésorerie	76,5
Créances clients charges payées d'avance et autres créances	539,3
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	407,9
Immobilisations corporelles	91,5
Logiciels	1,9
Immobilisations incorporelles	216,9
Actifs d'impôt différé	44,4
Autres actifs non courants	82,5
Passifs courants	
Dettes d'exploitation et charges à payer	(571,0)
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	(215,7)
Dettes à long terme	(0,5)
Passifs au titre des prestations de retraite	(103,9)
Passifs d'impôt différé	(13,1)
Juste valeur des actifs identifiables et des passifs pris en charge	556,7
Goodwill	914,4
Total de la contrepartie à l'achat	1 471,1
Trésorerie acquise	(76,5)
Contrepartie à recevoir (à payer)	-
Remboursement de la dette et des dettes d'exploitation	-
Sorties de trésorerie	1 394,6

C) AUTRES ACQUISITIONS DE LA SOCIÉTÉ EN 2014

En 2014, la Société a conclu d'autres acquisitions, notamment Technip TPS (« TPS ») et Winward Group (« WINWARD ») au deuxième trimestre de 2014, ainsi que Texas Engineers, Inc., faisant affaire sous la dénomination ccrd (« ccrd ») et Dessau CEI S.A.S., filiale colombienne d'ingénierie de Dessau International Inc., au quatrième trimestre de 2014.

Le tableau ci-dessous représente l'évaluation provisoire, par la direction, de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge. L'évaluation finale des justes valeurs aura lieu une fois que la valeur finale des actifs et des passifs aura été établie. Par conséquent, les valeurs suivantes pourraient changer et les changements pourraient être importants.

Comme ces acquisitions n'étaient pas importantes prises individuellement, la Société a choisi de regrouper les informations à fournir.

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucun goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances acquises (qui sont essentiellement des créances clients) avaient une juste valeur et une valeur contractuelle brute de 469,4 \$.

L'entreprise acquise a dégagé des produits des activités ordinaires de 482,2 \$ et une perte nette de 11,8 \$ pour la période allant du 1^{er} novembre 2014 au 31 décembre 2014. Si l'acquisition de Parsons Brinckerhoff avait eu lieu le 1^{er} janvier 2014, les produits des activités ordinaires et le résultat net de la Société pour l'exercice auraient augmenté respectivement de 2 317,8 \$ et de 7,4 \$.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTION ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

	CHIFFRES PROVISOIRES
Montants comptabilisés des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	
Actifs courants	
Trésorerie	19,9
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances	36,9
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	5,4
Immobilisations corporelles	3,9
Logiciels	0,3
Immobilisations incorporelles non commerciales	3,9
Actifs d'impôt différé	0,3
Passifs courants	
Dettes d'exploitation et charges à payer	(24,1)
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	(14,5)
Dettes à long terme	(3,4)
Passifs d'impôt différé	(5,5)
Juste valeur des actifs identifiables et des passifs pris en charge	23,1
Goodwill	42,7
Total de la contrepartie à l'achat	65,8
Trésorerie acquise	(19,9)
Contrepartie à recevoir (à payer)	(8,5)
Remboursement de la dette et des dettes d'exploitation	-
Sorties de trésorerie	37,4

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucun goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

TRANSACTIONS DE 2013

Aucune acquisition importante n'a eu lieu au cours de 2013.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

5. PARTENARIATS

La Société détient des intérêts dans divers partenariats. Les listes ci-dessous présentent les partenariats les plus importants, qui ont été désignés et classés à titre d'entreprises communes.

2014

NOM	INTÉRÊT	PAYS	ACTIVITÉ PRINCIPALE
Consortium GENIVAR / AECOM	75 %	Canada	Services d'ingénierie
Consortium SLG	43 %	Canada	Services d'ingénierie
Consortium GENIVAR / EXP	50 %	Canada	Services d'ingénierie
Consortium BPR / GENIVAR	50 %	Canada	Services d'ingénierie
Consortium SNC LAVALIN / CIMA+ / GENIVAR	33 %	Canada	Services d'ingénierie
Consortium GENIVAR / DESSAU	50 %	Canada	Services d'ingénierie
Consortium GENIVAR / WASKA	80 %	Canada	Services d'ingénierie
Consortium AXOR / GENIVAR	49 %	Canada	Services d'ingénierie
Consortium ACORP / FGM / JV	50 %	Canada	Services d'ingénierie
KAWSP	40 %	Qatar	Services d'ingénierie
Carillon WSP	40 %	Angleterre	Services d'ingénierie
KierWSP	50 %	Angleterre	Services d'ingénierie
Barhale WSP	35 %	Angleterre	Services d'ingénierie
HyderWSP	50 %	Angleterre	Services d'ingénierie
Parsons Brinckerhoff Hirota Associates	90 %	États-Unis	Services d'ingénierie
Parsons Brinckerhoff / AZ&B – A Joint Venture	70 %	États-Unis	Services d'ingénierie
Tollway Transportation Team	51 %	États-Unis	Services d'ingénierie
Parsons Brinckerhoff – Dewberry	50 %	États-Unis	Services d'ingénierie
Parsons Brinckerhoff – Metcalf & Eddy	50 %	États-Unis	Services d'ingénierie
Arup Parsons Brinckerhoff Joint Venture	50 %	États-Unis	Services d'ingénierie
Eastside LRT Partners	50 %	États-Unis	Services d'ingénierie

2013

NOM	INTÉRÊT	PAYS	ACTIVITÉ PRINCIPALE
Consortium GENIVAR / AECOM TECSULT	55 %	Canada	Services d'ingénierie
Consortium GENIVAR / DESSAU / ROCHE	40 %	Canada	Services d'ingénierie
Consortium GENIVAR / DESSAU	50 %	Canada	Services d'ingénierie
Groupement SLG	43 %	Canada	Services d'ingénierie
Consortium SNC-LAVALIN / CIMA+ / GENIVAR	33 %	Canada	Services d'ingénierie
GENIVAR / WASKA	80 %	Canada	Services d'ingénierie
Consortium GROUPE ARCOP/GERSOVITZ MOSS ARCHITECTS	50 %	Canada	Services d'architecture
Consortium GENIVAR / AECOM	75 %	Canada	Services d'ingénierie
Consortium AXOR / GENIVAR	49 %	Canada	Services d'ingénierie
Consortium BPR / GENIVAR	50 %	Canada	Services d'ingénierie
Carillon WSP	40 %	Angleterre	Services d'ingénierie
WSP May Gurney	50 %	Angleterre	Services d'ingénierie
Barhale WSP	35 %	Angleterre	Services d'ingénierie
KAWSP	40 %	Qatar	Services d'ingénierie
HGC CONSORTIUM	55 %	Colombie	Services d'ingénierie

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTION ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

Il n'y a aucun passif éventuel important relatif aux intérêts de la Société dans les entreprises communes énumérées ci dessus ni dans l'entreprise elle-même.

La Société détient également des intérêts de 50 % dans un partenariat désigné et classé à titre de coentreprise, laquelle est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence (note 8).

6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
	\$	\$
Trésorerie et équivalents	201,5	131,9
Moins : Découvert bancaire (note 15)	(25,2)	(31,8)
Trésorerie et équivalents moins le découvert bancaire	176,3	100,1

Aux 31 décembre 2014 et 2013, la Société a réservé dans un compte bancaire la somme de 2,6 \$ comme sûreté pour le paiement et la performance de ses obligations de caution à l'égard d'une coentreprise (note 8). De plus, la Société a réservé dans un compte bancaire la somme de 0,5 \$ pour le solde du prix d'achat d'une acquisition effectuée au cours de l'exercice.

7. CRÉANCES CLIENTS, CHARGES PAYÉES D'AVANCE ET AUTRES CRÉANCES

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
	\$	\$
Créances clients	1 038,6	423,8
Provision pour créances douteuses	(12,6)	(7,8)
Créances clients, montant net*	1 026,0	416,0
Créances sur des coentreprises et entreprises associées	21,9	9,9
Autres créances*	103,3	20,9
Charges payées d'avance	82,9	36,5
	1 234,1	483,3

* Les créances clients nettes et les autres créances incluent des retenues s'élevant à 40,4 \$ (6,0 \$ au 31 décembre 2013).

L'âge des créances clients brutes en souffrance était le suivant :

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
	\$	\$
En souffrance depuis 0 à 30 jours	110,0	76,5
En souffrance depuis 31 à 60 jours	44,6	35,3
En souffrance depuis 61 à 90 jours	189,5	20,1
En souffrance depuis 91 à 180 jours	60,0	28,4
En souffrance depuis plus de 180 jours	85,5	36,4
Solde à la fin de l'exercice	489,6	196,7

PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

Les variations dans la provision pour créances douteuses sont les suivantes :

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	7,8	4,2
Ajustements de la provision	3,9	3,3
Écarts de change	0,9	0,3
Solde à la fin de l'exercice	12,6	7,8

La Société est exposée à un risque de crédit compte tenu de ses créances clients et elle maintient des provisions pour les pertes potentielles sur ces créances. Les pertes potentielles sont atténuées du fait que la solvabilité des clients est évaluée avant qu'un crédit ne leur soit accordé. Il n'y a pas d'exposition significative liée à un client unique.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

8. AUTRES ACTIFS

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
	\$	\$
Frais de financement différés	6,9	2,6
Placements		
Investissement dans des entreprises associées*	32,3	32,1
Investissement dans une coentreprise	1,0	1,2
Actifs financiers disponibles à la vente**	85,7	1,5
	125,9	37,4

* La Société détient des intérêts dans deux entreprises associées qui, prises individuellement, ne sont pas significatives; il s'agit de Multiconsult AS et LINK Arkitektur AB, dans lesquelles la Société détient des intérêts de 24,7 % et 27,9 %. Ces deux entreprises associées sont situées en Norvège et fournissent des services de consultation comparables à ceux qu'offre la Société. Les intérêts détenus dans ces deux entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

** Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent des placements dans un grand nombre de fonds communs de placement, selon les choix de placement de l'employé, concernant les obligations de rémunération différée de la Société, comme il est indiqué à la note 16. La juste valeur de ces placements s'établit à 83,8 \$, selon le cours de marché des fonds à la date de clôture.

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
	\$	\$
Investissement dans des entreprises associées		
Solde au début de l'exercice	32,1	28,5
Quote-part du résultat net des activités poursuivies et du résultat global	6,4	5,2
Dividendes reçus d'entreprises associées	(1,8)	(1,7)
Écarts de change	(4,4)	0,1
Solde à la fin de l'exercice	32,3	32,1

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTION ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	TERRAINS ET BÂTIMENTS	AMÉLIORATIONS LOCATIVES	MOBILIER ET ÉQUIPEMENT	MATÉRIEL INFORMATIQUE	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2013					
Coût	24,7	19,6	35,3	46,2	125,8
Cumul des amortissements	(2,5)	(5,6)	(12,8)	(16,8)	(37,7)
Valeur nette	22,2	14,0	22,5	29,4	88,1
Acquisitions	0,3	3,8	9,0	9,2	22,3
Dépenses d'investissement aux fins d'acquisitions d'entreprises (note 4)	0,4	-	0,2	0,3	0,9
Cessions	-	(0,2)	(0,6)	(0,3)	(1,1)
Amortissement de l'exercice	(0,6)	(3,7)	(9,5)	(10,9)	(24,7)
Transferts	-	-	6,2	(6,2)	-
Écarts de change	-	0,3	0,8	0,8	1,9
	0,1	0,2	6,1	(7,1)	(0,7)
Solde au 31 décembre 2013	22,3	14,2	28,6	22,3	87,4
Solde au 31 décembre 2013					
Coût	25,4	23,3	54,0	43,4	146,1
Cumul des amortissements	(3,1)	(9,1)	(25,4)	(21,1)	(58,7)
Valeur nette	22,3	14,2	28,6	22,3	87,4
Acquisitions	0,3	6,6	16,0	17,4	40,3
Dépenses d'investissement découlant d'acquisitions d'entreprises (note 4)	10,1	49,8	31,7	16,8	108,4
Cessions	0,0	(0,1)	(0,5)	(0,1)	(0,7)
Amortissement de l'exercice	(0,9)	(5,9)	(13,0)	(14,0)	(33,8)
Écarts de change	0,0	0,8	(0,1)	0,1	0,8
	9,5	51,2	34,1	20,2	115,0
Solde au 31 décembre 2014	31,8	65,4	62,7	42,5	202,4
Solde au 31 décembre 2014					
Coût	35,9	80,3	99,7	77,7	293,6
Cumul des amortissements	(4,1)	(14,9)	(37,0)	(35,2)	(91,2)
Valeur nette	31,8	65,4	62,7	42,5	202,4

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

10. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	LOGICIELS	CARNET DE COMMANDES	RELATIONS CLIENTS	ACCORDS DE NON-CONCURRENCE	NOMS COMMERCIAUX	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2013						
Coût	40,0	23,6	112,8	2,4	50,8	229,6
Cumul des amortissements	(18,9)	(5,7)	(46,0)	(1,9)	-	(72,5)
Valeur nette	21,1	17,9	66,8	0,5	50,8	157,1
Acquisitions	16,2	-	-	-	-	16,2
Dépenses d'investissement aux fins d'acquisitions d'entreprises (note 4)	-	-	-	-	-	-
Amortissement de l'exercice	(12,8)	(7,7)	(13,2)	(0,3)	-	(34,0)
Écarts de change	0,9	0,9	1,3	-	4,0	7,1
	4,3	(6,8)	(11,9)	(0,3)	4,0	(10,7)
Solde au 31 décembre 2013	25,4	11,1	54,9	0,2	54,8	146,4
Solde au 31 décembre 2013						
Coût	51,7	20,6	112,9	0,8	54,8	240,8
Cumul des amortissements	(26,3)	(9,5)	(58,0)	(0,6)	0,0	(94,4)
Valeur nette	25,4	11,1	54,9	0,2	54,8	146,4
Acquisitions	7,2	0,0	0,1	0,0	0,0	7,3
Dépenses d'investissement découlant d'acquisitions d'entreprises (note 4)	4,5	105,0	123,5	1,9	24,8	259,7
Cessions	(0,7)	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,7)
Amortissement de l'exercice	(12,2)	(11,8)	(17,1)	(0,5)	(2,1)	(43,7)
Écarts de change	0,0	2,1	2,2	(0,1)	1,8	6,0
	(1,2)	95,3	108,7	1,3	24,5	228,6
Solde au 31 décembre 2014	24,2	106,4	163,6	1,5	79,3	375,0
Solde au 31 décembre 2014						
Coût	56,8	128,5	239,0	2,6	81,5	508,4
Cumul des amortissements	(32,6)	(22,1)	(75,4)	(1,1)	(2,2)	(133,4)
Valeur nette	24,2	106,4	163,6	1,5	79,3	375,0

La valeur comptable des immobilisations incorporelles désignées comme ayant une durée d'utilité indéterminée, soit le nom commercial de WSP, est de 51,6 \$ au 31 décembre 2014 (50,2 \$ en 2013).

La Société a procédé à son test de dépréciation annuel du nom commercial de WSP aux 30 septembre 2014 et

2013 conformément à la politique décrite à la note 2. En conséquence, aucune perte de valeur du nom commercial de WSP n'a été comptabilisée.

Au cours de l'exercice, la Société a acquis des immobilisations incorporelles totalisant 267,0 \$ (16,2 \$ en 2013), lesquelles sont toutes amortissables.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONS ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

11. GOODWILL

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	734,6	701,1
Goodwill découlant des acquisitions d'entreprises (note 4)	1 239,9	0,6
Écarts de change	10,6	32,9
Solde à la fin de l'exercice	1 985,1	734,6

Une valeur de 1 985,1 \$ au titre du goodwill (734,6 \$ au 31 décembre 2013) a été attribuée aux UGT de la Société. La valeur comptable du goodwill par UGT est présentée dans le tableau suivant :

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
	\$	\$
Goodwill attribué aux UGT		
Canada	534,2	217,9
États-Unis	897,8	98,2
Royaume-Uni	214,2	117,9
Europe	238,4	243,8
Reste du monde	100,5	56,8
	1 985,1	734,6

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL

La Société a procédé à son test de dépréciation annuel du goodwill aux 30 septembre 2014 et 2013 conformément à la politique décrite à la note 2. La valeur recouvrable de chaque UGT est supérieure à sa valeur comptable. En conséquence, aucune perte de valeur du goodwill n'a été comptabilisée.

À la suite de l'acquisition de Parsons Brinckerhoff, le 31 octobre 2014, la Société a refait son test de dépréciation du goodwill. La valeur recouvrable de chaque UGT était supérieure à la valeur comptable. Par conséquent, aucune perte de valeur du goodwill n'a été comptabilisée.

TECHNIQUE D'ÉVALUATION

JUSTE VALEUR DIMINUÉE DES COÛTS DE SORTIE

La valeur recouvrable de chaque UGT a été basée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. La méthodologie et les hypothèses suivantes ont été appliquées pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de sortie pour la totalité des UGT.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie est calculée en utilisant les produits et la marge du BAIIA prévus au budget pour 2015 ainsi qu'une croissance constante de l'UGT pour les quatre années suivantes. Le BAIIA est défini comme le résultat avant les charges financières, les impôts et les amortissements. Pour évaluer le niveau de BAIIA qu'il sera possible de maintenir dans le futur, la Société a tenu compte de l'expérience, des tendances économiques ainsi que des tendances de l'industrie et du marché. Aux fins du test de dépréciation, la direction a utilisé une période de cinq ans pour calculer ses flux de trésorerie futurs. Au-delà de cette période, la Société a utilisé un taux de croissance se situant entre 2,0 % et 2,5 % et un taux d'actualisation se situant entre 9,5 % et 10,5 %. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (CMPC). Le CMPC est une estimation du taux global de rendement exigé par les actionnaires et par les détenteurs de la dette sur leurs investissements. Pour déterminer le CMPC, il faut analyser le coût des capitaux propres et de la dette séparément et prendre en compte une prime de risque qui est basée sur l'UGT. Les coûts de sortie sont calculés en fonction de 0,75 % de la juste valeur ainsi déterminée, ce qui correspond aux coûts de transaction engagés pour des transactions comparables.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

12. RÉGIME INCITATIF À LONG TERME (« RILT »)

En 2011, la Société a adopté un RILT à l'intention de certains employés. En vertu de ce régime, des unités peuvent être émises sous forme d'unités d'actions restreintes ou d'options sur actions. Le nombre total d'actions réservées en vue d'être attribuées et émises sous forme d'unités d'actions restreintes et d'options sur actions est limité à 2 080 950 actions. En 2014, la Société a également adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement.

UNITÉS D'ACTIONNAIRES RESTREINTES

Les unités d'actions restreintes peuvent être réglées en trésorerie ou en actions. Elles sont acquises si certains objectifs de rendement de la Société sont atteints et elles sont payables au plus tôt le 28 mars 2016. Les charges de rémunération et le passif connexe liés à ces attributions sont évalués d'après la juste valeur de l'unité attribuée et sont comptabilisés à titre de charges ou de recouvrement sur la période d'acquisition de l'unité attribuée. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, les variations de l'obligation de paiement de la Société attribuables aux fluctuations du cours de ses actions ordinaires à la TSX, ou à un changement dans le nombre d'unités fondé sur le rendement attendu de la Société, sont comptabilisées à titre de charges ou de recouvrement. Au 31 décembre 2014, 172 555 unités d'actions restreintes étaient en circulation. La Société a comptabilisé, dans les coûts liés au personnel, une charge de 0,6 \$ pour l'exercice (néant en 2013) en ce qui a trait aux unités d'actions restreintes.

OPTIONS SUR ACTIONS

Les options attribuées aux dirigeants et aux employés en vertu du régime d'options sur actions peuvent être exercées au cours d'une période ne pouvant excéder 10 ans à compter de la date d'attribution. Les options sont acquises trois ans après la date d'attribution et celles qui ne sont pas exercées expirent à la première des deux dates suivantes : un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé ou la date d'échéance des options sur actions attribuées. Au 31 décembre 2014, 222 958 options sur actions étaient en cours, à un prix d'exercice de 35,45 \$, et 58 631 options sur actions étaient en cours, à un prix d'exercice de 37,75 \$.

Le 31 mars 2014, le conseil d'administration a attribué 20 000 options sur actions à un dirigeant en vue de lui permettre de faire l'acquisition d'actions ordinaires de la Société. Les droits sous-jacents à ces options sur actions s'acquiescent en trois tranches égales sur une période de

deux ans, la première tranche étant acquise à la date d'attribution, la deuxième, au premier anniversaire de la date d'attribution et la troisième, au deuxième anniversaire de la date d'attribution, à un prix d'exercice de 35,12 \$. Ces options sur actions peuvent être exercées sur une période d'au plus 10 ans à compter de la date d'attribution.

La Société a comptabilisé, dans les coûts liés au personnel, une charge de rémunération fondée sur des actions de 0,5 \$ pour l'exercice.

La juste valeur des options sur actions à la date d'attribution a été évaluée selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. La volatilité attendue est estimée à l'aide du cours historique des actions ordinaires de la Société et le taux d'intérêt sans risque est estimé selon les taux des obligations d'État. Le tableau qui suit présente les données utilisées pour établir la juste valeur des options sur actions à la date d'attribution pour la période close le 31 décembre 2014.

	PÉRIODE DE 12 MOIS CLOSE LE 31 DÉCEMBRE 2014
Volatilité attendue du prix de l'action	22 %-35 %
Dividende	3,8 %-4,2 %
Taux d'intérêt sans risque	1,5 %-2,5 %
Durée de vie attendue de l'option	3-5 ans
Juste valeur – moyenne pondérée des options émises	5,00 \$-6,91 \$

UNITÉS D'ACTIONNAIRES LIÉES AU RENDEMENT

Les unités d'actions liées au rendement sont réglées en trésorerie. Elles sont acquises si certains objectifs de rendement de la Société sont atteints et elles sont payables au plus tôt le 25 mars 2017. Les charges de rémunération et le passif connexe liés à ces attributions sont évalués d'après la juste valeur de l'unité attribuée et sont comptabilisés à titre de charges ou de recouvrement sur la période d'acquisition des unités attribuées. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, les variations de l'obligation de paiement de la Société attribuables aux fluctuations du cours de ses actions ordinaires au TSX, ou à un changement dans le nombre d'unités fondé sur le rendement attendu de la Société, sont comptabilisées à titre de charges ou de recouvrement. Au 31 décembre 2014, 169 943 unités d'actions liées au rendement étaient en circulation. La Société a comptabilisé, dans les coûts liés au personnel, une charge de 1,2 \$ pour l'exercice, en ce qui a trait aux unités d'actions liées au rendement.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONS ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

13. DETTES D'EXPLOITATION ET CHARGES À PAYER

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
	\$	\$
Dettes d'exploitation	315,1	95,2
Avantages du personnel à payer	296,2	111,3
Taxes de vente	40,8	24,4
Dettes envers les coentreprises et entités connexes	1,9	-
Charges courues et autres dettes d'exploitation	348,6	97,4
Provisions	102,8	46,6
	1 105,4	374,9
Moins : Provisions non courantes	41,0	11,4
Dettes d'exploitation et charges à payer	1 064,4	363,5

Le tableau suivant explique les variations des provisions des exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013.

	PROVISIONS POUR LITIGES	PROVISIONS AU TITRE DE BIENS IMMOBILIERS	AUTRES PROVISIONS	TOTAL
	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2012	30,9	15,7	0,0	46,6
Acquisitions d'entreprises	-	-	-	-
Provisions supplémentaires	5,0	-	0,0	5,0
Règlement par déboursé ou autre*	(5,9)	(2,2)	0,0	(8,1)
Écarts de change	2,1	1,0	0,0	3,1
Solde au 31 décembre 2013	32,1	14,5	0,0	46,6
Acquisitions d'entreprises	38,4	-	29,4	67,8
Provisions supplémentaires	7,7	0,3	1,9	9,9
Règlement par déboursé ou autre*	(19,9)	(1,6)	(3,0)	(24,5)
Écarts de change	1,6	0,4	1,0	3,0
Solde au 31 décembre 2014	59,9	13,6	29,3	102,8

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

14. DETTES À LONG TERME

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
	\$	\$
Facilités de crédit	786,1	179,8
Hypothèque portant intérêt à 5,75 %, remboursable par versements mensuels de moins de 0,1 \$ incluant capital et intérêts, garantie par une hypothèque sur un terrain et un bâtiment ayant une valeur nette comptable de 10,2 \$, renouvelable en août 2015	6,4	6,5
Dettes portant intérêt au taux préférentiel colombien plus une marge variant de 5,38 % à 7,65 %, venant à échéance entre février 2015 et août 2015	4,6	1,1
Autres dettes à long terme	2,0	1,8
	799,1	189,2
Moins : Partie courante	11,0	1,5
	788,1	187,7

FACILITÉS DE CRÉDIT

WSP disposait d'une facilité de crédit de 600,0 M\$ consentie par un syndicat d'institutions financières (les « prêteurs »). Parallèlement à l'annonce (et à la clôture) de l'acquisition de Parsons Brinckerhoff (note 4), WSP a obtenu de la Banque Canadienne Impériale de Commerce, en tant qu'unique chef de file et responsable des registres, un financement ferme comprenant ce qui suit :

- une facilité de crédit de premier rang renouvelable et garantie d'un maximum de 800,0 \$ US qui modifie et met à jour la facilité de crédit (la « facilité de crédit renouvelable ») échéant le 31 décembre 2018;
- une facilité de crédit à terme de premier rang non renouvelable et garantie composée de trois tranches d'un capital maximal de 100,0 \$ US, 100,0 \$ US et 200,0 \$ US, chaque tranche pouvant être obtenue en un seul prélèvement et venant à échéance aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires, respectivement, de la date de clôture de l'acquisition de Parsons Brinckerhoff (collectivement, la « facilité à terme »), soit le 31 octobre 2014.

Les facilités de crédit sont garanties par une hypothèque de premier rang grevant l'ensemble des biens meubles de la Société et de certaines de ses filiales. Elles portent intérêt au taux préférentiel canadien, au taux de base américain, au taux des acceptations bancaires et au TIOL plus une marge

d'au plus 3,0 %, selon le type d'avances et les ratios financiers de la Société, qui sont définis dans l'entente avec les prêteurs. La Société verse une commission d'engagement négociée sur les facilités de crédit disponibles.

En vertu des facilités de crédit, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de satisfaire à certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses se rattachent aux ratios de la dette à long terme consolidée sur le BAIIA consolidé et de la couverture des charges fixes, qui sont des mesures non conformes aux IFRS. La direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues dans l'entente de crédit. Toutes les clauses sont respectées au 31 décembre 2014.

En vertu des facilités de crédit, la Société peut émettre des lettres de crédit irrévocables jusqu'à un maximum de 250,0 \$ US, diminuant ainsi le montant disponible sur ces facilités de crédit. Au 31 décembre 2014, la Société a émis, dans le cours normal des affaires, des lettres de crédit irrévocables totalisant 168,3 \$ (6,0 \$ en 2013) en vertu de ses propres engagements, diminuant d'autant ses facilités de crédit disponibles.

Au 31 décembre 2014, la Société disposait d'autres marges de crédit à l'exploitation totalisant 41,2 \$ (15,9 \$ en 2013), dont un montant de 12,8 \$ (9,8 \$ en 2013) était disponible à la fin de l'exercice.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

Répartition des facilités de crédit selon la monnaie empruntée :

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
	\$	\$
Livre sterling	-	129,2
Dollar américain	543,0	50,6
Euro	14,1	-
Dollar canadien	229,0	-
	786,1	179,8

Les versements annuels sur les dettes à long terme pour chacun des quatre prochains exercices seront de 11,0 \$ en 2015, 112,0 \$ en 2016, 110,0 \$ en 2017 et 566,1 \$ en 2018.

15. AUTRES PASSIFS FINANCIERS

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
	\$	\$
Découvert bancaire (note 6)	25,2	31,8
Emprunt à payer	4,3	4,6
Effets à payer*	9,5	4,5
Soldes à payer aux anciens actionnaires	-	0,1
Obligations en vertu de contrats de location-financement	7,1	11,4
Autres obligations	0,2	0,5
	46,3	52,9
Moins : Partie courante	44,3	46,2
	2,0	6,7

* Les effets à payer aux vendeurs dans le cadre des acquisitions d'entreprises portent intérêt à un taux fixe variant de 3,0 % à 5,0 %, au taux préférentiel ou ne portent pas intérêt. Au 31 décembre 2014, le taux préférentiel était de 3,0 % (3,0 % en 2013).

Les versements sur les passifs financiers pour chacun des deux prochains exercices s'établissent à 44,3 \$ en 2015 et 2,0 \$ en 2016.

16. RÉGIMES DE RETRAITE

Le tableau qui suit présente les charges de retraite comprises dans les coûts liés au personnel.

	2014	2013
	\$	\$
Régimes à prestations définies	0,5	0,6
Régimes à cotisations définies	59,4	55,7
	59,9	56,3

La Société offre à ses salariés des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies. Les cotisations définies sont passées en charges aux états consolidés du résultat net à mesure qu'elles sont engagées.

Au Canada, la Société a des régimes d'épargne-retraite à cotisations définies pour ses employés. En vertu de ces régimes, la Société verse une contribution équivalente à la cotisation de l'employé jusqu'à concurrence d'un maximum variant entre 3 % et 5 % du salaire de l'employé. L'employé acquiert la totalité des cotisations de l'employeur après deux années de service continu ou avant, s'il perd son emploi en raison d'une mise à pied par manque de travail.

Au Royaume-Uni, cinq régimes à prestations définies distincts, tous fermés aux nouveaux participants, sont offerts. Les actifs des régimes sont détenus séparément des actifs de la Société, dans des fonds administrés par un tiers. Les salaires donnant droit à pension sont gelés après consultation avec le personnel.

En Suède, une partie du régime multi-employeurs à prestations définies géré par l'État est comptabilisée dans les états consolidés de la situation financière de la Société. Les coûts des services non encore rendus au titre de ce régime ont cessé de s'appliquer en 2008 lorsque les salariés ont été incorporés au régime de l'État. Le régime multiemployeurs de l'État conserve d'autres actifs substantiels pour prendre en charge le passif du régime. Les administrateurs n'ayant pas été en mesure de déterminer les actifs et les passifs de cette composante du régime, il est traité comme un régime à cotisations définies aux fins d'IAS 19 Avantages du personnel.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

Aux États-Unis, à la suite de l'acquisition de Parsons Brinckerhoff (note 4), la Société maintient désormais un régime de rémunération différée comptabilisé aux termes d'IAS 19. Selon cette norme, une partie de la rémunération des employés est différée et investie, au profit des employés, dans les actifs disponibles à la vente (se reporter à la note 8) d'une fiducie, ces actifs étant toutefois mis à la disposition des créanciers de la Société si elle devient insolvable.

Pour les régimes à prestations définies capitalisés et non capitalisés, tout déficit de la juste valeur de l'actif des régimes sur la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies est comptabilisé en passif dans l'état consolidé de la situation financière. Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés au complet à mesure qu'ils surviennent dans l'état du résultat global. Ces écarts actuariels rendent compte des modifications des hypothèses actuarielles et des écarts entre les hypothèses actuarielles et les résultats réels.

La charge actuarielle comptabilisée aux états consolidés du résultat net, eu égard aux régimes à prestations définies, est composée des coûts des services rendus au cours de l'exercice considéré, des charges d'intérêts, du rendement attendu des actifs des régimes, des coûts des services passés et des coûts liés aux compressions des régimes.

Les passifs de la Société découlant des obligations au titre des prestations définies et les coûts des services rendus au cours de l'exercice considéré qui s'y rattachent sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations sont effectuées chaque année. Des actuaires et des conseillers externes fournissent des recommandations sur les questions d'ordre actuariel. Les hypothèses actuarielles sur lesquelles repose le calcul des obligations au titre des prestations diffèrent selon la situation économique du pays dans lequel le régime a cours et sont énoncées ci après. Pour formuler l'hypothèse concernant le taux de rendement à long terme attendu des actifs, la Société a tenu compte du niveau actuel du rendement attendu des placements sans risque (principalement des obligations d'État du Royaume-Uni) ainsi que du niveau historique de la prime de risque associée aux autres catégories d'actifs du portefeuille. Le rendement attendu pour chaque catégorie d'actif a ensuite été appliqué aux actifs des régimes pour calculer le taux de rendement à long terme global attendu des actifs pour l'ensemble des portefeuilles.

HYPOTHÈSES

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
Royaume-Uni		
Taux d'augmentation des salaires donnant droit à pension	-	-
Taux d'augmentation des prestations à payer	3,6 %	3,8 %
Taux d'actualisation	3,5 %	4,5 %
Taux d'inflation hypothétique	3,3 %	3,0 % à 3,7 %
Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 65 ans)		
Hommes	87,8	87,0
Femmes	90,2	90,1
Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 50 ans)		
Hommes	89,2	89,2
Femmes	91,6	91,5
Suède		
Taux d'augmentation des salaires donnant droit à pension	-	-
Taux d'augmentation des prestations à payer	-	-
Taux d'actualisation	2,7 %	4,2 %
Taux d'inflation hypothétique	1,5 %	2,0 %
Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 65 ans)		
Hommes	88,0	88,0
Femmes	90,0	90,0
Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 50 ans)		
Hommes	88,0	87,0
Femmes	90,0	89,0
États-Unis		
Taux d'actualisation	2,8 % à 3,5 %	-

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONS ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

Les principales catégories des actifs des régimes sont les suivantes:

	31 DÉCEMBRE 2014		31 DÉCEMBRE 2013	
	Juste valeur \$	%	Juste valeur \$	%
Actions	59,7	39	52,2	39
Obligations	77,8	50	46,9	35
Autres	17,3	11	34,9	26

Au 31 décembre 2014, près de 39 % des actifs des régimes sont investis directement dans des titres négociés en bourse. De plus, le régime investit dans des fonds communs non négociés en bourse, mais qui disposent de titres sous-jacents qui sont négociés en bourse. En tenant compte de ces fonds communs, environ 90 % des actifs des régimes pourraient être considérés comme des titres négociés en bourse.

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
Juste valeur des actifs des régimes	\$ 154,8	\$ 134,0
Valeur actualisée des obligations capitalisées (Royaume-Uni)	(229,3)	(200,2)
	(74,5)	(66,2)
Valeur actualisée des obligations non capitalisées (Suède)	(43,2)	(38,2)
Valeur actualisée des obligations non capitalisées (États-Unis)	(106,1)	-
Passif des régimes de retraite	(223,8)	(104,4)

Le tableau qui suit présente les montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net :

	2014	2013
	\$	\$
Coût des services rendus au cours de la période	1,7	0,6

	2014	2013
	\$	\$
Charges d'intérêts	11,1	8,8
Rendement attendu des actifs des régimes	(6,3)	(4,8)
Charges financières nettes liées aux obligations des régimes de retraite	4,8	4,0

Le tableau qui suit présente la variation de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies :

	2014	2013
	\$	\$
Valeur actualisée de l'obligation – solde d'ouverture	238,4	215,8
Régime de rémunération différée découlant de l'acquisition de Parsons Brinckerhoff (note 4)	103,9	-
Coûts des services rendus au cours de la période	1,7	0,6
Cotisations des participants aux régimes	0,3	0,3
Prestations versées	(8,0)	(6,3)
Charges d'intérêts	11,1	8,8
Perte actuarielle (hypothèses)	28,4	0,5
Gain actuariel (expérience)	(0,4)	(0,3)
Écarts de change	3,2	19,0
Valeur actualisée de l'obligation à la fin de l'exercice	378,6	238,4

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

Le tableau qui suit présente la variation de la juste valeur des actifs des régimes :

	2014	2013
	\$	\$
Juste valeur des actifs des régimes – solde d'ouverture	134,0	110,4
Rendement attendu des actifs des régimes	6,3	4,8
Cotisations des participants aux régimes	0,3	0,3
Cotisations de l'employeur	9,9	7,6
Prestations versées	(4,8)	(5,7)
Gain actuariel (expérience)	5,9	5,8
Écarts de change	3,2	10,8
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	154,8	134,0

Le tableau qui suit présente l'analyse de la variation du déficit net :

	2014	2013
	\$	\$
Solde d'ouverture	104,4	105,4
Régime de rémunération différée découlant de l'acquisition de Parsons Brinckerhoff (note 4)	103,9	-
Coûts des services rendus au cours de la période	1,7	0,6
Charges d'intérêts nettes	4,8	4,0
Prestations versées	(3,2)	(0,6)
Cotisations de l'employeur	(9,9)	(7,6)
Perte (gain) actuarielle nette comptabilisée au cours de la période	22,1	(5,6)
Écarts de change	-	8,2
Solde à la fin de l'exercice	223,8	104,4

	2014	2013
	\$	\$
Valeur actualisée des actifs des régimes	154,8	134,0
Juste valeur des passifs des régimes	(378,6)	(238,4)
Déficit	223,8	104,4

Le tableau qui suit présente le cumul des (pertes)/gains actuariels comptabilisés en capitaux propres :

	2014	2013
	\$	\$
Solde d'ouverture	9,1	3,5
(Perte)/gain actuarielle nette comptabilisée pour l'exercice	(22,1)	5,6
Solde à la fin de l'exercice	(13,0)	9,1

Le tableau qui suit présente l'analyse sommaire de la sensibilité du déficit global des régimes de retraite aux variations des hypothèses principales :

HYPOTHÈSE	VARIATION	INCIDENCE SUR LE DÉFICIT
Taux d'actualisation	+/- 0,1 %	Diminution/ augmentation 5,3 \$
Taux d'inflation	+/- 0,1 %	Diminution/ augmentation 2,6 \$
Mortalité	+/- 1 an	Diminution/ augmentation 8,1 \$

Le total des cotisations des salariés et des cotisations de l'employeur à payer cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 2015 s'élève à environ 11,0 \$.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTION ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

17. CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

Un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, comportant droit de vote et de participation.

Un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale, avec droit de participation et pouvant être émises en séries.

ÉMIS ET PAYÉ

	ACTIONS ORDINAIRES	
	NOMBRE	\$
Solde au 1^{er} janvier 2013	51 056 441	903,3
Actions émises dans le cadre du RRD	1 324 622	31,1
Solde au 31 décembre 2013	52 381 063	934,4
Actions émises dans le cadre d'un placement public réalisé par voie de prise ferme et de placements privés*	8 680 700	283,7
Actions émises dans le cadre d'un placement public réalisé par voie de prise ferme et de placements privés**	26 160 000	912,1
Actions émises dans le cadre du RRD (note 22)	1 366 957	46,4
Réduction du capital (note 22)***	-	(200,0)
Solde au 31 décembre 2014	88 588 720	1 976,6

* Dans le cadre de l'acquisition de Focus, WSP a conclu une entente avec un syndicat de preneurs fermes (les « preneurs fermes ») qui ont fait l'acquisition, par voie de prise ferme et aux termes d'un prospectus simplifié, de 5 333 000 actions ordinaires du capital-actions autorisé de WSP au prix de 33,75 \$ chacune. En outre, une option de surallocation a été octroyée aux preneurs fermes, laquelle a été intégralement exercée. Au total, 6 132 950 actions ordinaires ont été émises pour un produit brut de 207,0 \$.

Toujours dans le cadre de l'acquisition de Focus, l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (l'« OIRPC ») et la Caisse de dépôt et placement du Québec (la « Caisse ») ont acheté, dans le cadre d'un placement privé, un total de 2 370 000 actions ordinaires au prix de 33,75 \$ chacune. L'OIRPC et la Caisse se sont tous deux vu octroyer une option d'achat d'actions ordinaires additionnelles de WSP, représentant au plus 15 % du nombre d'actions ordinaires auxquelles ils avaient souscrit à la clôture, sous réserve de l'exercice de l'option de surallocation par les preneurs fermes. La Caisse a exercé son option de surallocation portant sur 177 750 actions ordinaires dans son intégralité. Au total, 2 547 750 actions ordinaires ont été émises pour l'OIRPC et la Caisse pour un produit brut de 86,0 \$.

Des frais d'émission globaux de 11,6 \$, déduction faite des actifs d'impôt différé de 2,3 \$, ont été déduits du produit brut.

** Dans le cadre de l'acquisition de Parsons Brinckerhoff, le 3 octobre 2014, la Société a conclu une convention avec un syndicat de preneurs fermes (les « preneurs fermes ») visant la vente de 14 000 000 de nouveaux reçus de souscription. Chaque reçu de souscription donnait le droit à son porteur de recevoir, sans paiement d'une contrepartie supplémentaire, une action ordinaire de l'émetteur. La Société a complété son offre le 22 septembre 2014, à un prix de 35,85 \$ par reçu de souscription, pour un produit brut de 502,0 \$. De plus, les preneurs fermes se sont vu octroyer une option de surallocation visant 2 100 000 reçus de souscription. Le 15 octobre 2014, les preneurs fermes ont exercé leur option de surallocation en partie, pour un produit brut supplémentaire de 35,9 \$. Après la conclusion de l'acquisition, le 31 octobre 2014, chaque reçu de souscription a été automatiquement échangé contre une action ordinaire de la Société.

Le 3 octobre 2014, la Société a également conclu des conventions de souscription selon lesquelles l'OIRPC et la Caisse ont fait l'acquisition, par voie de placements privés, de 11 160 000 reçus de souscription. Le 31 octobre 2014, la Société a émis 11 160 000 actions ordinaires en échange des reçus de souscription aux termes des placements privés, pour un produit brut de 400,0 \$.

Des frais d'émission globaux de 32,0 \$, déduction faite des actifs d'impôt différé de 6,2 \$, ont été déduits du produit brut.

Les détenteurs des reçus de souscription et des reçus de souscription aux termes des placements privés avaient aussi le droit de recevoir un équivalent du dividende déclaré le 6 août 2014. Le 7 novembre 2014, ils ont reçu un paiement de 9,8 \$ à ce titre, dont une tranche de 4,2 \$ a été réinvestie pour l'achat de 124 637 actions ordinaires de la Société aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »).

*** Dans le cadre de la restructuration de la Société (note 1), le capital déclaré de WSP au titre des actions ordinaires a été réduit de 200,0 \$ et le surplus d'apport a été augmenté du même montant.

Aux 31 décembre 2014 et 2013, aucune action privilégiée n'a été émise.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

18. GESTION DU CAPITAL

Les principaux objectifs de la Société relativement à la gestion de la structure de son capital sont les suivants:

- maintenir une flexibilité financière dans le but de répondre à ses engagements financiers, de verser des dividendes, d'exécuter une stratégie de croissance et de poursuivre sa croissance par l'entremise des acquisitions d'entreprises;
- gérer les activités de la Société de manière responsable afin d'être en mesure de verser un rendement adéquat aux actionnaires;
- respecter les ratios financiers requis en vertu des facilités de crédit.

Pour la gestion du capital, la Société a défini son capital comme une combinaison des dettes à long terme, de l'emprunt, de la participation ne donnant pas le contrôle et des capitaux propres attribuables aux actionnaires, déduction faite de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et du découvert bancaire. Les dettes sans recours sont exclues.

	2014	2013
	\$	\$
Dettes à long terme	799,1	189,2
Emprunt	4,3	4,6
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	2 151,8	974,3
Participation ne donnant pas le contrôle	(2,8)	(0,7)
	2 952,4	1 167,4
Moins : Trésorerie et équivalents moins le découvert bancaire	(176,3)	(100,1)
	2 776,1	1 067,3

La stratégie financière de la Société consiste à maintenir une structure flexible cohérente avec les objectifs cités plus haut, de s'adapter adéquatement à l'évolution de la conjoncture économique et de permettre sa croissance par des acquisitions d'entreprises. La Société surveille sa structure de capital en utilisant le ratio de la dette à long terme consolidée sur le BAIIA consolidé. Ce ratio vise à déterminer le niveau d'endettement maximal.

En vue de maintenir et d'ajuster sa structure de capital, la Société pourrait émettre de nouvelles actions sur le marché, contracter d'autres avances bancaires et négocier de nouvelles facilités de crédit. En 2014, la Société a émis 34 840 700 actions dans le cadre de deux placements privés et de deux prises fermes. Les produits nets ont servi à financer la contrepartie et les frais liés aux acquisitions de Focus et de Parsons Brinckerhoff.

19. ÉLÉMENTS NON SOUS-JACENTS

	2014	2013
	\$	\$
Coûts d'acquisition d'entreprises	45,2	-
Coûts d'intégration des entreprises nouvellement acquises	12,5	-
Coûts de restructuration et de réorganisation des activités existantes	12,1	9,5
	69,8	9,5

20. CHARGES FINANCIÈRES NETTES

	2014	2013
	\$	\$
Intérêts à payer sur les avances bancaires	11,6	7,0
Charges financières nettes liées aux obligations des régimes de retraite	4,8	4,0
Perte de change sur les passifs en monnaies étrangères	0,3	1,6
Autres intérêts et frais bancaires	2,1	2,5
Perte (profit) à la vente d'actifs disponibles à la vente	(5,0)	0,1
Produit d'intérêts	(1,3)	(2,7)
	12,5	12,5

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONS ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

21. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le tableau qui suit présente les composantes de la charge (du produit) d'impôt sur le résultat pour 2014 et 2013 :

	2014	2013
	\$	\$
Impôt exigible		
Impôt exigible sur le résultat de l'exercice	26,7	24,9
Ajustements relatifs aux exercices précédents	(6,8)	3,0
Total de l'impôt exigible	19,9	27,9
Impôt différé		
Création et résorption des différences temporaires	1,0	(2,7)
Incidence des variations des taux d'impôt	(0,6)	0,8
Ajustements relatifs aux exercices précédents	5,0	(3,7)
Total de l'impôt différé	5,4	(5,6)
Total de la charge d'impôt sur le résultat	25,3	22,3

Le tableau suivant présente un rapprochement de la charge d'impôt sur le résultat, selon qu'elle est calculée au taux national d'impôt prévu par la loi ou au taux d'impôt effectif :

	2014		2013	
	\$	%	\$	%
Résultat avant impôt	87,5	100,0	92,5	100,0
Taux d'imposition combinés canadiens fédéral-provincial prévus par la loi	26,90%		26,67%	
Impôt sur le résultat basé sur les taux d'imposition prévus par la loi	23,5	26,9	24,7	26,7
Charges non déductibles	0,6	0,7	0,8	0,9
Différences dues aux taux d'impôt étranger	(4,2)	(4,8)	(3,6)	(3,9)
Incidence des variations des taux d'impôt	(0,6)	(0,7)	0,8	0,9
Ajustement relatif aux exercices antérieurs	(1,8)	(2,0)	(0,7)	(0,8)
Actif d'impôt différé non comptabilisé sur les pertes reportées en avant	8,6	9,8	-	-
Retenue d'impôt	(0,8)	(1,0)	-	-
Autres	-	-	0,3	0,3
	25,3	28,9	22,3	24,1

Le 2 juillet 2013, le United Kingdom Finance Bill, le projet de loi prévoyant une réduction du taux d'imposition des sociétés du Royaume-Uni a été quasi adopté. Ce projet vise à faire passer le taux d'imposition de 23 % à 21 % à compter du 1^{er} avril 2014, et de 21 % à 20 % à compter du 1^{er} avril 2015. Par conséquent, pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Société a inscrit une charge d'environ 1,9 \$ (incluse au poste « gain (perte) actuariel sur les régimes de retraite » des états consolidés du résultat global) dans les autres éléments du résultat global, et une hausse de 0,8 \$ de la charge d'impôt sur le résultat attribuable à la réévaluation de ses actifs et passifs d'impôt différé non courants.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

Aux 31 décembre 2014 et 2013, les actifs et passifs d'impôt différé sont composés des éléments significatifs suivants :

	AU 1 ^{ER} JANVIER	CRÉDITÉ (DÉBITÉ) À L'ÉTAT DU RÉSULTAT NET	CRÉDITÉ (DÉBITÉ) AUX AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	DÉBITÉ DIRECTEMENT AUX CAPITAUX PROPRES	ACQUISITIONS D'ENTREPRISES	ÉCARTS DE CHANGE	SOLDE AU 31 DÉC.
2014							
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Provisions déductibles lors de leur règlement	2,7	0,6	-	-	40,6	1,5	45,4
Pertes autres qu'en capital	18,6	(4,7)	-	-	0,1	1,0	15,0
Régime de retraite	16,1	(1,4)	4,6	-	28,5	2,8	50,6
Frais d'émission différés	3,2	(2,1)	-	8,6	0,7	(0,4)	10,0
Immobilisations corporelles/immobilisations incorporelles	(14,6)	5,4	-	-	(69,7)	(7,2)	(86,1)
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	(37,3)	(3,7)	-	-	-	3,2	(37,8)
Retenues	(1,0)	-	-	-	-	-	(1,0)
Autres différences temporaires	7,1	0,5	2,7	-	15,7	(0,7)	25,3
Total	(5,2)	(5,4)	7,3	8,6	15,9	0,2	21,4

83

	AU 1 ^{ER} JANVIER	CRÉDITÉ (DÉBITÉ) À L'ÉTAT DU RÉSULTAT NET	CRÉDITÉ (DÉBITÉ) AUX AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	DÉBITÉ DIRECTEMENT AUX CAPITAUX PROPRES	ACQUISITIONS D'ENTREPRISES	ÉCARTS DE CHANGE	SOLDE AU 31 DÉCEMBRE
2013							
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Provisions déductibles lors de leur règlement	3,0	(0,4)	-	-	-	0,1	2,7
Pertes autres qu'en capital	9,4	8,1	-	-	-	1,1	18,6
Régime de retraite	18,5	(0,7)	(3,0)	-	-	1,3	16,1
Frais d'émission différés	3,7	(0,5)	-	-	-	-	3,2
Immobilisations corporelles/immobilisations incorporelles	(14,6)	2,2	-	-	-	(2,2)	(14,6)
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	(34,9)	-	-	-	-	(2,4)	(37,3)
Retenues	(0,6)	(0,4)	-	-	-	-	(1,0)
Autres différences temporaires	9,3	(2,7)	1,2	-	-	(0,7)	7,1
Total	(6,2)	5,6	(1,8)	-	-	(2,8)	(5,2)

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONS ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
Actifs d'impôt différé	\$	\$
Recouvrables dans plus de 12 mois	73,9	39,5
Recouvrables dans moins de 12 mois	96,5	13,0
	170,4	52,5
Passifs d'impôt différé		
Réglables dans plus de 12 mois	(98,7)	(17,0)
Réglables dans moins de 12 mois	(50,3)	(40,7)
	(149,0)	(57,7)
Passifs d'impôt différé, montant net	21,4	(5,2)

Certaines filiales de la Société ont subi des pertes d'exploitation nettes de 109,8 \$ (103,2 \$ en 2013) pour lesquelles un actif d'impôt différé de 15,0 \$ (18,6 \$ en 2013) a été comptabilisé. La Société s'attend à utiliser les pertes d'exploitation donnant lieu à l'actif d'impôt différé avant leur date d'expiration.

La Société n'a pas comptabilisé de passif d'impôt différé lié aux différences temporaires imposables, qui s'élevaient à 27,9 \$ au 31 décembre 2014 et à 29,0 \$ au 31 décembre 2013, relativement à ses investissements dans des filiales à l'étranger, car elle ne s'attend pas à ce que ces différences temporaires se résorbent dans un avenir prévisible. Lors de la distribution de ces revenus sous forme de dividendes ou autrement, la Société peut être assujettie à l'impôt des sociétés ou à des retenues à la source.

22. DIVIDENDES

La Société vise à déclarer et à verser des dividendes en trésorerie aux actionnaires chaque trimestre. Le montant total de dividendes déclarés par la Société pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 s'est établi à 33,2 \$, ou 0,375 \$ par action.

Le montant total de dividendes déclarés par la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, soit 112,4 \$, comprenait le versement de l'équivalent de dividende effectué le 7 novembre 2014 (77,8 \$ en 2013).

RÉGIME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES (RRD)

En vertu du RRD, les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de réinvestir les dividendes en trésorerie dans de nouvelles actions ordinaires. Les actions à émettre peuvent être achetées sur le marché libre ou émises sur le capital autorisé de la Société, au gré de la direction. Les actions émises sur le capital autorisé seront assorties d'un escompte maximum de 5,0 % par rapport au coût moyen du marché.

Après le paiement des dividendes déclarés le 6 novembre 2013, le 12 mars 2014, le 12 mai 2014 et le 5 août 2014, et au versement de l'équivalent de dividende le 7 novembre 2014, un montant de 46,4 \$ a été réinvesti dans 1 366 957 actions ordinaires dans le cadre du RRD (note 17).

Le 15 janvier 2015, lors du paiement du dividende du quatrième trimestre, un montant de 17,1 \$ a été réinvesti dans 542 709 nouvelles actions dans le cadre du RRD.

Dans le cadre de la restructuration de la Société (note 1), le capital déclaré de WSP au titre des actions ordinaires a été réduit de 200,0 \$ et le surplus d'apport a été augmenté du même montant.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

23. TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

A) AJUSTEMENTS

	2014	2013
	\$	\$
Dotation à l'amortissement	77,5	58,7
Quote-part du résultat d'entreprises associées et de coentreprises	(5,7)	(4,3)
Charge relative aux régimes de retraite à prestations définies	0,5	0,6
Cotisations monétaires aux régimes de retraite à prestations définies	(9,9)	(7,9)
Écarts de change et transactions sans incidence sur la trésorerie	0,1	(1,7)
Autres	(2,9)	1,0
	59,6	46,4

C) TRANSACTIONS SANS INCIDENCE SUR LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS

	2014	2013
	\$	\$
Acquisition d'immobilisations incorporelles et augmentation des charges payées d'avance par la prise en charge d'un contrat de location financement et de passifs financiers	2,8	17,9

B) VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE DU FONDS DE ROULEMENT

	2014	2013
	\$	\$
Diminution (augmentation) :		
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances	(91,3)	7,6
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	25,9	17,5
Augmentation (diminution) :		
Dettes d'exploitation et charges à payer	100,8	(17,4)
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	55,1	(12,0)
	90,5	(4,3)

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTION ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

24. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

ENTITÉS CONTRÔLÉES

La Société contrôle et consolide une entité lorsqu'elle est exposée, ou qu'elle a droit, à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

	PAYS DE CONSTITUTION	INTÉRÊTS	
		2014	2013
WSP Canada Inc.	Canada	100 %	-
WSP Sverige AB	Suède	100 %	100 %
WSP UK Limited	Angleterre	100 %	100 %
WSP Europe AB	Suède	100 %	100 %
WSP Group Consulting	Canada	100 %	-
WSP Middle East Limited	Jersey	100 %	100 %
WSP Asia Limited	Hong Kong	100 %	100 %
WSP Environmental Limited	Angleterre	100 %	100 %
WSP Finland (OY)	Finlande	100 %	100 %
WSP Hong Kong Limited	Hong Kong	100 %	100 %
Shanghai WSP Consulting Limited	Chine	100 %	100 %
Architecture49 Inc.	Canada	100 %	100 %
WSP Columbia S.A.S.	Colombie	100 %	100 %
WSP USA Corp.	États-Unis	100 %	100 %
WSP Group Holdings Limited	Angleterre	100 %	100 %
WSP Asia Pacific Pty Ltd	Australie	100 %	100 %
SWP Australia Holdings Pty Ltd	Australie	100 %	100 %
Parsons Brinckerhoff Holdings Inc.	États-Unis	100 %	-
Parsons Brinckerhoff (Asia) Ltd	Hong Kong	100 %	-
Parsons Brinckerhoff International Pte Ltd	Singapour	100 %	-
Parsons Brinckerhoff Ltd	Angleterre	100 %	-
Parsons Brinckerhoff Holdings Limited (UK)	Angleterre	100 %	-
Ingenieurgesellschaft für Verkehrsplanung and Verkehrssicherung GmbH (« IVV »)	Allemagne	100 %	-
PB Australia Pty Limited	Australie	100 %	-
Parsons Brinckerhoff Halsall Inc.	Canada	100 %	-
Parsons Brinckerhoff Middle East Ltd	Chypre	100 %	-
Parsons Brinckerhoff Holdings Mauritius Limited	Maurice	100 %	-
Parsons Brinckerhoff Muhendislik A.S.	Turquie	100 %	-

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

A) RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants incluent les membres du conseil, le président et chef de la direction, le chef des services financiers et les membres de l'équipe de direction. La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants inclut :

	2014	2013
	\$	\$
Salaires et avantages à court terme	20,9	6,1
Avantages postérieurs à l'emploi	-	0,3
	20,9	6,4

25. INSTRUMENTS FINANCIERS

JUSTE VALEUR

La trésorerie et les équivalents, les créances clients, charges payées d'avance et autres créances, l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, les dettes d'exploitation et charges à payer, les dividendes à payer, les découverts bancaires, l'emprunt, les effets à payer, les dettes à long terme, les obligations en vertu de contrats de location-financement et les avances bancaires sont des instruments financiers pour lesquels la juste valeur correspond approximativement à la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée, de leurs taux d'intérêt variables ou des taux courants sur le marché pour des instruments à taux fixe.

La hiérarchie des justes valeurs selon laquelle la Société évalue les instruments financiers est la suivante :

- Les données d'entrée de niveau 1 sont des cours non ajustés, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques;
- Les données d'entrée de niveau 2 sont des données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché visés au niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement;
- Les données d'entrée de niveau 3 sont des données non observables concernant l'actif ou le passif.

Aux 31 décembre 2014 et 2013, la juste valeur des placements disponibles à la vente est évaluée selon le niveau 1. Ces placements sont les seuls actifs évalués à la juste valeur.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée au risque de crédit, au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque de liquidité. Les analyses suivantes fournissent une évaluation de ces risques aux 31 décembre 2014 et 2013.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie ne respecte pas ses obligations en vertu d'un instrument financier ou d'un contrat, situation qui entraîne une perte financière pour la société.

Les instruments financiers qui sont susceptibles d'exposer la Société à un risque de crédit significatif sont essentiellement la trésorerie et les équivalents, les créances clients et autres créances ainsi que l'excédent des coûts et des profits prévus

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

sur la facturation. L'exposition maximale au risque de crédit de la Société se limite à la valeur comptable de ces instruments financiers, soit 1 946,5 \$ au 31 décembre 2014 et 765,2 \$ au 31 décembre 2013.

La trésorerie et les équivalents sont détenus ou émis par de grandes institutions financières. Par conséquent, la Société estime que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est minime.

Le risque de crédit de la Société découle essentiellement des créances clients et de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. Les montants indiqués dans les états consolidés de la situation financière sont présentés déduction faite des provisions pour créances douteuses. Ces dernières sont estimées par la direction et basées, en partie, sur l'âge des créances et sur le recouvrement actuel et prévu. En général, la Société n'exige pas de garantie supplémentaire ni autre sûreté pour ces comptes; cependant, le crédit n'est accordé qu'après avoir évalué la solvabilité des clients. De plus, la Société révisé continuellement le crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses lorsque la probabilité de recouvrement du compte a diminué de façon significative. La Société estime donc que son risque de crédit relatif aux créances clients est limité. Pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013, le montant des radiations comptabilisées n'était pas significatif.

La Société réduit son risque de crédit en offrant ses services à une diversité de clients, dans divers segments de marché et secteurs de l'économie.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs relatifs à un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change.

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est exposée à un risque de change en raison de ses activités d'exploitation libellées en livres sterling, en couronnes suédoises, en dollars américains et en euros et de ses actifs nets dans des établissements à l'étranger. Ces risques sont partiellement compensés par des achats et des charges d'exploitation engagées dans ces monnaies.

La Société a des investissements dans des établissements à l'étranger, dont les actifs nets sont exposés au risque de change. Ce risque est partiellement compensé par des emprunts libellés dans la monnaie étrangère appropriée. Les profits ou pertes de change sur l'investissement net dans ces établissements sont présentés dans le compte de cumul des autres éléments du résultat global, à titre d'écarts de change. Ce compte est inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires.

En tenant compte des montants libellés en monnaie étrangère et en supposant que toutes les autres variables demeurent inchangées, une variation des taux de change aurait un impact sur le résultat net de la Société. La direction est d'avis qu'une fluctuation de 10 % (10 % en 2013) des taux de change est raisonnablement possible.

Le tableau ci dessous résume l'incidence de fluctuations de -10 % et de +10 % du taux de change sur le résultat net :

	2014	2013
	\$	\$
Livre	2,0	0,7
Dollar américain	1,5	3,4
Couronne suédoise	3,0	-

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux monétaires futurs d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché. L'exposition de la Société à ce risque est principalement attribuable aux avances bancaires, aux effets à payer et à certaines dettes à long terme, qui portent intérêt à des taux variables. Ce risque est partiellement compensé par la trésorerie détenue à des taux variables.

Une fluctuation des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence importante sur le résultat net de la Société.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations à l'échéance.

Une trésorerie centralisée assure à la Société de conserver une flexibilité de financement en évaluant les besoins en flux de trésorerie futurs et en maintenant une marge de sécurité suffisante sur ses facilités de crédit engagées. Les limites de crédit, les restrictions sur la trésorerie et la conformité aux clauses restrictives sont aussi prises en considération.

La Société surveille sur une base continue son risque de liquidité lié aux instruments financiers. La direction vérifie en tout temps ses besoins en trésorerie afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour satisfaire aux exigences de l'exploitation tout en conservant une réserve adéquate sur ses facilités de crédit non utilisées. WSP a accès à des lignes de crédit obtenues auprès d'institutions financières (note 14).

Les tableaux suivants indiquent les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre 2014 et 2013. Les montants indiqués ci dessous représentent les flux de trésorerie contractuels non actualisés.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

2014	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE 1 ET 2 ANS	PLUS DE DEUX ANS
	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes d'exploitation et charges à payer y compris la partie non courante des provisions	1 105,4	1 105,4	1 064,4	41,0	-
Dividendes à payer aux actionnaires	33,2	33,2	33,2	-	-
Dettes à long terme y compris la partie courante	799,1	866,4	30,3	137,0	699,1
Passifs financiers y compris la partie courante	46,3	47,4	45,4	2,0	-
	1 984,0	2 052,4	1 173,3	180,0	699,1

2013	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE 1 ET 2 ANS	PLUS DE DEUX ANS
	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes d'exploitation et charges à payer y compris la partie non courante des provisions	374,9	374,9	367,9	7,0	-
Dividendes à payer aux actionnaires	19,6	19,6	19,6	-	-
Dettes à long terme y compris la partie courante	189,2	206,8	5,5	11,3	190,0
Passifs financiers y compris la partie courante	52,9	53,3	46,5	6,2	0,6
	636,6	654,6	439,5	24,5	190,6

Au 31 décembre 2014, la Société avait des facilités de crédit non utilisées de 427,3 \$ (210,1 \$ en 2013), déduction faite des lettres de crédit de 168,3 \$ (6,0 \$ en 2013) et de la trésorerie et des équivalents moins le découvert bancaire de 176,3 \$ (100,1 \$ en 2013).

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTION ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

26. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

CONTRATS DE LOCATION ET CAUTIONNEMENTS

La Société loue des locaux pour des bureaux et du matériel aux termes de contrats de location simple non résiliables. La durée des baux varie de six mois à dix ans, et la plupart des contrats de location sont renouvelables à la fin du bail pour une période additionnelle de trente mois à dix ans au taux du marché.

Les charges locatives comprises dans les états consolidés du résultat net totalisent 102,3 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 (76,3 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013).

Les versements minimums futurs aux termes des contrats de location simples non résiliables sont les suivants :

	2014	2013
	\$	\$
Moins d'un an	125,0	79,0
Entre un et cinq ans	293,5	190,9
Plus de cinq ans	113,9	93,9
	532,4	363,8

Au 31 décembre 2014, les cautionnements fournis dans le cours normal des activités totalisent 17,3 \$ (12,8 \$ en 2013).

ÉVENTUALITÉS

La Société fait actuellement face à des poursuites en justice en raison de travaux exécutés dans le cours normal de ses activités. La Société souscrit une assurance responsabilité professionnelle qui lui permet de gérer les risques occasionnés par de telles poursuites. Sur le fondement des conseils et de l'information fournis par ses conseillers juridiques, et compte tenu de son expérience dans le règlement de poursuites semblables, la direction estime que la Société a prévu une provision suffisante à ce titre et que le règlement définitif ne devrait pas dépasser de beaucoup la garantie d'assurance ou avoir une incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

En tant qu'entrepreneur effectuant des travaux pour l'État, la Société peut être assujettie à des lois et à des règlements plus contraignants que ceux qui s'appliquent aux entrepreneurs au service d'entités non gouvernementales. L'État vérifie attentivement la conformité à ces lois et à ces règlements par des audits et des enquêtes qui font partie intégrante de la procédure d'attribution des contrats publics, et la direction reçoit à l'occasion des demandes de renseignements concernant les activités de la Société avec des organismes publics. En novembre 2012, l'Unité permanente anti-corruption a exécuté des mandats de perquisition dans les bureaux de la Société situés dans la ville de Laval, dans la province de Québec, relativement à certains contrats attribués par la ville de Laval. Le 11 février 2013, la Société a annoncé qu'elle disposait de renseignements venant confirmer qu'il y avait bel et bien eu conduite inappropriée dans le passé, dans la province de Québec, en ce qui a trait au financement de partis politiques et à l'attribution de contrats municipaux. Vers le 28 février 2013, le Bureau de la concurrence a exécuté des mandats de perquisition dans les bureaux de la Société situés à Gatineau et dans la ville de Québec. Le 8 mai 2013, des accusations ont été portées contre deux anciens employés de la Société relativement à des événements qui se seraient produits dans la ville de Laval. Au 17 mars 2015, aucune accusation n'a été portée contre la Société en raison de ces faits, et la Société n'a reçu aucune demande de paiement d'une amende, pénalité ou autre indemnité pécuniaire. La Société ne peut aucunement prédire à l'heure actuelle le résultat final de toute enquête des autorités sur ces faits, les pertes éventuelles susceptibles d'en découler ou le risque d'élargissement d'une telle enquête, qui pourrait avoir un effet défavorable important sur les résultats d'exploitation futurs de la Société.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

27. INFORMATION SECTORIELLE

(A) PRINCIPAUX CLIENTS

Aux 31 décembre 2014 et 2013, chacun des clients ne représente pas plus de 10 % des produits consolidés de la Société.

(B) SECTEURS D'EXPLOITATION

La Société est structurée en cinq secteurs d'exploitation : Canada, États-Unis, Royaume Uni, Europe et Reste du monde.

Le comité exécutif évalue la performance des secteurs d'exploitation en fonction des produits des activités ordinaires, des produits nets et du BAIIA ajusté. Le BAIIA ajusté exclut les éléments désignés par la direction comme les coûts non récurrents, tels que les coûts de restructuration, de transaction et d'intégration, ainsi que les charges du siège social. Ces charges correspondent aux frais et aux salaires relatifs aux fonctions centralisées comme les finances, les ressources humaines et les technologies, qui ne sont allouées à aucun secteur. Cette mesure exclut aussi les incidences des charges financières, des amortissements et de l'impôt sur le résultat.

Les ventes entre secteurs sont effectuées sans lien de dépendance. Les produits des activités ordinaires présentés au comité exécutif sont évalués de la même façon que dans les états consolidés du résultat net et excluent les ventes intragroupe.

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONS ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

2014	CANADA	ÉTATS-UNIS	ROYAUME-UNI	EUROPE	RESTE DU MONDE	TOTAL
Produits	826,6	497,5	501,1	575,4	501,8	2,902,4
Moins: Sous-consultants et coûts directs	(137,5)	(149,5)	(100,1)	(69,9)	(95,5)	(552,5)
Produits nets	689,1	348,0	401,0	505,5	406,3	2,349,9
BAlIA ajusté	97,5	43,3	39,3	60,6	34,8	275,5
Charges du siège social						(22,0)
Éléments non sous-jacents						(69,8)
Charges financières						(13,8)
Dotation à l'amortissement						(77,5)
Quote-part de l'impôt sur le résultat et de la dotation à l'amortissement des entreprises associées						(4,9)
Résultat avant impôt						87,5

Le tableau qui suit présente les activités de la Société en fonction des secteurs opérationnels.

2013	CANADA	ÉTATS-UNIS	ROYAUME-UNI	EUROPE	RESTE DU MONDE	TOTAL
Produits	618,8	206,4	363,4	542,1	285,3	2,016,0
Moins : Sous-consultants et coûts directs	(101,6)	(30,6)	(86,8)	(75,5)	(44,3)	338,8
Produits nets	517,2	175,8	276,6	466,6	241,0	1,677,2
BAlIA ajusté	69,3	28,8	25,9	61,7	18,2	203,9
Charges du siège social						(23,3)
Éléments non sous-jacents						(9,5)
Charges financières						(15,1)
Dotation à l'amortissement						(58,7)
Quote-part de l'impôt sur le résultat et de la dotation à l'amortissement des entreprises associées						(4,8)
Résultats avant impôt						92,5

NOTES ANNEXES

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE)

C) RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

Les produits suivants ont été attribués à une région géographique en se fondant sur le pays où la Société exerce ses activités.

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
	\$	\$
Canada	826,5	634,2
Suède	471,3	439,1
Royaume-Uni	501,1	367,0
États-Unis	497,5	198,4
Émirats arabes unis	96,5	60,3
Afrique du Sud	69,3	55,7
Allemagne	29,7	46,9
Australie	114,3	41,7
Colombie	46,8	37,0
Chine	95,4	39,0
Finlande	42,4	42,2
Autres	111,6	54,5
	2 902,4	2 016,0

Les immobilisations corporelles et incorporelles et le goodwill sont alloués dans les pays suivants:

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
	\$	\$
Canada	675,2	331,9
Suède	222,0	269,2
Royaume-Uni	194,0	185,7
États-Unis	1 135,0	111,9
Autres	336,3	69,7
	2 562,5	968,4

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

L'Assemblée générale annuelle sera tenue à 10h, heure avancée de l'est (HAE), le 21 mai 2015 à :

Musée McCord
690, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec
H3A 1E9
Canada

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DE DOCUMENTS AUX ACTIONNAIRES

Nous vous invitons à demander que les documents vous soient livrés par voie électronique. Certains des avantages de la transmission électronique sont l'accès à d'importants documents sur la firme de manière facile, rapide et respectueuse de l'environnement; de plus, elle réduit les coûts d'impression et les frais de poste.

ACTIONNAIRES INSCRITS

Les actionnaires inscrits ont accès aux documents de l'entreprise sur le site www.wspgroup.com ou en s'inscrivant en ligne à l'adresse www.canstockta.com

Si vous ne voulez PAS recevoir le rapport annuel, procédez de l'une des façons suivantes :

- Téléphonnez au 1-800-387-0825
- Vous rendre sur le site Web de CST : www.canstockta.com et remplir le formulaire de consentement de livraison par voie électronique

ACTIONNAIRES BÉNÉFICIAIRES

Les actionnaires qui détiennent leurs actions par l'intermédiaire d'un courtier en valeurs mobilières ou d'un établissement financier doivent se rendre sur le site Web www.investordelivery.com ou communiquer avec leur conseiller en placements pour demander que les documents leur soient livrés par voie électronique.

POUR OBTENIR DE L'AIDE SUR CE QUI SUIT :

- Des renseignements financiers ou statistiques additionnels
- Des nouvelles sur les développements dans l'industrie ou sur la Société
- Les plus récents communiqués et présentations pour les investisseurs

Prenez contact avec le service des relations avec les investisseurs

Isabelle Adjahi
Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications d'entreprise
Groupe WSP Global Inc.
+ 1 514-340-0046, #5648
isabelle.adjahi@wspgroup.com

POUR OBTENIR DE L'AIDE SUR CE QUI SUIT :

- Régime de réinvestissement des dividendes
- Changement d'adresse et transmission électronique de documents aux actionnaires
- Paiements de dividendes ou dépôt direct des dividendes
- Transfert ou perte de certificats d'actions et règlements de succession

Prenez contact avec l'agent de transfert et agent chargé de la tenue des registres

CST Trust Company
2001, rue Université
Bureau 1600
Montréal, Québec
H3A 2A6
Canada
+1 416-682-3860 ou 1-800-387-0825
inquiries@canstockta.com
www.canstockta.com

DÉPÔTS

La Société dépose tous les rapports requis par les commissions canadiennes des valeurs mobilières. Ces renseignements sont publiés sur le site Web SEDAR, www.sedar.com et sur le site Web de la Société, www.wspgroup.com.

ATTESTATIONS

Les attestations du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société concernant la qualité de la divulgation financière de cette dernière selon les exigences réglementaires canadiennes sont déposées sur le site Web SEDAR à www.sedar.com.

PRACTICES PRATIQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Les pratiques de la Société en matière de gouvernance d'entreprise sont énoncées dans la Circulaire de sollicitation des procurations de la Direction déposée auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, laquelle est affichée sur le site Web SEDAR, www.sedar.com et sur le site Web de la Société, www.wspgroup.com.

SERVICE DE DÉNONCIATION

WSP est déterminée à promouvoir les comportements éthiques et honnêtes et à s'assurer que tous se sentent en sécurité au sein de la Société et dans leur environnement de travail. Pour tenir cet engagement, WSP utilise un service de dénonciation anonyme offert par Expolink, tiers indépendant, afin de faciliter le signalement de mauvaise conduite potentielle en milieu de travail. L'adresse électronique confidentielle de ce service est wsp@expolink.co.uk. D'autres détails sur le service et les numéros de téléphone internationaux sans frais sont affichés sur le site Web de la Société, www.wspgroup.com.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Groupe WSP Global Inc.
1600, boulevard René-Lévesque Ouest
16e étage
Montréal, Québec
H3H 1P9
Canada
+ 1 514-340-0046

INSCRIPTION À LA BOURSE

Groupe WSP Global Inc. est inscrit à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole WSP.

ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

Au 30 mars 2015, 89 131 429 actions ordinaires de la Société étaient en circulation.

POLITIQUE DE DIVIDENDE

Pour 2014 et 2013, la Société a déclaré un dividende de 1,50 \$ par action. Le Conseil d'administration a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié en fonction des résultats actuels de la Société et des exigences financières pour les opérations de la Société. Il est actuellement prévu que le dividende demeure au même niveau, mais est sujet à l'évaluation réalisée par le Conseil des exigences futures, de la performance financière, de la liquidité, des perspectives et d'autres facteurs jugés pertinents. Le paiement de chaque dividende trimestriel demeurera sujet à la déclaration de ce dividende par le Conseil.

AUDITEURS INDÉPENDANTS

PricewaterhouseCoopers s.r.n.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables Professionnels Agréés

Ce document peut aussi être téléchargé du site www.wspgroup.com.

This document is also available in English.
Please contact the Investor Relations Department.

CE DOCUMENT CONTIENT DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES QUI REFLÈTENT LES ATTENTES DE LA DIRECTION QUANT À LA CROISSANCE, AUX RÉSULTATS D'EXPLOITATION, AU RENDEMENT ET AUX PERSPECTIVES D'AFFAIRE DE LA SOCIÉTÉ. CES ÉNONCÉS PROSPECTIFS SONT ASSUJETTIS À DIVERS RISQUES ET INCERTITUDES. LES RÉSULTATS RÉELS DE LA SOCIÉTÉ PEUVENT DIFFÉRER CONSIDÉRABLEMENT DES RÉSULTATS PRÉVUS DANS LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES ET UN CERTAIN NOMBRE DE FACTEURS, NOTAMMENT MAIS SANS LIMITATION LES FACTEURS MENTIONNÉS DANS DIVERSES PARTIES DE CE DOCUMENT ET SOUS LA RUBRIQUE « FACTEURS DE RISQUE » DANS LE RAPPORT DE GESTION DE WSP POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014. LA DISCUSSION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE WSP DANS CE DOCUMENT DOIVENT ÊTRE LUS AVEC LES ÉTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ ET LES NOTES AFFÉRENTES PUBLIÉS DANS CE DOCUMENT.

PARASO

INSWP

BRINC

KEARN

FEF

